

CONTRIBUTION AU DIAGNOSTIC DU PATRIMOINE DE LA COMMUNE D'AUBERVILLIERS



Contribution au diagnostic du patrimoine de la commune d'Aubervilliers

Le présent dossier constitue la contribution du Département de la Seine-Saint-Denis à l'élaboration du diagnostic du patrimoine de la commune d'Aubervilliers. Il propose les éléments qui pourraient être identifiés au titre de l'article L 123-1-7° du Code de l'urbanisme dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la ville.

Ce dossier a été réalisé en concertation avec le Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine, les services patrimoniaux de la Direction Régionale des Affaires Culturelles et le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement, conformément aux objectifs du protocole de décentralisation culturelle entre l'Etat et le Département de la Seine-Saint-Denis signé en novembre 2001 et coordonné par Olivier MEYER. Il s'inscrit dans une démarche de coopération avec les communes pilotée par Michel DESMARRES et dans le cadre des travaux de l'Inventaire départemental conduits par Evelyne LOHR.

Ce dossier a été réalisé par

Recherche historique et inventaire :

Marie-Françoise LABORDE
Antoine FURIO (patrimoine industriel)
Benoît POUVREAU (patrimoine du logement social)
Claude HERON (inventaire archéologique)
Marc COURONNE (cartographie historique)

Edition :

Jean-Barthélemy DEBOST (relecture)
Claudine ROUSSET (mise en page)

Avec le concours de:
Damien SIMSEN

Département de la Seine-Saint-Denis
Direction de la Culture, de la Jeunesse et du Sport
Bureau du Patrimoine
Pantin, novembre 2004

Remerciements

Le Bureau du Patrimoine remercie chaleureusement

Annick Descamps, pour avoir coordonné ce travail d'inventaire au sein de la mairie d'Aubervilliers et maintenant de Plaine Commune,

et, pour leur aide et leur soutien, à la mairie d'Aubervilliers :

Jean-Charles Virmaux et l'équipe des Archives et de la Documentation,
Sylvie Martin du service de l'Urbanisme réglementaire,
Aline Guérin et Pascal Jarry, de la Maison des projets,
Michel Bosdevesy et Elie Gonzalez de la direction de l'Architecture,
Corinne Poulain-Dafri et Julie Cahen-Ulloa, de la direction de la Culture,
Denis Ralite du service Communication,

Willy Vainqueur, photographe, du service Communication, pour sa collaboration généreuse,

et, désormais à Plaine Commune, secteur Aubervilliers :

Laure Doumenc, du service Aménagement et Patricia Bollinger, cartographe,

ainsi que l'ensemble des élus municipaux et du personnel de la mairie d'Aubervilliers.

Nous remercions également pour leur mémoire précieuse :

Marcel Aubert

Jacques Boudier

Jacques Dessain

Claude Fath, Société de la vie et de l'histoire d'Aubervilliers

Sommaire

Présentation	5
Introduction	6
1. Dynamique historique du territoire d'Aubervilliers	11
Développement de la ville	13
2. Le patrimoine architectural et urbain, formation et développement	45
Le Noyau Ancien	47
Les Quatre-Chemins	61
Le secteur de La Plaine : une vaste zone à vocation industrielle	73
Aménagements urbains et équipements autour de 1900	83
Première phase d'extension du centre ville	94
Paul-Bert : un quartier dynamisé par l'industrie dès 1851	101
Les années 1920-1930 : logement social et équipements	110
Le développement des quartiers du Marcreux et du Landy	120
Le Montfort, des premiers lotissements, vers 1920, aux grands ensembles d'après-guerre	128
L'après-guerre, logement social et équipements	139
Architecture contemporaine	154
Bibliographie	158
Annexes	161

Présentation

La ville d'Aubervilliers s'est engagée dans l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme. Elle a confié à l'équipe d'ACT consultants une mission d'assistance dans cette élaboration. L'élaboration d'un nouveau document d'urbanisme donne à la municipalité l'occasion de réfléchir au développement de son territoire engagé dans un important processus de renouvellement urbain au sein d'un espace communautaire, en bénéficiant des nouvelles dispositions offertes par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain.

Parmi ces nouvelles dispositions, la loi SRU offre aux communes la possibilité d'identifier les éléments de leur territoire qui constituent des enjeux patrimoniaux. Cette identification exige un important travail de repérage et de documentation sur l'ensemble de la commune pour alimenter le volet patrimonial du diagnostic territorial, ce diagnostic constituant la première phase de l'élaboration du PLU. Une telle approche, en permettant à la ville de définir un projet urbain qui s'appuie sur les éléments forts de son patrimoine, s'inscrit pleinement dans une perspective de développement durable, conformément aux objectifs de la loi SRU.

C'est dans ce contexte que la ville d'Aubervilliers a demandé l'assistance du Bureau du patrimoine. En effet le Bureau du patrimoine, instance départementale dépendant de la Direction de la Culture, de la Jeunesse et du Sport, est une équipe pluridisciplinaire composée d'archéologues, d'historiens et d'architectes-urbanistes qui exerce ses missions dans le cadre d'un protocole de décentralisation culturelle signé entre l'Etat et le Département de la Seine-Saint-Denis. L'une de ses missions privilégiées est d'apporter sa contribution aux diagnostics patrimoniaux qui sont élaborés par les communes dans le cadre de leur PLU. Le principe et la méthodologie de cette contribution ont fait l'objet d'une validation du Conseil scientifique du protocole Etat-Département. Il s'agit d'une démarche expérimentale qui vise à articuler les travaux d'inventaire engagés sur l'ensemble du département avec le renouvellement urbain à l'œuvre sur le territoire de la Seine-Saint-Denis, en recherchant des coopérations avec les communes engagées dans la mise en œuvre de leur PLU .

Ainsi, à l'initiative de la ville, le Bureau du patrimoine a entrepris l'identification du patrimoine d'Aubervilliers, en coopération avec les services municipaux et l'équipe d'ACT chargée de l'élaboration du PLU. Cette démarche est également conduite en liaison avec les partenaires du Bureau du patrimoine réunis au sein d'un groupe de travail départemental institué dans le cadre du protocole de décentralisation culturelle, et regroupant notamment des représentants de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine, de la Direction Départementale de l'Equipeement et du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement.

Le présent dossier retrace les travaux de repérage et de documentation proprement dits. Il sera complété par un second document proposant des orientations pour la protection, la mise en valeur ou la requalification du patrimoine, qui pourraient être prises en compte dans le cadre du Projet d'Aménagement et de Développement Durable. Ce document comprendra des fiches d'inventaire pour les éléments les plus remarquables ou les plus sensibles du patrimoine communal repérés et identifiés avec la ville. Le cas échéant ces fiches contiendront des informations et des recommandations pour permettre aux services municipaux d'assurer un suivi continu de l'évolution de ce patrimoine en étroite concertation avec les partenaires concernés .

Introduction

Située au nord-est de Paris, la ville d'Aubervilliers s'est développée à l'écart des grands axes de circulation. Séparée aujourd'hui de la capitale par le boulevard périphérique, elle l'était auparavant par les enceintes de Thiers et par les communes de La Villette et de La Chapelle avant leur annexion en 1860. Elle est longée à l'est par la Route Nationale 2, avenue Jean-Jaurès, effleurée au nord par le chemin de fer et l'A86, en viaduc, bordée à l'ouest par les zones industrielles. Ce n'est pas une ville que l'on traverse, mais une ville que l'on découvre. De fait Aubervilliers fait partie de ces communes célèbres, mais secrètes. Elle est sans doute plus connue pour ses hommes politiques charismatiques, de Charles Tillon à Jack Ralite, en passant, très rapidement, par Pierre Laval, et pour l'intérêt qu'elle a suscité auprès des écrivains et des artistes, que pour son patrimoine.

Le bourg ancestral s'est développé à distance des grandes voies de communication : la route de Flandre (RN2) et la route de Senlis (RN1). Il était relié à Saint-Denis et Paris par des chemins ruraux qui convergeaient vers ses deux rues principales, la rue du Moutier et la rue Heurtault. Sa notoriété lui venait des miracles accomplis dans sa paroisse depuis le Moyen-Age, et de la qualité de ses légumes, notamment le chou et l'oignon des Vertus.

Le XIXe siècle verra le territoire d'Aubervilliers se transformer radicalement. Le canal Saint-Denis, mis en eau en 1821, crée une fracture qui ne se refermera pas. Cette voie d'eau et le déplacement des barrières d'octroi aux portes de la ville en 1860, entraîneront l'installation d'industries sur les terres agricoles qui, moins de 100 ans plus tard, disparaîtront définitivement. La Révolution industrielle d'Aubervilliers est en marche, elle déterminera l'évolution de la ville jusqu'à l'époque actuelle.

De bourgade paysanne, la ville deviendra rapidement ville industrielle, et devra dorénavant sa réputation à ses usines et à sa population ouvrière. Au début du XXe siècle, le livre de Léon Bonneff donne le ton dès sa première page : “ *Dans la banlieue nord de Paris il y a une ville terrible et charmante. En elle, confluent les déchets, les résidus, les immondices sans nom que produit la vie d'une capitale. Là, vont les bêtes crevées, les animaux de boucherie que les vétérinaires refusent à la consommation, les chevaux qui meurent à la peine sur la voix publique ; là par barriques chaudes et fumantes, va le sang des abattoirs et des vidanges.*

*Et jusqu'aux boulevards de cette ville, s'étend la campagne la plus fertile de l'Ile-de-France, les champs qui donnent un blé dur et fort, les “ marais ” où croissent, malgré l'hiver, les vigoureux légumes ; c'est elle qui chaque nuit, dirige vers Paris au roulement cahotant des charrettes, la pro-vende la plus généreuse ; c'est elle qui garde, dans l'abandon général des coutumes et des personnalités, ses vieilles habitudes, son visage de bourg ancien qu'envahit et ronge la lèpre des usi-nes insalubres ; c'est Aubervilliers empuantie par l'haleine fétide de fabriques d'engrais, rafraîchie par le souffle qui vient des jardins et des champs et qui ramasse les parfums sur la plaine de La Courneuve ; c'est Aubervilliers-la-poudrette et Aubervilliers-la-fleurie ; la ville où l'on cuit les cada-vres et où l'on multiplie les récoltes ; la ville aux deux figures, l'antique et la moderne, la chaudière de l'enfer et la corbeille de printemps...”. Le film d'Elie Lotar** quelque 50 ans plus tard, viendra parachever cette image de désolation en s'attardant sur les taudis. Commandé par le maire Charles Tillon, dans le but d'attirer l'attention sur les énormes problèmes de logements que connaissait sa ville, le moyen-métrage, très engagé, ignore les autres aspects d'Aubervilliers. La chanson lancinante écrite par Prévert, qu'on a connu plus inspiré, et composée par Kosma, “ *les enfants**

* Bonneff Léon, Aubervilliers, L'Esprit des péninsules, 2000 pour la réédition.

** Lotar Elie, Aubervilliers, 1946, film documentaire, N&B, 34 mn.

d'Aubervilliers, les petits enfants de prolétaires... ” deviendra la rengaine de la misère. Les romans de Didier Deaninckx la maintiendront sur la scène littéraire, mais dans son côté noir. Classes laborieuses, classes dangereuses, il n'y a qu'un pas. Aubervilliers souffrira de cette réputation sulfureuse que les expériences culturelles audacieuses menées dès les années 1960, comme l'ouverture de l'emblématique Théâtre de la commune, ne parviendront qu'à écorner.

Aubervilliers reste donc à découvrir dans sa complexité, d'autant plus qu'elle est à un nouveau tournant de son histoire que la désindustrialisation des années 1960-70 a amorcé. La ville s'est ouverte et fait dorénavant partie de la communauté de communes Plaine-commune. Mutations de la Plaine Saint-Denis, aménagements du canal, de la porte d'Aubervilliers, achèvement de la ZAC Heurtault (Zone d'Aménagement Concerté), différentes OPAH (Opération pour l'amélioration de l'habitat), qui ont d'ores et déjà transformé en partie le centre ville et le quartier des Quatre-Chemins, autant de secteurs en renouvellement, que l'arrivée du métro devrait encore dynamiser.



Rue de Pantin. 1910. Carte postale ancienne, AM Aubervilliers.



Ouvriers, vers 1910. Carte postale ancienne, AM Aubervilliers.

L'étude que nous avons réalisée a pour ambition de donner à voir son architecture, aspect le plus immédiat lorsqu'on l'aborde. Reflet de son histoire, celle-ci permet de suivre son évolution. L'étude de la ville, sur le terrain et dans les archives, nous a révélé un patrimoine riche et chargé de sens. Loin de la monumentalité de ses célèbres voisines, Paris ou Saint-Denis, Aubervilliers s'est construit un héritage architectural fait de modestie et de pragmatisme mais aussi de talent. Habilement constitué et surtout en grande partie conservé, ce patrimoine, dans sa diversité, confère à la ville une identité très forte.

C'est cette identité que la ville nous a demandé d'étudier et, dans son désir de la préserver, de l'aider à en établir le diagnostic patrimonial qui viendra enrichir son PLU (Plan local d'Urbanisme).

La première étape de l'étude que nous présentons ici, est l'inventaire du patrimoine bâti. Pendant six mois, l'équipe que nous formons, historiens et architectes, a eu le plaisir d'aller à la découverte de celle que Jack Ralite aime appeler “ *ma ville rude et tendre* ”***.

*** Le monde, 28 mars 2003

Méthodologie

Ce travail a été élaboré à partir d'une recherche bibliographique, en bibliothèques, en archives (départementales et communales) et dans divers centres de documentation : Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement, Direction Régionale des Affaires Culturelles, Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine, écoles d'architecture. Dans le même temps une étude cartographique a été réalisée, en interne (www.atlas-patrimoine.net) et en archives (départementales et communales). Ce travail s'est accompagné de repérages sur le terrain, rue par rue.

Ces diverses recherches nous ont permis d'avoir une connaissance générale du patrimoine de la commune dans sa diversité et d'appréhender son évolution historique. A partir de là, nous avons élaboré un plan de présentation, que nous avons voulu chronologique plutôt qu'unique sectorisé. *“ Courons le risque de mal distinguer la part de la géographie et la part de l'histoire. Les constructions territoriales sont avant tout du temps consolidé. ” (Marcel Roncayolo)****.*

A partir de ce plan, nous avons documenté les éléments identifiés, notamment par le dépouillement des permis de construire aux archives municipales, et rédigé des fiches d'inventaire illustrées de cartes et de photos (qui seront consultables en annexe et sur l'Atlas du patrimoine et de l'architecture).

Rappelons que notre travail a donné régulièrement lieu à des présentations en mairie, auxquelles ont participé divers services de la municipalité, urbanisme, architecture, culture, communication, archives, Maison des projets. Ainsi l'avancée de nos recherches a été validée et enrichie par l'apport de personnes aux compétences variées.

De même ce document, au fur et à mesure de son élaboration, a été présenté au Groupe de travail départemental du patrimoine constitué au sein du bureau du patrimoine dans le cadre du protocole de décentralisation culturelle.

Mode d'emploi

Ce document se présente sous la forme d'un dossier de synthèse, détaillant, dans chaque chapitre, les différentes phases du développement d'Aubervilliers. Il sera complété par les fiches d'inventaire concernant les lieux ou les bâtiments les plus importants. Le numéro entre parenthèse (x) placé après le site, cité dans le corps du texte, renvoie à la fiche concernée. D'une façon générale, et quand nous disposons de l'information, après chaque bâtiment figurent la date de construction et le nom de l'architecte, exemple (1909, H. Péping).

Sans mention complémentaire, c'est la dénomination actuelle des rues qui est indiquée.

Plan des repérages

Ce plan est donc chronologique. Cependant, étant donné que le patrimoine albervillarien, est généralement hétérogène et très mêlé, il est évident que les 15 parties déterminées ne sont pas étanches mais en interaction les unes avec les autres.

**** Roncayolo Marcel, La ville et ses territoires, Gallimard, folio essais, 1997.

1. Centre /bourg ancien : considéré d'après les premières rues bâties apparaissant sur le cadastre napoléonien (1808-1812) : rues du Moutier, de la Commune de Paris, Heurtault, des Noyers, Charon, Chapon, de La Courneuve, du Landy (jusqu'au canal).
2. Quartier Villette/Quatre-chemins : secteur dont le développement débute aux environs de 1850 et qui se développe en parallèle du bourg ancien.
3. Le secteur de la Plaine, zone de grandes emprises industrielles
4. Encart sur les EMGP, Compagnie des Entrepôts et Magasins Généraux de Paris
5. Les aménagements autour de 1900 : les grands axes : avenues Victor Hugo, Anatole France, Président Roosevelt, Félix Faure et prolongement de l'avenue de la République. L'aménagement du square Stalingrad et les premiers équipements : groupes scolaires, hospice, bourse du travail, salle des fêtes, Justice de paix, ...
6. La première phase d'extension du centre ville : rues Ferragus, Pasteur, David, Achille Domart, Bernard et Mazoyer, Villebois-Mareuil, André-Karman.
7. Le développement du quartier Paul Bert. Territoire où les principaux secteurs du patrimoine sont l'industrie, les équipements scolaires et sportifs et le logement social.
8. Encart sur les principaux architectes du début du XXe siècle : Adolphe Gérard, Marius Larrey, Alfred Lesieur et Henri Péping.
9. Les années 1920/30 : la deuxième grande phase de construction d'équipements (groupes scolaires, bains-douches...) et les premières opérations de logement social, ainsi que de beaux exemples de logement patronal. Industrialisation : l'assise sur le territoire des grandes entreprises.
10. Encart sur Roland Boudier, architecte à Aubervilliers des années 1930 aux années 1960.
11. Le développement des quartiers du Marcreux et du Landy, dont l'urbanisation démarre dans les premières années du XXe siècle, mais devient effective dans l'entre-deux-guerres. Quartiers ouvriers, spécifiques par leur réseaux de ruelles étroites bordées de pavillons de très petite taille.
12. Le développement du quartier du Montfort, dont l'urbanisation débute avec les quartiers pavillonnaires dans les années 20 et se poursuit essentiellement avec les grandes opérations de logement social après guerre.
13. Encart sur l'immeuble et ses spécificités albertivillariennes
14. L'après-guerre : période marquée par la construction de grandes opérations de logement social. Approche du travail important de certaines agences comme celles de Lopez et Holley, de l'AUA, ainsi que des réalisations de la Société d'économie mixte, Sodedat 93. Aperçu des principaux équipements construits à cette époque.

15. Architecture contemporaine : les principales réalisations (logement, équipement...) repérées pour leurs qualités architecturales : lycée Le Corbusier, collège Rosa Luxembourg et quartier alentour, centre administratif et de santé, commissariat de police, maison de l'enfance Tony Lainé, Hôpital de la Roseaie.

Les secteurs du canal et du fort n'apparaissent pas à part entière dans ce plan car ce sont des territoires à part et en pleine mutation, et qu'ils font l'objet par ailleurs d'études spécifiques. Cependant leur influence sur le développement et la physionomie actuelle de la ville est bien entendu intégrée à notre travail.

1. Dynamique historique du territoire d'Aubervilliers

Développement de la ville

Le développement d'Aubervilliers s'est effectué à partir d'une grande rupture, le passage d'une économie agricole à une économie industrielle dans la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle. La commune, dont la physionomie avait évolué très lentement depuis le Moyen Age, a vu son paysage bousculé et transformé définitivement à partir de cette époque. Avant de procéder à l'inventaire du bâti actuel, nous avons étudié ses origines et sa formation. Ce chapitre, qui retrace l'évolution géomorphologique, historique et urbaine de la ville, se compose de trois grandes parties :

1. Le territoire avant la révolution industrielle
2. L'arrivée et le développement de l'industrie et ses conséquences sur le territoire
3. L'évolution générale de la ville

1. Le territoire avant la révolution industrielle

Aubervilliers a aujourd'hui une superficie de 576 hectares (fig.1). Sa limite nord, remarquablement stable depuis le début du XVIII^e siècle, coïncide avec le tracé du ru de Montfort, aujourd'hui disparu. Sa limite est se confondait parfaitement jusqu'au milieu du XIX^e siècle avec le tracé de la route de Senlis, actuelle RN 2, au point d'ailleurs de s'adapter au réaligement de cet axe effectué vers 1740. En 1851 toutefois, les 33,5 hectares dépendant de Pantin, sur lesquels est édifié le fort d'Aubervilliers, lui ont été annexés. Le tracé actuel de sa limite sud est issu de la nouvelle délimitation du territoire de Paris réalisé en 1859 qui soustrait à Aubervilliers 28 hectares au profit de Paris, mais lui en rattache neuf distraits des communes de La Chapelle et La Villette. Quant à sa limite ouest et nord-ouest, elle est issue du bornage respectif des seigneuries de Saint-Denis et d'Aubervilliers effectué en 1707. Lors de cette opération, faisant suite à deux arrêts du Conseil d'Etat qui rétablissent la ville de Saint-Denis dans ses anciens privilèges, exemptent de la taille ses habitants et fixent les limites du territoire affranchi, Saint-Denis annexe la portion de territoire comprise entre le chemin pavé de Saint-Denis, actuelle RN 1, le ru de Montfort, et celle correspondant à son enceinte, soit environ 160 hectares (fig.1bis-2). Des modifications mineures des limites communales ont également eu lieu en 1791 (cession de territoires à Pantin et La Villette), 1792 (cession de territoire à La Chapelle), 1930 (cession de terrains à Paris) et 1942 (rectifications des limites avec Saint-Denis).

Le territoire communal s'étend sur une faible pente s'abaissant doucement du pied du plateau de Belleville-Montreuil, au sud-est, vers la " fosse " de Saint-Denis, au nord-ouest. Le point le plus haut, à 43 m d'altitude, se trouve en limite de Paris, entre les portes d'Aubervilliers et de la Villette ; le point le plus bas, à 32 m, se trouve dans le quartier des Bergeries, entre les voies de chemin de fer et la limite communale avec Saint-Denis (fig.3).

L'assise du territoire est, pour l'essentiel, constituée par la Plaine Saint-Denis qui, de Saint-Ouen à Pantin, se présente comme une surface d'érosion dégagée dans les marnes et le gypse par le ruissellement. Au nord de la commune, le vallon du ru de Montfort, aux sols argilo-sableux, participe de la cuvette alluviale qui caractérise le centre-ouest de la Seine-Saint-Denis. Celle-ci a été dégagée dans les marnes et le calcaire de Saint-Ouen sans doute par un ancien méandre de la Seine. La réorganisation du drainage qui intervient au Tardiglaciaire (vers -8500 avant J.C.) se traduit par l'apparition d'un réseau de rus dont le ru de Montfort. Ce dernier prend sa source à Bobigny et constitue un important élément



Fig. 1bis

Plan du terroir de Saint-Denis en France", par Claude Inselin, 1708. BNF - Département des cartes et plans, Ge D5492 ; gravure ; 60 x 51 cm (cl. BNF)

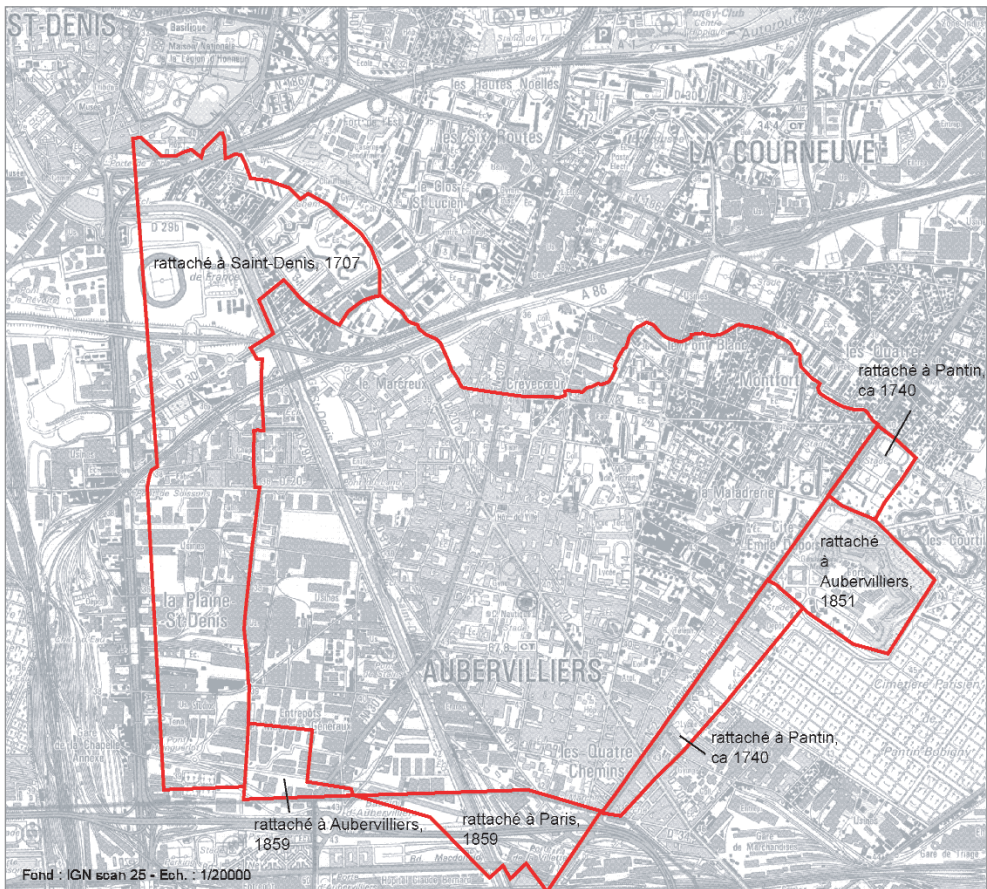
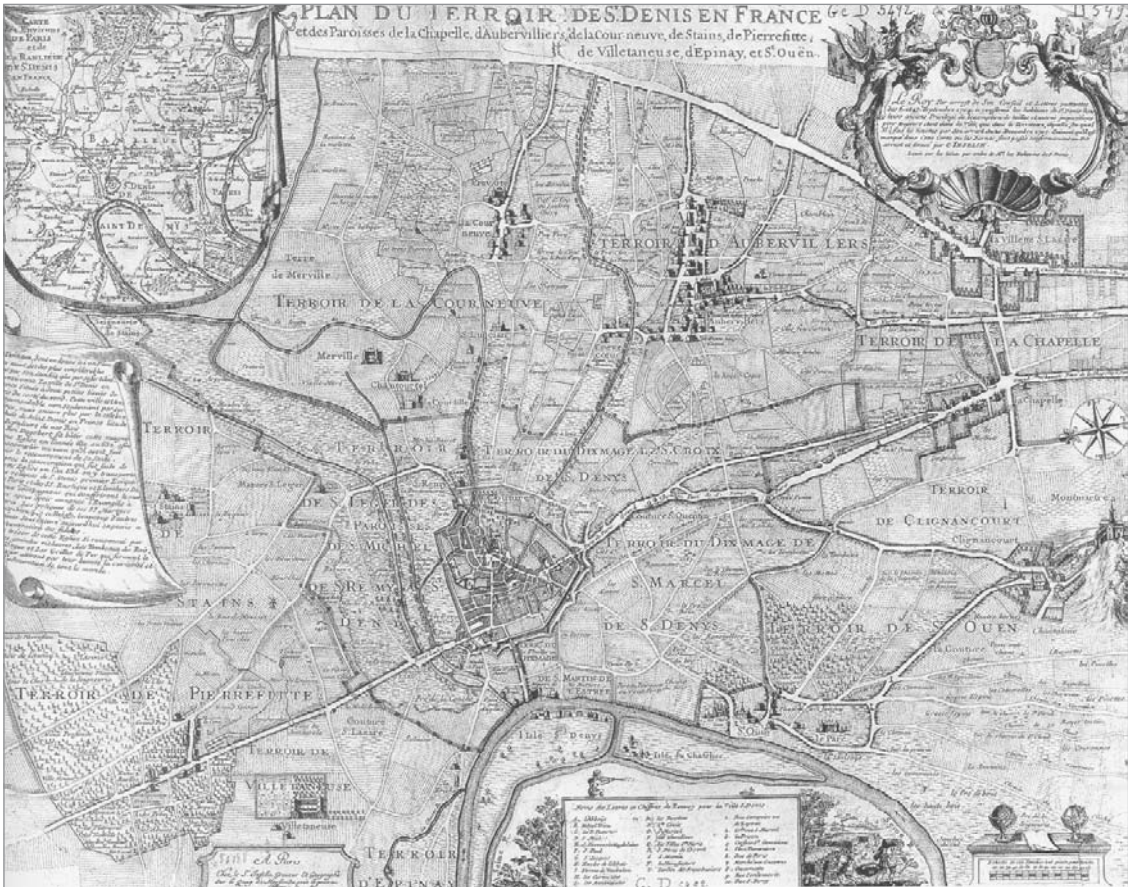


Fig. 2
Evolution des limites du territoire d'Aubervilliers depuis le début du XVIII^e siècle. Doc. Département de la Seine-Saint-Denis. Bureau du patrimoine.

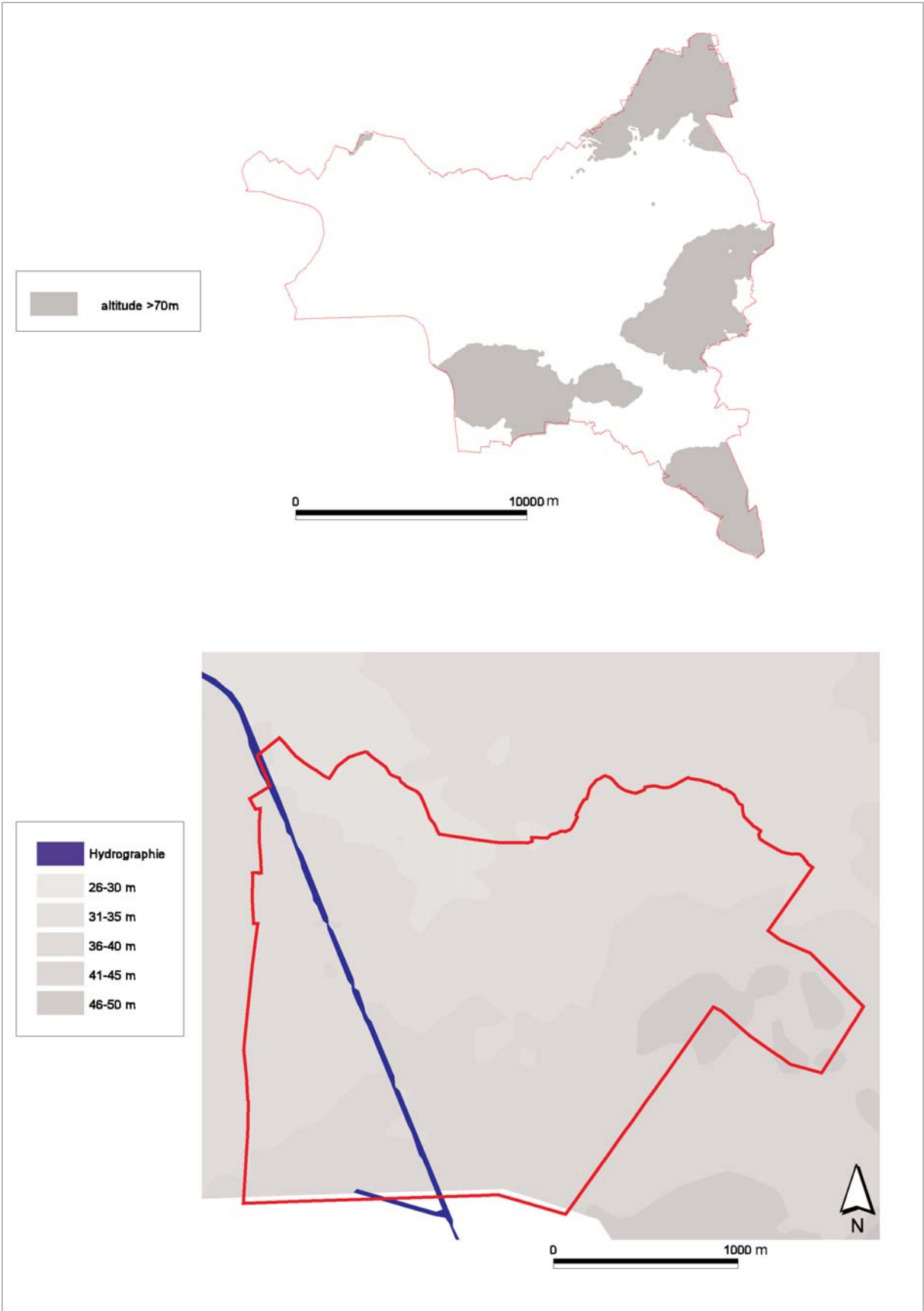


Fig. 3
Topographie du territoire communal et de ses environs. Doc. Département de la Seine-Saint-Denis. Bureau du patrimoine.



Fig. 4 (ci-dessus)
Géomorphologie du territoire communal et de ses abords.
Doc. Département de la Seine-Saint-Denis. Bureau du patrimoine.

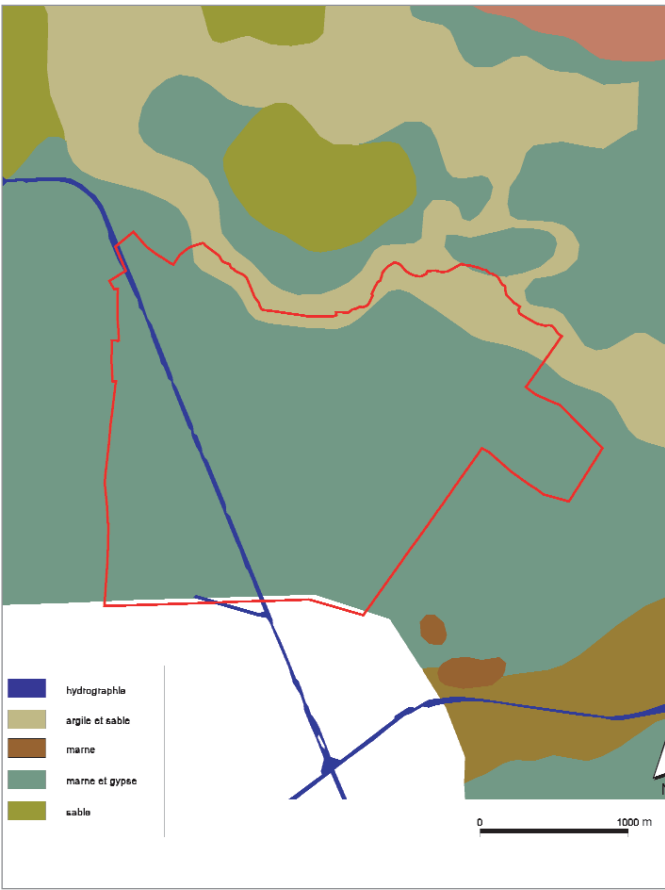


Fig. 5 (ci-contre)
Composantes géologiques du sous-sol du territoire communal et de ses environs
Doc. Département de la Seine-Saint-Denis. Bureau du patrimoine.

de bornage territorial puisqu'il marque la limite entre Bobigny et Pantin, puis entre Aubervilliers et La Courneuve, avant de se jeter dans le ru de la Vieille Mer au nord de Saint-Denis (fig.4-5).

Les plus anciens indices de la présence humaine, découverts à proximité du ru de Montfort, sont attribuables à La Tène, soit le second âge du fer, entre le 5^e et le 1^{er} siècle avant J. C. Si les abords du ru, à l'instar de toute la cuvette alluviale du centre de la Seine-Saint-Denis, constituent une zone plutôt répulsive jusqu'au milieu du 1^{er} millénaire avant J. C. compte tenu du caractère très humide de leurs sols, ils font ensuite l'objet d'un drainage et d'une mise en valeur intensive. De Bobigny à Saint-Denis, les recherches archéologiques ont, depuis une dizaine d'années, mis au jour plusieurs établissements humains dont le plus important est sans conteste la vaste bourgade gauloise de Bobigny (fig.5). Ce " village " d'artisans s'étend, lors de son plus grand développement, à la fin du III^e et au II^e siècle avant J.-C., sur une vingtaine d'hectares le long du ru de Montfort, entre l'hôpital Avicenne et la ZAC de la Vache à l'Aise. C'est à l'évidence dans sa dépendance que s'inscrivent les occupations plus modestes reconnues notamment à Pantin, Aubervilliers (fig.5 1-2) et La Courneuve.

Si l'on excepte la découverte d'une monnaie d'époque romaine à l'emplacement de la piscine municipale, on ne dispose plus d'aucun témoignage archéologique ou historique sur Aubervilliers avant le milieu du Moyen Âge. On notera toutefois qu'un acte du roi Dagobert (629-639) mentionne un lieu nommé Leubardivillare ou le L initial pourrait en fait être un H. Par ailleurs, si l'église Saint-Christophe et Notre-Dame n'est attestée qu'au début du XIII^e siècle, sa titulature suggère l'existence d'une origine carolingienne.

Le lieu est successivement mentionné sous les formes toponymiques Alberti villare (1059-1060), Haubervillari (1111), Aubertum villare (1112), Halbervilare (1171), Alberti Villari (1124), Hauberviller (1250), Aubertivillare (1288), Aubertovillari (1296). Au XI^e siècle, le lieu fait partie du domaine royal. En 1060, Henri I^{er} cède ses possessions d'Aubervilliers au prieuré clunisien nouvellement fondé de Saint-Martin des Champs. Cet établissement partage toutefois la seigneurie du lieu : au début du XII^e siècle, un laïc, Henry Lotharingus est qualifié de seigneur en partie d'Aubervilliers ; au début du XIII^e siècle, les seigneurs sont l'abbaye de Saint-Denis, le prieuré de Saint-Martin des Champs et les chevaliers de Saint-Jean-de-Latran. L'abbaye de Saint-Denis s'impose toutefois comme puissance dominante du lieu avant la fin du XIII^e siècle puisqu'un acte de Philippe IV, daté de 1288, stipule que tous les possesseurs de fiefs devront désormais reconnaître tenir ceux-ci de l'abbaye de Saint-Denis. Un arrêt du Parlement de 1289 confirme d'ailleurs les droits de justice de l'abbaye contre les prétentions des Hospitaliers. Le lieu dépend de la paroisse Saint-Marcel de Saint-Denis jusqu'à son érection au rang chef-lieu paroissial au début du XIV^e siècle.

Les cartes et plans du début du XIX^e siècle, notamment le plan cadastral de 1808-1812, révèlent un paysage dont les formes parcellaires s'articulent à partir de lignes d'appui appartenant à trois réseaux que nous avons représenté en vert, rouge et jaune.

Le réseau vert, qui structure la partie est du territoire communal, entre la route de Senlis et le chemin du Pont Blanc ou chemin du Vivier (aujourd'hui rue Henri Barbusse, rue du Pont Blanc ; fig.6-3 , fig.7-49) a déjà été reconnu sur les territoires de Bobigny, Pantin, Drancy. Il s'appuie sur le chemin de Saint-Denis à Bondy (auj. RN186) et sur le tracé ancien de la route de Senlis (fig.6-4). Celle-ci prolonge la rue Saint-Martin et son existence durant l'Antiquité est attestée par de nombreuses découvertes archéologiques : vestiges de chaussée dans le 3^e arrondissement de Paris, trésor monétaire enfoui vers 309-310 à La Villette, vestiges de gué au franchissement du ru de Montfort - auquel succèdera au Moyen Âge un pont, le Pont de Pierre (fig.6-5) - vestiges de chaussée et petite nécropole du milieu du IV^e siècle, implantée sur le bord de la route, à Drancy. On remarque par ailleurs que les nombreux fossés qui structurent la bourgade gauloise de Bobigny, La

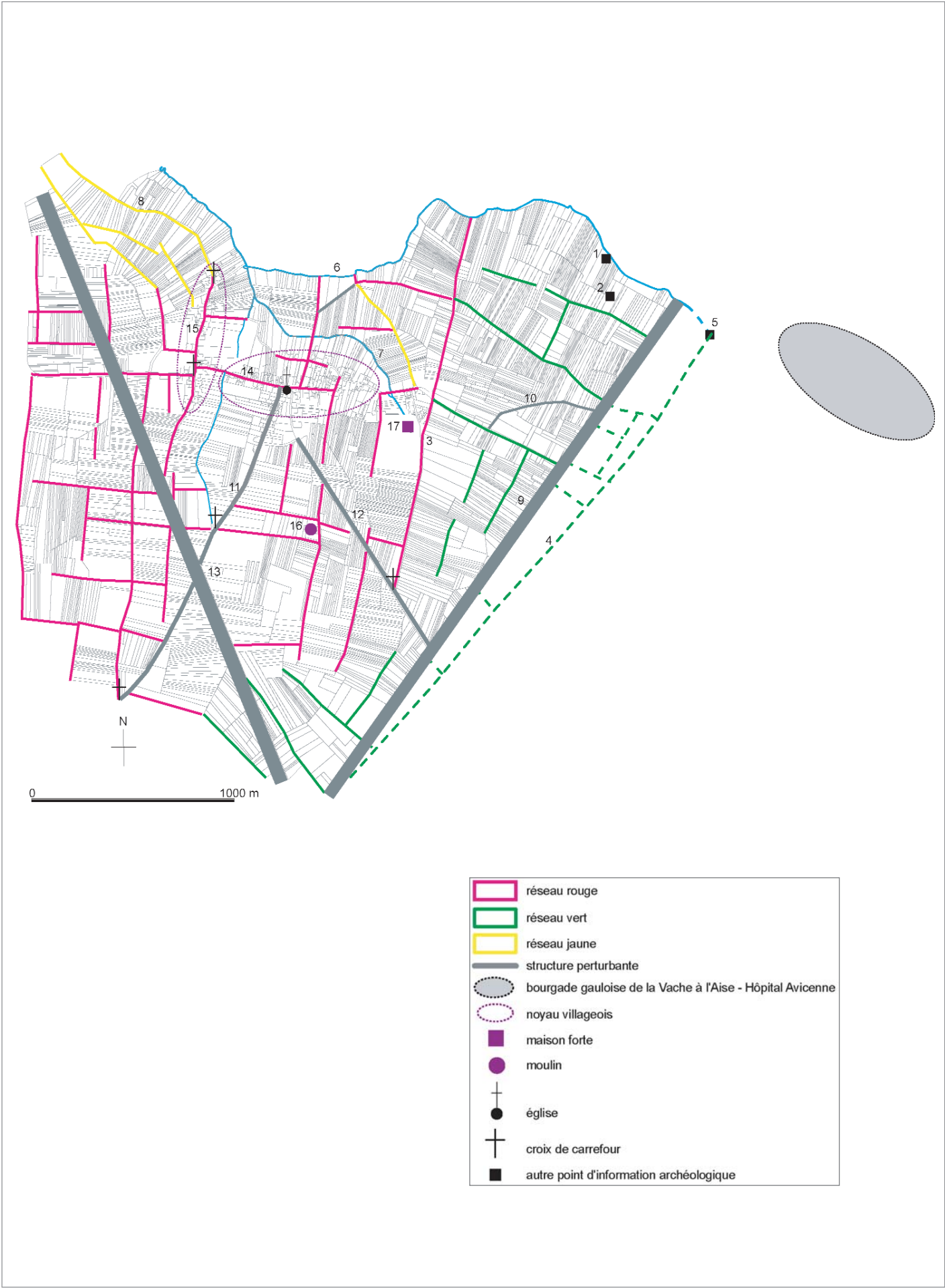


Fig.6
Lecture des formes du paysage d'après le plan cadastral de 1808-1812 . Doc. Département de la Seine-Saint-Denis. Bureau du patrimoine.

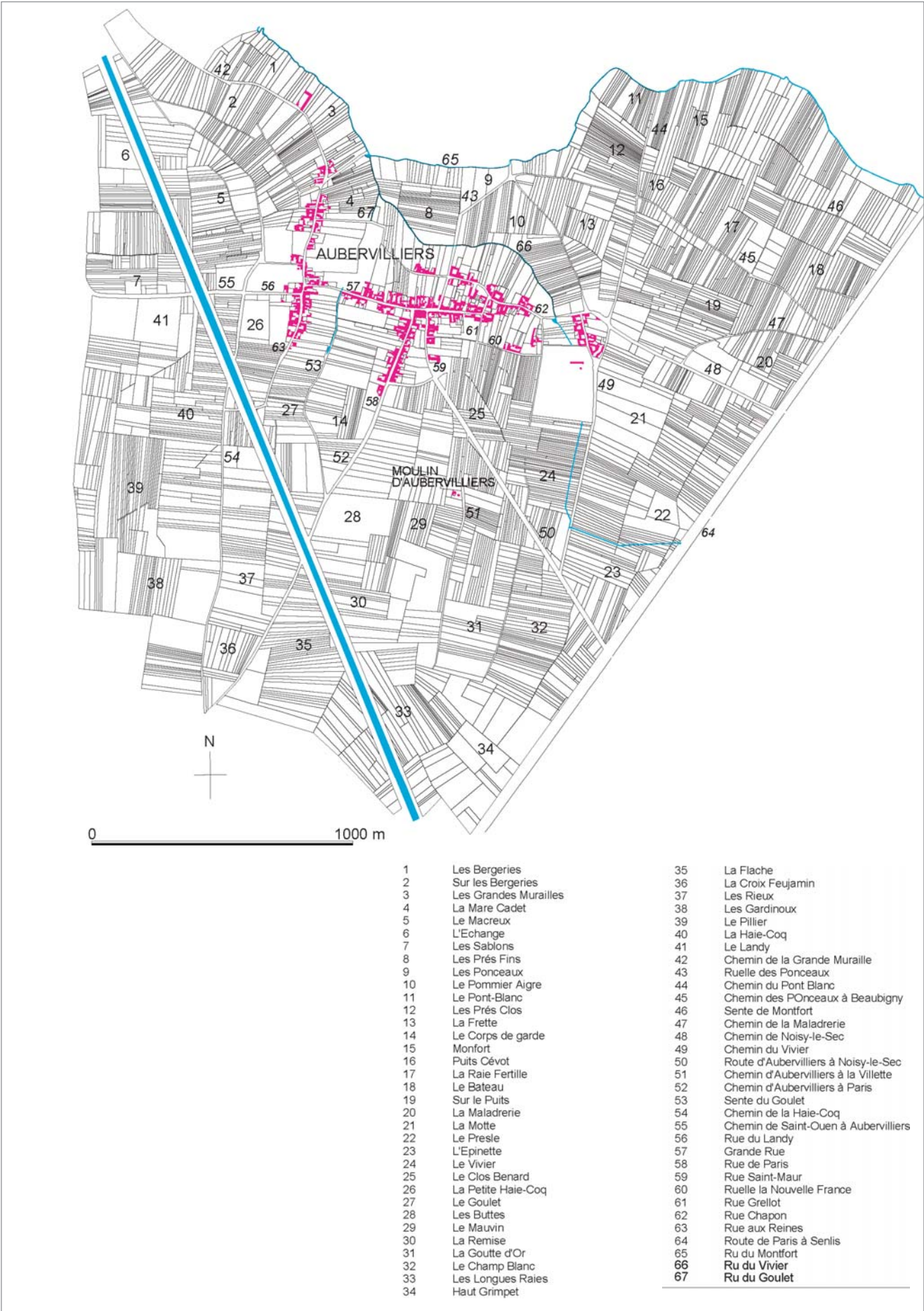


Fig. 7
Le territoire communal en 1808-1812 d'après les plans de sections du cadastre " napoléonien ". Doc. Département de la Seine-Saint-Denis. Bureau du patrimoine.

Vache à l'Aise - Avicenne s'insèrent sans discordance dans le réseau vert. Aussi retient-on, dans l'état actuel de la recherche, l'hypothèse d'une mise en place de ce réseau à l'époque gauloise. Il traduirait l'occupation et la mise en valeur de la cuvette alluviale précédemment évoquée et serait évidemment fortement polarisé par le site de Bobigny.

Le réseau rouge se développe à l'ouest du chemin du Pont Blanc qui apparaît de fait comme un axe majeur de l'organisation du territoire. Au-delà d'Aubervilliers, il s'étend sur Saint-Denis et sur la partie est de Saint-Ouen. Il s'appuie sur le chemin du Landy et sur l'Estrée dont, au XVIII^e siècle, le grand chemin pavé de Saint-Denis à Paris (auj. avenue du Président Wilson), reprend une partie du tracé, au sortir du village de La Chapelle (fig.8-9-10). L'existence de ce réseau à l'époque antique est plausible car l'existence à cette époque de l'Estrée, qui prolonge la rue Saint-Denis, semble confirmée.

Quant au réseau jaune, qui marque la partie nord du territoire d'Aubervilliers, il apparaît étroitement déterminé par le ru de Montfort (fig.6-6, fig.7-65) et le ru du Vivier (fig.6-7, fig.7-66), mais également, et de façon concomitante, par le chemin d'Aubervilliers ou chemin de la Grande Muraille qui relie Saint-Denis au village d'Aubervilliers (fig.6-8, fig.7-42).

L'articulation réciproque de ces différents réseaux détermine plusieurs zones de tension du parcellaire. Celles-ci sont caractérisées par une juxtaposition de blocs de parcelles aux orientations très divergentes ; c'est le cas au nord du village, là où le réseau jaune s'articule au réseau rouge, et au sud du territoire communal, à l'accrochage des réseaux verts et rouges.

Des éléments linéaires viennent perturber ces réseaux de façon plus ou moins importante.

Le réaligement de la route de Senlis, vers 1740, est ainsi à l'origine de la création de quelques parcelles bordières de forme triangulaire (fig.6-9, fig.7-64). Le chemin de la Maladrerie (aujourd'hui rue de la Maladrerie;fig.6-10, fig.7-47), ainsi nommé en référence à la léproserie attesté en 1206 en bordure de la route de Senlis, au lieu-dit Champ Pourri, et en ruine en 1351, et qui relie le chemin de Noisy (aujourd'hui rue Réchossière) au chemin des Ponceaux (aujourd'hui rue Danielle Casanova), avant d'aboutir à la route de Senlis après le déplacement de celle-ci est de même à l'origine du " biseau-tage " de plusieurs blocs parcellaires, de même que le chemin des Vertus (aujourd'hui rue de la Gare, rue de Paris;fig.6-11, fig.7-52).

Le chemin de Saint-Maur (auj. avenue de la République) (fig.6-12, fig.7-50) est source d'une perturbation plus profonde des réseaux rouge et vert. Si la date de son aménagement n'est pas connue, il est néanmoins tentant d'y voir une réalisation médiévale de l'abbaye de Saint-Denis. Dès le XII^e siècle, les sources écrites attestent en effet l'accroissement de la circulation aux abords de Saint-Denis, l'abbaye accentuant alors son autorité sur la voie publique - un péage dont elle perçoit les revenus est ainsi attestée en 1111 sur la chaussée de la Villette, c'est-à-dire la route de Senlis - et s'efforçant de l'améliorer. Dans cette perspective, on émettra l'hypothèse que le chemin de Saint-Maur participe de l'aménagement d'une rocade de contournement par l'est de Paris permettant à l'abbaye de relier directement Saint-Denis et ses seigneuries à ses possessions de Bagnolet et du Pré-Saint-Gervais. Pour ancien et important qu'il soit, cet axe ne génère toutefois aucun remembrement parcellaire à ses abords.

Le creusement du canal Saint-Denis (fig.6-13), mis en eau en 1821, est la dernière en date, en même temps que la plus importante, de ces perturbations des formes du territoire. En rompant plusieurs des lignes d'appui du réseau rouge, il précipite le déclassement et la disparition des voies qu'il transforme en impasses et contribue de fait à isoler partiellement la partie ouest du territoire communal.

Les sources écrites et cartographiques des XVII^e, XVIII^e et début du XIX^e siècles révèlent un parcellaire foncier très découpé (fig.6). Celui-ci est caractéristique des terroirs massivement convertis à une culture commerciale, à forte valeur ajoutée, très consommatrice en main d'œuvre mais autorisant une forte densité de population : ainsi, en 1709, Aubervilliers compte environ 1500 habitants, soit une den-



Fig. 8 (ci-dessus)

Carte des environs de Paris de l'abbé Delagrive, 1740 (détail).

Fig. 9 (ci-dessous)

Carte géométrique de la France dite "carte de Cassini", 1756 (détail).

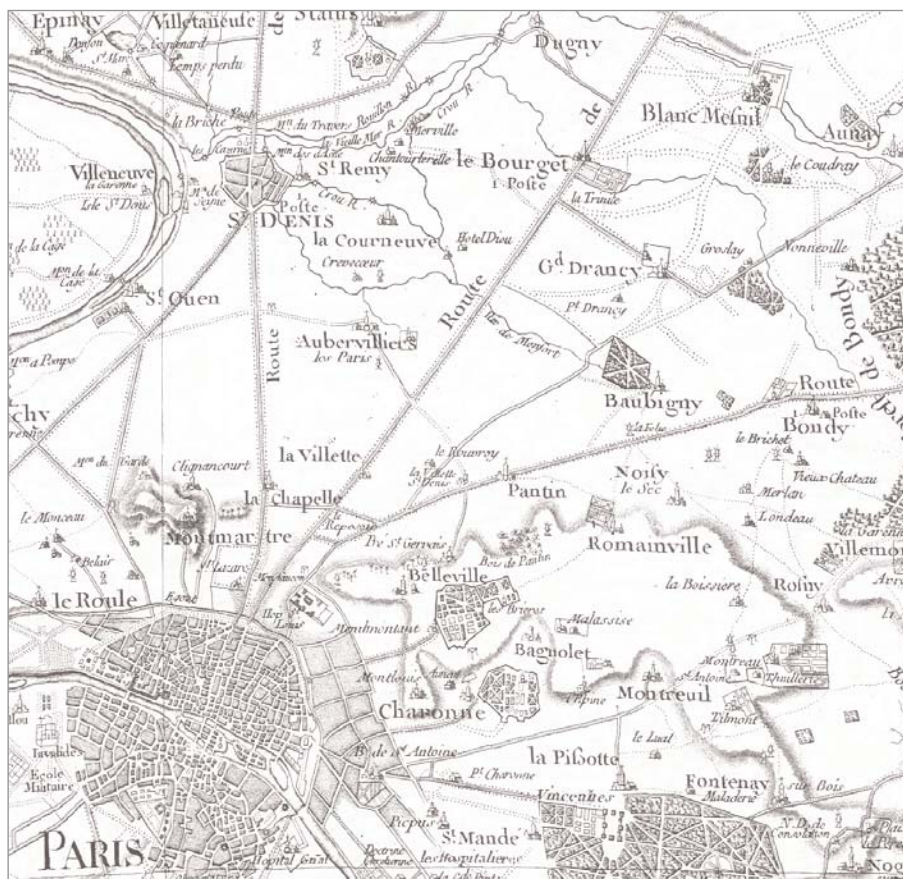




Fig. 10
Carte topographique des environs de Versailles dite carte "des Chasses du Roi" ou "des Chasses Impériales", 1764-1807 (détail).



Fig. 11
Plan terrier d'Aubervilliers, détail du village, milieu du XVIIIème siècle. AN, N III Seine 856/1 ; papier, encre, aquarelle.

sité de 260 habitants/km², à comparer au 8 habitants/km² de Tremblay-en-France, terroir de grande culture céréalière de la Plaine de France et, accessoirement, aux 3000 habitants seulement de la ville de Saint-Denis. De fait, le terroir d'Aubervilliers est alors dominé par les cultures légumières, dont la première attestation remonte à 1363. Choux, poireaux et oignons destinés à l'alimentation du marché parisien en sont les principaux produits. Les cultures légumières ne sont toutefois pas exclusives quant bien mêmes sont-elles majoritaires. Leur part, rapportée à celle des céréales, varie en fonction de la taille des exploitations et de la période. Si on note ainsi un fort développement des cultures légumières vers 1670, on remarque aussi leur régression entre 1690 et 1750, puis un nouveau développement à partir du milieu du XVIIIe siècle. Par ailleurs, si, dans les plus petites exploitations, celles de moins de 3,5 hectares, l'activité légumière occupe toujours plus des deux tiers de la surface, dans les plus grandes, de plus de 6,5 hectares, céréales et légumes font jeu égal ; quant aux exploitations de taille intermédiaire, elles tendent à accroître la part de leur activité légumière entre le milieu du XVIIe et le milieu du XVIIIe siècle.

Le village d'Aubervilliers s'est développé pour l'essentiel le long de deux axes du réseau rouge, la rue du Landy d'une part (fig.6-14, fig.7-57,58,62), la rue aux Reines (auj. rue Heurtault) d'autre part (fig.6-15, fig.7-63), et, de façon plus limitée, le long de la rue de Paris (fig.6-11, fig.7-58) et de la rue de Saint-Maur (fig.7-59(fig.11)). Ce gros village, que Charles V exempta de toute taxe en 1371 car il a été détruit lors de la première phase de la guerre de cent ans, regroupe la quasi-totalité des habitants de la paroisse puisque le seul écart connu est le moulin à vent de Saint-Maurice, ou moulin d'Aubervilliers, attesté en 1708 (fig.6-16). Jusqu'au XIXe siècle, le bâti civil et domestique y est caractérisé par ces maisons de culture, dont le bâtiment d'habitation donne d'une part sur la rue, d'autre part sur une cour pavée bordée de bâtiments d'exploitation, qui utilisent massivement le gypse et le plâtre dans leur architecture. Deux ensembles se distinguent par ailleurs :

- l'église Saint-Christophe et Notre-Dame, théâtre d'un pèlerinage sans doute depuis le XIVe siècle, est située entre le carrefour de la rue de Paris et de la rue du Landy et celui de la rue de Saint-Maur et de la rue du Landy. Le cimetière paroissial se trouve d'une part proche de la porte de l'église - c'est le " petit cimetière " mentionné en 1623-1624 - d'autre part de l'autre côté de la rue de Paris - c'est le grand cimetière marqué où s'élève, vers 1740, une croix. En 1618, la cure est transmise aux Oratoriens qui s'installent en 1623 dans les bâtiments qui leurs sont cédés par François II de Montholon et qui seront ultérieurement connus sous le nom de maison de l'Oratoire.
- le château du Vivier ou château des Vertus borde le village à l'est (fig.6-17). Mentionné au XVIe siècle, il se présente au XVIIIe siècle sous la forme d'une plate-forme d'environ 100 m de côté entouré d'un fossé en eau, dont le pourtour est partiellement occupé par des constructions. C'est la morphologie classique d'une maison forte, soit une petite fortification rurale caractéristique de la fin du Moyen Age, siège d'un pouvoir seigneurial de rayonnement local.

2. Aubervilliers ville industrielle

Encore exclusivement vouée à l'agriculture en 1840, Aubervilliers devient en 50 ans une des communes les plus industrialisées de la région parisienne. Cet essor exceptionnel est lié à la proximité de Paris dont l'extension va fournir les conditions nécessaires au développement des communes périphériques.

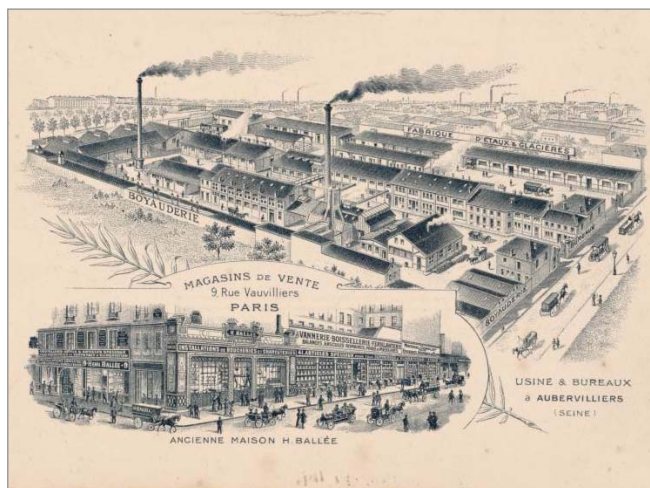
La constitution du réseau des canaux de Saint-Martin, de Saint-Denis et de l'Ourcq et de leur jonction au bassin de La Villette est le premier chapitre de cette histoire. Le canal de Saint-Denis, mis en eau en 1821, offre à Aubervilliers un pôle d'attraction industrielle exceptionnel.

Toutes les terres situées à l'ouest du canal, sur la Plaine, vont être progressivement investies par l'industrie. La première à s'implanter, en 1841, est un abattoir à chevaux de la Ville de Paris qui s'installe sur l'actuelle rue des Gardinoux. Première véritable entreprise de la commune, elle va drainer dans son sillage des établissements de traitement des résidus organiques (os, peaux, boyaux, graisse...). Ainsi s'ouvrent progressivement à ses abords des fabriques de colles et de gélatine, d'engrais, de corps gras et des boyauderies dont la plus importante est la société Fabre sur la rue de la Haie-Coq : c'est le point de départ d'une industrie chimique qui donne à la ville une spécialisation qui ne sera jamais démentie.

L'annexion en 1860 des communes périphériques à la Capitale et le recul des barrières de l'octroi ont constitué un nouveau facteur de développement industriel d'Aubervilliers. La disponibilité de vastes terrains peu coûteux et bien desservis persuade définitivement les entrepreneurs parisiens de s'installer en banlieue. Mais si la production se fait en dehors des murs, les services administratifs et les magasins restent dans Paris intra-muros pour conserver à l'entreprise un siège dans la Capitale et rester au plus près de la clientèle. Ces entreprises s'implantent le long des grands axes de communication. En l'absence de lignes de chemin de fer sur Aubervilliers, c'est la route de Flandre (actuelle avenue Jean Jaurès) qui va être progressivement investie. Son développement s'accélère lors de l'ouverture du marché et des abattoirs de La Villette en 1866. En effet, débouchant directement sur les abattoirs, elle devient un axe privilégié d'implantation d'une seconde génération d'usines chimiques. Des parfumeries et savonneries sont ainsi transférées du quartier de la Villette vers les deux communes de Pantin et d'Aubervilliers. La grande parfumerie L.T. Piver s'implante à Aubervilliers en 1869, au milieu de l'avenue Jean-Jaurès, à côté du fondeur de graisse Ruech qui lui fournit sa matière première. Le développement industriel se propage au quartier des Quatre-Chemins, puis, le long des axes de liaison, rue de la République et rue du Vivier (actuelle rue Henri Barbusse). Celles-ci, qui ne comprenaient aucune grande entreprise en 1859, vont en regrouper huit 30 ans plus tard. Les activités sont majoritairement orientées vers l'industrie chimique, manufacture d'allumettes, usine de peinture, fonderie de suif, savonnerie, etc... Leur présence attire sur cette frange du territoire une importante population ouvrière qui trouve à se loger dans la Cité Demars et autres " casernes " qui ont retenu l'attention de Léon Bonneff dans son ouvrage sur la commune.

Ce qui avait été initié sur la Plaine autour des abattoirs à chevaux s'amplifie également sous l'impulsion de ceux de la Villette. Le canal, permettant d'apporter tous les déchets des abattoirs, attire de nouvelles entreprises de retraitement. A ces matières premières s'ajoutent les eaux vannes et usées de Paris, dont une partie est acheminée par voie d'eau et une seconde par les égouts qui se jettent dans la Plaine (égouts de la Chapelle le long des rues des Fillettes et du Landy).

Elles sont récupérées, à l'instar des os, pour la production d'acide sulfurique et de superphosphates permettant la fabrication d'engrais et de colles. La première grande entreprise à se spécialiser dans cette branche est la société Saint-Gobain implantée en 1866 sur la rue du Landy. Elle est suivie trois ans plus tard par la société Sachs qui s'installe un peu plus au nord du canal, sur l'actuel



Ancienne boyauderie (Fabre ?) implantée à Aubervilliers mais dont le magasin de vente se trouve à Paris. AM Aubervilliers.

quai Adrien Agnès. Ce quai s'industrialise progressivement entre 1860 et 1880.

La darse, bassin relié au canal, dont la construction avait donné lieu à l'ouverture de la rue de la Gare, va être reliée par rails aux premiers bâtiments de la Compagnie des Entrepôts et Magasins Généraux de Paris (EMGP). Cette entreprise dont l'activité est encore étroitement liée au marché parisien acquiert, entre 1850 et 1880, la majeure partie des terrains situés entre Paris, la rue des Gardinoux, le canal et la rue des Fillettes. La construction d'entrepôts s'intensifie à partir de 1880 sous l'impulsion



Vue ancienne du port d'Aubervilliers ouvert face à l'usine Saint-Gobain. Carte postale ancienne, AM Aubervilliers.

d'un réseau ferré en plein développement. L'aménagement de la " ligne de chemin de fer de la Plaine Saint-Denis à Pantin " ,au sud de la commune, permet aux EMGP d'être reliés à la nouvelle gare de marchandise de Saint-Denis et au réseau est. A partir de 1884 ce ne sont plus les seuls EMGP qui bénéficient du rail mais toutes les entreprises de la Plaine qui ont signé un contrat d'exploitation auprès de la Compagnie du chemin de fer industriel. Cette société dionysienne a constitué un réseau privé de voies permettant aux entreprises d'être reliées entre elles et aux réseaux ferrés

nationaux. La première sur Aubervilliers à bénéficier de ces lignes est Saint-Gobain, dont la production ne cesse d'augmenter depuis l'aménagement d'un port entre les actuels ponts du Tournant et de Stains. Alors que dans les années 1890 la métallurgie prend de plus en plus d'importance sur les communes de Pantin et de Saint-Denis, Aubervilliers conserve son statut de capitale de la chimie en concentrant la quasi-totalité des entreprises de fabrication d'engrais, de colles et de corps gras de la région. Cependant à cette première phase durant laquelle les activités étaient principalement induites par la présence des abattoirs parisiens, succède une seconde phase où ce lien est moins prégnant. A la lisière des années 1880-1890, de nouvelles industries s'implantent aux côtés de la chimie. Le prolongement de voies existantes, ou la création de nouvelles, leur fournissent les terrains nécessaires. L'ouverture de l'actuel boulevard Felix Faure offre des espaces desservis par le canal et reliés à Paris. En 1891, une cartonnerie semble être la première à s'implanter sur cette voie. En 1900, au moins trois autres entreprises pratiquaient cette activité, fournissant en cartons l'industrie du meuble, de la chaussure et de la maroquinerie. Elles travaillaient également pour les parfumeries, l'industrie pharmaceutique et les manufactures de tabacs alentour à qui elles procuraient les emballages. La plus ancienne des cartonneries, Lourdelet et Maricot, était installée à l'emplacement du château de la rue du Vivier (actuelle rue Henri Barbusse) depuis 1851. Sa présence a, semble-t-il, attiré des établissements similaires puisque, en 1920, deux autres cartonneries se sont ouvertes dans cette rue (sur un total de neuf cartonneries à cette date). De manière générale la rue Henri Barbusse s'industrialise considérablement entre 1890 et 1910, entraînant avec elle l'industrialisation de la rue des Cités.

La métallurgie et la mécanique semblent prendre le pas sur la chimie et la cartonnerie. La fabrique de roulements à bille et d'engrenages, Malicet et Blin, s'ouvre en 1905 au croisement de l'avenue de la République et de la rue Henri Barbusse. Puis c'est au tour de la ferblanterie Franck, rue Henri Barbusse, qui fournit en boîtes métalliques les nombreuses entreprises alimentaires de la commune et probablement sa voisine, la Nationale.

Les rues de la République, Henri Barbusse, des Cités, de la Goutte d'Or (actuelle rue André Karman)

sont occupées par la métallurgie et la mécanique. Ce mouvement se déplace sur le secteur de la Plaine entre 1910 et 1920, amplifié par la production de guerre et la forte densité d'établissements métallurgiques sur la commune voisine de Saint-Denis. La rue Saint-Gobain, créée à la fin du XIXe siècle, puis la rue des Fillettes, proposent les derniers grands terrains libres de la Plaine, raccordés au réseau ferré national. Les aciéries de Longwy ouvrent, face à Saint-Gobain, leur dépôt de Paris. De l'autre côté du canal, sur le boulevard Félix Faure, ce sont les aciéries de Micheville qui y installent leur dépôt. La rue de Paris (actuelle avenue Victor Hugo) jusqu'ici occupée par les EMGP et les industries chimiques, se convertit à son tour à la métallurgie avec l'implantation de la Compagnie des chaînes Simplex en 1906. Il en est de même pour le boulevard Anatole France qui, encore vide d'activité au début du XXe siècle, accueille l'émaillerie Edmond Jean.

L'Entre-deux-guerres signe l'apogée de l'industrie albertivillarienne. Sur le secteur de la Plaine, et au-delà du canal, de part et d'autre du boulevard Félix Faure, les entreprises occupent quasiment tout l'espace. Les implantations le long des rues Sadi Carnot et André Karman créent une continuité avec l'industrialisation déjà ancienne des grands axes et des Quatre-Chemins.

Après une période de stagnation, l'après-guerre est marquée par un net ralentissement de l'activité industrielle. La chimie toujours très présente est en perte de vitesse face à la métallurgie de transformation et à la mécanique. Les avancées techniques et les nouveaux brevets du domaine de la chimie ont eu des répercussions lourdes sur l'activité principale d'Aubervilliers. Malgré l'adaptation de certaines entreprises qui se sont reconverties dans la fabrication de produits d'entretien, d'autres ont dû fermer leurs portes. Repris rapidement pour d'autres activités, les bâtiments ont été modifiés en conséquence, ce qui en complique la lecture aujourd'hui.

Parallèlement à la constitution de zones d'habitations sur le secteur du Montfort, de nouvelles terres sont progressivement investies par l'industrie et l'entreposage. Le secteur du Marcreux, et plus particulièrement les rues de Saint-Denis et du Port, se développent en ce sens entre 1945 et 1965.

Les lois de décentralisation industrielle des années 1960 touchent de plein fouet Aubervilliers. Le déclin industriel commence et s'amplifiera dix ans plus tard avec la crise pétrolière des années 1970. Les fermetures de sites industriels se multiplient et les réouvertures sont rares. Certains terrains vont être réutilisés pour y construire des logements collectifs tandis que d'autres sont laissés en friche. Dans le milieu des années 1980, la commune tente de relancer l'activité industrielle en constituant des programmes de construction de sites mieux adaptés au marché. C'est dans ce cadre qu'a été édifiée en 1984 la " cité industrielle " de la rue Sadi-Carnot. D'autres programmes d'initiatives privées proposent de réhabiliter d'anciens lieux de production pour y installer des activités de services. Ainsi Saint-Gobain accueille aujourd'hui le centre de recherche de l'entreprise et l'ancienne manufacture d'allumettes abrite la Documentation française. Enfin, des associations culturelles et artistiques ont su saisir l'opportunité qu'offrent les vastes espaces industriels pour y installer leurs locaux et ateliers. La plus récente, la " Villa Mais d'Ici ", a réinvesti un ancien dépôt de charbon situé au 77, rue des Cités. Elle accueille dans ce lieu différentes structures (compagnies de théâtres, plasticiens...), tout en ayant pour souci de s'ouvrir au public.

Caractéristiques du patrimoine industriel d'Aubervilliers

Un premier inventaire du patrimoine industriel d'Aubervilliers a été réalisé en 1993 par Jean-Michel Gourden et Eric Pierre, sous l'égide du Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement de la Seine-Saint-Denis (CAUE 93). Ce travail a donné lieu à une publication scientifique présentant, sous forme de fiches, 54 sites industriels de la commune. En 2004, dans le cadre du diagnostic patrimonial

d'Aubervilliers, le Bureau du patrimoine a mis à jour cette étude. L'élargissement de l'inventaire aux sites postérieurs à 1950 et aux vestiges d'entreprises (bâtiment administratif, maison de maître, entrepôts etc.), a enrichi le corpus de plus de 60 fiches de sites. Cette approche du patrimoine industriel, plus diversifiée dans son contenu, nous a permis de mieux assimiler les mécanismes de l'évolution spatiale de la ville et d'identifier les caractéristiques spécifiques de l'industrie albertvillarienne.

Depuis le premier inventaire, seuls cinq sites industriels ont été démolis. Ce chiffre qui pourrait être considéré comme positif quant à la préservation du patrimoine industriel de la commune, dissimule en fait une dégradation progressive des sites. Malgré quelques réhabilitations de qualité, sur l'exemple de l'ancienne manufacture d'allumettes, les bâtiments industriels sont menacés de disparition ou dénatura-tion par manque d'entretien ou par l'effet de modifications hasardeuses. Par ailleurs, certains bâtiments de qualité et témoins de l'identité communale, ne peuvent faire face à une pression foncière grandis-sante. Une partie des EMGP en a déjà fait les frais, et laisse présager les évolutions à venir sur la Plaine. Au-delà de ces considérations sur l'état actuel et l'avenir du patrimoine industriel albertvillarien il est important d'en déterminer les caractéristiques.

L'historique, établi précédemment, nous apprend que l'industrie albertvillarienne se caractérise par son ancienneté, la prédominance de l'activité chimique et la taille importante des sites.

Industrialisée principalement durant le dernier quart du XIXe siècle, Aubervilliers présente encore aujourd'hui quelques témoins architecturaux de cette époque. Il s'agit principalement d'anciens établissements de production chimique comme Saint-Gobain, Fenaille et Despeaux, la boyauderie Fabre, etc...

La grande majorité du patrimoine industriel bâti encore en place est postérieur à 1900. L'évolution de la production a nécessité la construction de bâtiments en ajout ou en remplacement des premières implan-tations. Ainsi malgré l'existence d'une occupation ancienne sur un site, les bâtiments en place aujourd'hui datent rarement de l'époque d'implantation originelle. Aujourd'hui, une forte proportion de sites indus-triels albertvillariens résulte de campagnes successives de constructions. Leur lecture en détail et leur datation précise sont rendues complexe et ce, d'autant plus que les archives manquent. Toutefois il est inté-ressant de noter la présence assez importante de bâtiments à structure en bois, qui peuvent témoigner de l'existence d'une architecture liée à une activité ancienne (Saint-Gobain). Cependant c'est le métal qui apparaît comme le matériau le plus répandu sur la commune pour l'édification des sites industriels.

La production chimique est, sans conteste, la spécialité industrielle de la commune. Initiée dès les années 1850, elle s'est maintenue durant près d'un siècle. Pourtant, elle ne semble pas avoir généré de forme architecturale spécifique. De manière générale, la préoccupation des industriels était de rationaliser l'espace, d'adapter les bâtiments au système productif et surtout à la forme de la parcelle. Loin d'être une spécificité uniquement albertvillarienne, elle n'en est pas moins la plus facilement identifiable comparativement aux communes voisines. Ainsi, l'implantation du bâti et souvent l'architecture ont été guidées par la forme des parcelles en longues lanières, héritées du passé agricole. Il est frappant de voir comment le bâti des grands sites industriels de la Plaine, tels les EMGP, s'inscrit dans la trame par-cellulaire. Nous verrons plus loin, dans l'approche par secteur, que ce principe, qui préside tous les autres, se retrouve sur toute la commune.

L'importante emprise foncière des entreprises est également une caractéristique de l'industrie alberti-villarienne. Les grandes entreprises se retrouvent en priorité sur la Plaine et le long des grands axes. Leur taille est directement liée au niveau élevé de la production et aux activités elles-mêmes. Les usi-nes de production chimique, si elles ne peuvent être assimilées aux " usines-chantiers ", ont des besoins en espace de stockage pour les matières premières, les cuves etc...

Si la grande industrie domine le paysage industriel d'Aubervilliers, on ne peut ignorer la présence des petites et moyennes entreprises qui se sont insérées au sein du tissu urbain. Aux Quatre-chemins tout d'abord, puis

le long des rues prolongeant le centre-ville, cette micro-industrie s'installe en cœur d'îlot ou sur rue, au milieu des habitations. Dissimulant rarement leur activité aux yeux du passant, ces entreprises sont encore bien visibles sur la commune. Leur production très variée devait correspondre davantage aux besoins du marché local que régional. Si nous pouvons assurer la pertinence des liens de sous-traitance qu'entretenaient ces petits établissements avec les plus grands, il nous est plus difficile d'en détailler les tenants exacts.

Le recoupement des diverses caractéristiques évoquées plus haut nous permet de proposer une description du site industriel albertivillarien typique : une ancienne usine chimique implantée sur de vastes terrains et se composant de bâtiments à structure métallique. Cet archétype sommaire apparaît bien comme le modèle le plus répandu sur la commune. L'architecture est souvent modeste, guidée davantage par des soucis de rationalisation et de rentabilité que par des choix esthétiques. La Plaine, espace strictement réservé à l'industrie, n'avait pas pour vocation d'accueillir des unités de production modèles. A l'inverse, les sites implantés le long des grands axes offrent quelques très beaux exemples d'architecture industrielle, uniques sur le département (ainsi l'ancienne parfumerie Piver sur l'avenue Jean-Jaurès).

Il est à noter par ailleurs que la commune d'Aubervilliers, à la différence de celle de Pantin, ne possède que peu de bâtiments couverts de toits en shed. Leur rareté s'explique en partie par le peu d'entreprises dont l'activité nécessite d'organiser et de regrouper dans un même bâtiment plusieurs phases de production. Les édifices en béton sont également peu répandus sur le territoire. Mais les quelques sites mettant en œuvre ce matériau sont de grande qualité (voir par exemple la SUDAC quai Adrien Agnès ou l'entreprise Griset rue Léopold Réchossière).

Ce sont les halles de plain-pied à structure métallique hourdie de briques, et au toit à deux pentes, puis l'enfilade d'ateliers, qui constituent l'essentiel du bâti industriel. Ces architectures sont souvent dues à la forme longiligne de la parcelle et au type d'activité. Elles ont participé à la composition d'un paysage spécifique aujourd'hui en pleine mutation. Les cartes postales anciennes, papiers à en-têtes et autres documents iconographiques présentent des vues parsemées de cheminées d'usine. Actuellement seules quatre sont encore debout. Elles témoignent d'un pan entier de l'histoire de la commune et apportent des repères urbains importants dans un tissu en recomposition.



De gauche à droite

Cheminée de l'ancienne manufacture d'allumettes, 124 rue Henri Barbusse (1904). Photo : Willy Vainqueur.

Cheminée de l'ancienne blanchisserie Moderne, 13, rue des Noyers (1907).

Cheminée tronquée de l'ancienne entreprise Trimétal (premier quart du XXe siècle), 63 avenue de la République.

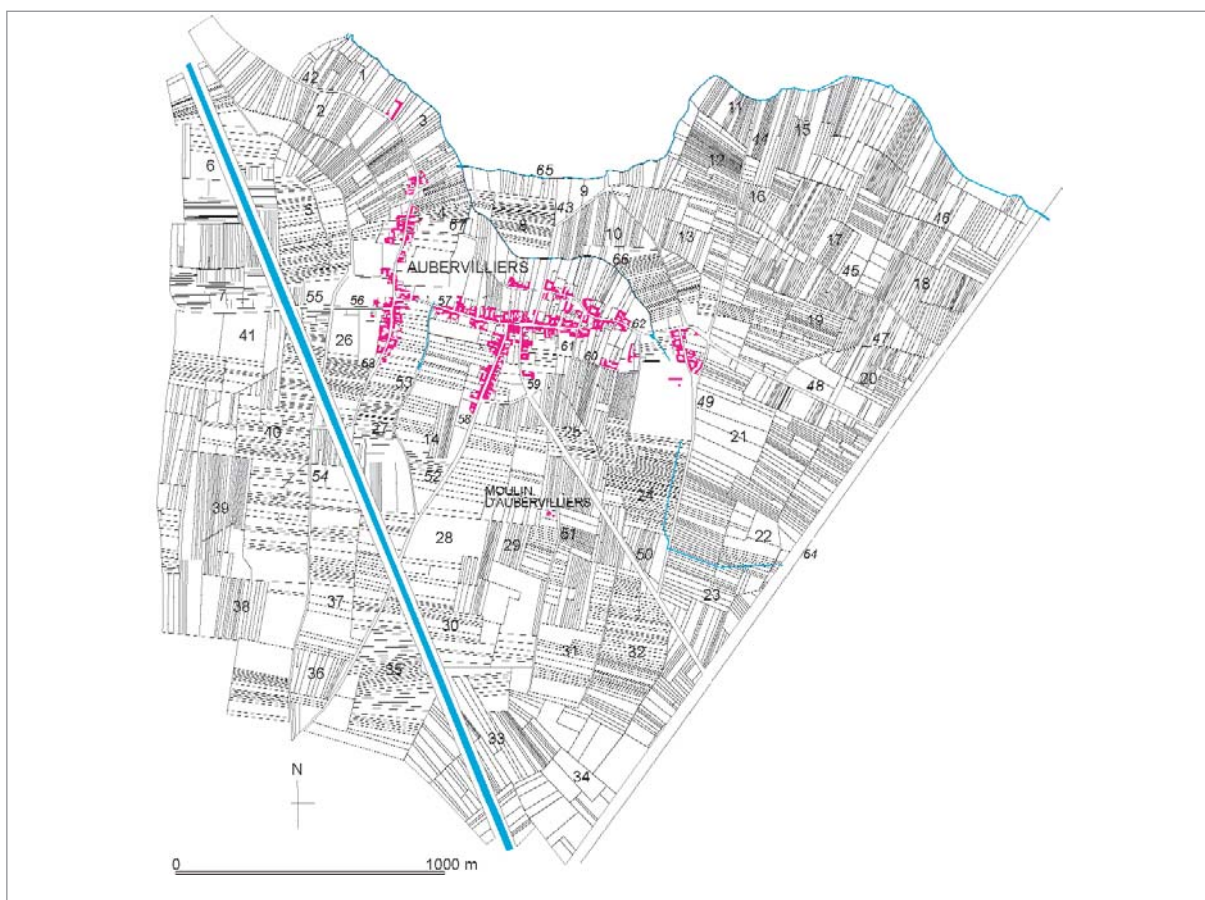
Cheminée de l'ancien laboratoire de l'Organotechnie, 32 rue Trevet (1918).

Photos : CG93 Bureau du Patrimoine, A. Furio.

3. Evolution générale de la ville

Début du XIXe siècle

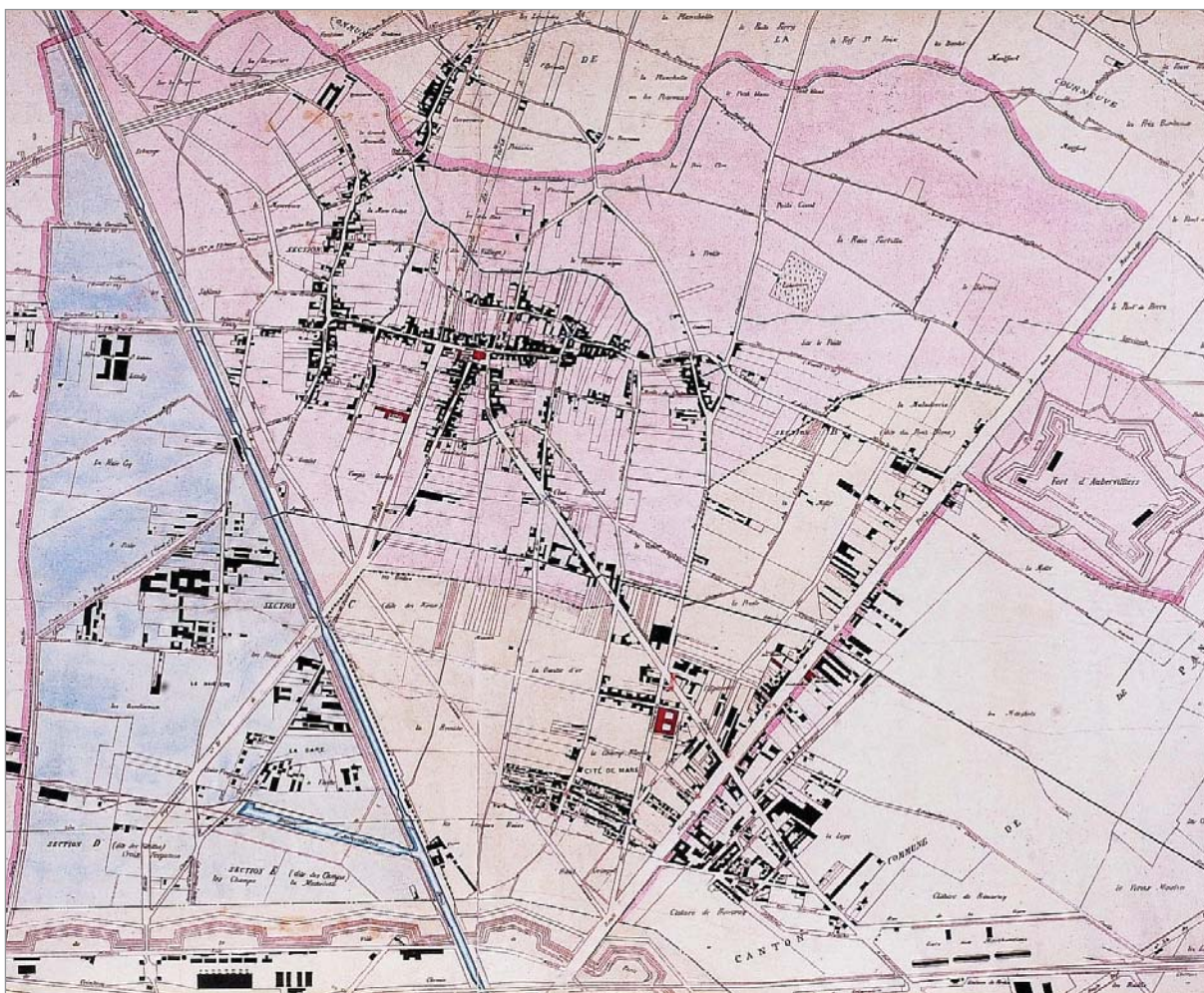
Le premier plan fiable est le cadastre napoléonien. A l'observation de ce plan, la première chose qui apparaît est l'existence d'un réseau viaire et d'un parcellaire qui varieront peu et sur lesquels viendront s'appuyer les futures infrastructures et constructions de la ville. Les axes principaux sont déjà en place, pour l'essentiel orientés approximativement nord/sud, le long des grandes divisions parcellaires, excepté pour l'avenue de la République. Le bourg est rassemblé aux abords de l'église, les constructions serrées en grande partie le long des rues du Moutier, Charon, Chapon, dans le prolongement des rues du Landy et Léopold-Réchossière, axe transversal entre la Plaine-Saint-Denis et la Route de Flandre, ainsi que des rues Heurtault et de la Commune de Paris, respectivement routes de Saint-Denis et de Paris. Le tissu parcellaire est en lanières très étroites, découpées perpendiculairement aux chemins. La représentation du canal Saint-Denis, en chantier à cette époque, permet de vérifier l'importance de la coupure créée et l'isolement qui s'en suit des terres situées à l'ouest. Une des spécificités de la ville aujourd'hui est la persistance de l'organisation pré-industrielle de son territoire. Aubervilliers l'industrielle s'est construite sur les fondations d'Aubervilliers la paysanne sans la renier. Chaque tracé de rue rappelle celui des parcelles qu'il a longé, chaque organisation d'immeuble ou d'usine s'inscrit dans la lanière agricole. Pour vérifier la persistance de ce découpage ancestral, il suffit d'observer les percements artificiels tels que l'avenue de la République (qui remonte pourtant à 500 ans) et le boulevard Edouard-Vaillant. Nombre de constructions ignorent l'alignement pour s'implanter obliquement suivant la direction des parcelles.



Le territoire communal en 1808-1812, d'après les plans de sections du cadastre " napoléonien ". Doc. Département de la Seine-Saint-Denis. Bureau du patrimoine.

Deuxième partie du XIXe siècle

La carte ci-dessous, explicite par son titre, montre l'importance d'un quartier nouveau, apparu ex-nihilo aux alentours de 1850, à cheval sur Pantin et Aubervilliers, à proximité de La Villette : les Quatre-Chemins. On observe que la densification de ce nouveau quartier s'effectue selon deux directions, la route de Flandre et la zone non aedificandi des fortifications de Paris. Avec ce dernier, la ville comporte trois secteurs bâtis, le bourg ancien qui a peu bougé, et le pôle usinier dans la Plaine. A cette époque, les industries sont installées rue du Landy et à proximité du canal entre la darse, au sud, et la rue du Pilier, au nord. Les avenues de la République et Jean-Jaurès se bâtissent peu à peu, accueillant usines et habitat. La ville est passée de 1 834 habitants en 1801 à 3 842 en 1856 et 13 340 en 1876 (soit plus d'un triplement de la population en l'espace de 20 ans).

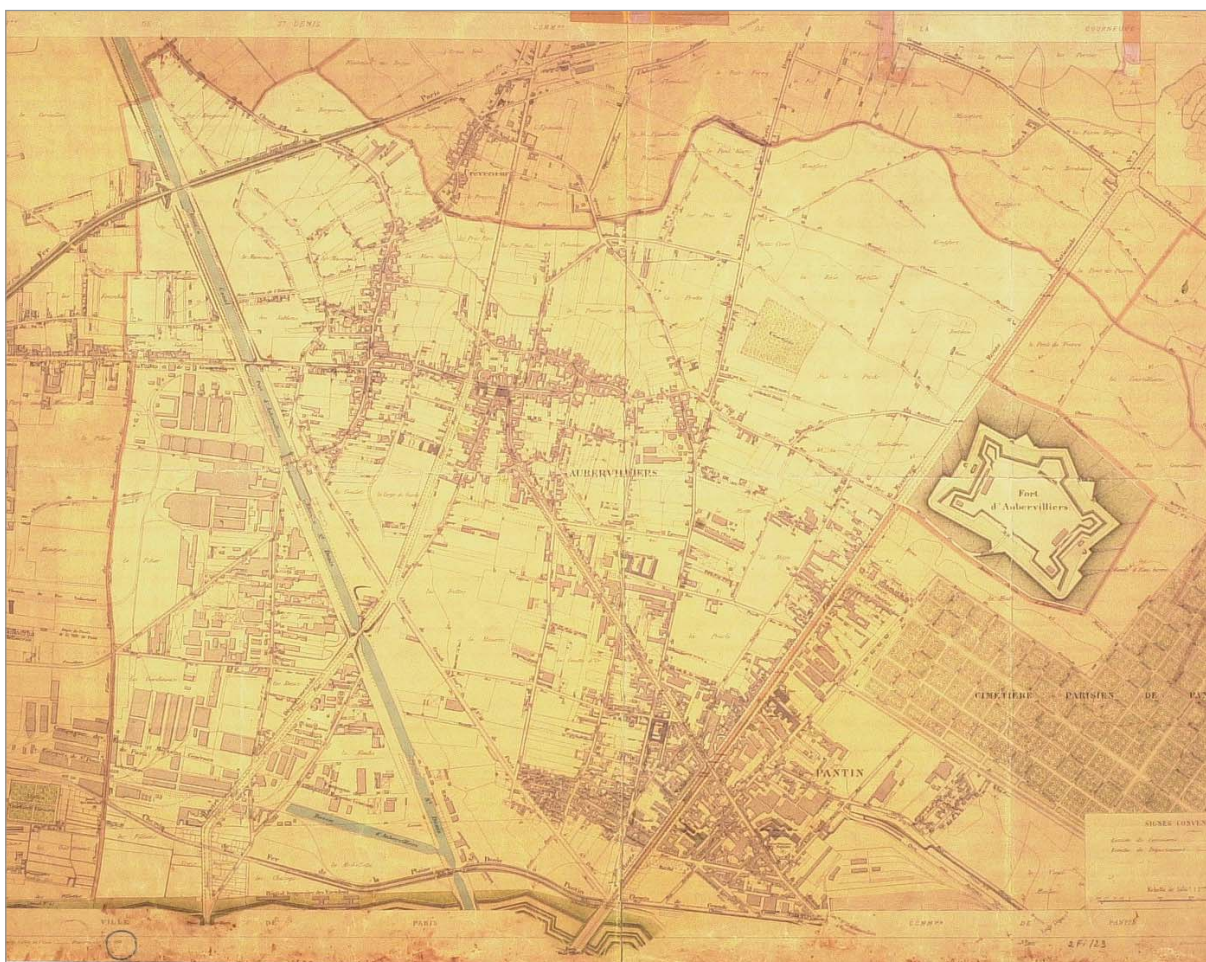


1873, Plan général de la commune d'Aubervilliers et des villes voisines pour le projet de commune indépendante du quartier des Quatre-Chemins. Photo : Mairie d'Aubervilliers, Willy Vainqueur.

Début du XXe siècle

Le plan ci-dessous témoigne des grands aménagements de voirie de la fin du XIXe siècle. Un nouveau réseau d'avenues et de boulevards se met en place lentement et, à l'exception du boulevard Félix-Faure (vers 1890) qui longe le canal, rayonne à partir du bourg ancien : avenue Victor-Hugo (vers 1870), boulevard Anatole-France (1870-1880), prolongement de l'avenue de la République en 1910 et enfin en 1930, avenue du Président-Roosevelt. La ville se dote " d'embellissements ", comme le square Stalingrad, et de nombreux équipements. La Plaine est, au tournant du siècle, quasiment saturée au sud de la rue du Landy.

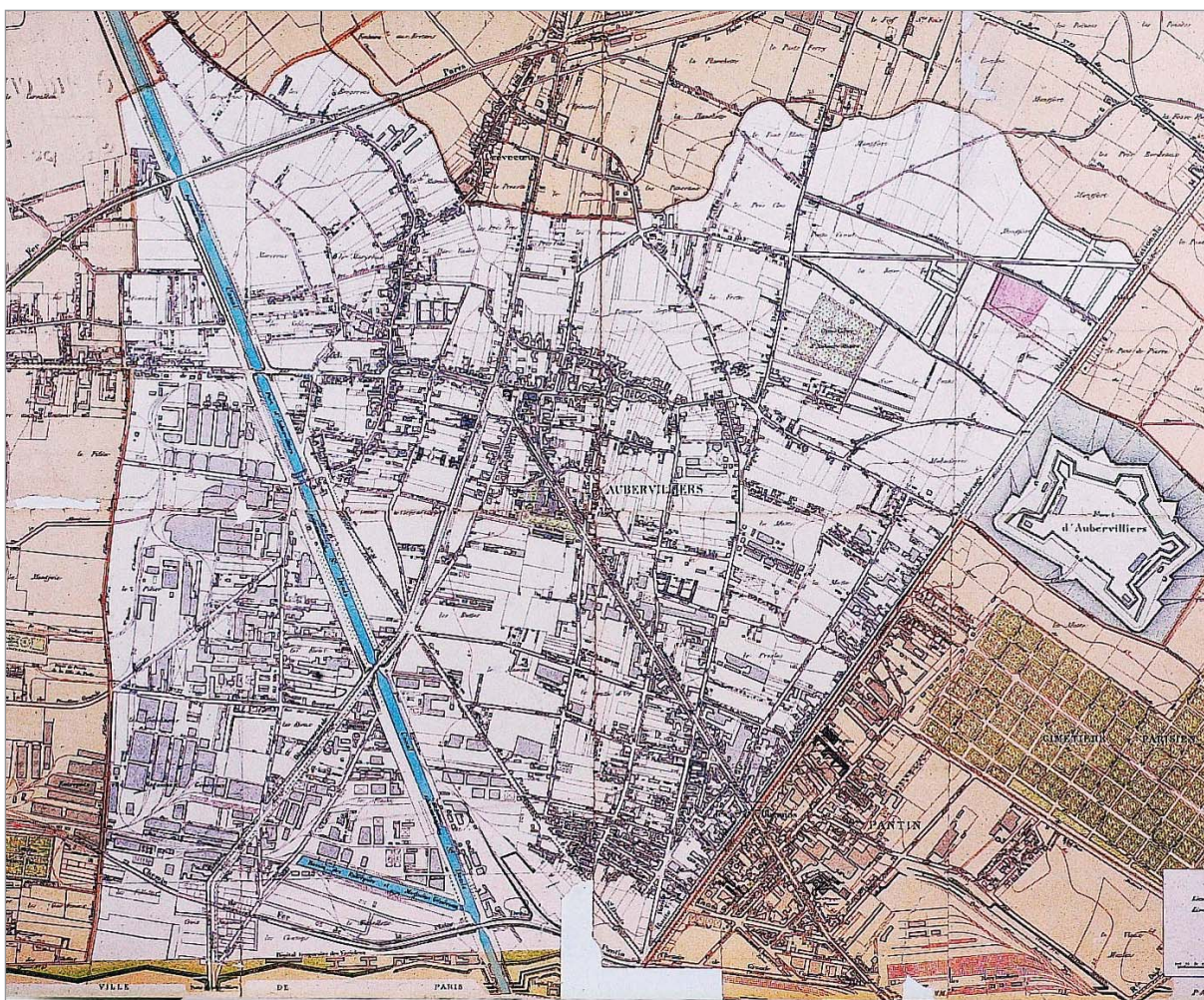
Les nouveaux moyens de transport sont apparus au milieu du siècle. A l'exception du réseau industriel sur la Plaine, le chemin de fer aura de faibles conséquences morphologiques sur le territoire puisqu'il ne le traverse qu'à l'extrême nord. Le tramway, en service entre 1877 et 1936, n'apportera pas de modifications du tracé viaire puisqu'il emprunte dans un premier temps les voies étroites existantes : avenue de la République, du Docteur-Pesquière (1ère ligne, Aubervilliers-République), puis du Moutier et Heurtault (2e ligne, Aubervilliers-Saint-Denis). Les lignes se multiplieront après 1900 suivant, en général, les nouvelles avenues. En revanche, on constate la naissance du réseau ferré industriel (à partir de la ligne des chemins de fer du nord) irriguant les usines de la Plaine sur le territoire d'Aubervilliers. En 1901 la population atteint 31 215 habitants.



Plan général de la commune d'Aubervilliers dressé par le service des Ponts et Chaussées du département de la Seine en 1899. Photo : Mairie d'Aubervilliers, Willy Vainqueur.

Première partie du XXe siècle

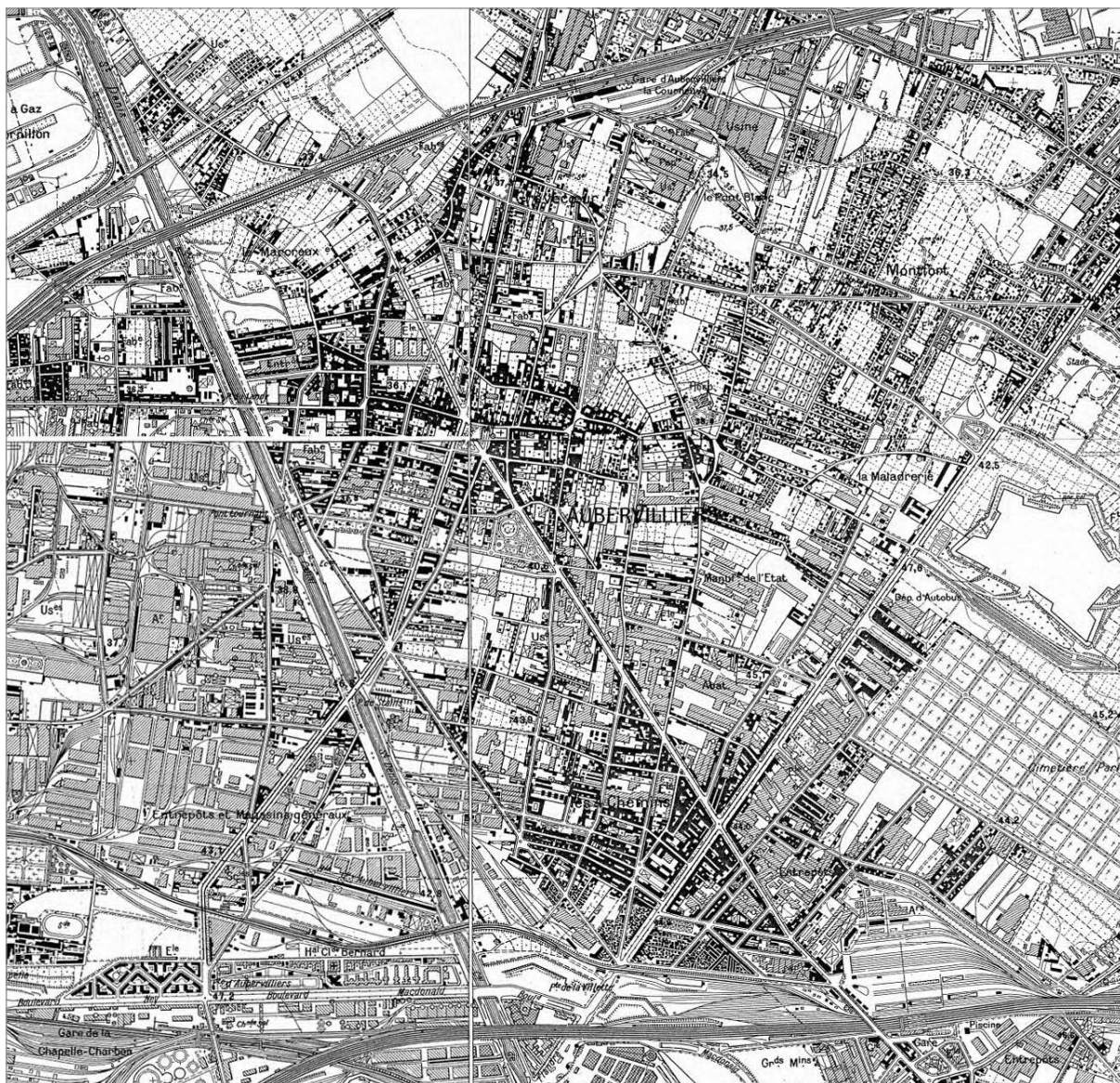
Entre 1899 et 1922, on observe que le réseau viaire s'est densifié, notamment dans le secteur des Quatre-Chemins, et qu'il se développe au Montfort avec, en particulier, l'ouverture du boulevard Edouard-Vaillant (vers 1920). De part et d'autre du canal, au nord de la rue du Landy, dans le quartier éponyme et dans celui du Marcreux, se tisse un réseau de ruelles étroites, amorce d'un paysage tout à fait particulier. Cependant ces secteurs restent essentiellement agricoles, de même que les terres situées au nord de l'axe Charon/des Noyers. Le réseau ferré industriel se développe au sud de la rue Pierre Larousse pour se raccorder à la ligne de chemin de fer de la Plaine à Pantin. Dans la Plaine, les usines ont franchi le canal et rejoignent le boulevard Félix-Faure. Le quartier Paul-Bert voit les emprises usinières se développer. Le bourg commence à sortir de ses limites anciennes et à s'étendre le long des rues avoisinantes, pré-existantes ou nouvelles. La population, en 1921, est de 40 632 habitants.



Plan général de la commune d'Aubervilliers, département de la Seine, 1922. Photo : Mairie d'Aubervilliers, Willy Vainqueur.

Milieu du XXe siècle

L'entre-deux-guerres est la période où la mise en place du réseau viaire est quasiment achevée. Sur le plan directeur de la Région de Paris (1933-36), il apparaît que les territoires déjà urbanisés poursuivent leur densification (ex : le tissu industriel sur la Plaine). Le développement vers le canal se fait lentement. Le sud de la rue Sadi-Carnot est entièrement construit, l'extension du bourg ancien continue et les cœurs d'îlots se remplissent. Les ruelles du Marcreux et du Landy ainsi que les impasses des Quatre-Chemins se développent. L'élément le plus notable sur ce plan est l'urbanisation des derniers secteurs " vierges ". En particulier le Montfort, où se créent des lotissements pavillonnaires. Les années 1920-30 correspondent également à une vague d'équipements, dont la qualité architecturale fait aujourd'hui encore des fleurons du patrimoine albertivillarien. Enfin, et surtout, les premières opérations de logements sociaux voient le jour, de maîtrise d'ouvrage publique ou privée. La population en 1936 compte désormais 55 871 habitants.



Plan directeur de la région de Paris. 1933-1936.

Deuxième partie du XXe siècle

Les documents d'après guerre nous montrent l'achèvement de l'urbanisation d'Aubervilliers. Le nord du Marcreux s'industrialise. Les derniers terrains libres sont occupés par de vastes opérations de logement social, notamment au nord, dans les quartiers du Montfort, et de part et d'autre de la rue Hemet. Dans le centre, ce phénomène concerne le quartier Paul-Bert, et les parcelles situées entre les rues Edouard-Poisson et Sadi-carnot. Les Quatre-Chemins sont métamorphosés par la destruction d'îlots insalubres et la construction de la dalle Vilette. Le quartier Paul-Bert verra dans les années 1970-80 la disparition de ses usines, remplacées par la construction de logements sociaux et d'équipements scolaires. Ces opérations tranchent avec l'urbanisme d'avant guerre par leur taille et surtout leur désolidarisation à la fois du tracé viaire et de la parcelle. La population fait un bond entre 1954 et 1968, en passant de 58 740 à 74 120 habitants ; elle aura tendance à décroître ensuite, s'abaissant à 67 719 habitants en 1982, puis à 63 132 en 1999.



IGN. Scan 25.

Aubervilliers aujourd'hui

A l'exception notable de la coupure opérée par le canal et du tracé de l'A86 à l'extrême nord-est, la ville a échappé aux grands aménagements routiers ou ferrés d'Ile-de-France. A l'est du canal, elle s'est formée rapidement, pendant une période d'environ 150 ans, en tache d'huile, à partir des deux pôles principaux que constituaient le bourg ancien et les Quatre-Chemins. Ces deux secteurs ont en commun d'avoir des noyaux relativement homogènes, car construits ou reconstruits dans des périodes de temps assez brèves. En s'en éloignant, les rues se sont bâties de façon plus lente et plus désordonnée, édifiant ainsi des quartiers composites mais au caractère fort.

Les grandes opérations d'urbanisme de l'après-guerre se sont insérées dans le tissu urbain existant sans le remettre en cause de manière générale. Bien sûr, la hauteur des tours, la longueur des barres, leur implantation, ont profondément modifié le paysage de certains quartiers. A côté de réalisations qui ont inspiré l'humour noir de l'écrivain local le plus célèbre, Didier Daeninckx " ... des cohortes d'architectes ont fait leurs brouillons-cubes là où l'on broyait les squelettes venus des abattoirs... " * nombre d'immeubles peuvent assumer leur hauteur ou leur gabarit imposant, et reven-



Derrière les immeubles se cachent parfois quelques îlots oubliés du temps. Photo : Willy Vainqueur.

diquer une architecture de qualité, parfois très innovante, comme c'est le cas à la Maladrerie. De fait, la fracture avec l'existant se situe plus au niveau de l'implantation de quelques opérations qui, résultant d'une interprétation sommaire de la Charte d'Athènes**, rompent avec la logique de la rue et, en conséquence, créent des ruptures urbaines importantes, comme c'est le cas avenue de la République, avec notamment la tour Lénine ou la cité des Fusains. Ces opérations restent ponctuelles et n'ont pas remis en cause le fonctionnement global de la ville.

Contrairement à nombre de communes de banlieue qui ont voulu faire table rase du passé et se débarrasser de centres anciens jugés obsolètes et sans valeur patrimoniale, Aubervilliers a conservé le sien. Mais loin d'en faire un lieu historique sans vie, elle lui a laissé son rôle de centre ville, administratif, commercial, culturel et social ; elle a également maintenu sa fonction de carrefour des principales voies de communication. Ce bourg ancien, bien qu'assez récent puisqu'il a été en grande partie reconstruit dans la seconde moitié du XIXe siècle, garde la

mémoire du passé agricole de la ville grâce à la survivance de quelques maisons de culture, qui mériteraient en tant que derniers témoignages de cette histoire révolue, d'être préservées au moins dans le respect de leur architecture.

A une époque où l'on entend dire que la classe ouvrière a disparu, la ville a également gardé ses quartiers à l'atmosphère si particulière, comme les Quatre-Chemins, le Marcreux ou le Landy, et embléma-

*Daeninckx Didier, Banlieue bannie, Cahiers du CCI, numéro spécial, Tout autour, Banlieues d'image et d'écriture, Centre Georges Pompidou/CCI, Paris 1986.

**Le Corbusier, la Charte d'Athènes, Point Seuil, 1942, première édition.

tiques chacun à sa façon, des quartiers populaires. Ils ne valent pas pour une architecture flamboyante mais plus pour des paysages urbains et des ambiances, qu'ils rappellent ceux des faubourgs comme aux Quatre-Chemins ou qu'ils soient tout à fait originaux comme au Landy et au Marcreux. L'extrême modestie des ruelles de ces derniers les rendent fragiles, mais constituent des lieux hors du temps qui devraient trouver leur place dans les aménagements du canal. Elles évoquent irrésistiblement la nostalgie exprimée par Jacques Réda, dans son poème, 'En guise d'adieu' *** :

*" J'aurai beaucoup aimé vos charmes équivoques,
Villas, petits manoirs, usines et bicoques
Perdus au bout d'un parc qu'on défonce ou, tassés
Dans des jardins étroits qui n'ont jamais assez
De dahlias, de choux et parfois de sculptures
En fil de fer levant par-dessus les clôtures
Des visages de dieux taillés dans l'isorel... "*

Enfin le Montfort, secteur plus récent, trouve son unité dans les nombreuses constructions édifiées dans les années 1930, qui, loin de disparaître entre les grands ensembles, impriment par le rouge de leur brique, auquel répond celui des logements sociaux rue du Pont-Blanc, un ton bien particulier.

Aubervilliers présente donc des paysages très variés où maisons de culture, immeubles bourgeois ou de faubourg, usines, entrepôts, équipements austères de la Troisième République ou en belle brique rouge des années 1930, tours HLM, etc..., se côtoient parfois en harmonie parfois en opposition. Cet inventaire ne penche cependant pas du côté de Prévert et nous nous sommes efforcés au contraire de faire ressortir les logiques qui ont conduit à ces juxtapositions. Nous avons également tenté de faire ressortir la valeur singulière du patrimoine albertivillarien.

Interprétation cartographique du développement de la ville d'Aubervilliers :

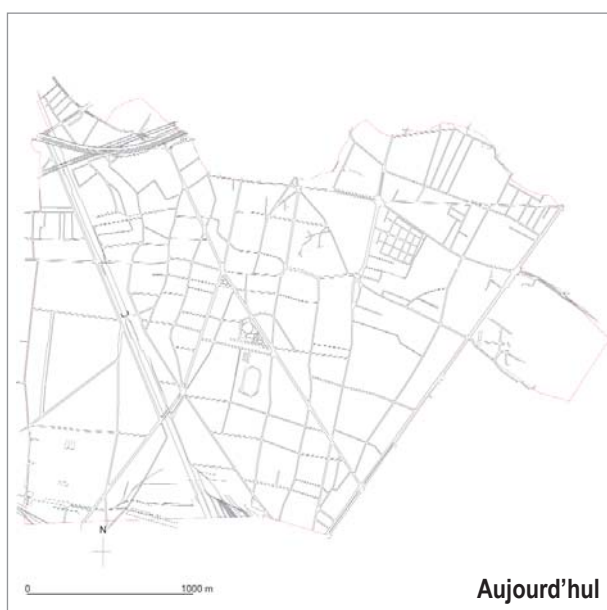
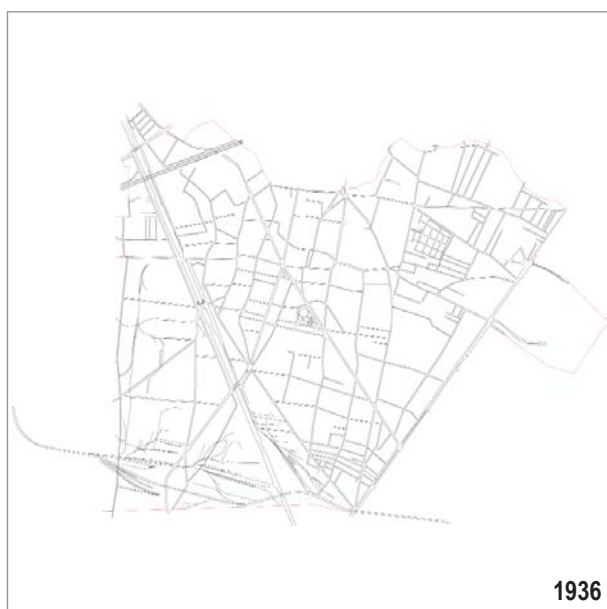
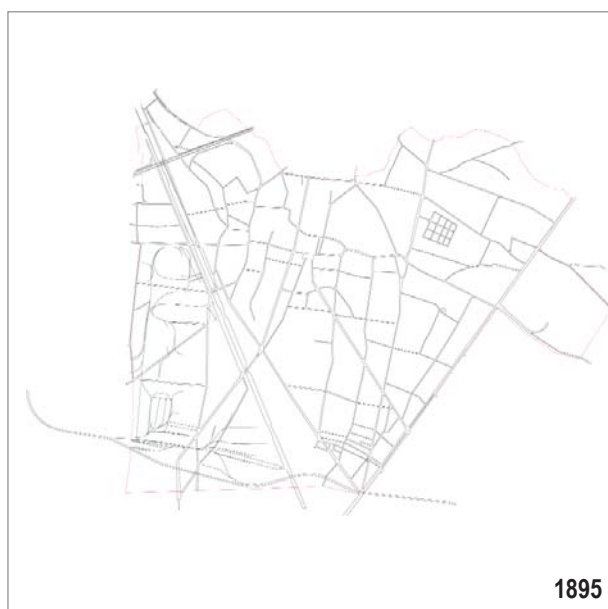
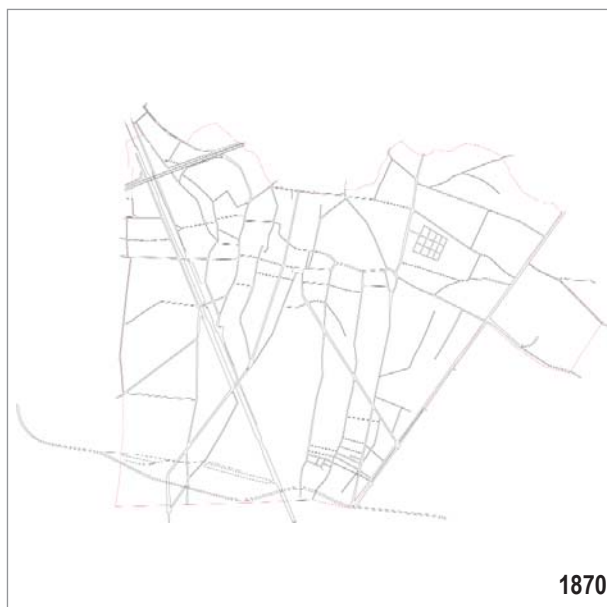
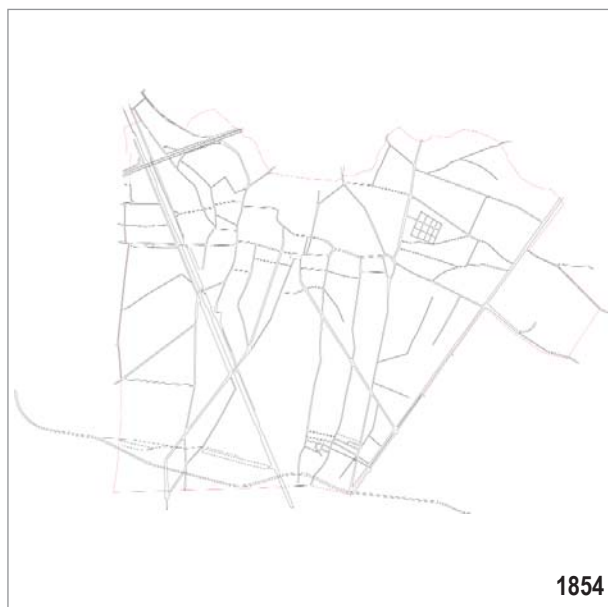
Les cartes présentées ci-après ont pour ambition de proposer une analyse comparative de l'évolution morphologique du territoire en adoptant une représentation homogène, identique d'une époque à une autre. En effet les modes de représentation extrêmement variables des cartes historiques rendent difficiles la comparaison et l'analyse de ces documents.

Méthodologie

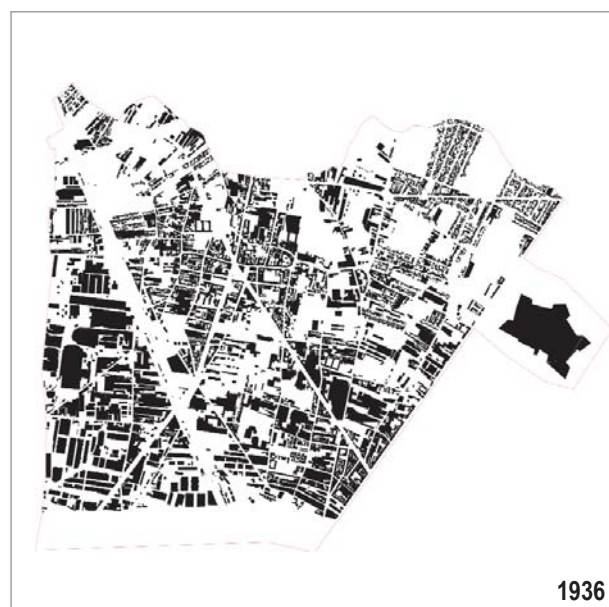
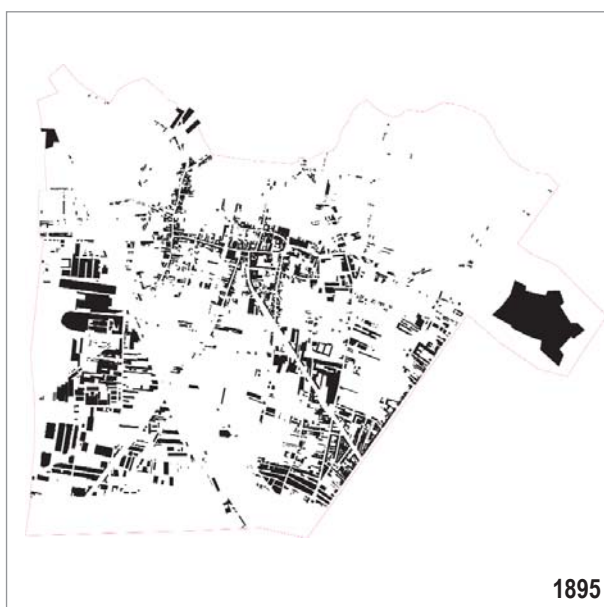
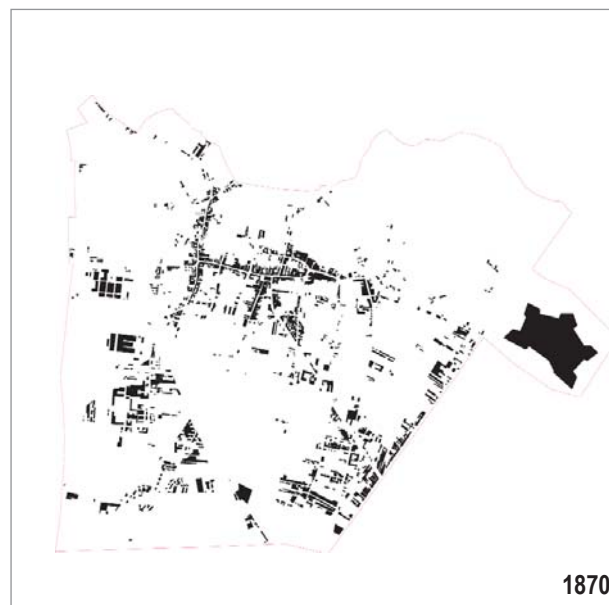
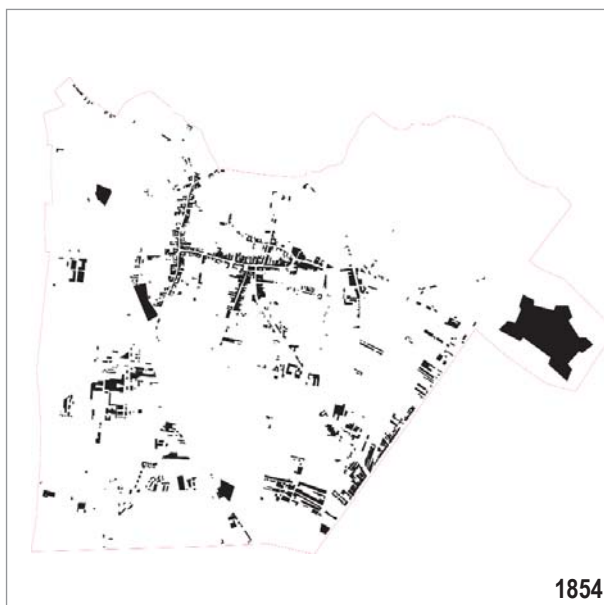
Le principe adopté est une ré-interprétation de cartes historiques sur la base du cadastre actuel vectorisé datant de 1999 (source municipale). L'outil numérique utilisé est le logiciel autocad. La base cadastrale a été mise à l'échelle sur l'image scannée de chaque carte historique.

Nous avons sélectionné les cartes selon les critères suivants : les périodes d'urbanisation significatives d'une part, leur degré de précision d'autre part. Ainsi ont été choisies les cartes suivantes :

***Réda Jacques, En guise d'adieu, Cahiers du CCI, numéro spécial, Tout autour, Banlieues d'image et d'écriture, Centre Georges Pompidou/CCI, Paris 1986.



Evolution du réseau viaire depuis la seconde moitié du XIXe siècle jusqu'à nos jours. Doc. Département de la Seine-Saint-Denis, Bureau du Patrimoine.



Evolution du bâti depuis la seconde moitié du XIXe siècle jusqu'à nos jours. Doc. Département de la Seine-Saint-Denis, Bureau du Patrimoine.

- 1808-1812 : cadastre " napoléonien ".
- 1854 ; 1871-1877 ; 1895-1900 ; série de trois cartes issues de l'Atlas des communes du département de la Seine élaborées par le service des Ponts et Chaussée du département. Cartes dites " Lefèvre ".
- 1936-1937 : carte du service géographique de l'armée. Carte dite du " génie ".
- 1967, révisée en 1973 : carte du district de la région parisienne.

1) Cartes du bâti et des réseaux.

Bâti

Sauf cas exceptionnels, (bâtiments aux limites clairement identifiables), la limite de précision du niveau d'interprétation de chaque carte s'arrête à la masse bâtie sur la parcelle. Cette échelle de précision demeure cependant largement suffisante aux échelles de sortie des documents. L'objectif de l'exercice ne vise pas l'identification par bâtiment. Sauf études historiques des permis de construire (limitées également dans le temps), la masse bâtie portée d'une époque à une autre ne correspond pas nécessairement à un même bâtiment (démolition et reconstruction) ou au contraire au même bâtiment mais réhabilité, rénové, étendu.

La précision de l'interprétation est évidemment plus faible pour les périodes plus anciennes (accumulation des imprécisions des limites bâties dues à l'exercice même d'interprétation, imprécisions des relevés d'une carte à l'autre que confirme leur juxtaposition au cadastre actuel...).

Réseaux.

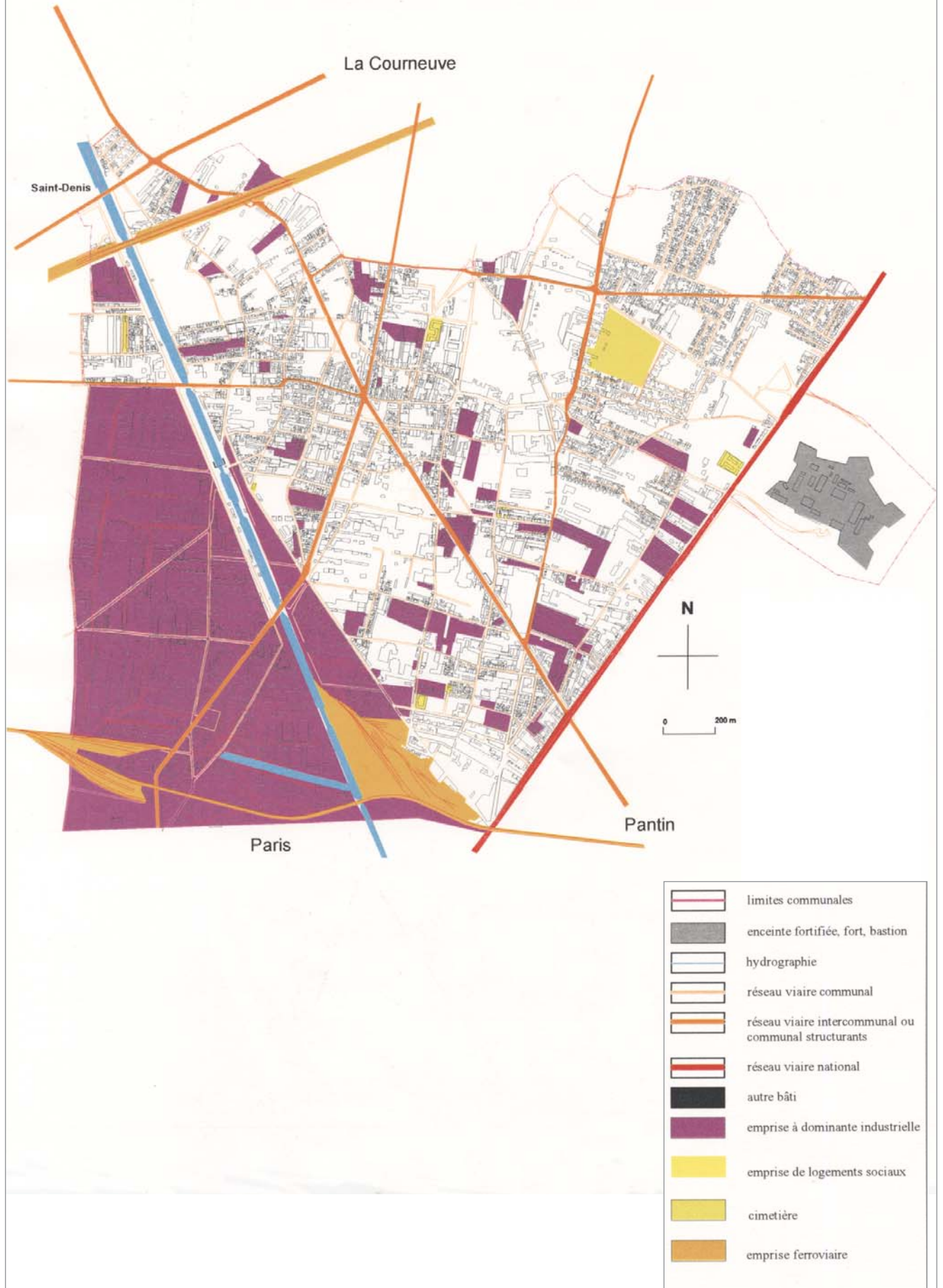
La persistance des réseaux est plus forte que celle du bâti, sauf pour certains chemins ruraux qui disparaîtront et ne seront pas générateurs d'une voirie plus importante et d'un développement urbain ultérieur. Le degré d'exactitude est donc plus grand, à la marge près des réalignements.

2) Cartes de synthèse des entités urbaines majeures : cartes bâti et réseaux 1936-37 ; 1973 ; cadastre actuel (1999).

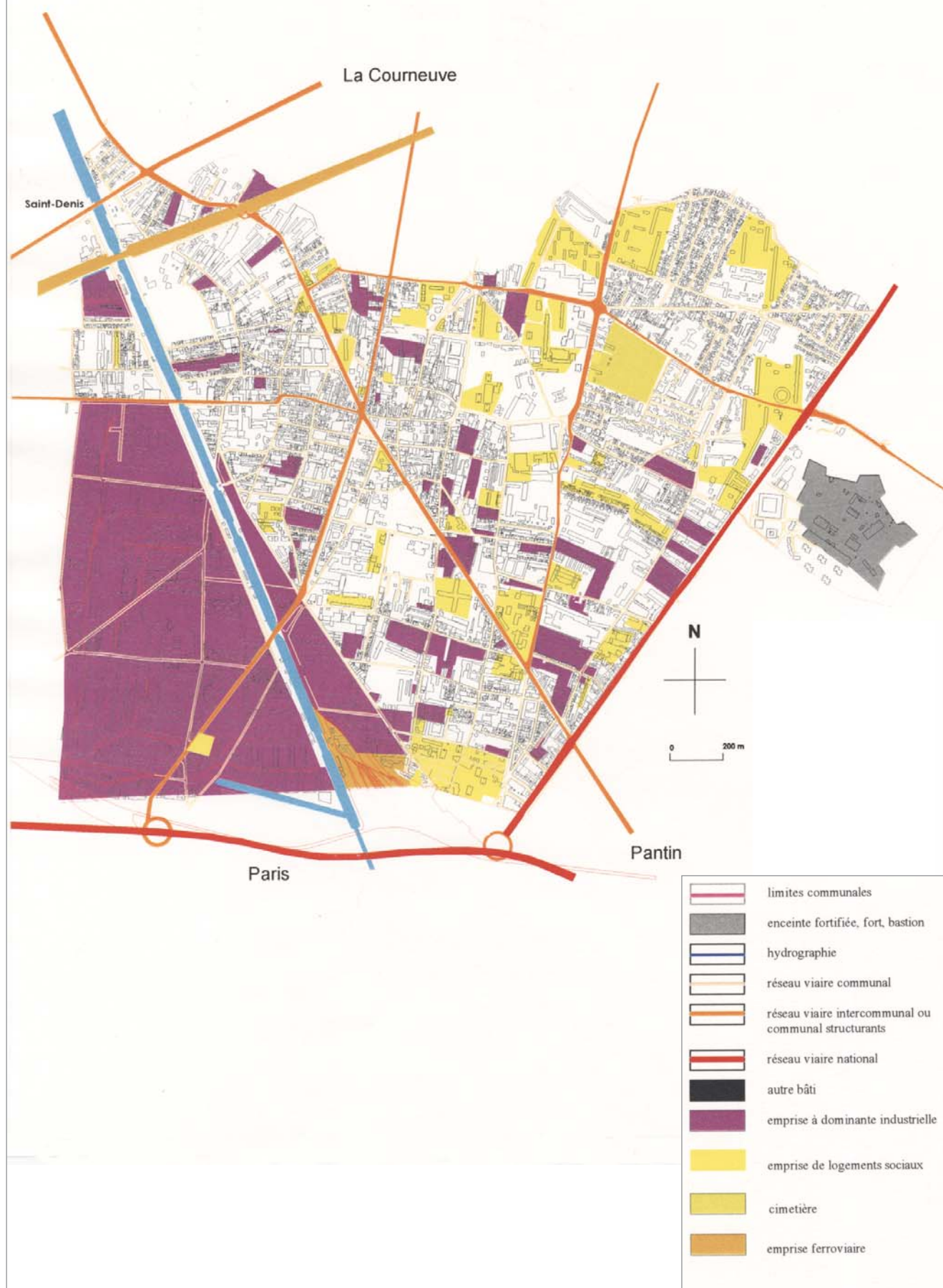
Ces cartes reprennent les mêmes périodes en associant bâti et réseaux. L'objectif est de faire ressortir les grands ensembles formateurs du paysage urbain (bâti ou végétal) qui forgent l'identité du territoire et les axes (réseaux-bâti) qui constituent les générateurs principaux du développement urbain. En cela ce sont des cartes d'interprétation urbaine globale, avec leurs propres limites. Il a été choisi de faire apparaître deux grandes typologies particulièrement prégnantes dans la constitution urbaine du territoire d'Aubervilliers, le tissu industriel et le logement social, qui font l'objet d'un recensement spécifique de leur patrimoine.

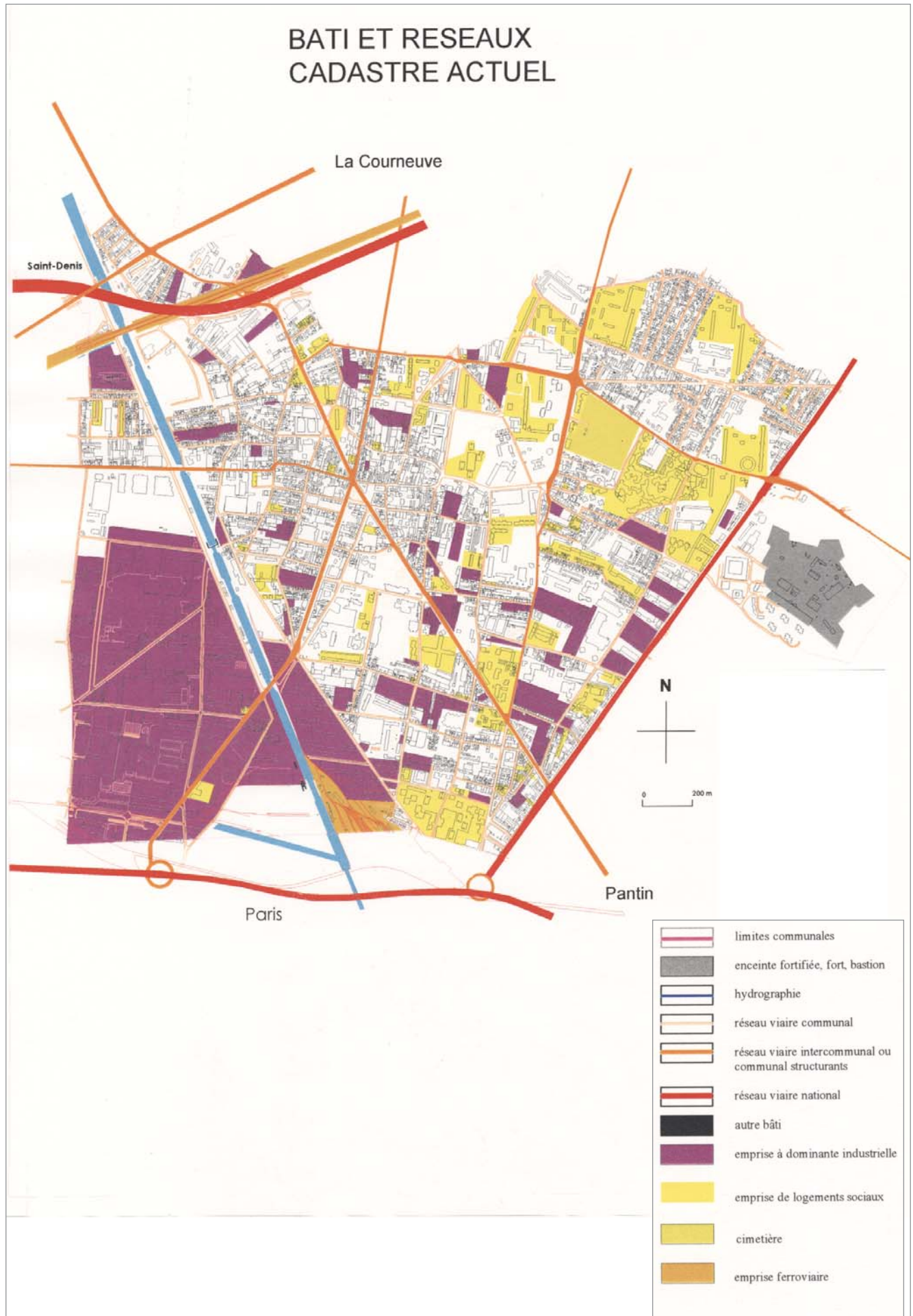
Le repérage du logement social a été effectué à partir de l'Atlas de la D.D.E (1998). Quant à l'inventaire du bâti industriel, il a trouvé ses limites sur la cartographie antérieure à 1937. Trop de sites ont été détruits et non recensés, ou ne permettent pas de définir avec précision leurs emprises parcellaires à telle ou telle époque, ni l'évolution de leur bâti (démolition, reconstruction etc.). Le bâti industriel n'est donc pas figuré sur ces périodes. De 1937 à aujourd'hui, seul le bâti industriel en activité a donc été repéré.

BÂTI ET RESEAUX 1936 - 1937



BATI ET RESEAUX 1973





2. Le patrimoine architectural et urbain, formation et développement

Le Noyau Ancien

Localisation

Rues du Moutier (210 à 213), Charon (214 à 216), Chapon (219 à 221), des Noyers (222 à 225), de la Commune de Paris (078 à 080), de La Courneuve (071-072), Heurtault (226 à 232), du Landy (avant le canal) (200), du Docteur Pesquère (073 à 075), ruelle Roquedat, passage Saint-Christophe.

Historique

Cette première partie concerne le bourg ancien, considéré du point de vue de ses premières rues bâties. Elles ont fait l'objet d'un inventaire exhaustif des bâtiments sur rue, et, lorsque c'était possible et pertinent, des cours.

Bien que profondément modifié, le centre-ville actuel d'Aubervilliers permet de " lire " ce qu'a été l'ancien bourg rural jusque vers le milieu du XIXe siècle. Une particularité d'Aubervilliers, par rapport à nombre de communes du département de la Seine-Saint-Denis, est d'avoir conservé un noyau ancien, même si la plupart des constructions visibles aujourd'hui ne datent au maximum que du XIXe siècle à l'exception de quelques maisons de bourg qui pourraient dater du XVIIIe siècle. Croissance démographique, mutations économiques, évolution des transports, plans d'alignement (1849 pour la rue du Moutier), modernisation de la ville, etc. semblent avoir eu raison des constructions antérieures au milieu du XIXe siècle. L'absence de documents iconographiques autres que les cartes postales et de permis de construire antérieurs à 1907, ne permet pas de visualiser de manière précise ce processus de transformations rapides qui a métamorphosé le vieux bourg en à peu près 80 ans (approximativement 1830-1914).

Le réseau viaire

Les documents de base, cartes et plans, nous permettent de cerner les limites géographiques du bourg. La première constatation est la pérennité de son réseau viaire, au moins dans son tracé (pour plus de clarté la dénomination des rues adoptée est l'actuelle).

Sur un plan de 1708 " Plan du terroir de Saint-Denis en France et des paroisses de La Chapelle, d'Aubervilliers... " (cf p. 15, Claude Inselin. BNF, département des cartes et plans), apparaissent l'église et des maisons groupées autour des rues du Moutier (allant de la rue Heurtault à la rue Henri Barbusse), de la rue de la Commune de Paris et sur une partie de la rue Heurtault (au nord de la rue du Landy).



Plan général de la commune d'Aubervilliers réalisé à partir du cadastre napoléonien (1808-1812). Détail.
Photo : Mairie d'Aubervilliers, Willy Vainqueur.

Le cadastre napoléonien, 1808-1812 montre que les voies bâties à cette époque sont :

- la rue du Moutier (jusqu'à la rue du Goulet et au carrefour de la rue Heurtault),
- la rue Charon, qui se poursuivait jusqu'à la rue Chapon,
- la rue Chapon (de façon discontinue jusqu'à la rue des Cités),
- la rue du Docteur-Pesqué (extrémité de l'avenue de la République avant son prolongement en 1910),
- la rue de la Commune de Paris (de la rue Bernard-et-Mazoyer à l'église),
- la rue Heurtault (de la rue David jusqu'à la rue de Saint-Denis mais de façon discontinue au nord de la rue du Moutier).

Figurent également des constructions rue des Noyers (correspondant à peu près aux actuels n°s 8 à 16), au début de la rue du Landy et rue de La Courneuve. Les abords de l'ancien château, aujourd'hui démoli (à l'angle des rues Léopold-Réchossière et du Docteur Michaux).

La Carte des chasses (1764-1773) (cf p. 23), plus imprécise pour le bâti, indiquait déjà un bourg sensiblement identique à cette époque. Toutes ces cartes nous montrent que l'arrière de ces édifices était occupé par des parcelles en lanière dont la largeur correspond à celle du bâtiment sur rue.

Le bourg d'Aubervilliers à la fin du XVIII^e siècle

Le seul document proposant un aperçu de la physionomie générale du bourg à la fin du XVIII^e siècle, est la perspective dessinée par l'architecte Roland Boudier à partir d'un plan de cette époque. Réalisé dans les années 1920-1930, son dessin est basé sur les maisons anciennes existantes, comme celles situées à l'angle des rues du Goulet et du Moutier, à l'angle des rues de La Courneuve et du Moutier, n°s 1 à 5 rue Chapon, n°s 8 à 16, rue des Noyers ; la rue Heurtault ne figure pas. Il montre un village composé essentiellement de maisons à un étage, coiffées de toits à deux pentes. La reconstitution du bâtiment des Oratoriens accolés à l'église et du cimetière permet de visualiser les abords de l'église. Cette reconstitution a seulement une valeur de proposition mais elle permet de se faire une idée de l'aspect des rues qui ont précédé celles que nous connaissons.



Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Les grandes transformations du noyau ancien ont commencé avec la construction de la Mairie en 1848, à l'emplacement de l'ancien cimetière, et se sont poursuivies avec le percement de l'avenue Victor Hugo vers 1870, prolongée par l'avenue Anatole-France (entre 1870 et 1880), l'extension de l'avenue de la République jusqu'à la rue du Moutier vers 1910 et, enfin, le percement de l'avenue du Président Roosevelt vers 1930. L'arrivée du tramway, en 1877, ne perturbe pas le vieux bourg, puisque la première ligne, remontant l'avenue de la République, se terminait rue du Docteur-Pesqué en tiroir (voie unique) et n'a pas entraîné d'élargissement. De même, la ligne J2, à partir de 1901, empruntera la rue du Moutier à partir du carrefour Victor-Hugo puis la rue Heurtault en direction de Saint-Denis sans que ces voies ne soient modifiées dans leur tracé.

Physionomie générale des rues

Le bâti sur rue présente un aspect composite formé pour l'essentiel d'anciennes maisons de culture et de bourg, d'immeubles de logements et d'édifices industriels offrant de nombreuses différences de hauteur, de gabarit, de matériaux, de style et de "standing". Immeubles aux façades cossues richement ornées ou aux murs quasiment nus se côtoient et viennent s'appuyer sur les modestes maisons à un étage du vieux bourg. La plupart des immeubles ont été construits entre 1850 et 1914, puis dans les années 1920/1930.

Le renouvellement du bourg ancien ne semble pas avoir obéi à un plan d'urbanisme précis, à l'exception de l'alignement, mais s'être plutôt développé en fonction des besoins. De fait, l'impression d'unité est apportée par l'alignement des constructions et par les teintes des façades rinnovées, notamment dans le cadre de l'OPAH Centre ville mise en place à partir des années 1980.

Malgré cette hétérogénéité, l'ensemble de ces rues possède non seulement du charme mais surtout une identité forte et offre à la ville un ancrage solide. Cette identité est renforcée par l'animation qu'apportent les nombreux commerces (rue du Moutier, rue Charon), les bureaux, les administrations (mairie et centre administratif), les équipements (bureau de poste, centre médical et social), et enfin les nombreuses activités généralement implantées sur cour. En résumé, le noyau ancien a conservé son rôle de centre ville historique, administratif, commercial, culturel et social. Il reste également le carrefour des principales voies de communication.



Rue de la Commune de Paris, de la rue Bernard-et-Mazoyer à l'avenue de la République. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.



Rue Heurtault. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Immeuble et anciennes maisons de culture se juxtaposent pour créer un paysage urbain typique du vieil Aubervilliers.

Cœurs d'îlots

Les cœurs d'îlots, quasiment vides en 1900, se sont progressivement remplis. Habitations (immeubles de rapport ou maisons) et bâtiments d'activité sont venus combler les espaces laissés libres par l'arrêt des cultures. Accessibles par les anciennes portes charretières ou les portes cochères des immeubles, voire par des passages, ces espaces devenus collectifs se sont construits soit en respectant l'ancien parcellaire en lanière soit par addition de parcelles. Dans le premier cas, on rencontre des cours très allongées avec des constructions perpendiculaires à la rue ou bien avec des bâtiments parallèles à la



Cour d'immeuble. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Parcelle type, en longueur, occupée par des constructions latérales et fermée sur la rue par un immeuble bourgeois et à l'arrière par un immeuble ouvrier.

rue mais percés de passages permettant l'accès au fond de la parcelle. Dans le second cas, l'on trouve essentiellement des édifices industriels de grandes dimensions accolés au bâtiment sur rue (8/10 rue des Noyers) ou bien isolés en cœur d'îlot (5 rue Charon).

Cette organisation, édifice d'habitation sur rue avec passage menant à des activités, a été reprise fréquemment dans le cadre de la construction d'immeubles de rapport, y compris à l'époque contemporaine. A noter que ces passages ont tous la configuration de cours ou d'impasses et ne constituent pas (ou plus ?) un réseau de venelles permettant des cheminements au travers des îlots.

Éléments structurants

Ce centre trouve appui sur des éléments architecturaux forts, constituant des repères importants, qu'ils soient traditionnels, tels l'église et la mairie, ou plus originaux comme la grande poste. Des constructions contemporaines de qualité tel que le centre administratif et social, rue du Docteur Pesqué, et le centre administratif rue de la Commune de Paris sont venus créer de nouveaux jalons dans les années 1990. Il est à noter que les opérations prestigieuses et d'embellissement de la ville réalisées autour de 1900, l'ont été à l'écart du centre : salle des fêtes, justice de paix et jardin public (séparé du centre ville par le dépôt de tramway), de même que les premiers équipements : groupes scolaires Victor Hugo puis Edgar Quinet, hospice, marché, bourse du travail... et donc n'ont pas eu d'incidence directe sur la physionomie des rues.

Les différents types d'édifices

Les maisons de culture.

Les maisons de culture ont pour particularité, à l'inverse des maisons de maraîchers, d'être implantées dans le bourg, accolées à leurs voisines. Si la ferme Mazier, n° 70 rue Heurtault, (077), est la plus connue et la mieux préservée des maisons légumières (au point de vue de leur organisation), on retrouve d'autres exemples intéressants bien que remaniés. Une de leurs caractéristiques communes est d'être en mauvais état et parfois inhabitées. Dans certains secteurs, elles constituent des alignements homogènes, sans doute assez représentatifs de ce que fut le bourg avant l'ère industrielle.



N°s 1 à 5bis rue Chapon. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.
Silhouette évocatrice de l'ancien bourg.

Les exemples les plus caractéristiques sont :

- rue Heurtault (n°s 68 à 74, n°s 63bis à 67 et impasse du n° 88),
- rue des Noyers (n°s 8, 10, 14 et 16) (224-225),
- rue Chapon (n°s 1 à 5 et n° 4) (220-221),
- rue Charron (cours des n°s 5 et 18),
- rue du Moutier (n° 43 et trois maisons au croisement avec les rues du Goulet et Schaeffer),
- rue de La Courneuve (n° 19).

Ces anciennes fermes se composent généralement d'une maison d'habitation qui ferme la parcelle sur la rue. Elle sont à un étage, couvertes d'un toit à deux pentes (45° environ) en tuile plate ou mécanique. Les façades principales, revêtues d'enduit de plâtre, sont percées de fenêtres verticales et d'une vaste porte charretière. Leur décoration est minimale : chambranles peints et corniche moulurée. Les greniers sont très hauts et éclairés parfois en façade par de petites fenêtres sous la corniche. Les cours, pavées, sont entourées d'anciens bâtiments utilitaires généralement de petite taille et dévolus à l'apprêt des légumes, au séchage et au battage des graines légumières, au stockage des céréales et du fourrage, etc..., mais aussi à l'hébergement des chevaux et à celui de la nombreuse main-d'œuvre. L'ensemble des bâtiments était construit en moellons de gypse et en divers matériaux de réemploi (on trouve même de la pierre taillée dans la cour de la ferme Mazier) et les charpentes étaient en bois.



Cour de la ferme Mazier. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

L'observation de quelques cours accessibles permet d'observer leur évolution. Rue Chapon (n°s 3 et 4), rue Charron (n°s 5 et 20bis), les bâtiments utilitaires ont été transformés en habitations, souvent modestes, de petites activités étant parfois conservées en rez-de-chaussée. A l'arrière de ces cours, en cœur d'îlot, sont parfois implantés des édifices industriels de grandes dimensions. De fait, ces cours sont constituées de constructions hétéroclites, remaniées et agrandies en fonction des besoins. Plus ou moins bien entretenues, elles présentent bien souvent un aspect pittoresque et constituent des espaces de calme et d'intimité exceptionnels en centre-ville. Dans d'autre cas, n°s 8 et 14 rue des Noyers, n° 5bis rue Chapon, l'organisation originelle a disparu, remplacée par de grandes constructions à usage d'activité, en fond de parcelle ou directement accolées à l'ancienne maison de ferme.



Cour du 5 rue Chapon. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.
Evolution du bâti, de la ferme à l'habitat.

Nécessité de les préserver, prescriptions

Ces anciennes maisons de culture et en particulier la ferme Mazier, constituent les derniers vestiges de l'histoire agricole et rurale d'Aubervilliers et au-delà, du département. Leur préservation est donc importante à plus d'un titre et notamment historique et architectural. La ferme Mazier, a conservé la quasi-intégralité des divers bâtiments qui la composaient et constitue un témoignage unique sur l'activité agricole dans la Plaine des Vertus. Il est très regrettable de laisser cet ensemble exceptionnel se dégrader. Son inoccupation entraîne sa détérioration et il paraît donc urgent de lui trouver une nouvelle affectation.



Rénovation d'une ancienne maison de culture à l'angle de la rue Heutault et de la rue Edgard-Quinet. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.
Exemple de perte d'identité par l'usage d'un mauvais ravalement.

La réhabilitation des anciennes maisons de culture doit se faire dans le respect de leur identité. La simplicité de leur typologie fait leur fragilité. L'absence d'éléments architecturaux forts en façade les expose à disparaître derrière une rénovation trop brutale. Par exemple des enduits trop marqués peuvent gommer définitivement leur histoire et les banaliser (n° 68 et n° 57 rue Heurtault, cour du n° 18 rue Charron). Le choix de matériaux, respectueux des modes de construction traditionnels comme les enduits de plâtre, assurera par ailleurs leur durabilité. En effet, le gypse se dissout sous l'effet de l'eau et il est important de maintenir un enduit qui le protège en le laissant respirer. De plus, la réhabilitation des cours demande à prendre en compte l'habitabilité des logements comme les problèmes de vis-à-vis et de densité de population.

Les maisons de bourg

Le noyau ancien s'est également structuré à partir des maisons de bourg implantées sur l'alignement des voies. Leur développement, par accollement ou substitution aux maisons de culture, a progressivement constitué le tissu urbain jusqu'au milieu du XIXe siècle. Leur typologie est très semblable à celle des maisons de culture : un étage plus combles, 2 ou 3 travées, une porte piétonne ; cependant elle se différencie par l'absence de porte charretière et la présence éventuelle de commerce.

Il est souvent difficile de les distinguer entre elles tant elles ont été remaniées. Par exemple, la maison située à l'angle des rues du Moutier et du Goulet semble avoir été, d'après les plans anciens, une maison de culture, mais apparaît aujourd'hui comme une maison de bourg. Les exemples les plus intéressants peuvent être observés rue du Moutier, n°s 2 et 4 (213), 29 et 31, et à l'angle des rues du Landy et Heurtault (229). Pour la plupart, certains éléments (forme de la toiture, fruit des murs) laissent penser que ces maisons pourraient dater en partie du XVIIIème siècle. Du n° 1 au n° 5bis rue Chapon (220), la transition entre la maison de culture et la maison de bourg est difficile à déterminer. L'alignement offre des contrastes de silhouettes pittoresques qui reflètent probablement l'aspect du bourg à l'époque pré-industrielle.



N° 2 rue du Moutier. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF laborde.
Ancienne maison de bourg, fin XVIIIe siècle.

Les immeubles

Au XIX^e siècle, aux alignements de maisons basses et individuelles se sont substitués des immeubles de rapport, de hauteur et de catégories diverses, créant un nouveau paysage sur la totalité des rues du Moutier, Charon, du Docteur Pesqué, sur des tronçons importants de la rue de la Commune de Paris et de la rue Heurtault.

Découlant directement de l'immeuble parisien, ils apparaissent cependant avec des décalages dans le temps et sans ancrage avec une tradition locale de construction. De fait il est difficile de les rattacher systématiquement aux classifications générales de l'immeuble parisien, ni chronologiques, ni typologiques. Il semble que l'immeuble albertivillarien ait donc ses particularismes propres, qu'il est difficile de définir finement dans le temps imparti à cette étude. Par ailleurs l'absence de plans, dans la majeure partie des cas, les remaniements et rénovations successifs sont des obstacles à une connaissance précise de leur constitution (distribution, degrés de confort) et de leur datation. Nous verrons par la suite que l'immeuble que nous rencontrons dans le centre ville se distingue également de ceux que nous étudierons dans d'autres secteurs de la ville.

Leur classification est assez ardue car chaque immeuble pourrait constituer un type en soit. Leur implantation n'est pas un critère non plus puisque immeubles d'allure bourgeoise ou plus modeste se côtoient de part et d'autre des rues et la mixité est la seule constante à l'aménagement des rues. Ces différences de catégorie et les contrastes entre les façades apportent une dynamique qui participe fortement au charme de ce quartier. Il semble qu'il n'y ait pas eu de volonté de créer des secteurs plus marqués socialement dans les rues concernées.

Leur classification est assez ardue car chaque immeuble pourrait constituer un type en soit. Leur implantation n'est pas un critère non plus puisque immeubles d'allure bourgeoise ou plus modeste se côtoient de part et d'autre des rues et la mixité est la seule constante à l'aménagement des rues. Ces différences de catégorie et les contrastes entre les façades apportent une dynamique qui participe fortement au charme de ce quartier. Il semble qu'il n'y ait pas eu de volonté de créer des secteurs plus marqués socialement dans les rues concernées.

Dans le souci de faciliter la lecture de ce document, nous avons tenté une répartition en trois grandes familles, à la fois typologiques et sociologiques, celles des immeubles bourgeois, intermédiaires et populaires. On verra par la suite que dans certains cas les limites peuvent être extrêmement floues.

Les immeubles " bourgeois "

Par immeuble bourgeois nous entendons des édifices aux façades décorées avec une certaine ostentation. Si nous mettons le terme entre guillemets, c'est que la lecture des plans d'origine montre parfois que ces façades opulentes cachaient des appartements de confort médiocre et de petite taille. Il semble donc que certains de ces immeubles étaient en réalité destinés, en tout ou en partie, à des ouvriers de classe supérieure et à de petits employés.

Il n'en demeure pas moins que quelques immeubles offrent à la rue de belles façades traitées avec beaucoup de soin. Les permis de construire conservés aux archives municipales ne remontant pas avant 1907, et



Rue Charron. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.
Alignement d'immeubles de rapport bourgeois et populaires.



Rue du Moutier. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF laborde.
Immeubles bourgeois et populaires surplombant la place de la Mairie.

peu d'entre eux portant une inscription sur la façade, il est difficile de les dater tous avec précisions. Ceux que nous connaissons ont été bâtis approximativement entre 1870 et 1931.

Dans ce secteur, il n'existe pas d'édifice en pierre directement inspiré de l'immeuble haussmannien, mais des constructions de trois types : en brique apparente, en maçonnerie enduite et plus rarement en meulière. Le décor est réalisé à l'aide de moulures de plâtre, de ferronneries, d'éléments en céramique, de briques vernissées et, plus rarement, d'éléments en pierre ; généralement les styles affichent un éclectisme sans complexe. Il est à noter que les immeubles les plus impressionnants, de par leur décor et leur opulence, ne se trouvent pas dans ce secteur ancien mais le long des grands axes, avenues de la République, Anatole-France, Jean-Jaurès.

Façades en brique avec décor de plâtre

L'immeuble en brique apparente avec décor de plâtre mouluré est le plus représenté (n°s 7 rue Charon, 22 rue de La Commune de Paris, 15 rue de La Courneuve). La souplesse des matériaux permet toutes les interprétations. Généralement, la brique est monochrome (pas de jeux de briques) et n'apparaît qu'à partir du 1er étage (parfois utilisée en bandeau à ce niveau). Les moulures de plâtre que l'on retrouve aux encadrements de fenêtres, en bandeaux et en corniche, vont du classique au baroque (n° 3 rue du Docteur Pesqué). Cependant le rappel du style Louis XIII est le plus fréquent et peut être plus ou moins respecté (n° 14 rue de La Commune de Paris). Le n° 16bis rue des Noyers se démarque par ses références orientalisantes. Parfois, l'utilisation de panneaux de céramique vient apporter plus de couleurs (n° 19 rue du Moutier). La ferronnerie joue un rôle important et constitue même parfois l'essentiel du décor (n° 4 rue du Moutier). A noter que certains immeubles ont vu leur brique peinte au cours d'un ravalement, avec un résultat douteux (n° 16 rue de La Courneuve). L'inverse, façade enduite avec décor de brique, est moins représenté (n° 52 rue Heurtault).



Immeuble, n° 14 rue de la Commune-de-Paris.
Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF laborde.
Décor de plâtre mouluré d'inspiration classique sur mur de brique ; ferronneries à motif floral.

Façades enduites à décor de plâtre

Ces façades sont incontestablement les plus exubérantes. Elles appartiennent à des édifices généralement massifs et bien entretenus. Les éléments de décor vont d'un classique de bon aloi (21 rue du Moutier, 9 rue Charron) à des surcharges rococo (12 rue Charron (215) et 1 rue du Moutier (212)). Ces deux derniers présentent un certain nombre d'analogies : architecturales, pour l'opulence de leur décor, et notamment l'impressionnant travail des balcons et de leurs ferronneries, et aussi sociales. En effet, la vérification des plans pour l'un et l'observation des parties communes pour l'autre montrent que leurs façades cachaient des



Immeuble, 19 rue Charron. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF laborde.
Décor de plâtre mouluré sur mur enduit. Interprétation du vocabulaire classique avec des éléments rococos.

intérieurs de confort bien moindre. C'est sans doute la raison pour laquelle, devenus vétustes, ils ont été rachetés puis réhabilités par des bailleurs sociaux, respectivement Immobilière 3F et l'OPHLM d'Aubervilliers. L'ensemble des n°s 1 et 3 rue de La Courneuve est intéressant de par son homogénéité. Ces deux immeubles sont un bon exemple des différentes possibilités décoratives apportées par la juxtaposition de matériaux sur des typologies jumelles.

Autres façades



L'immeuble en meulière à décor de plâtre est ici très peu présent. L'exemple le plus intéressant se trouve au n° 12 de la rue du Moutier. Un petit immeuble datant de 1870, dans le haut de la rue Heurtault, au n° 94, présente une façade en pierre, mais en très mauvais état.

La façade est rythmée par un oriel en brique. Le rez-de-chaussée est revêtu d'un enduit en plâtre à refends horizontaux.

Façade en meulière, 12 rue du Moutier. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

A noter, le pignon en meulière brute.

Quelques cours d'immeuble

Les cours d'immeubles ne se ressemblent guère. Certaines, accessibles, recèlent quelques surprises. Rupture d'échelle, changement de fonction, l'avant et l'arrière des parcelles sont parfois des univers assez différents. Par exemple la porte cochère de l'immeuble bourgeois du 19 rue Charon mène à deux pavillons de brique avec jardin qui constituent un espace préservé. Au n° 8 rue du Moutier, la maison bourgeoise est prolongée par d'anciennes écuries en meulière à décor de brique construites en 1922 et très bien conservées. L'immeuble austère du n° 18-18bis rue Charron, cache une maison manifestement très ancienne, probablement de culture.

Bâtisse du bourg pré-industriel subsistant à l'arrière d'un immeuble des années 1920, rue Charron. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.



Les immeubles intermédiaires

Ces immeubles, de taille plus modeste aux façades enduites et dotées d'un décor de plâtre mouluré interprétant le vocabulaire classique, sont assez nombreux. Plus discrets que les immeubles bourgeois mais plus élégants que les immeubles populaires, ils constituent un intermédiaire intéressant. Leur typologie est simple, ils comportent un à trois étages, sont dépourvus de balcons et les toitures sont à deux pentes, en tuile, plus rarement à la Mansart. Ils sont fréquemment percés de portes charretières, ce qui

non seulement indique mais affirme la présence d'activités dans la cour Beaucoup abritent des commerces. Ainsi, à l'inverse de l'immeuble bourgeois, les références au monde du travail ne sont pas bannies en façades. Le décor se limite aux chambranles, aux bandeaux et aux corniches ; les appuis de fenêtres ne sont pratiquement jamais en fer forgé ou moulurés mais sont souvent de type tubulaire donc rajoutés tardivement.

La rue du Moutier possède de nombreux immeubles de ce type, les plus significatifs étant les n°s 3, 22, 35 à 39 et 40 à 46, ; ainsi que rue Heurtault, les n°s 43, 53, 76. Parmi les plus remarquables, se distingue le n° 26bis rue du Moutier, avec son ornementation de bandeaux de céramique, sa tête sculptée et ses appuis de fenêtres en fer ouvragé.



Rue du Moutier, immeubles intermédiaires. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde
Décoration classique de la façade et portes charretières donnant accès à des activités.

Les immeubles populaires

Cette catégorie concerne les immeubles aux façades lisses, au décor quasiment absent ou réduit à une corniche moulurée. Très représentés dans ce secteur, ils constituent des alignements conséquents, notamment rue du Moutier et rue Heurtault. Etant donné leur absence systématique des registres de permis de construire, nous ne disposons pas d'autres informations que celles émanant de l'observation des façades. De fait, nous ne savons rien quant à leur organisation. Il est à noter que certains de ces immeubles ont été rénovés et qu'il est très possible qu'un décor ait été gommé à cette occasion. Ce cas de figure ne se vérifie qu'à l'aide de photos et de cartes postales. Certains édifices, les plus modestes, semblent dériver directement de la maison de bourg de par leur typologie et leurs matériaux, les plus anciens sont sans doute construits en plâtre. Ces immeubles



Rue du Moutier. Immeubles populaires. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

populaires sont également présents dans les cours, implantés parallèlement à la rue et accessibles par des passages (n° 46 rue Heurtault) ou bien perpendiculairement à la rue et sous appentis. On retrouve encore l'immeuble desservi par des coursives, rappelant la " caserne " décrite par Léon Bonneff (n° 58 rue Heurtault). L'espace des cours est complété par des constructions plus basses, maisons ou petit immeuble à un étage et, dans chaque interstice disponible, par des garages. Il semble évident que les intentions des bâtisseurs de ces immeubles ont été purement spéculatives à une époque où la demande en logements à bas loyer, et en l'absence de logement social à Aubervilliers avant les années 1930, a été très

forte. D'où une architecture réduite au strict minimum et une utilisation maximale de la parcelle. Par exemple, la cour du n° 52 rue Heurtault dessert deux immeubles de cette rue et deux autres rue du Moutier. La pauvreté des façades pourrait induire une monotonie qui est compensée dans le cadre d'alignements par les différences de hauteur et de gabarit. Par ailleurs, les commerces, très présents en rez-de-chaussée apportent une animation supplémentaire. De fait, ces immeubles, dans leur sobriété même, participent en grande part à l'identité de ce secteur et leur présence systématique entre des édifices plus cossus rappelle l'identité ouvrière de la ville. Certaines séquences, bien mises en valeur, se retrouvent même monumentalisées, comme c'est le cas pour les immeubles surplombant la place de la mairie.

" Maisons "

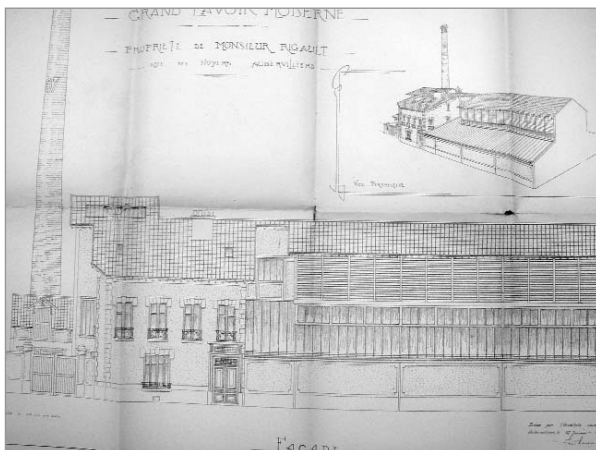
Quelques petits édifices, à la croisée de la maison et du petit collectif, inspirés de l'hôtel particulier par leur gabarit et leur décor, s'inscrivent entre les immeubles. A R+1, coiffés de toits à la Mansart, ils revendiquent des références classiques solides : n°s 10 et 59, rue du Moutier, n° 9 rue de La Courneuve et maison des notaires, 18, rue de La Commune de Paris. A noter le pavillon du n° 63, rue Heurtault, dont l'implantation au centre d'un jardin crée une rupture importante dans l'alignement de la rue.

Maison des notaires, 18 rue de la Commune-de-Paris.
Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF laborde



Bâtiments industriels

L'industrie est quasi inexistante dans le noyau villageois, les entreprises ne bénéficiant pas de place suffisante pour développer leur activité. Seuls les cœurs d'îlots occupés par des cultures disposent d'espaces potentiellement aménageables. Certaines entreprises se sont ainsi glissées dans ces interstices pour y construire des petits ateliers souvent liés à l'activité locale (forge, serrurerie, blanchisserie...). De facture souvent modeste, ces constructions ne présentent pas d'intérêt architectural à l'exception notable du n° 13 rue des Noyers (046). Ici c'est une blanchisserie qui a été construite en 1907 derrière un immeuble de logements. Les bâtiments, très dénaturés, laissent encore transparaître le plan d'origine dont la date est visible sur une belle cheminée de briques rouges.



Ancienne blanchisserie, 13 rue des Noyers (cour).
Dessin de l'architecte Paulin, permis de construire. AM Aubervilliers. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Passage Saint-Christophe et ruelle Roquedat

Le passage Saint-Christophe est un lieu agréable et bien entretenu, bordé par l'église et des maisons datant probablement de la fin du siècle dernier, créant un ensemble pittoresque. La ruelle Roquedat, en revanche, est décevante. Assez engageante quand on l'emprunte à partir de la rue du Moutier, avec les pignons des maisons de bourg et la végétation, elle laisse vite place à une desserte industrielle encombrée de voitures. Il semble que transformée en espace piétonnier, avec un minimum d'aménagements, ce pourrait être une allée très plaisante, d'autant plus qu'elle est très fréquentée.



Passage Saint-Christophe. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Les principaux éléments structurants

Eglise Notre-Dame-Des-Vertus (066)

1, rue de la Commune de Paris. Classée monument historique, 17 juillet 1908. XVe, XVIIe et XIXe siècles

Construite à partir du XVe siècle en pierre douce, l'église a été remaniée à diverses reprises. Monumentale, à la fois sophistiquée et massive, elle est remarquable par ses deux volutes de pierre qui encadrent un fronton doté d'une niche abritant une statue de la Vierge. Ces éléments baroquissants sont typiques du style jésuite. Cette partie de la façade principale a été construite vers 1628. Dans sa partie inférieure, elle est composée de deux baies dissymétriques à l'intérieur desquelles sont percées des portes rectangulaires surmontées de niches. Les deux baies, séparées par une table moulurée, sont couronnées de reliefs rectangulaires. Une corniche assure la séparation avec la partie supérieure de la façade percée de deux oculi placés sous les volutes. Sur la droite s'élève une tour carrée, de trente mètres de hauteur, soutenue par des contreforts terminés par une stèle décorée d'une croix grecque. Sur l'un d'entre eux figure un cartouche portant la date 1541. Quatre corniches saillantes divisent le clocher en cinq niveaux. Le dernier est percé sur quatre côtés de baies géminées garnies d'abat-sons. Un toit surmonté d'une flèche, ajouté au XIXe siècle, a disparu lors d'un incendie en 1900. Les bas côtés en mauvais état ont été reconstruits au XIXe siècle. L'édifice est de plan rectangulaire, le chevet est droit et amorti aux angles par des pans coupés, et composé d'une nef centrale et deux collatérales. Il comporte 8 travées. Les vitraux sont des XIXe et XXe siècles.



Eglise Notre Dame des Vertus. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

L'attrait principal à l'intérieur est le grand orgue de tribune. Datant des XVII^e et XVIII^e siècles, il est unique en Ile-de-France pour sa partie la plus ancienne et le mieux conservé dans son ensemble. Il a été restauré dans les années 1980. Le buffet, en chêne, date des XVII^e et XVIII^e siècles et l'essentiel des tuyaux remonte au XVII^e siècle. En dehors des qualités musicales de l'instrument, la beauté de son buffet sculpté, notamment de harpies, et celle des tuyaux valent le détour.

L'histoire de cette église est longue et empreinte de fantastique. Avant d'être érigée en paroisse vers l'an 1300, Aubervilliers ne possédait qu'une simple chapelle dédiée à Saint-Cristophe et dépendait de Saint-Marcel-Lès-Saint-Denis. Cette chapelle obtint une importante renommée en raison des nombreuses guérisons qui s'y produisirent entre les XIV^e et XV^e siècles. De fait, elle a attiré de nombreux pèlerins, y compris royaux.

Mairie (067)

2 rue de la Commune de Paris. 1849, Lequeux. 1924-26, Malgras, Delmas, Guindez et Prévost

L'hôtel de ville est composé de plusieurs corps de bâtiment formant un triangle entre la rue de la Commune de Paris, la rue du Moutier et l'avenue de la République. La partie la plus ancienne, donnant sur la place, a été inaugurée en 1849 et était l'œuvre de l'architecte Lequeux. Elle a été très remaniée depuis. A noter que Lequeux est également l'auteur, dans le département, de l'hôtel de ville de Saint-Ouen et d'une partie des hôpitaux de Ville-Evrard à Neuilly-sur-Marne. Le projet d'agrandissement a donné lieu à un concours, remporté en 1914 par les architectes Malgras, Delmas et Guindez. Les travaux ne seront exécutés que dans les années 1920, après des modifications apportées par l'architecte communal Prévost, ils seront terminés en 1925-26. En 1988 a été inauguré le nouveau centre administratif, rue de la Commune de Paris et, à cette occasion, les bâtiments de la mairie ont été réhabilités.

Le bâtiment de Lequeux est peu lisible aujourd'hui du fait de cette réhabilitation qui a gommé une partie des décorations, en particulier le blason de la ville sur le fronton. Par ailleurs, des percements hors d'échelle au rez-de-chaussée et la création d'un bandeau en couronnement lui ont ôté son équilibre. A l'origine, le campanile et le fronton étaient " assis " sur deux travées traitées de manière monumentale, notamment au rez-de-chaussée où elles étaient encadrées par de doubles colonnes. Cet élément décoratif permettait en outre de marquer l'entrée. Aujourd'hui le campanile, qui a conservé son horloge et sa cloche, semble flotter sur la toiture. Reste un bâtiment à R+2, comprenant 9 travées régulières, les deux dernières étant légèrement en avancée, et couvert d'une toiture en croupe, en ardoise. Au rez-de-chaussée il est dorénavant percé de 6 ouvertures, dont trois grandes englobant deux travées chacune. L'intérieur a été réaménagé dans l'esprit de l'atrium. Un grand hall lumineux, ouvert



Mairie. Façade dessinée par Lequeux en 1849, remaniée dans les années 1980. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF laborde

sur toute la hauteur de l'édifice, dessert les étages par le biais de coursives.

Le bâtiment de 1926, sur l'avenue de la République, est plus monumental. Directement inspiré de l'architecture classique, il est composé d'un rez-de-chaussée et d'un étage surhaussé. Il est à pans coupés à chacune de ses extrémités. Il est couvert d'une toiture à la Mansart, en ardoise, percé de lucarnes dont les encadrements sont ornés de volutes (clin d'œil à celles de l'église ?). L'entrée, qui n'est plus utilisée, se trouve au centre et est surmontée d'un balcon. Elle est signalée par une avancée du toit, en pavillon, dotée d'une horloge. Le rez-de-chaussée est à refends horizontaux tandis que l'étage à enduit lisse est rythmé par les grandes baies verticales. La jonction entre le bâtiment de Lequeux et celui des années 1920 s'effectue, rue du Moutier, par un édifice à R+2 qui, de par son échelle, l'ordonnancement régulier de sa façade et le traitement des bandeaux, assure la liaison avec talent. Il est par ailleurs à l'échelle des immeubles de la rue. En revanche, la liaison avec l'édifice de Lequeux, sur sa gauche, s'est effectuée sans respect ni d'échelle ni de modénature.

La mairie est construite à l'emplacement de l'ancien cimetière déplacé en 1824. Auparavant, la maison commune était installée dans une maison sise sur l'actuel passage Saint-Christophe et donnant sur la rue de Paris.



La mairie, vers 1900. Carte postale ancienne, AM Aubervilliers.

La place de la mairie : un lieu de convivialité

Entre ces deux édifices, éléments traditionnels du paysage urbain et villageois français, s'étend une place, lieu de centralité incontournable de la ville. Fermée sur deux côtés par ces deux monuments et ouverte sur l'avenue de la République et la rue du Moutier, elle est à la fois un espace de convergence et de passage. Elle possède l'irrégularité des places anciennes dont le développement s'est effectué progressivement au cours des siècles et le pittoresque des lieux dont les constructions se sont développées "*petit à petit, in natura*"*. Prolongement de la rue de Paris, comme en témoignent les immeubles d'habitation, elle devient place lors de la construction de la mairie et évoluera en fonction des aménagements successifs. De fait, elle garde "*dans sa mémoire le souvenir d'espaces aux formes plus ou moins droites ou régulières*"*. Cette présence forte de l'histoire participe à son charme et elle représente un lieu de convivialité devenu rare en Seine-Saint-Denis.

* Sitté camillo, L'art de bâtir les villes. Vienne 1889. Réédition 1990 Livre et communication (préface de Françoise Choay).

Les Quatre-Chemins

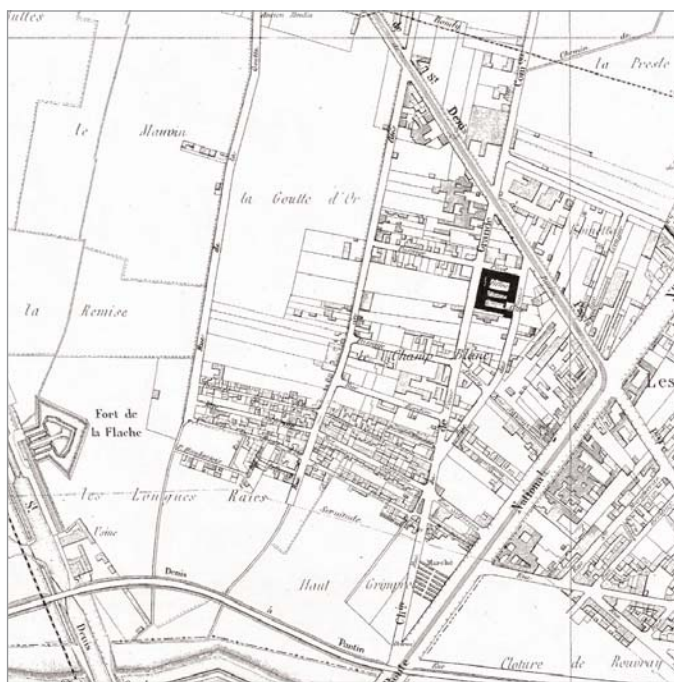
Localisation

Dans le cadre de cette étude, le secteur considéré est inscrit entre le boulevard Félix-Faure et l'avenue Jean-Jaurès et les rues Emile-Reynaud et Sadi-Carnot. L'avenue de la République, bien que très importante dans le développement de ce secteur, est traitée dans le chapitre " Aménagements urbains et équipements aux alentours de 1900 ".

La naissance du quartier

L'urbanisation du quartier a démarré pratiquement ex-nihilo aux environs de 1850, sur les terrains agricoles, de part et d'autre de l'avenue Jean-Jaurès. Sa naissance et son développement se sont effectués à cheval sur Aubervilliers et Pantin, sur des modes différents mais pour les mêmes raisons : l'arrivée d'une forte population ouvrière d'origine parisienne (refoulée hors de Paris par les travaux haussmanniens), provinciale (en grande partie d'Alsace et de Lorraine) et étrangère, attirée par l'essor de l'industrie du nord-est parisien. D'où la naissance d'un nouveau quartier, éloigné de l'ancien bourg rural mais proche de Paris. L'annexion de la commune de la Villette par la Capitale en 1860 a placé Aubervilliers à ses portes. Si les fortifications de Thiers formaient une barrière physique, le déplacement des limites d'octroi a incité les industriels à se déplacer hors les murs et le réseau industriel a créé de nouveaux liens. Par ailleurs, l'ouverture des abattoirs et du marché aux bestiaux en 1866 à la Villette intensifia le mouvement d'implantations industrielles en attirant sur le territoire les entreprises exploitant les résidus animaux (fonderie de graisse, boyauderie, savonnerie etc...). Les plus petits établissements s'introduisirent dans un tissu urbain dense, sur l'exemple de la boyauderie Carra (138), à l'inverse des plus grands qui, par manque de place, s'installèrent plus au nord du secteur. L'actuelle avenue Jean Jaurès, qui présentait de vastes emprises inoccupées, devint un axe privilégié pour ces grandes entreprises comme en témoignent encore la parfumerie Piver (041) et la fonderie Ruech (042).

Les premières constructions de logements se sont développées autour de deux pôles : le long de l'avenue Jean-Jaurès, au niveau du carrefour des Quatre-Chemins et surtout au niveau de la Cité Demars, importante cité ouvrière, située entre les rues Henri-Barbusse et André-Karman, au sud de l'actuelle rue Bordier, et le long de la zone non aedificandi des fortifications. Le développement du quartier a été si rapide, qu'une tentative de sécession a été menée activement entre 1866 et 1876,



Atlas communal du département de la Seine, entre 1869 et 1874. Extrait.

conjointement avec la partie pantinoise. Eloignement du centre ancien, absence d'équipements étaient les revendications principales. Cependant, le fait que la population soit récente et n'ait que peu de lien avec la vie locale, qu'elle appartienne en grande partie à une autre catégorie sociale (ouvriers contre paysans et notables du bourg ancien) a sans doute joué également. " *Là vivent des ouvriers de ville, les orsains, et des paysans, les croquants. Ils ne se connaissent pas. Ils ne se rencontrent pas...* " (Léon Bonneff). Un aspect plus festif a également caractérisé le quartier : les nouvelles barrières d'octroi ont favorisé l'installation de guinguettes et de bals qui sont restés célèbres dans l'histoire albertivillarienne et ont contribué à la réputation " d'apaches " de ses habitants. Il ne reste cependant pas de traces de ces lieux de loisirs tel que les décrivait Léon Bonneff : " *C'est à la croisée des quatre routes que les salles de bal sont édifiées. Ce sont des débits que signale le mot bal peint sur la lanterne. Naguère, les bals étaient nombreux et prospères. Mais le cinématographe leur a porté préjudice. Les maisons blanches, légères et prétentieuses des cinématographes ont poussé aux Quatre-Chemins comme des champignons... mais il y a encore des bals qui ont gardé leur clientèle.* "



Ancienne cité Demars, démolie. Carte postale ancienne, AM Aubervilliers.

Ce sont des débits que signale le mot bal peint sur la lanterne. Naguère, les bals étaient nombreux et prospères. Mais le cinématographe leur a porté préjudice. Les maisons blanches, légères et prétentieuses des cinématographes ont poussé aux Quatre-Chemins comme des champignons... mais il y a encore des bals qui ont gardé leur clientèle. "

En 1876, la population totale de la commune était de 13 340 habitants, dont 8 767 habitants aux Quatre Chemins (à la même époque la partie pantinoise comptait 3 234 habitants).

L'évolution du réseau viaire

Le réseau viaire en place au début du XIXe siècle (cadastre napoléonien de 1808-1812) était constitué par deux grands axes : la route de Flandre, actuelle avenue Jean-Jaurès, principal lien avec Paris et délimitation avec Pantin, et l'avenue de la République, voie de communication avec le bourg ancien. Il était complété par des chemins ruraux, d'orientation approximative nord/sud, correspondant aux rues André-Karman, des Cités et des Postes qui seront classés en voies urbaines, élargis et mis à l'alignement.



Angle des rues Henri-Barbusse et des Cités. Photo : Willy Vainqueur.

Ancien hôtel construit vers 1900. Exemple de mauvaise réhabilitation : perte des modénatures et couleurs sans relation avec l'histoire et l'architecture du bâtiment.

La rue des Cités, ancienne sente à Bigot, sera nommée ainsi en 1868 car elle était l'axe principal qui liait la cité Demars au bourg. Ancien chemin vicinal du Vivier, la rue Henri Barbusse ne dépassait pas la rue de la République, elle sera prolongée au sud à partir de 1866. Le seul chemin transversal se trouvait légèrement au sud de la rue Solferino et semble correspondre à l'emplacement de l'axe central de la Cité Demars. Le parcellaire était essentiellement composé de lanières très étroites à l'exception de

quelques grandes parcelles. L'urbanisation s'effectuera progressivement, d'est en ouest, les axes nord/sud délimitant de grands secteurs. En 1900, la partie à l'ouest de la rue des Cités était encore quasiment non bâtie à l'exception de la cité Demars. Les rues transversales ont été ouvertes et prolongées en fonction des besoins : rues Solférino et Auvry (ouvertes vers 1850), Bordier, des Ecoles (vers 1876), Sadi-Carnot (début XXe siècle) Ernest-Prévost (vers 1935).

Le développement du quartier

Avant 1914

L'extension du quartier se poursuivant et les revendications des sécessionnistes ayant été entendues, le quartier s'est doté d'équipements dès la fin des années 1870, avec notamment, le groupe scolaire Jean Macé (1876) et la halle de marché (1899, reconstruite dans les années 1930). La seule école existant auparavant était celle des Frères, située en face de l'église Sainte-Marthe (l'école des Sœurs étant côté Pantin). Il est à noter que la construction de chaque équipement est intervenue presque simultanément avec celle de son équivalent dans le bourg ancien. Au début du XXe siècle, l'avenue Jean-Jaurès présentait un front bâti continu jusqu'à la rue de Presles, de même que les rues des Quatre-Chemins, Auvry, Solférino, Henri-Barbusse (de la rue des Postes au Groupe scolaire) et des Ecoles (jusqu'à la rue des Cités). Les autres voies présentaient des alignements discontinus sinon sporadiques. Le parc d'immeubles construits avant 1914 est assez diversifié mais avec une nette dominante d'immeubles populaires. Les immeubles bourgeois se retrouvent essentiellement sur l'avenue Jean-Jaurès, qui présente un caractère haussmannien que l'on ne retrouve pas ailleurs à Aubervilliers. Quelques beaux édifices isolés entre des constructions plus modestes, apparaissent rues des Ecoles, Henri-Barbusse et des Cités. De fait, leurs façades très décorées tranchent singulièrement avec leur environnement.

Les immeubles populaires, bâtis sur rue, forment l'essentiel du paysage auquel ils confèrent une atmosphère faubourienne assez homogène tel que nous le montrent les cartes postales et tel qu'on le retrouve encore aujourd'hui, notamment rues des Postes et des Quatre-Chemins. Généralement à trois étages, leurs façades étaient revêtues d'enduit et leur décoration réduite aux moulures de plâtre en chambranles, bandeaux et corniches. Les rénovations successives ont largement gommé ces éléments décoratifs et, aujourd'hui, seuls les gabarits et les teintes de façade assurent l'homogénéité de ces rues. Il semblerait que nombre d'entre eux aient été construits à l'aide de matériaux récupérés sur les chantiers des grands travaux haussmanniens en cours dans la Capitale ; d'où la présence de maçonneries composites que l'on peut découvrir lorsque l'enduit se décolle. L'histoire locale



Avenue Jean-Jaurès, ancienne route de Flandre, entre la rue de Solférino et l'avenue de la République. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.



Rue des Quatre-Chemins, aujourd'hui. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.



Rue des Quatre-Chemins, vers 1900. Carte postale ancienne, AM Aubervilliers.

évoque le double emploi des charrettes de maraîchers qui partaient vers les halles chargées de légumes et revenaient avec, non seulement les boues parisiennes destinées aux cultures, mais également des matériaux de construction.

A cette époque, le secteur le plus dense restait celui de la cité Demars. Cette dernière, déclarée îlot insalubre n° 1 dans les années 1960, a fait l'objet d'une reconstruction totale, la " dalle Villette ". A l'origine, elle était constituée de passages parallèles, de part et d'autre du prolongement de la rue de Solferino, bordés d'immeubles ouvriers très sombres. Il s'agissait très probablement d'une opération spéculative, œuvre d'un seul propriétaire, Monsieur Demars. Au nord de cette cité, s'était implantée une petite industrie, dont la plus ancienne trace semble être une verrerie datant de 1876. Reprise au début du XXe siècle par une cartonnerie, il n'en reste aujourd'hui que le logement du directeur à l'angle des rues Henri Barbusse et Bordier. Par ailleurs, une micro-industrie, dont les emprises au sol n'excédaient que rarement les 1500 m², s'est développée entre 1900 et 1920 au nord de la rue des Ecoles.

L'ouverture du boulevard Félix-Faure, vers 1890, a signé l'arrivée d'une activité plus imposante. Cet axe, qui reliait la rue du Landy à la porte de la Villette en longeant le canal, devint le terrain de prédilection des industriels. Les implantations s'échelonnent de 1895 à 1920, tout d'abord sur les parcelles en lanière aux abords du canal puis de l'autre côté du boulevard, en lien avec la rue André Karman. La quasi-totalité des terrains ouverts sur le canal appartenaient à la Compagnie des Entrepôts et Magasins Généraux de Paris. Elle les occupait pour ses propres besoins ou les louait à des entreprises qui y pratiquaient également du stockage (cf. encart sur les



Maison de maître de l'ancienne verrerie Emile Déchéneau, 4 rue Bordier, dernier quart XIXe siècle. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, A. Furio.



Maison de maître de l'ancienne entreprise de M. Aventin, 54 rue Auvry, 1920. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, A. Furio.

EMGP, p. 77). C'est dans ce cadre que s'est installé, en 1897, le chantier de bois de l'entreprise Mathieu & Fils (012 et 013) puis, en 1914, le dépôt des aciéries de Micheville (014). Cette industrialisation, qui marquait en quelque sorte l'extension de la Plaine Saint-Denis au-delà du canal, se différenciait de celle-ci par les activités qui s'y sont développées. Hormis le stockage que l'on trouvera de part et d'autre du canal, la chimie restait sous-représentée comparativement au reste de la commune. Aux papeteries et verreries, qui marquaient les prémices de l'industrialisation du secteur vinrent se joindre une entreprise agro-alimentaire en 1910 (010) puis la métallurgie, dynamisée par les nécessités de la guerre de 1914-18.

Les années 1920-1930

Dans l'entre-deux-guerres, l'extension s'est poursuivie vers l'ouest. Si la partie à l'est de la rue Henri-Barbusse est restée vouée à l'habitat, à l'ouest, les grands îlots délimités par le nouveau réseau viaire ont été investis par les industries et un tissu mixte, logement-activité, s'est tissé, avec des dominantes différentes selon les îlots. De fait, le secteur compris entre les rues Henri-Barbusse et André-Karman est très composite. Fronts de rues construits d'immeubles et de maisons et impasses pavillonnaires partagent le territoire avec usines et ateliers, l'importance de l'emprise industrielle s'accroissant vers l'ouest jusqu'à la rue Chouveau. Ces entreprises s'inscrivent dans le développement des secteurs de la métallurgie et de la mécanique débutés avant guerre et en expansion sur tout le nord de Paris. Ces fonderies, dont une fabrique de compresseurs, ne présentaient pas de qualité architecturale particulière. Leur conception obéissait à la rationalisation de l'espace à laquelle les halles métalliques classiques étaient la réponse adoptée. A l'inverse, certaines entreprises situées le long du Boulevard Félix-Faure vont réaliser des travaux d'agrandissement et de modernisation pour lesquels des soins particuliers vont être apportés. Le dépôt des Aciéries de Micheville en est l'exemple le plus abouti avec son bâtiment administratif sur rue arborant une façade rythmée de pilastres aux briques polychromes (014).



Entrepôt des Aciéries de Micheville, 85 boulevard Felix Faure, Schwartz-Haumont, entrepreneurs, 1934. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, A. Furio. Le pont roulant qui permettait de décharger les matériaux amenés par péniches est encore utilisé aujourd'hui.



Rue Auvry. Entre les rues des Cités et Henri-Barbusse. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.



Bâtiment administratif du dépôt des Aciéries de Micheville, 85 boulevard Felix Faure, Schwartz-Haumont, entrepreneurs, 1934. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, A. Furio.

A l'exception du très beau groupe HBM de " la Goutte d'or ", rue André Karman, bâti en 1931-32 (160), la construction de logements, majoritairement conçus à destination de la classe ouvrière, est restée d'origine privée et spéculative. Elle a cependant donné lieu à quelques réalisations de qualité qui restent parmi les plus intéressantes du quartier, telles que le n° 25 avenue Jean-Jaurès/22 rue des Postes, le 2-4 rue Ernest Prévost, et enfin l'ensemble de cinq immeubles parallèles au n°22/22bis rue André-Karman. Sinon la



Immeuble art-déco, 22 rue des Postes. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.



Rue des Postes. Equipements et immeubles de l'entre-deux-guerres. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

production architecturale est restée médiocre, le souci de rentabilité supplantant toute ambition à ce sujet : hôtels meublés et immeubles de rapport, bâtis en brique ou en maçonnerie revêtue d'enduit, avec des façades à la décoration minimale. On ne note pas d'évolution particulière par rapport à la production d'avant-guerre dans ce domaine.

Les maisons construites sur rue, en bande ou séparées, sont toutes des constructions relativement modestes, à un étage maximum, à l'exception de celles situées rue Lecuyer (093), aux façades élégantes ; l'une d'elle tient même de l'hôtel particulier (n° 23). La particularité de ce quartier est la présence d'impasses bordées de petites constructions d'un étage maximum, garages et habitations, et de jardins, construits sur la réunion de lanières agricoles et qui constituent des lieux à part, entre la ruelle ouvrière et villageoise.

Pendant cette période, peu d'équipements ont été construits dans le quartier. Notons la reconstruction de la halle de marché, la consultation des nourrissons (PMI actuelle) rue des Postes (190), et surtout la maternelle Francine-Fromont (187) qui, bâtie au pied du groupe HBM de la Goutte d'or par les mêmes architectes, R. Boudier et Pessemies, forme avec celui-ci un îlot d'une cohérence remarquable.

L'après-guerre à nos jours

L'après-guerre est marqué par la démolition de la cité Demars, remplacé par le grand ensemble " Villette-Quatre-Chemins ". La densification du quartier se poursuit, surtout dans la partie située à l'ouest de la rue André-Karman par la construction de logements sociaux de grande taille. Ces opérations accentuent les différences d'échelle entre l'est et l'ouest du quartier : à l'est de la rue Henri-Barbusse le tissu urbain traditionnel, composé de maisons et de petits immeubles alignés sur la rue, est conservé entre les rues Henri-Barbusse et des Cités, au nord de la rue Bordier, la mixité habitat-industrie se poursuit. La désindustrialisation du début des années 1970 touche progressivement le Boulevard Félix-Faure, l'îlot Carnot et l'avenue de la République. A côté de nouveaux grands ensembles viennent s'ajouter des friches dont la reconversion est lente. Certains ont disparu ou ont été totalement transformés au profit de nouvelles constructions industrielles et commerciales mieux adaptées. L'ancienne société des compresseurs Curblin (71 à 73, rue André Karman), qui occupait une vaste parcelle, a été pour partie remplacée par

deux immeubles de bureaux, et pour une autre partie réhabilitée en 1978. La fonderie qui lui faisait face a été entièrement détruite. Les terrains ont été récupérés par la commune pour la réalisation d'un ambitieux programme de " cité industrielle " confiée en 1987 aux frères Euvremet (122), déjà connus sur le territoire pour avoir, entre autres, réalisé des logements sociaux en bois rue Léopold-Réchossière (305), et participé à la vaste opération de la Maladrerie (303).

Des équipements importants ont vu le jour, comme l'hôpital européen de la Roseaie (169), l'extension du Groupe scolaire Jean-Macé... Enfin et surtout, l'OPAH, Opération pour l'amélioration de l'habitat, lancée dans les années 1990 et toujours en cours, transforme le quartier. Celui-ci est donc actuellement en mutation et il est encore tôt pour en donner une analyse définitive.

Physionomie actuelle des rues : des paysages très contrastés

A l'échelle de ce territoire, somme toute réduit, on rencontre une étonnante diversité de paysages urbains. Du gratte-ciel à la bicoque, tous les gabarits sont représentés et leur juxtaposition est parfois saisissante. Si l'on aborde le secteur par l'avenue Jean-Jaurès, et que l'on pénètre à l'intérieur du quartier par la rue Auvry (180) puis celles des Quatre-Chemins (167) et des Postes (127), on passe d'un univers haussmanien, constitué de hauts immeubles majestueux, à des rues plus modestes, à l'allure faubourienne. Bordées d'immeubles populaires, ces artères au tracé ondoyant présentent une homogénéité qui contribue à leur atmosphère paisible. Les ravalements opérés dans le cadre de l'OPAH ont heureusement privilégié la conservation de cette ambiance. Les anciens axes nord/sud, tels que les rues Henri-Barbusse (130) et des Cités (168), sont très hétérogènes. Leurs rives sont composées de petits immeubles populaires à R+3/R+4, aux façades simples, entrecoupés d'immeubles d'aspiration bourgeoise aux façades très décorées et de maisons de ville à RDC, R+1. La rue des Cités offre un paysage plus composite depuis qu'une partie de son tracé a été construit, dans les années 1990, de petits collectifs bas, dont l'échelle décalée par rapport à celle de la rue lui ôte toute la cohérence urbaine dont elle aurait besoin. La rue des Ecoles (163), qui débute avenue de la République par un bel immeuble art déco (1933, F. Rozé) et se termine par des barres de logements des années 1960, présente tout au long de son parcours une grande diversité de paysages : alignement d'immeubles populaires à R+3/R+4 (n^{os} 10 à 16) ou séquences pavillonnaires hétéroclites (entre les rues des Cités et André-Karman.) Ce secteur a la particularité d'abriter des impasses, de l'Espérance, Binot (166) et Péping, voies étroites bordées de constructions basses, R+1 maximum,



Rue des Postes, perspective vers l'avenue de la République. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.



Rue des Postes, perspective vers le périphérique. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

et de petits jardins. Bâties essentiellement dans les années 1920, elles sont actuellement en pleine mutation et leur aspect d'impasses ouvrières très modestes et empreintes d'un charme pittoresque risque d'être profondément modifié. Leur intérêt étant plus historique et social qu'architectural, cette étude n'a pas la compétence pour donner un avis quant à leur devenir. La présence d'emprises industrielles accentue le déséquilibre de certains secteurs mais c'est surtout la hauteur des barres de l'îlot Villette qui perturbe le paysage du quartier. En particulier, la tour Villette (Pariféric) (1973 M. Holley) crée une rupture à la fois architecturale et temporelle opposée au patrimoine du quartier, modeste mais à l'identité très forte, et apparaît comme totalement anachronique. Il suffit de se promener rue des Postes pour ressentir le contraste entre les différentes perspectives suivant que l'on regarde vers le nord, où s'étale un paysage traditionnel et apaisant, ou vers le sud dominé par la présence écrasante de la tour.

Les liaisons avec Paris. Entrées de ville

Rue Emile-Reynaud, passage Hautbertois, avenue Félix-Faure.

Les liaisons entre Aubervilliers et Paris dans ce secteur sont dangereuses. Le périphérique, en viaduc, crée une coupure brutale. Les lisières de la ville, escamotées par cet ouvrage d'art encombrant, ont été peu soignées de toute façon. La rue Emile-Reynaud est bordée de façon discontinue d'immeubles médiocres datant des années 1960 à 1990, dominés par la tour Villette Pariferic (203). Cette dernière pourrait constituer un signal fort si elle n'était pas tellement disproportionnée par rapport aux constructions avoisinantes. De fait elle participe davantage des abords du périphérique que de la ville. A une toute autre échelle, le modeste passage Hautbertois, avec son ambiance à la Robert Doisneau, paraît égaré dans ce maelström d'avenues à grande circulation. Le boulevard Félix-Faure, est une pénétrante importante mais tangentielle, qui affiche clairement une identité industrielle. Le paysage se rapproche peut-être d'avantage de celui de la Plaine que de celui du cœur des Quatre-Chemins.

Les rues, orientées nord/sud et débouchant sur la rue Emile-Reynaud, Henri-Barbusse et des Cités, pourraient constituer des entrées de ville, mais leurs seuils ne sont pas clairement identifiables en raison du tissu lâche et hétérogène qui les constitue. De fait, l'entrée principale dans la ville s'effectue par l'avenue Jean-Jaurès, puis par l'avenue de la République.

Entrée de ville aujourd'hui, angle de la rue Emile-Reynaud et de l'avenue Jean-Jaurès. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.



La porte de Flandre, début XXe siècle. Carte postale ancienne, AM Aubervilliers.

Existence d'une vraie porte urbaine.



Immeubles les plus remarquables

L'avenue Jean-Jaurès (126-127) possède quelques immeubles d'allure prestigieuse, dont certains en pierre de taille de style haussmannien (n°s 17, 27 et 45). Cependant les plus intéressants sont les n°s 21/23 et 25. Le n° 21/23 (124) correspond à une suite d'opérations réalisées par la famille Pouget entre 1905 et les années 1930 sur une parcelle. L'ensemble est composé d'un immeuble sur rue en brique et pierre, percé sur la droite d'un porche cintré portant l'inscription Villa Pouget (1905, G. Grosset-Macagne). Ce porche à la décoration très soignée, mosaïque de marbre polychrome sur le sol et stucs, donne accès à une cour où sont implantés deux immeubles d'époque et de style différents. Si le premier est de facture néo-classique et doit être contemporain de celui sur rue, le second est postérieur à 1932 et possède une belle frise de style art-déco. Ces deux édifices offrent des façades et des parties communes très soignées, rares pour des constructions sur cour.

Le n° 25 (125) est un ensemble exceptionnel constitué de 4 immeubles implantés parallèlement entre l'avenue Jean-Jaurès et la rue des Postes (n°20/22) de part et d'autre d'un garage central accessible par des passages sous les immeubles depuis les deux voies (1928/29, F. de Graët). Les édifices sur cour (R+6, 6 travées) sont simples mais élégants avec des façades en brique polychrome. L'immeuble sur l'avenue a une allure monumentale, due en partie à sa hauteur et à son fronton à redent. Il est revêtu d'un enduit bicolore et doté d'une belle ornementation de style art déco. Le rez-de-chaussée est traité de façon théâtrale : grand portail surmonté d'un balcon arrondi et encadré de colonnes stylisées supportant les oriel. Les appartements comportaient tous les standards de confort. L'immeuble rue des Postes est très long et se retourne sur la rue Auvry. La façade est rythmée par la présence d'oriels et le contraste entre la brique polychrome et l'enduit clair. Moins impressionnante que celle de l'édifice sur l'avenue, elle reste cependant très élégante.



21/23 avenue Jean-Jaurès. G. Grosset-Macagne, 1905. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.



Vue aérienne. Photo : La Documentation française, CG93, Mairie d'Aubervilliers, P. Guignard.

En premier plan la rue Ernest-Prévost. A l'arrière, les quatre immeubles parallèles entourant un garage et donnant 25 avenue Jean-Jaurès et 22 rue des Postes, F. De Graët, 1928/29.



25 avenue Jean-Jaurès, Immeuble art-déco. F. De Graët, 1928/29. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Parmi les immeubles plus ambitieux, construits avant 1914, que l'on retrouve dans les rues et non des grands axes, isolés entre des constructions plus modestes, citons le n°18 rue des Ecoles (1909, H. Péping) (165), le n° 50 rue des Cités à l'angle de la rue des Ecoles (1908 M. Larrey) (234), le n° 101 rue André-Karman (1908 H. Péping) (186) ou le n° 38 rue Henri-Barbusse (P. Saignes) (061). Moins imposants que ceux de



50 rue des Cités, M. Larrey, 1905. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.



22 rue André-Karman. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.
Cinq immeubles implantés parallèlement dans la largeur d'une ancienne parcelle agricole.

santes d'immeubles destinés à une population ouvrière sans doute plus aisée, et qui bien qu'émanant de maîtrise d'ouvrage privée, se rapprochent dans leur conception et dans leur taille du logement social.

Citons par exemple le n° 22/22bis rue André-Karman/impasse Bordier (244) : étonnant ensemble d'immeubles, parallèles construits à la même époque, 1928/1929, par un seul propriétaire, Monsieur Estique, en plusieurs tranches et à deux adresses différentes, bien que l'ensemble corresponde à la même parcelle. Rue André Karman, se trouvent cinq immeu-

bles. Moins imposants que ceux de l'avenue Jean-Jaurès, ils sont construits avec des matériaux moins nobles, la brique, et leur ornementation, bien que foisonnante et dessinée avec talent, est issue des catalogues de construction de l'époque (moulures de plâtre, frises de brique vernissée et ferronneries). De fait, on retrouve certains éléments ornementaux d'un immeuble à l'autre. Ils n'en demeurent pas moins des exemples réussis de cette architecture destinée à la petite bourgeoisie et affichant en façade une opulence à moindre frais. Plus ou moins bien conservés, ils demeurent les repères les plus séduisants du quartier auquel leurs façades apportent de la couleur et de la fantaisie. Ravalé récemment, le n° 50 rue des Cités, à l'angle de la rue des Ecoles, est sans doute le plus impressionnant avec ses murs de pierre et de brique (habillage) son fronton courbe et ses moulures de plâtre à la base des oriel au charme indéniablement rétro. Le n° 101 rue André-Karman et le n° 53 rue des Cités (1930, H. Péping) ont conservé le dallage de pavés de bois de leurs porches. Ce type de revêtement de sol est aujourd'hui très rare.

Les années 1920 et 1930 ont donné lieu dans le quartier à des réalisations intéres-



Rue des Cités. Porche à pavés de bois. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, E. Lohr.

bles parallèles, à R+5+combles/R+6, en brique, accessibles par un passage à droite sous les immeubles. Le plus ancien semble être celui sur la rue, plus sophistiqué. Les deux suivants ont été construits en 1928, les deux derniers en 1929 (pas de signature d'architecte). Parallèlement à ces immeubles s'élèvent trois édifices de part et d'autre de l'impasse Bordier, dans un premier temps appelé rue Estique. Si les deux édifices sur la droite sont modestes (1929, Aimont-Jean), leur vis-à-vis possède une façade travaillée, inattendue au fond d'une impasse (192-?, Paulin).

N° 2/4 rue Ernest-Prévost (077): immeuble surprenant par sa longueur, près de 98 mètres de développé, se retournant sur la rue des Postes. Il occupe pratiquement toute la longueur de la rue, et fait face à la halle de marché reconstruite à la même époque par Roland Boudier. Il est à R+5+combles, coiffé d'un toit à la Mansart en ardoise et zinc. Les façades sont en brique avec un décor de plâtre et de ciment armé. Elles sont rythmées par la présence d'oriels surmontés de frontons à redents qui brisent l'effet de longueur et évitent toute monotonie. L'ensemble présente un curieux mélange de références classiques (toiture à la Mansart, balustrades) et de modernisme (façade de brique, motifs art déco) ; il est cependant très cohérent, notamment du fait de sa forte présence dans la rue et des résonances stylistiques avec le marché.



2/4 rue Ernest-Prévost. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Bâtiments industriels remarquables



Compagnie générale des tramways de Paris et du département de la Seine (106)

15 bis, rue des Quatre-Chemins

Ce poste de distribution, construit en 1912, est implanté sur une parcelle en lanière, en limite de Paris. Il se compose d'un rez-de-chaussée comprenant la salle des machines et d'un étage pour le logement. Son plan classique s'accompagne d'un traitement de façade caractéristique de son époque où un jeu de polychromie de briques souligne la corniche et les baies. Notons par ailleurs que l'architecte, Roger Bouvard, est connu pour avoir travaillé avec les frères Perret sur la réalisation du théâtre des Champs Élysées à Paris (MH).

Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, A. Furio.

Cité industrielle Carnot (122)

31, rue Sadi-Carnot

Ce site, construit par les frères Euvremer, en 1987, marque une évolution dans la conception des sites industriels. Mieux inséré dans le milieu urbain, de par son gabarit et son alignement sur rue, il répond également mieux aux besoins des PME-PMI qui composent le nouveau paysage industriel.

Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, A. Furio.

**Aciéries de Micheville (014).**

85, boulevard Félix Faure

L'intérêt de ce dépôt d'acier réside dans la qualité esthétique du bâtiment d'administration implanté sur rue. La façade est soigneusement rythmée par des pilastres, eux-mêmes agrémentés d'un jeu de briques polychromes et le tout surélevé d'un pignon sur lequel nous pouvons encore lire la raison sociale de l'ancienne entreprise (cf p. 65)

Bâtiment administratif de la société Rouière et Compagnie. (137)

24-26, rue André Karman

Ce pavillon, qui regroupait l'administration et le logement du directeur, est le dernier vestige du site d'origine de la Société Rouière. Edifié sur les plans de Henri Péping, il témoigne de l'investissement de cet architecte, que l'on connaît mieux pour ses immeubles et villas, dans les programmes de constructions industrielles.

Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, A. Furio.

**Site de M. Auvin (270)**

54, rue Auvry

Ce petit site très peu documenté est caractéristique des microsites implantés sur le quartier des Quatre-Chemins. L'utilisation de la meulière pour le pavillon et les murs d'enceinte rendent l'ensemble très homogène (cf p. 65).

Le secteur de La Plaine : une vaste zone à vocation industrielle

Localisation

Le secteur de la Plaine est un vaste territoire s'étendant sur les communes de Saint-Denis et d'Aubervilliers. Il est délimité par la ligne Paris-Lille à l'ouest, le boulevard Felix Faure à l'est, la rue du Landy et Paris pour les extrémités nord et sud.

Historique

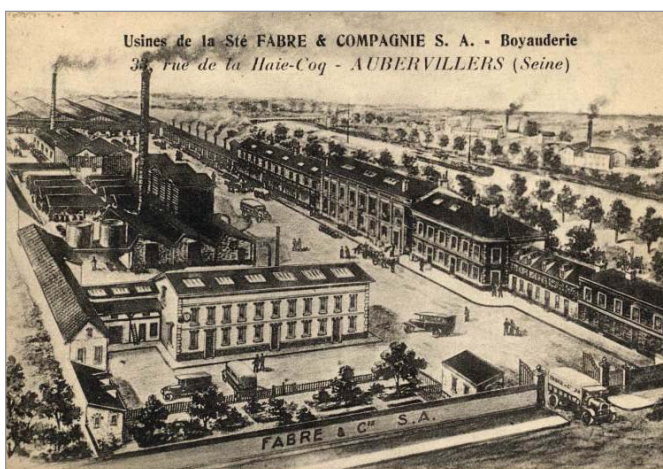
Les terres vierges d'occupations jusqu'au début du XIXe siècle deviennent, entre 1820 et 1850, des terrains de prédilection pour les industriels qui y voient des avantages majeurs pour le développement de leur entreprise. A la qualité des sols plans et des nappes phréatiques peu profondes qui permettent de s'approvisionner en eau s'ajoute une densité sans cesse croissante de réseaux.

Si la présence de voies anciennes (les rues du Pilier, du Landy, des Fillettes, de la Haie Coq et Victor Hugo) assurait les liaisons entre les centres urbains, c'est le canal de Saint-Denis qui permet à la Plaine de se développer. Sa mise en eau en 1821 scinde définitivement la commune d'Aubervilliers en deux, offrant toute la partie ouest à l'industrie.

L'implantation de voies ferrées compléta cet ensemble mais profita dans un premier temps aux communes voisines de Saint-Denis et de La Courneuve. L'ouverture de la ligne Paris-Soissons en 1871, au départ de la Gare du Nord, ne traverse Aubervilliers que sur son extrémité nord-ouest. Par ailleurs, la construction des voies en talus prive les entreprises de raccordement.

Le véritable essor industriel de la Plaine débute en 1841-1842 lorsque la ville de Paris ouvre un abattoir à chevaux sur la rue des Gardinoux (emplacement actuel du centre de recherche Rhodia). Les nombreux déchets organiques (os, peaux, boyaux, etc...) vont servir de matières premières aux tanneries, fabriques d'engrais et de noir animal qui s'installent aux alentours. Très rapidement, le triangle délimité par les rues Gardinoux, du Pilier et de la Haie Coq devient le centre névralgique de l'industrie albertivillarienne. Cette concentration se densifie à partir de 1867, date de l'ouverture des abattoirs de La Villette.

De nouvelles industries chimiques s'ouvrent alors le long du canal, par lequel sont acheminés les divers déchets des abattoirs. Un grand réseau industriel s'organise autour de l'activité des abattoirs. Si les résidus organiques constituent la matière première des boyauderies, huileries, et fonderies ; ces dernières fournissent à leur tour les savonneries, stéarineries ou autres entreprises pharmaceutiques. Ainsi, des os est extraite la gélatine pour la fabrication de colle animale et les sulfates servant à la production d'engrais. L'entreprise Saint-Gobain (045), implantée en 1868 rue du



Boyauderie Fabre, 33 rue de la Haie Coq, vers 1920. Carte postale ancienne, AM Aubervilliers.

On observera l'inexactitude des perspectives puisque le canal se situe derrière le site et non à côté comme il est présenté ici.

Landy s'était spécialisée dans cette production de superphosphates d'os. Elle est actuellement le dernier témoin de cette activité typiquement albertvillarienne. Les boyauderies, dont la plus importante était la société Fabre, fournissaient les bouchers et les fabricants d'instruments de musiques à cordes.

L'entreposage de produits alimentaires et de matériaux figure comme le second secteur à s'être implanté précocement sur la plaine. Les premiers, ceux de la Compagnie des Entrepôts et Magasins généraux de Paris (EMGP), garantissaient l'approvisionnement continu du marché parisien. Cette ville dans la ville s'étend sur les communes de Saint-Denis et d'Aubervilliers, pour couvrir près de 65 ha. Si le berceau originel de 1864 se situe sur la première commune, Aubervilliers regroupe les 4/5e du patrimoine foncier. Les emprises albertvillariennes constituent près de la moitié du patrimoine bâti de la Plaine. Compte-tenu de leur étendue, de leur qualité patrimoniale et des enjeux urbains qu'ils sous-tendent, nous avons choisi de traiter les EMGP dans un encart spécifique (cf p. 77 à 82).

L'aménagement, en 1884, d'un réseau privé de chemin de fer (Chemin de fer industriel) relié aux réseaux nationaux (lignes Paris-Lille et Paris-Strasbourg) va accélérer l'industrialisation de la partie nord-ouest de la Plaine. La rue des Fillettes qui présentait encore en 1900 des terrains libres, voit ses espaces totalement occupés en 30 ans. Le secteur de la métallurgie, sous l'impulsion des grandes entreprises dionysiennes comme Nozal et Jeumont-Schneider, elles-mêmes dynamisées par la production de guerre, occupe la totalité de ces parcelles. Ainsi, entre 1910 et 1930 s'ouvrent sur la rue des Fillettes un dépôt de tôles des établissements Auguste Soudres au n°32, les ateliers de la société Dembiermont au n°34 et ceux du Comptoir d'étirage et profilage des métaux au n°30. Un peu plus au nord, sur la rue Saint-Gobain, la Société des aciéries de Longwy ouvre un grand dépôt de matériaux qui va fournir toutes les entreprises métallurgiques de la région.

En 1930 toutes les terres sont occupées aux abords du canal et sur toute la Plaine de manière générale. Les emprises dionysiennes et albertvillariennes se rejoignent rue des Fillettes pour ne former qu'un seul espace totalement voué à l'industrie.

L'après-guerre va être marquée par une mutation de la Plaine. La chimie, jusqu'ici majoritaire, souffre des avancées techniques et des brevets sur le traitement des acides. Les secteurs de la métallurgie et de la mécanique récupèrent les anciens bâtiments et les adaptent à leur activité. Certaines entreprises préfèrent détruire le bâti en place et reconstruire des édifices plus modernes sur l'exemple de la Société générale de fonderie (113) qui réalise en 1955, sur la rue des Gardinoux, son dépôt du nord parisien. Cette reconversion anodine préfigure pourtant l'avenir de la Plaine qui, progressivement, devient une zone de dépôt d'envergure nationale.

La crise des années 1970 marque fortement le paysage par l'apparition de friches. Une nouvelle orientation économique voit le jour à la fin des années 1980. Le tertiaire supplante l'industrie. Des grands laboratoires de recherches comme les établissements commerciaux sont attirés par ces vastes espaces à la porte de Paris.

Organisation urbaine et spécificités architecturales

La physionomie actuelle du secteur de la Plaine est le résultat de différentes phases de mutations économiques et urbaines. Les disparitions de sites, transformations de bâtiments et constructions neuves créent un paysage à la fois hétérogène et riche de contrastes. Le point commun à tous ces sites d'activités et d'époques différentes, est la taille des emprises généralement supérieure à 5000 m². Une lecture attentive du cadastre napoléonien nous indique que les entreprises se sont implantées selon

deux logiques : adaptation du site à la forme de la parcelle en lanière et regroupement de parcelles. La première solution, la plus répandue et la plus ancienne, a donné lieu à une architecture spécifique adaptée à l'étroitesse du terrain. Elle se caractérise par une succession de halles peu profondes couvertes de toits à deux pentes qui lient les deux extrémités de la parcelle sur l'exemple de Saint-Gobain (045), Fenaille & Despeaux (15, rue de la Gare, fiche 064) ou les actuels entrepôts Lambert (25, rue de la Haie Coq).

La prégnance de ce type de bâtiment sur le territoire en fait une caractéristique essentielle de l'architecture industrielle albertivillarienne. Malgré des mises en œuvre modestes et des décors de façade souvent absents, la conservation de certains exemples s'impose pour témoigner d'une période de l'industrialisation et d'un type d'architecture. Ces sites coexistent avec des ensembles plus imposants dont les architectures massives obéissent à des activités et des logiques de productions différentes. Ils se concentrent sur la partie nord de la rue des Gardinoux, puis les rues du Pilier et des Fillettes. Pour certains d'entre eux, il ne reste aujourd'hui qu'un unique vestige, sur l'exemple de la Compagnie générale de voiture à Paris, située 28 rue du Pilier (119). Seul, le bâtiment administratif d'entreprise, tel une tour érigée au milieu de la Plaine, témoigne encore de cette ancienne entreprise qui s'étendait sur plus de 35.000 m² en 1939. Si de nombreux sites ont été dénaturés ou en partie démolis, la rue des Fillettes semble avoir conservé sa physionomie initiale. Investie par les entreprises de métallurgie à partir de 1920, elle est une des rares à présenter des bâtiments couverts de toits en sheds métalliques. Des sheds en béton ont été construits



Anciens ateliers de l'entreprise Fenaille et Despeaux, 15 rue de la Gare, premier quart XXe siècle. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, A. Furio



Anciens magasins du site de Saint-Gobain, 39 quai Lucien Lefranc, 1868. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, A. Furio.

Les anciennes structures en bois ont été conservées lors de la réhabilitation.



Bâtiment administratif de la Compagnie générale de voiture à Paris, 28 rue du Pilier, 1930. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, A. Furio.



Ancienne entreprise Auguste Soudres, rue des Fillettes. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, A. Furio. Vue des toits en sheds depuis la rue Waldeck Rochet.

en 1955 pour le dépôt de la Société générale de fonderie situé au 20bis rue des Gardinoux (113, Lebert Robert architecte). Ces derniers, de bien meilleure qualité, s'harmonisent avec le reste du site à l'inverse des constructions de la rue des Fillettes. De manière générale, les sites industriels de la Plaine ne présentent que peu de qualité esthétique particulière, l'intérêt historique et mémoriel prime sur tous les autres. Hormis les EMGP, les entreprises du secteur sont de simples lieux de production qui obéissent à une logique de rationalisation de l'espace.

Les bâtiments les plus soignés se situent le long des axes majeurs, permettant ainsi aux industriels d'exposer la réussite de leur entreprise aux yeux de la clientèle. Le bâtiment administratif des aciéries de Micheville situé de l'autre côté du canal, sur le Boulevard Felix Faure, s'inscrit dans cette logique.

Éléments remarquables du patrimoine industriel

SUDAC

15, Quai Adrien Agnés

Usine d'air comprimé, construite par François Vitale en 1959, pour alimenter tout le réseau nord de Paris. Outre son architecture de qualité visible à travers la mise en œuvre du béton brut, le parement de pierre sur le pignon et l'imposante verrière aux huisseries fines, cette centrale fut reconnue à son époque comme à la pointe de la technologie.

Centrale de la SUDAC, 15 quai Lucien Lefranc, F. Vitale, 1959. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, A. Furio.



Saint-Gobain

39, quai Lucien Lefranc,

Ce site industriel est certainement un des plus anciens de la commune. Il porte témoignage d'une activité ancienne, celle de la production d'engrais et de superphosphate. La réhabilitation des anciens magasins effectuée par Odile Decq et Benoît Cornette est de bonne qualité (cf p. 75)

Fenaille et Despeaux

15, rue de la Gare.

Les ateliers et magasins présentent une architecture rationnelle et homogène caractéristique du type d'implantation sur une parcelle en lanière. L'intérêt de préserver ce site réside autant dans cette homogénéité, sobre mais de qualité, que dans son potentiel de reconversion (cf p. 75).

La Compagnie des Entrepôts et Magasins Généraux de Paris (EMGP) : une ville dans la ville

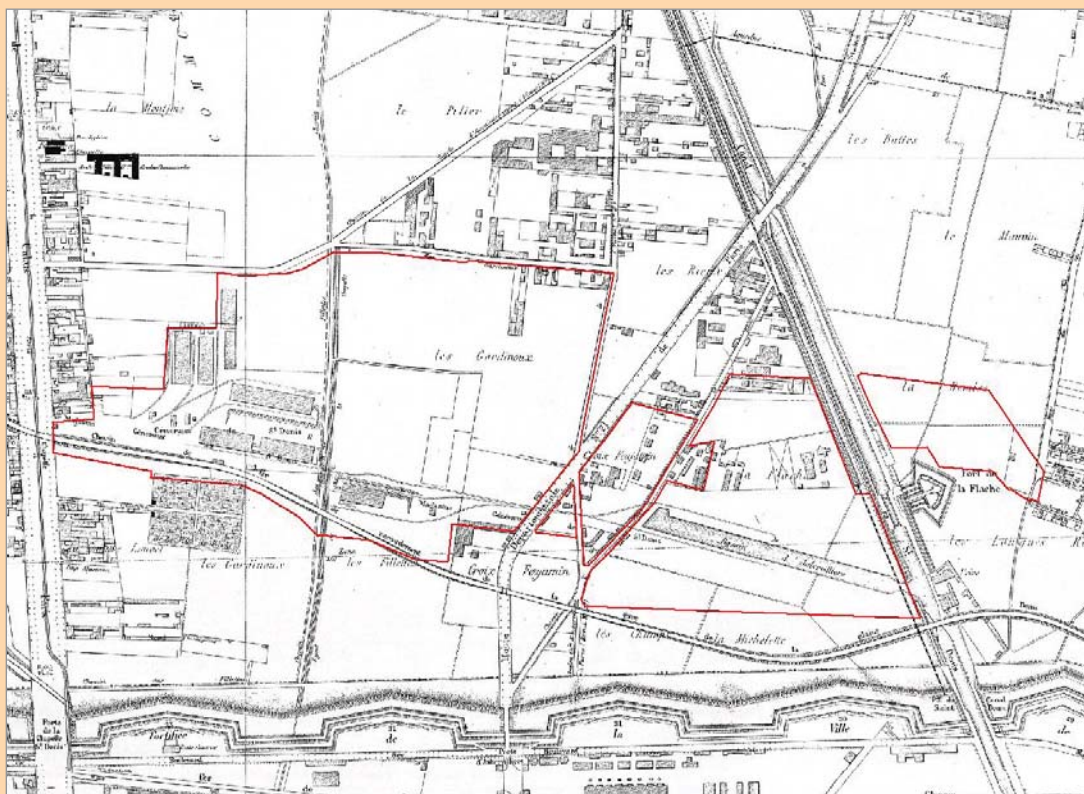
La Compagnie des Entrepôts et Magasins Généraux de Paris a été créée en 1860 sur l'initiative du banquier Emile Pereire. Regroupant à l'origine les seuls docks Napoléon, l'entreprise rachète à Georges Tom Hainguerlot les entrepôts du pont de Flandre et de la Villette en 1864, et ceux de Saint-Denis-Aubervilliers en 1879.

Ce site ne comprenait à cette date que quatre entrepôts, la maison du directeur, un bâtiment administratif et des écuries, tous regroupés sur des terrains de Saint-Denis. Malgré ce peu d'espace construit, le patrimoine foncier à la fin du XIXe siècle correspondait déjà aux emprises actuelles. De 1847 à 1854, Georges Tom Hainguerlot, le premier propriétaire des lieux, entama une importante politique d'acquisition foncière sur toutes les parcelles situées aux abords du canal de Saint-Denis. Lors du rachat du site, celui-ci s'étendait de l'avenue du Président Wilson à Saint-Denis aux terrains situés à l'ouest de l'actuel boulevard Félix Faure, sur près de 65 hectares. Les présidences successives du Baron Haussmann (1873-1890) et de Gabriel Dehaynin (1891-1908) furent marquées par le développement considérable des constructions. Les terrains situés sur Aubervilliers, alors occupés par des aires de stockage de matériaux (charbon, bois, matériaux de construction), vont rapidement être recouverts par des entrepôts alimentaires, surtout du sucre, des grains et des farines. Ceux de Saint-Denis vont se spécialiser dans le stockage des alcools en cuves, ce qui nécessita la construction de bâtiments adaptés. Cette adaptation des bâtiments aux produits stockés est une préoccupation constante de la compagnie, et c'est elle qui nous offre aujourd'hui un panel aussi intéressant de bâtiments.

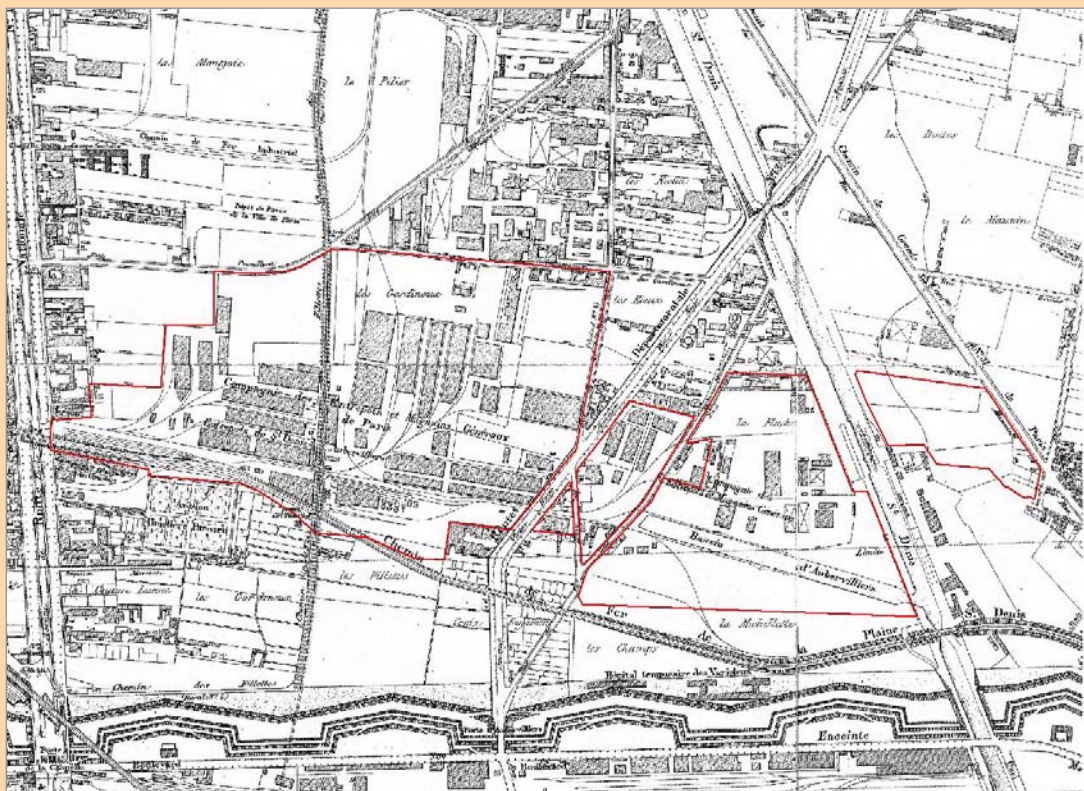
Le début du XXe siècle est également marqué par la densification du réseau de voies ferrées qui relie alors les entrepôts aux lignes du chemin de fer de la Plaine Saint-Denis (réseau Est) et au Chemin de Fer Industriel (réseau Nord). Ainsi desservi par les rails et par le canal, la compagnie se développa en conséquence, modernisant les équipements par l'installation de grues électriques, de ponts roulants et d'éclairages. La modernisation s'accompagne, dans les années 1930 de l'arrivée du stockage de papier à côté des classiques produits agricoles. Ce n'est qu'après guerre que les produits agroalimentaires et les alcools vont disparaître au profit des produits industriels. Cette nouvelle affectation des entrepôts est la résultante directe de l'augmentation de capacités de stockage in situ des entreprises agroalimentaires et des nouvelles législations de la Régie des alcools. Aux nouvelles affectations, nouveaux bâtiments, dont une part est construite à Aubervilliers sur le secteur du Mauvin, côté est du canal.

Les années 1960 vont marquer un véritable tournant dans la politique commerciale de la compagnie par le passage de l'ancien système de warrantage à la location de surfaces de stockage et de bâtiments pour les activités. Le site de Saint-Denis Aubervilliers va profondément muer. Les bâtiments conçus spécifiquement pour recevoir un type de produits vont être utilisés pour de toutes autres affectations selon les activités des locataires. Au stockage de papier s'ajoute celui de matelas, les rotatives de France-Soir, puis le textile et les magasins de grands couturiers, ou encore de la bimbelerie. En 1985 apparaissent les studios audiovisuels avec l'arrivée des Studios de France, suivis de TF1 et de bien d'autres par la suite. Peu à peu se dessine un paysage sectorisé, surtout sur Saint-Denis, avec d'un côté la production audiovisuelle, d'un autre le secteur textile, puis celui de l'informatique et enfin les grossistes, très implantés sur Aubervilliers.

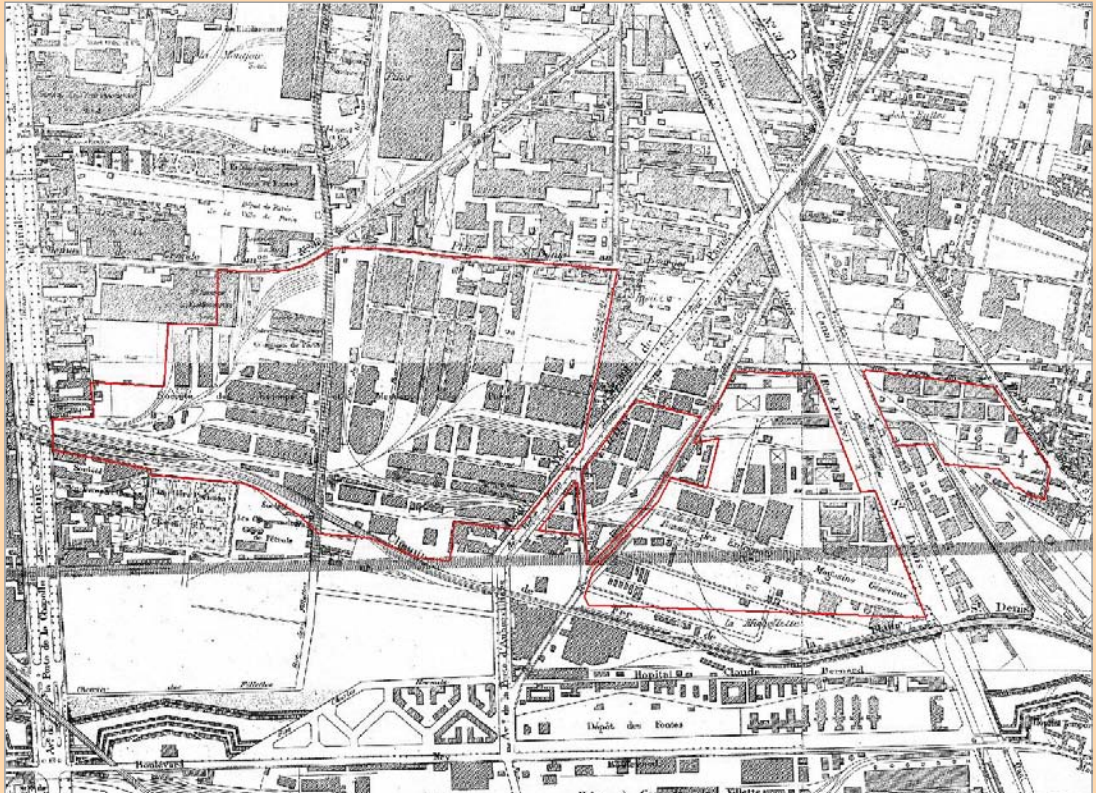
Les rails qui parcouraient tout le site ont aujourd'hui majoritairement disparu au profit des routes gou-



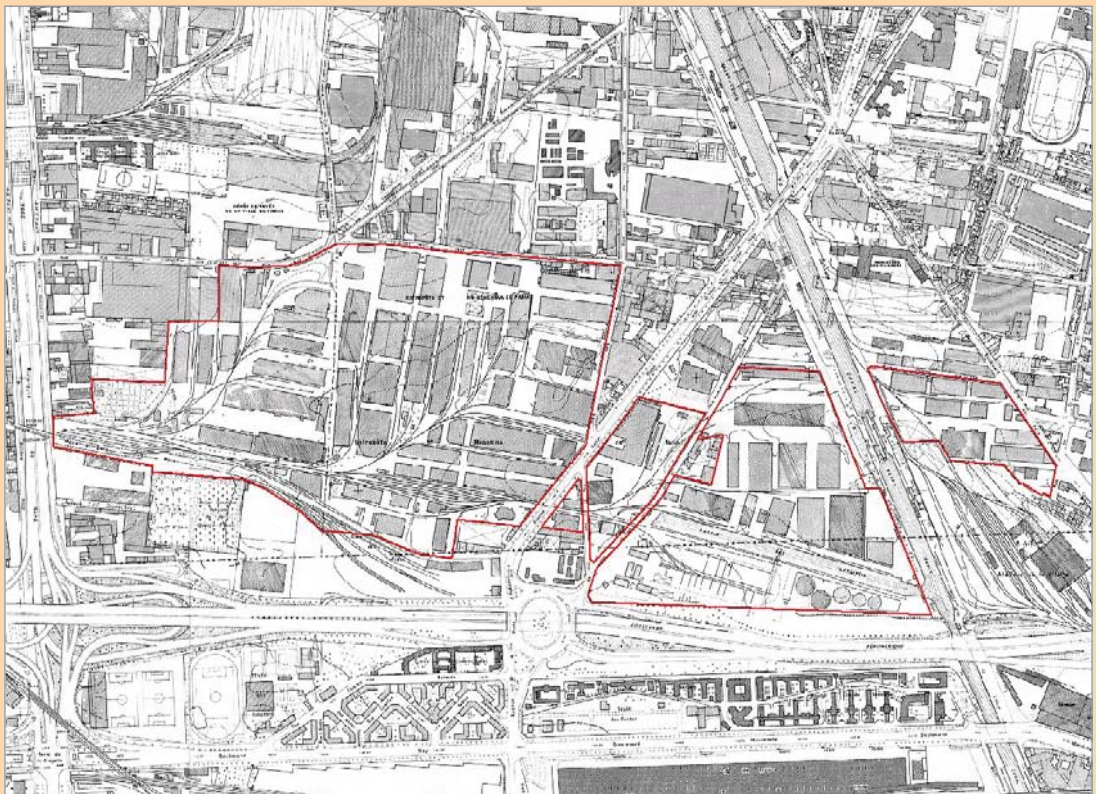
Etat des constructions de la Compagnie des EMGP en 1884 rapporté aux emprises actuelles. D'après l'Atlas du département de la Seine de 1874. Doc. CG 93, Bureau du Patrimoine.



Etat des constructions de la Compagnie des EMGP en 1900 rapporté aux emprises actuelles. D'après l'Atlas du département de la Seine de 1900. Doc. CG 93, Bureau du Patrimoine.



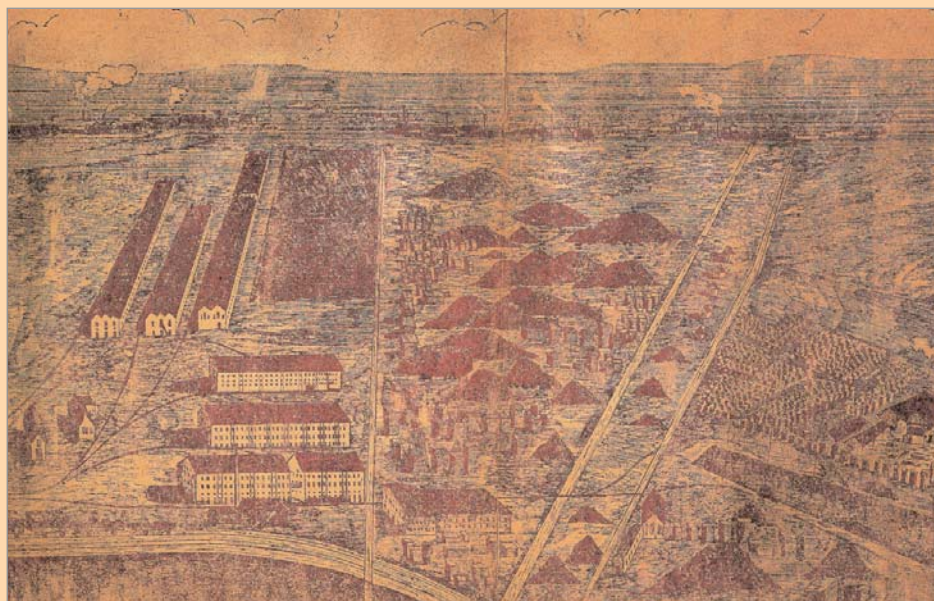
Etat des constructions de la Compagnie des EMGP en 1939 rapporté aux emprises actuelles. D'après l'Atlas du département de la Seine de 1939. Doc. CG 93, Bureau du Patrimoine.



Etat des constructions de la Compagnie des EMGP en 1990 rapporté aux emprises actuelles. D'après le PERDIF de 1990. Doc. CG 93, Bureau du Patrimoine.

dronnées. Les dockers et coltins qui déchargeaient et entreposaient les produits ont été remplacés par des négociants, des commerciaux et des techniciens de l'audiovisuel. Les aménagements en cours depuis près de cinq ans pour la réalisation de la ZAC ont eu pour cause principale la démolition des bâtiments de part et d'autre de l'ancienne darse, qui, pour certains, dataient de plus d'un siècle. Cette mutation du site s'inscrit dans la dynamique déjà ancienne de la compagnie, de toujours s'adapter aux évolutions du marché. Cependant cette politique, rentable économiquement, peut à moyen terme nuire à la qualité patrimoniale de l'ensemble. L'intérêt des EMGP réside dans la diversité et la qualité des bâtiments qui marquent tous un temps fort de l'architecture industrielle tout en témoignant d'un pan important de l'histoire économique et urbaine de Paris et de sa banlieue. Le site a également modelé un paysage et une organisation urbaine spécifiques dont seule une infime partie sera préservée dans le nouveau schéma viaire du secteur. Pourtant, outre les simples considérations patrimoniales, les EMGP recèlent un potentiel de reconversion important dont certains ont saisi à temps l'opportunité. Le " Grand Groupe ", construit entre 1903 et 1914 sur le modèle des entrepôts du pont de Flandre a ainsi été réhabilité. Initialement voués au stockage du sucre, ces bâtiments accueillent aujourd'hui le siège social de la Société Alain Afflelou et les rotatives du quotidien France-Soir. L'intérêt de cet ensemble réside autant dans la mise en œuvre des matériaux (meulière et briques) que dans son gabarit monumental et harmonieux se caractérisant par la succession de dix pignons identiques. Ce type d'organisation se retrouve sur la totalité du site d'Aubervilliers pour offrir dans certains cas des ensembles très intéressants, bien que très simples de conception. Ainsi, les bâtiments 272 à 276 font face aux bâtiments similaires 277 à 281, le tout formant une rue homogène composée de petits entrepôts en métal et briques polychromes. Cette architecture très rationnelle, largement inspirée de la halle de marché, possède l'avantage de s'adapter à différents types de stockage. Le faible coût de sa construction incite les architectes-ingénieurs à reproduire systématiquement ce modèle en y effectuant simplement quelques ajustements de gabarit.

L'inventaire exhaustif du site n'ayant pas été effectué par manque de disponibilité des sources, seule une présentation sommaire des éléments les plus intéressants a été réalisée. Au vu de l'importance du site, 65 ha dont 50 sur Aubervilliers, et afin de faciliter la lecture, nous avons repris la sectorisation définie par l'entreprise.



Le site des EMGP de Saint-Denis-Aubervilliers aux alentours de 1880.
Doc. extrait de " La Compagnie des EMGP, histoire d'une entreprise de son temps ", par Elisabeth Philipp, p. 23.

Au milieu, la rue des Fillettes séparerait déjà la partie dionysienne de la partie albertvillarienne alors majoritairement occupée par des aires de stockage de matériaux.

Le secteur de Saint-Denis (de l'avenue du Président Wilson à la rue des Fillettes).

Ce secteur, bien qu'en dehors de la commune d'Aubervilliers, est indissociable du reste du site puisqu'il en constitue le noyau historique sur lequel ont été construits les premiers bâtiments cités précédemment. Les entrepôts les plus anciens ont été réhabilités pour accueillir des entreprises prestigieuses, soucieuses de leur image de marque. Quant aux plus récents, ils sont occupés par des studios de télévision, activité la plus développée actuellement sur les EMGP de Saint-Denis.



Bâtiment n° 126. Photo EMGP, Rivka Amoyelle, 2003. Compagnie des EMGP.

Entrepôt construit aux alentours de 1880. Les structures porteuses sont en meulière et moellon, les charpentes sont en bois et la brique est utilisée pour les décorations de façade. Cette architecture de qualité se retrouve aux bâtiments 122, 123 et 124.



Bâtiment n° 141, ancienne centrale électrique.

Photo EMGP, Rivka Amoyelle, 2003. Compagnie des EMGP.

La centrale électrique, construite à la fin du XIX^e siècle, alimentait le site en électricité pour l'éclairage et les divers appareils de treuillage.

Le secteur des Gardinoux, s'étendant de la rue des Fillettes à l'avenue Victor Hugo, est le plus vaste. Développée majoritairement entre 1890 et 1914, cette zone se différencie de celle de Saint-Denis par la concentration des entrepôts alignés qui forment parfois de véritables rues.



Bâtiment n° 252. Photo EMGP, Rivka Amoyelle, 2003 (Compagnie des EMGP).

Alignement des entrepôts à structures métalliques hourdies de briques polychromes.



Bâtiment n° 282 dit " Dock Eiffel ". Photo EMGP, Rivka Amoyelle, 2003. Compagnie des EMGP.

Cette halle datant de 1880 est similaire aux premières constructions de Saint-Denis. Il est certainement le plus ancien entrepôt des EMGP sur Aubervilliers.



Bâtiments 265 à 270 dits " le grand groupe ". Photo EMGP, Rivka Amoyelle, 2003. Compagnie des EMGP.

Les premiers bâtiments sont construits avant 1914 pour abriter du sucre. Les autres, édifiés durant l'entre-deux-guerre, n'ont pas eu d'affectation particulière. Ils répondaient simplement au besoin de stockage généré par une période de surproduction. Les façades construites en meulière et brique sont indépendantes des structures en bois.



Bâtiments 210 à 213 dits " les frigos ". Photo EMGP, Rivka Amoyelle, 2003. Compagnie des EMGP.
Ces bâtiments en béton offrent une autre variété de halles caractérisées par des toits en voûtes.



Bâtiment n° 258. Photo EMGP, Rivka Amoyelle, 2003. Compagnie des EMGP.
La typologie des successions de halles est ici reproduite à une plus petite échelle.

Le secteur Aubervilliers, qui s'étend de l'avenue Victor Hugo au canal, se trouve actuellement au cœur des problématiques d'aménagement urbain. Le projet de ZAC en cours a entraîné la disparition de nombreux bâtiments. Les derniers vestiges sont des bâtiments sans véritable intérêt patrimonial. L'entrepôt 306 reprend la typologie existante, de l'autre côté de l'avenue. Quant au 307, construit en 1970, il correspond à une phase de l'organisation des entrepôts où toute l'architecture répond aux besoins des transporteurs routiers.

Le secteur Mauvin, le plus récent, s'étend du canal au boulevard Felix Faure. Les entrepôts, construits majoritairement entre 1925 et 1939, s'inscrivent également dans la typologie classique des alignements. Sur ce secteur, plus que sur les autres, nous observons que les emprises des bâtiments reprennent la forme des parcelles en lanières. L'entrée du site est peut-être la dernière à avoir conservé son pavillon de gardien et le pavage d'origine. Même si les bâtiments sont voués à disparaître dans un futur proche, il serait intéressant de préserver ce patrimoine linéaire...



Pavillon de gardien, 55 boulevard Felix Faure. Photo CG93, Bureau du Patrimoine, A. Furio.

Aménagements urbains et équipements autour de 1900

Le réseau viaire en place au début du XIXe siècle et satisfaisant aux besoins de l'activité agricole devient insuffisant dès le milieu du siècle. L'augmentation de la population (1834 habitants en 1801, 31 215 en 1901), l'évolution des moyens de transport, le déplacement et la mutation des activités nécessitent l'ouverture de nouvelles voies ou l'aménagement d'anciennes routes et rues. Le développement de deux pôles industriels, dans la Plaine et aux Quatre-Chemins, nécessite des axes larges et droits reliant le bourg ancien à Paris et aux communes avoisinantes tout en desservant les usines et les nouveaux quartiers qu'elles génèrent. Par ailleurs, l'influence de l'urbanisme haussmannien, en chantier à cette époque, n'est pas à négliger.

Le nouveau réseau d'avenues et de boulevards se mettra en place lentement, environ en 60 ans, et n'entraînera que peu de destructions. Seul le vieux centre était urbanisé et seul le secteur du carrefour des nouvelles avenues nécessitera d'éventrer une portion de la rue du Moutier, par ailleurs en pleine reconstruction à cette époque. Le prolongement de l'avenue de la République en 1910, de la rue du Docteur-Pesqué à la rue du Moutier, entraînera également un remodelage de ce secteur, que l'extension de la mairie en 1923-26 et l'agrandissement du Square Stalingrad, à la même époque, viendront parachever. L'exemple parisien s'arrête au tracé des voies, leur aménagement et leur urbanisation se feront très lentement, sans unité et ne donneront pas lieu à des embellissements.

Les premières grandes avenues tracées reprennent entièrement ou partiellement celui des axes préexistants : l'avenue de la République est l'ancienne voie de grande communication de Saint-Maur puis de Pantin, redressée comme la route de Flandre vers 1725, ce qui donnera lieu à la création du carrefour des Quatre-Chemins. L'avenue Victor-Hugo, ouverte vers 1870, déleste la rue de Paris dans sa partie nord, mais suit l'ancien tracé au sud du carrefour avec la rue du Goulet. Le boulevard Félix-Faure (vers 1890), le boulevard Anatole-France (1870-1880) qui relie le bourg à la gare, et l'avenue du Président-Roosevelt (1930) grand axe vers Saint-Denis, sont des créations. A ce réseau, il faut ajouter le boulevard Edouard-Vaillant, percée rectiligne en rupture avec le parcellaire et le viaire pré-industriels, qui traverse de part en part le quartier du Montfort dès le début des années 1920. Chaque axe se développera différemment et deviendra un territoire à part comme nous le verrons plus loin.



Avenue de la République, après 1910. Carte postale ancienne, AM Aubervilliers.

Sur la droite, entrée de l'actuelle rue du Docteur-Pesqué, qui était auparavant la fin de l'avenue.



Avenue Victor-Hugo, en dernier plan, le boulevard Anatole-France. Carte postale ancienne, AM Aubervilliers.

Les premiers tramways relient Paris par l'avenue de la République et la rue de Flandres ainsi que par l'avenue Victor-Hugo. Ils relient Saint-Denis via la rue du Moutier, puis les rues Heurtault et Saint-Denis.

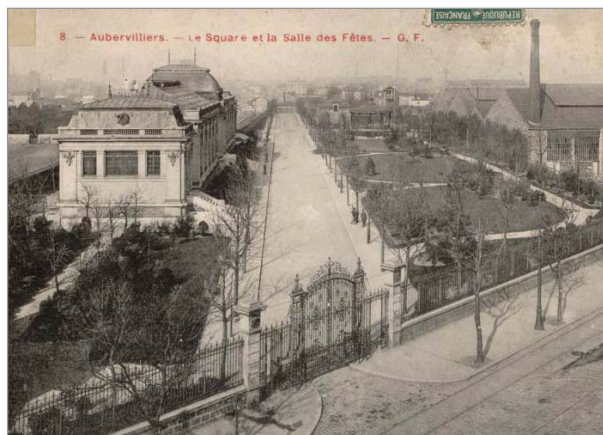
Le développement de cette ville en train de naître et de se construire entraîne la nécessité de bâtir, vite, des équipements. En l'espace d'une trentaine d'années, la ville se dote de quatre groupes scolaires : Jean Macé (1876), Victor-Hugo (1878), Paul-Bert (1888) et Edgar-Quinet (1905). De fait, leur architecture est très similaire. Il faudra attendre les années 1930 pour que la ville construise de nouvelles écoles. Rappelons que l'importance prise par le quartier des Quatre-Chemins lui a valu d'avoir le premier groupe scolaire avant celui du bourg ancien. Pendant cette période apparaissent également une Maison de retraite (1884), des dispensaires, rue Achille-Domart (1913) et rue Sadi-Carnot (vers 1920), une Bourse du travail (1907), deux halles de marché (démolies). Des premiers cinémas, il ne reste pas grand-chose, le Family, rue Ferragus, a été démoli et du Kursaal, 111 avenue de la République (1911, Girard) ne demeurent que des vestiges dont le manque d'entretien ne laisse pas deviner le passé glorieux. Reste un porche chinois dont la présence incongrue dans l'avenue ne manque pas d'intriguer.

Square Stalingrad (090)

Une des grandes créations urbaines de l'époque est celle du square Stalingrad, aux alentours de 1900, doté d'un ensemble d'édifices prestigieux : une salle des fêtes, qui partageait son toit avec des salles de réunions et la bibliothèque (091), une Justice de paix (092), un commissariat, un poste de pompiers. Achievés la même année, 1901, par les mêmes architectes, Joanny Bernard et Emile Robert, lauréats d'un concours lancé en 1898, ces bâtiments, aux destinations diverses, sont tous bâtis en pierre et dans le même style monumental et un peu austère. De fait, ils forment un ensemble très cohérent. Il paraît étrange à notre époque de donner à des lieux aux fonctions si différentes, le divertissement et le respect de l'ordre, une architecture similaire et de les réunir en un seul lieu.

L'ouverture du jardin a entraîné la construction de quelques beaux immeubles à proximité, rue Bernard-et-Mazoyer et à l'angle de cette rue et de l'avenue de la République. Cependant cet ensemble coïncé dans un premier temps entre les champs et le dépôt de tramway, à l'extérieur de la rue Bernard-et-Mazoyer qui limitait le vieux bourg au sud, attendra presque 25 ans avant d'acquérir sa valeur urbaine. En effet, la démolition des halles du tramway en 1924 permettra l'extension du jardin jusqu'à l'avenue de la République et son ouverture vers le centre ville et, notamment, l'autre pôle monumental constitué par l'église et la mairie.

A ce stade de notre étude, l'absence de plans d'urbanisme ou d'embellissement ne permet pas de connaître précisément les motivations qui ont présidé à l'implantation de cet ensemble à cet endroit : tentative de créer une nouvelle centralité en direction du quartier des Quatre-Chemins ? La Construction Moderne du 4 juin 1898, proposait, avec un humour délicieusement désuet aujourd'hui, une explication : " ...Aubervilliers veut que s'amuse honnêtement ses travailleurs au repos et leur offrir nourriture spirituelle ; veut donner champ clos aux habitués de la Justice de Paix ou du Tribunal de police ; abriter les réunions placides des sociétés diverses aussi bien que les discussions animées des partis électoraux ; enfin loger ses



Le parc Stalingrad lors de sa création. Carte postale ancienne, AM Aubervilliers.
Sur la gauche, la salle des fêtes ; sur la droite, les halles de l'ancien dépôt de tramway.



L'ancien dépôt des pompes et la Justice de Paix. Square Stalingrad. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

agrandit plusieurs fois entre 1924 et 1961. La partie acquise à la Société des tramways de Paris (dont seul subsiste le bâtiment de bureaux, aujourd'hui l'Omja) sera dessinée à l'anglaise. Après-guerre le square s'ouvrira sur la ville et perdra ses grilles, puis lors de l'ouverture de la rue Edouard-Poisson, son mur.

L'ancienne salle des fêtes, interprétation très " 1900 " d'un palais/orangerie classique, pompeuse mais attachante a été transformée en salle de spectacle pour le théâtre de la commune en 1961-65 par l'architecte Roland Boudier et le scénographe René Alliot. C'est en 1974-76 que l'extension apposée avec un certain brutalisme viendra définitivement escamoter l'édifice original (V. Fabre et J. Perrottet). On peut s'interroger sur ce déni d'une architecture certes démodée mais qui a droit de cité.

pompes à incendie ; et cela partout ailleurs qu'auprès des bureaux de l'état civil et autres locaux municipaux où se devrait trouver le calme propice aux affaires civiles... ". Ce que l'on peut constater c'est que sa création n'entraînera pas d'urbanisation cohérente par la suite : constructions hétérogènes et très modestes sur l'avenue face au square et urbanisation tardive (années 1970-1990) au sud de la rue Edouard-Poisson.

Le premier jardin conçu en 1900-1902 par le paysagiste Eugène Touret était à la française, fermé sur l'avenue par une grille et axé par la large avenue longeant la salle des fêtes et qui subsiste aujourd'hui. Il était fermé au sud par un mur. Il sera

Les grands axes

Avenue de la République (236-237)

Cette avenue, un des principaux grands axes d'Aubervilliers, joue le rôle d'entrée de ville plus qu'aucune autre voie. Cependant son urbanisation, qui est devenue effective dans la deuxième moitié du XIXe siècle, s'est plus effectuée sur le mode utilitaire que monumental. Elle a surtout profité dans un premier temps au monde de l'industrie car elle lui apportait une jonction directe avec la gare de marchandises de Pantin et le canal de l'Ourcq, tout en bénéficiant du rayonnement de la Route Nationale 2.

Ainsi, dès 1880, des industries chimiques et métallurgiques se sont implantées sur l'avenue. A la fabrique de peinture Lagéze & Cazes (056), devenue Trimétal au milieu du XXe siècle, s'ajoutent les établissements Miremont créés en 1874 et rachetés par Malicet et Blin en 1914 (003). Ces deux sites ont pour point commun une importante emprise foncière, témoin des achats



Usine Malicet et Blin, 103 avenue de la République, vers 1920. Carte postale ancienne AM Aubervilliers.

L'entreprise s'étendait sur un quadrilatère de près de 10 hectares, de part et d'autre de la rue Trevet.



Bâtiment administratif de l'entreprise Malicet et Blin, avenue de la République. Carte postale ancienne, AM Aubervilliers.

en briques polychromes, rythmée par des pilastres avec une porte cochère monumentale surmontée d'un fronton. Ce bâtiment, conçu à l'échelle de l'avenue, qui n'avait rien à envier aux immeubles industriels parisiens, a été remplacé dans les années 1990 par le collège Jean-Pierre Timbaud, dont les gabarits et l'implantation créent un réel dysfonctionnement dans l'alignement.

A côté de ces usines se construisent les " casernes ouvrières " (n° 79 à 83), qui dénotent avec les quelques beaux immeubles venus apporter un peu de prestige notamment au niveau du carrefour des Quatre-Chemins, et lors de son prolongement aux abords de la rue Bernard-et-Mazoyer.

De nos jours, l'ensemble de l'avenue est très hétérogène. Gabarits, styles, fonctions et implantations des constructions qui la bordent n'obéissent à aucune règle d'unité. Il est intéressant de remarquer que l'implantation de la plupart des édifices répond à deux directions : l'alignement et la parcelle. Cette dernière, héritée du parcellaire agricole, forme un angle très aigu avec l'avenue, d'où régulièrement des immeubles aux façades très longues mais sans profondeur ou bien des constructions en oblique par rapport à l'alignement qui n'obéissent qu'au tracé parcellaire, et créent des ruptures visuelles importantes. La persistance du découpage agricole, résistant au tracé artificiel d'une voie qui pourtant remonte au moins au Moyen Âge, est assez surprenante.

Entrée de ville, desservant les principaux monuments de la ville, église et mairie, l'avenue n'a reçu un traitement monumental que par séquences : à proximité du noyau historique et à l'autre extrémité, aux abords de l'avenue Jean-Jaurès. Cette monumentalité n'est générée que par des immeubles hauts, à la décoration soignée, la plupart construits dans la première moitié du XXe siècle. Au carrefour des Quatre-Chemins, les deux immeubles d'angle à pan coupé, construits à la

successifs de parcelles et de leur adaptation aux nécessités de production. Le premier quart du XXe siècle a vu se poursuivre ces implantations industrielles, mais dans des proportions moindres, tandis que se prolongeait l'avenue en direction de Saint-Denis. Certaines entreprises ont mis à profit l'importance de cet axe pour servir leur image en y édifiant des bâtiments administratifs monumentaux, vitrines de leur réussite. Ainsi les bureaux de l'entreprise Malicet et Blin, au n° 72 de l'avenue, présentaient une façade sur rue



79 à 83 avenue de la République. " caserne " ouvrière, construite aux alentours de 1900.

Cet immeuble imposant, conçu à l'échelle de l'avenue représentait sans doute une avancée par rapport aux casernes décrites par Léon Bonneff.



124 avenue de la République. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Ancien hôtel meublé représentant sans doute à l'époque un véritable standing.

fin du XIXe siècle, forment une porte urbaine intéressante. Cependant, cette tentative d'aménagement d'entrée de ville ne sera pas suivie. Seul, le côté pair possède quelques immeubles qui par leur gabarit assurent une continuité homogène. En particulier le n° 134, avec sa très belle façade proche de l'art déco (1927, F. Nanquette et L. Nicolas) (089). Comme dans le bourg ancien, les prétentions de façade ne vont pas nécessairement de pair avec l'intérieur. Le n° 134 était un hôtel meublé et l'immeuble d'angle un hôtel. Bien rénovés, ils ont cependant conservé leur vocation ouvrière première ; le premier appartient aujourd'hui à un bailleur social (Immobilière 3F) et le second est resté en partie un hôtel. En face, l'avenue a perdu tout caractère monumental par le manque d'entretien des constructions anciennes, immeuble d'angle et cinémas (n°111) très malmenés, mais aussi par le remplacement du bâtiment administratif de l'entreprise Malicet et Blin, par le collège Jean-Pierre Timbaud comme nous l'avons vu plus haut.

Jusqu'à la rue Bernard-et-Mazoyer, le long de l'avenue devenue plus chaotique, s'égrènent d'autres beaux immeubles, marquant souvent les entrées de rue comme le n° 112 (1904, A. Lesieur) à l'angle de la rue Henri-Barbusse ou le n° 47 (vers 1900) à l'angle de la rue Guyard-Delalain ou le bel immeuble de brique des années 1920, ouvrant la rue André-Karman au sud. Adossé à celui-ci a été édifié en 1929 le site de l'entreprise Le lait intégral (054, 1929, P. H. Dubouillon) dont les façades alignées sur l'avenue de la République et la rue André-Karman s'intègrent parfaitement à l'ensemble. L'utilisation des structures béton hourdies de brique reprend dans les grandes lignes la modénature de l'immeuble voisin.

C'est après le square Stalingrad, dans la partie créée en 1910, que l'avenue retrouve sa cohérence, avec les grands édifices se faisant face, n° 17 (1891, A. Lesieur) (094) et n° 18 (1912, A. Gérard) (095). En direction de la place de la Mairie, l'avenue se développera harmonieusement dans les années 1930 avec la construction du n° 10 et, en face, des n°s 1 et 9 (1929 et 1930, H. Péping) (096) et enfin en 1957 avec l'ouverture du superbe bâtiment des postes surmonté de 6 étages de logements HLM (R. Boudier) (079).

L'urbanisme des années 1970-80 aggravera l'in-



Avenue de la République. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Tronçon à l'alignement discontinu composé d'immeubles de gabarits et de genres très différents.



Entreprise Le lait intégral, 54 avenue de la République. PH. Dubouillon, 1929. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, A. Furio.



Angle de la rue Achille-Domart et de l'avenue de la République. Photo : Willy Vainqueur.

cohérence de l'avenue avec l'implantation d'opérations de logement social de grande envergure, désolidarisés de l'alignement (Groupes Lénine ou des Fusains). Le nouveau plan local d'urbanisme est peut être l'occasion de donner à cette avenue une cohésion, par l'entretien des édifices anciens, des règlements plus précis concernant le gabarit et l'implantation des bâtiments futurs, et plus simplement par des aménagements paysagers.

62 avenue de la République. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.
Deux échelles de construction. A gauche petit immeuble sous appenti autrefois en fond de cour ; à droite pilotis de la Tour Lénine, AUA, 1969/70.



Avenue Victor Hugo (175)

L'avenue Victor Hugo relie Paris à La Courneuve en passant par le centre d'Aubervilliers. Cette large voie se divise en deux parties distinctes au niveau du pont de Stains. A la partie sud essentiellement réservée à l'industrie s'oppose celle du nord beaucoup plus urbaine. Dès 1870 l'industrie, attirée par la proximité de la capitale et les activités déjà présentes sur la Plaine, prend place de part et d'autre de l'avenue. Contraintes par l'occupation imposante des EMGP en lisière de Paris (cf. encart sur les EMGP, p. 77 à 82), les entreprises ne peuvent s'installer qu'à la hauteur du croisement avec la Haie Coq, exception faite de la papeterie Hamet. La chimie, très fortement représentée à la fin du XIXe siècle, est remplacée progressivement par la métallurgie et la mécanique. Ainsi le fabricant de machines-outils Geniasca (040) ouvre en 1925 un entrepôt en lieu et place d'un fonderie de suif ouvert en 1862. Cette réaffectation, comme bien d'autres, a dénaturé le site initial. Aujourd'hui, la reconversion de ces sites en établissements commerciaux aggrave leurs détériorations. L'appose systématique de grandes enseignes publicitaires sur les devantures participent à la désincarnation généralisée de l'avenue.

Pourtant quelques vestiges perdus dans cet imbroglio de constructions parasites ont retenu notre attention. Au n° 81 de l'avenue, sur l'emplacement actuel de l'ANPE, se trouve en fond de parcelle un petit bâtiment de bureaux en briques (265), dernier témoin du fabricant de monte-charges Traizet. Un peu plus au nord de l'avenue, l'an-



Entreprise Geniasca, 96 avenue Victor Hugo, 1925.
Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, A. Furio.



Bâtiments de bureaux situés à l'emplacement de l'ancienne entreprise Traizet, 81 avenue Victor Hugo.
Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

cienne chaudronnerie Coutanceau rompt avec les alignements bien monotones des magasins de grossistes (151).

Ces bâtiments d'activité côtoient des immeubles dont certains possèdent des façades élégantes. Par exemple celle du n°96, construit par la famille Geniasca et appartenant aujourd'hui à un bailleur social, est ornée d'une belle frise de mosaïque (176). Celle du n° 90, d'allure haussmanienne (179), cache à l'arrière une courée assez évocatrice des logements ouvriers au début du XXe siècle. A noter aussi



Ancienne chaudronnerie Coutanceau, 101 avenue Victor Hugo. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, A. Furio.



90 avenue Victor Hugo. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.
Ancienne courée ouvrière, à l'arrière d'un immeuble de type post-haussmannien



Immeuble de logements, 96 avenue Victor Hugo, Remoissonnet frères, 1924. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Le rez-de-chaussée initialement occupé par les magasins de l'entreprise Geniasca est surélevé en 1925 pour y effectuer des logements.

l'ensemble (n°s 103 à 109) d'immeubles populaires en brique formant un alignement imposant (1913, F. Boiret).

L'urbanisation de la partie située au nord du canal a démarré après 1900 entre le groupe scolaire Victor-Hugo (1898) et la rue du Moutier. Elle s'est développée lentement et surtout après 1950. Les rares constructions anciennes sont noyées parmi de grands immeubles de logements des années 1950-1980. On trouve cependant quelques villas bourgeoises d'autant plus intéressantes que c'est un champs du patrimoine très peu représenté à Aubervilliers. Par exemple le n° 118, bien que plus tardif, est caractéristique du courant éclectique du XIXe siècle. Il se compose de deux pavillons assez originaux, faisant coexister avec audace références flamande et médiévales (1910, M. Larrey) (177). Le n° 195, est un pavillon à l'entrée d'un site industriel en friche, typiquement " 1900 ", avec ses grandes toitures débordantes et ses frises en céramique (178). En très mauvais état, ce pavillon devrait cependant être préservé, pour la qualité de son



195 avenue Victor Hugo. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Pavillon de style "1900" aux façades ornementées comportant notamment de belles frises de céramiques.



architecture, mais aussi en tant que témoin d'un genre de construction rare à Aubervilliers. Enfin, cette partie de l'avenue possède un des exemples les plus réussis d'architecture moderne appliquée à un bâtiment industriel : l'ancien poste électrique, au n° 158 (1937, Lhotellier et Robin) (146).

Ancien poste électrique Nord Lumière, 158 avenue Victor Hugo, Lhotellier et Robin, 1937. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

La réhabilitation du bâtiment en restaurant a occasionné la création d'une ouverture sur rue.

Boulevard Anatole France (170)

Ce boulevard ne s'urbanise vraiment qu'à partir du début du XXe siècle. Quelques industries s'y sont installées, dont la plus imposante est l'émaillerie Edmond Jean (157). Cette entreprise implantée vers 1908 est reprise en 1949 par les laboratoires pharmaceutiques Jansen qui y effectue de nombreux travaux. Le refus du projet de reconversion du site proposé par les architectes Reichen et Robert en 1991 incite la municipalité à récupérer une partie des locaux. Ils sont réhabilités quelques temps après pour accueillir " l'Espace Rencontres ", structure associative municipale. Deux cartonneries, la Société française des papiers couchés et l'entreprise Riegert, s'étaient implantées face à l'émaillerie. De ces deux entreprises, témoins d'une activité ancienne sur la commune, ne subsistent que quelques vestiges. Les plus intéressants sont les deux pavillons en meulière au n° 26 du boulevard servant de logement et de bureaux à l'entreprise Riegert (266).

Au-delà de ces sites sont essentiellement construits des immeubles, des maisons de ville ou des pavillons, visiblement bâtis par, et pour, la petite bourgeoisie locale. Ces constructions répondent à un certain standing et de fait l'avenue possède quelques beaux immeubles et des pavillons élégants, généralement construits en brique ou en meulière. La plupart possèdent des façades décorées avec soin, certains avec une réelle ostenta-



Bureaux et logements de l'ancienne cartonnerie Riegert, 26 boulevard Anatole France. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, A. Furio.



Boulevard Anatole France. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.
Alignement de pavillons, de maisons de ville et d'immeubles.

tion comme c'est le cas pour le n° 14 (1906, M. Larrey). Inspirée de la nature et de la mythologie, sa décoration, en ciment armé, s'étale avec profusion, en particulier au niveau du premier étage et sur les deux oriels. A noter l'étonnant travail de ferronneries : pas moins de sept modèles différents pour les garde-corps (171). Deux autres immeubles attirent l'attention, dans des styles distincts, dont le n° 41, bâtisse carrée aux murs de meulière égayés par des frises de brique polychrome et de céramiques. Sa situation, sa typologie et son ornementation pourraient laisser penser qu'il s'agissait d'un bâtiment de bureaux des Etablissements Edmond Jean (172). L'immeuble du n° 44 (1930, F. Renaud) malgré sa massivité, R+6+combles, 11 travées, évite la lourdeur grâce à un jeu de retraits et d'avancées tant verticaux qu'horizontaux (173). Côté pair, s'étend à partir de la rue des Noyers, une belle série de pavillons à R+1+combles sur soubassement, implantés en bordure du boulevard mais ouverts sur des jardins. Ils sont insérés entre de petits immeubles (R+4 maximum) et des maisons de ville à un ou deux niveaux bâtis avec les mêmes matériaux et suivant les mêmes genres décoratifs. L'ensemble forme une perspective harmonieuse.

De gauche à droite
41 boulevard Anatole France. Superbe décor de briques émaillées et de céramiques.

14 boulevard Anatole France. Immeuble bourgeois à la décoration ostentatoire composée d'éléments de ciment moulé sur un mur de briques. Les ferronneries remarquables sont particulièrement variées

Photos : Willy Vainqueur.



Avenue du Président Roosevelt (68)

Dernier grand axe percé dans le centre, cette avenue présente un paysage hétérogène au tissu très lâche. Côté pair, l'avenue est bordée d'immeubles de logements d'après guerre, isolés et implantés hors alignement. Côté impair, se trouvent les édifices les plus intéressants, construits dans les années 1930 et constituant une tentative d'alignement vite avortée. Signalons le n° 15 (1934, H. Poulain) et le n° 17 (1934, P. Lejeune). Ces deux immeubles construits la même année et avec des gabarits semblables mais par des architectes différents, se ressemblent dans l'ordonnancement de leurs façades, oriels et bandeaux imposants, mais se différencient par le traitement décoratif et les matériaux.



15 et 17 avenue Franklin-Roosevelt. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Les équipements

Groupes scolaires

Jean-Macé (1876, attribuée à J. Valez) (162), rue Henri-Barbusse.

Victor-Hugo (1878, Lethorel) (088), avenue Victor-Hugo

Paul-Bert (1888, J. Valez) (245), Rue Paul-bert

Edgar-Quinet (1905, J. Valez) (081), rue Edgard-Quinet



Groupe scolaire Edgard-Quinet. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Ces écoles ont été construites au plus près des premiers quartiers urbanisés, le centre ancien et les Quatre-Chemins. Elles se ressemblent beaucoup, même organisation symétrique, mêmes matériaux : pierre de taille avec parement de brique et de brique vernissée. Elles correspondent à cette vague d'écoles construites sous la Troisième République, à laquelle les lois votées par Jules Ferry (1881 et 1882) donneront une impulsion importante. Leur esprit pourrait être résumé par les trois mots clés, gratuité, obligation, laïcité. Ces aspirations républicaines, scola-

rité pour tous et égalité des chances, se sont traduites dans la pierre par la construction d'établissements à l'identité très forte et, afin d'éviter de trop grandes différences, reposant sur des modèles imposés. De fait, ces établissements, aisément identifiables font partie du patrimoine national et sont fréquemment appelées "écoles Jules-Ferry". Construites sur un plan symétrique, elles sont généralement constituées de deux ailes basses organisées autour d'un bâtiment central, plus haut, portant une horloge et les armes de la République. Un peu austères, elles incarnent le sérieux des études. La symétrie est due à la séparation obligatoire des sexes, et les plans s'inspirent de l'architecture conventuelle : école fermée sur elle-même et classes distribuées autour d'une vaste cour.

Maison de retraite (208)

Rue Hemet 1884 ; 1926, Prévost 1934 ; Boudier et Pessemies ; 2004, Ameller et Dubois

Autre bâtisse intéressante héritée de la Troisième République, l'ancien hospice, construit en 1884 et plusieurs fois agrandi, notamment en 1926 par l'architecte voyer Prévost. Son architecture et son implantation sont en rupture totale avec le bâtiment ancien. Ce dernier est organisé en forme de H : deux ailes construites perpendiculairement à la rue et reliées par un bâtiment central en retrait. L'ensemble est à R+1. Les baies aux linteaux à arc surbaissé sont régulières, les toits, en croupe, sont en tuile mécanique. Les façades sont en pierre de taille au rez-de-chaussée et en pierre et brique formant des bandeaux horizontaux au premier étage. Les linteaux des fenêtres sont en



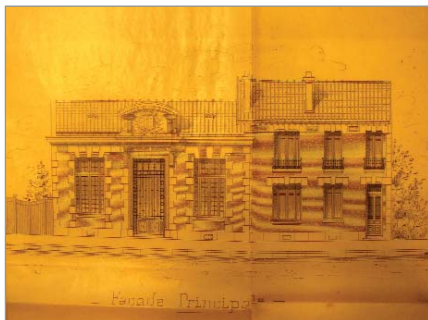
Ancien hospice, rue Hémet. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

brique, ainsi que le bandeau sous la corniche. L'entrée est desservie par un perron, et la travée centrale est surmontée d'un fronton sur la toiture comportant une horloge. L'ensemble présente une simplicité non exempte d'élégance. Une extension contemporaine, rue Léopold-Réchossière, sera ouverte en 2004.

Dispensaires

7/11 rue Achille-Domart. 1913-1948, Prévost, Boudier (207). 1 rue Sadi-Carnot. Vers 1920, attribué à Prévost

Si le bâtiment de la rue Achille-Domart a été agrandi et remanié, la partie ancienne se lit parfaitement et les similitudes avec celui de la rue Sadi-Carnot laissent penser que ce dernier a été construit également par l'architecte voyer Prévost. Ils se présentent comme des bâtiments à un niveau, couverts de toitures à deux pans. Les façades en brique sont percées de fenêtres verticales aux chambranles de pierre. Rue Achille-Domart, une extension a été bâtie en 1948 par Roland Boudier. L'architecte a réussi une liaison équilibrée entre les deux parties malgré une rupture stylistique assumée. L'ancien dispensaire de la rue Achille-Domart est occupé aujourd'hui par des services municipaux, celui de la rue Sadi-Carnot par un centre de vaccination.



A droite
Ancien dispensaire et son extension de 1948, rue Achille-Domart.

A gauche
Ancien dispensaire (1913, Prévost). Dessin d'architecte, AM Aubervilliers.

Photos : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.



Bourse du travail (87)

13 Rue Pasteur. 1907, Vergnaud

Ce bâtiment de pierre à l'architecture sans ostentation constitue un repère important dans la vie d'Aubervilliers. Il a tenu une place sans égal dans son histoire ouvrière. L'aménagement de la place qui a permis de dégager sa façade, lui a conféré une meilleure lisibilité. Il est à R+1+combles, et comprend cinq travées. L'ordonnancement de sa façade est très simple : de grandes fenêtres rectangulaires séparées par des pilastres plats. Les allèges sont en brique claire. Un porche dessert les escaliers et mène à la cour. Des inscriptions sur la façade indiquent : Vergnaud architecte 1907, Luquet Entrepreneur.

Sur les photos anciennes le fronton indique : Société coopérative Le Progrès. Fondée en 1896, cette coopérative ouvrière de consommation était à l'origine de la construction de l'édifice qui comportait également des locaux de stockage et des salles de réunion. La coopérative poursuivra ses activités jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale. Cependant, à partir des années 1920, le bâtiment deviendra l'épicentre de la vie sociale et syndicale pour pallier le refus de tout soutien de la municipalité de Pierre Laval. La Bourse du travail est sa principale affectation depuis la fin de la guerre.



Bourse du travail. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.
Lieu symbolique d'un siècle de vie sociale et militante ouvrière à Aubervilliers.

Première phase d'extension du centre ville

Rues Achille-Domart, André-Karman, Bernard-et-Mazoyer, David, du Goulet, Ferragus, Pasteur, Villebois-Mareuil

L'extension du bourg ancien démarre tardivement, à l'extrême fin du XIXe siècle et s'effectue lentement. Dans un premier temps, l'afflux de population semble être satisfait par la reconstruction du bourg et le développement du quartier des Quatre-Chemins. L'observation des cartes montre qu'en 1900, les limites du bourg rural sont sensiblement restées les mêmes. L'urbanisation de sa périphérie s'effectue de manière diffuse le long des voies ou des chemins de deuxième catégorie, apparaissant sur le cadastre napoléonien : rues Ferragus, du Goulet, David, Achille-Domart, Bernard-et-Mazoyer, ainsi que dans le prolongement de rues déjà construites : Heurtault, des Noyers. Elle donne lieu également au percement de nouvelles rues : Pasteur, Villebois-Mareuil, Louis-Fournier, Edgar-Quinet. Certaines de ces rues doivent leur création à la construction d'un vaste équipement comme un groupe scolaire, rues Louis-Fournier, Edgar-Quinet ou un marché, rue Pasteur.

Plan général de la commune d'Aubervilliers, département de la Seine, 1922.

Cadastre sur le bourg ancien et son extension.



Le tracé de ces nouvelles rues n'a plus l'aspect tortueux du bourg ancien, mais celui, rectiligne, des parcelles agricoles. Hormis les rues du Goulet (ancien ru), Bernard-et-Mazoyer, et André-Karman, très anciennes, ces voies orientées pratiquement est/ouest, suivent le côté long des lanières et de fait, se retrouvent souvent parallèles. La même organisation se retrouve sur quasiment tout le territoire de la commune. Bien que situées à proximité du vieux bourg ou reliées directement à lui, ces artères présentent une physionomie très différente : l'aspect général est moins urbain, le tissu moins resserré, les alignements ne sont pas toujours continus et les constructions beaucoup plus hétérogènes et de façon générale plus basses. Les fermes et les maisons de bourg en plâtre sont très rares, les immeubles moins nombreux et moins diversifiés, les bâtiments d'activités ne sont plus systématiquement à l'arrière mais sur rue. Enfin, maisons de ville et pavillons, isolés dans des jardins ou alignés, sont bien représentés. A l'exception de la rue Achille-Domart où se trouvent la poste, le centre social et de santé et l'ancien dispensaire et la rue Bernard-et-Mazoyer, où est implanté le centre administratif, elles possèdent peu ou pas d'équipements. Elles ne possèdent pas non plus de beaux immeubles bourgeois à l'exception de la rue Bernard-et-Mazoyer, dont les constructions presti-



Immeuble bourgeois, A. Lesieur, 1891. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde. Bâti à l'angle de l'avenue de la République et la rue Bernard-et-Mazoyer, il est un des rares exemples d'immeuble à la façade de pierre, directement inspiré du modèle parisien post haussmannien.

gieuses correspondent aux aménagements de 1900 (avenue de la République et square). Enfin, les rues ou parties de rues les plus en relation avec le vieux centre se caractérisent par une activité très commerçante, rues Achille-Domart, Ferragus, en continuité avec celle des rues anciennes.

Le développement de ces artères semble s'être effectué sur un mode similaire : des immeubles structurants aux angles, généralement en brique, à pan coupé, de hauteur moyenne, suivis parfois d'un ou deux immeubles semblables et mitoyens mais à la décoration moins soignée. Le reste de la rue est occupé par des constructions diverses et présente souvent peu d'homogénéité. Cette organisation systématique pose la question de savoir si elle résulte d'une entreprise spéculative privée ou d'un plan d'urbanisation de la ville. Dans tous les cas il paraît évident que les bâtiments en angle étaient bâtis pour valoriser la rue et que l'urbanisation des milieux de rue n'était pas soumise à des règles rigoureuses. De fait activités et logements, immeubles ou pavillons, se côtoient sans logique apparente.



Immeuble de brique à pan coupé et décoré de frises de céramique polychromes. Angle des rues Ferragus et du Goulet. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Description de quelques rues

Rue Achille-Domart (082)

Son tracé remonte au Moyen Age, mais son élargissement et son urbanisation ne datent que du début du XXe siècle. En contact direct avec le centre ancien, elle est dotée d'importants équipements, comme l'ancien dispensaire (1913, Prevost, 1948, Boudier), la poste (1927, Bessine), et le centre administratif médical et social (1995, Canale 3). La proximité des ces trois sites nous permet d'observer l'évolution de bâtiments administratifs sur près d'un siècle quant à leur architecture mais aussi quant à leur taille. La rue contient également quelques beaux immeubles, notamment à chaque extrémité. Côté République, l'entrée de la rue est encadrée par deux beaux édifices dont les façades principales sont sur l'avenue (1910, Lesieur et 1931, Péping). Le n° 3, est assez imposant (1931, Lui). L'angle de la rue André-Karman est marqué par un bel immeuble de brique à pan coupé. Les n°s 12 à 18 sont occupés par des pavillons datant des années 1926 à 1959.



Entrée de la rue Achille-Domart. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Rue André-Karman (183)

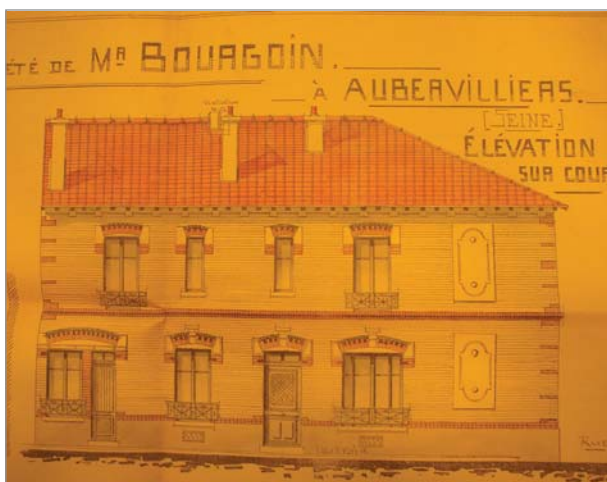
Ancienne rue de la Goutte d'or, son tracé est très ancien. Elle offre sur son parcours un aperçu de tous les principaux genres architecturaux de la commune. Au plus près du centre ville, à l'angle des rues Charon et Réchossière, elle possède des vestiges de maisons de culture (184) qui bien que perdus au milieu de constructions parasites, n'en présentent pas moins beaucoup d'intérêt. Jusqu'à l'avenue de la République on retrouve le schéma classique des voies qui se sont développées dans l'entre-deux-guerres : de beaux immeubles structurants aux angles de rues, généralement en brique (ceux signalant les angles des rues Achille-Domart et Nouvelle France sont particulièrement remarquables). Entre ces jalons, se sont développées des séquences composites de maisons de ville, de pavillons entourés de



Anciennes maisons de bourg ou de culture à l'angle des rues Léopold-Réchossière et André-Karman. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.



Immeubles aux angles de la rue André-Karman avec les rues Achille-Domart et de la Nouvelle France. Photo CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.



Ancien pavillon, aujourd'hui remanié, au n° 150, Roussin, 1908, dessin d'architecte. Permis de construire, AM Aubervilliers. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

jardins, de bâtiments d'activité de faible gabarit et d'immeuble. Parmi les éléments les plus remarquables, signalons, le n° 195 à la façade en brique polychrome assez sophistiquée (1908, A. Gérard). Suivent deux immeubles de Marius Larrey, plutôt simples par rapports à sa production générale (N°s 172 et 173). Aux n°s 150-154 une école juive s'est installée dans une ancienne maison de ville (1908, Roussin). Par l'utilisation de couleur vive, le ravalement fait ressortir les moulures en plâtre déclinant le vocabulaire classique (pilastres, etc...). Les mêmes ornements et les mêmes couleurs ont été utilisés au n° 15 rue Ferragus. A proximité de l'avenue de la République, s'élèvent deux

immeubles de bonne facture construits en 1931 : le n° 151bis (1931, Coquillard) et le n° 148. Ce dernier a subi un ravalement qui ne met pas en valeur ses modénatures et surtout les garde-corps métalliques. Après l'avenue de la République, la rue appartient davantage au quartier des Quatre-Chemins et est décrite dans ce chapitre.

Rue Bernard-et-Mazoyer (239)

Ancienne rue du Midi au tracé en courbe, ce qui est relativement rare à Aubervilliers ou les rues reprennent les anciens chemins rectilignes longeant les parcelles agricoles. Elle présente, d'est en ouest, trois parties distinctes. Une première, à partir du boulevard Victor-Hugo, composée de maisons basses, certaines étant probablement d'anciennes fermes. Une seconde, à partir de la rue de la Commune de Paris, composée d'édifices assez ostentatoires, immeubles et bâtiments publics, construits autour de 1900 et bordant le square Stalingrad (à l'exception du centre administratif contemporain). Enfin, passée l'avenue de la République, une troisième partie, plus hétéroclite, mais dont l'ensemble, de qualité, constitue une perspective harmonieuse, est composée de maisons, d'immeubles et de bâtiments industriels.

Les éléments les plus remarquables sont le n° 15 (1907, M. Larrey) (240) dont la façade de brique à reçu une décoration soignée : belles ferronneries, jeu de pierre et de brique évoquant le style Louis XIII, écusson de pierre... A noter la décoration du hall d'entrée, porte en fer et en verre, mosaïque au sol et décor de stuc. Les deux angles de la rue avec l'avenue de la République sont occupés par les immeubles massifs construits aux alentours de 1900 (17 et 18 avenue de la République,) et s'inscrivant davantage dans la perspective de l'avenue que dans la composition de la rue. Le n° 17 (094), qui offre sur l'avenue une façade austère en pierre, se transforme complètement, côté rue, par des murs de brique polychrome très colorés. Aux n°s 25 et 27 (1923, H. Péping) : deux pavillons, semblables au niveau des gabarits (R+1+combles), de la silhouette générale, de la forme des toitures (à deux pans avec demi-croupe) et de la composition des façades mais différents par leur décor et leurs matériaux. Au n° 30, le site de l'ancienne Société d'exploitation des moteurs Laraque s'intègre parfaitement au milieu urbain. Malgré la présence d'un atelier coiffé de sheds, son petit gabarit et l'utilisation de la brique le rendent homogène. Enfin à l'angle de la rue André Karman s'élève un intéressant immeuble de brique, à pan coupé (1905, M. Larrey).



Ci-dessus
15 rue Bernard-et Mazoyer ; M. Larrey. 1907. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.
Immeuble bourgeois contemporain de la création du parc et participant aux ambitions d'embellissement du secteur.



Façade arrière du n° 17 avenue de la République, côté rue Bernard-et Mazoyer. Photo Willy Vainqueur.

A noter le contraste étonnant entre la façade de pierre sur l'avenue et celle de brique polychrome sur la rue, bénéficiant d'un soin égal mais dans un style très différent.

Ci-dessous
Entreprise R. Laraque, 30 rue Bernard-et-Mazoyer, premier quart du XXe siècle. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, A. Furio.



Rue David (083)

Cet ancien chemin rural, élargi au début du XX^e siècle, est bâti à partir des années 1910. Le côté sud de la rue, numéros impairs, présente sur presque toute la longueur un bel alignement de maisons à R+1, datant pour la plupart de la première moitié du XX^e siècle. Les différences de gabarit et d'implantation donnent une silhouette proche de la rue pavillonnaire qui contraste avec l'autre côté de la rue, plus hétérogène, occupée par une barre de logements à R+4 des années 50/60, de maisons, d'un immeuble en brique à R+2+combles des années 1920. La présence des ces petites maisons hétéroclites mais bien entretenues dégage beaucoup de charme.



Pavillons et maisons de ville, rue David. Photo : Willy Vainqueur.

Rue du Goulet (069)

Son tracé emprunte celui d'un ancien ru, d'où son parcours sinueux. Son urbanisation débute vraisemblablement entre les deux guerres. D'un point de vue patrimonial, la partie située entre les rues Pasteur et du Moutier présente le plus d'intérêt. Le reste de l'artère jusqu'à l'avenue Victor-Hugo est plutôt chaotique, composé essentiellement de bâtiments industriels et d'immeubles de logements des années 1950 à 1980. A noter cependant deux pavillons en brique (n°s 55 et 57) construits en 1926 et, au n° 28bis, le bâtiment d'activités et de bureaux construit par le cabinet d'architectes, Canale 3. Le secteur compris entre les rues Pasteur et du Moutier est composé d'édifices de logements, maisons ou petits immeubles, de gabarits et de styles différents. Cependant, leur époque de construction (années 1925-1930) et le souci d'afficher une certaine classe sociale (petite bourgeoisie) leur confèrent une certaine homogénéité. La présence de jardins apporte une respiration assez heureuse dans ce secteur très urbanisé. Le n° 1 (262), à l'angle de la rue du Moutier est particulièrement intéressant puisqu'il renferme dans une même propriété une



Rue du Goulet, de la rue Ferragus à la rue du Moutier. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.



Angle de la rue du Moutier et de la rue du Goulet. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde. Ancien atelier avant les travaux de rénovation exécutés début 2004.

ancienne maison de ferme, peut être de la fin XVIII^e siècle mais très remaniée, à usage d'habitation et, à l'arrière, des bâtiments composites à usage d'entrepôts et de commerce. La partie la plus remarquable, l'entrepôt à structure bois et verre, a malheureusement été revêtu d'un bardage pendant la durée de notre étude. L'ensemble, ancienne ferme et ateliers est intéressant de par la lecture que l'on peut en faire : la transformation progressive d'une parcelle d'une économie agricole à une économie artisanale.

Face à la place du marché, et bénéficiant de fait d'une bonne perspective, se dressent deux immeubles, le n° 18 : R+6, 4 travées, façade brique avec décors de plâtre (1931, H. Peping) et le n° 20, dont la façade a été revêtue d'un désastreux enduit de ciment gris qui a probablement escamoté un décor plus soigné. Le porche donne accès à une cour où est implanté un pavillon, probablement une ancienne maison rurale, dotée d'un édicule d'entrée, de style chalet, en bois et verre coloré, avec un perron surmonté d'un lambrequin en bois découpé. Ce bel "échantillon" d'architecture 1900 a sans doute été rapporté d'un autre édifice.



Bâtiment administratif de l'ancienne entreprise Megemont, 28 rue du Goulet. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, A. Furio.

Le secteur qui s'étend de la rue Pasteur au carrefour Victor Hugo comprend de nombreuses emprises industrielles issues de l'extension de l'industrialisation du Boulevard Félix Faure et des abords du canal. Si une bonne part de ces sites est occupée par des entrepôts, certains ont abrité des activités anciennes, notamment la chapellerie Megemont au n° 28. Il ne reste aujourd'hui de ce site qu'un bâtiment administratif (026) datant de la fin du XIX^e siècle et quelques ateliers. Aucun de ces sites, dont les implantations reprennent la disposition des anciennes lanières agricoles, ne présente d'intérêt particulier.

Rue Ferragus (241-242)

Cette rue se compose de trois parties distinctes. La première, faisant face au square de la mairie, participe davantage de la place qu'elle ferme au sud. Elle comporte un bel immeuble à R+5, six travées, avec une façade en brique et enduit, dont la composition et la décoration sont simples mais élégantes (1931, A. Gérard) (243).

Les deux parties suivantes, de part et d'autre de la rue du Goulet, ont un fonctionnement différent. A l'est, la rue, très commerçante, fonctionne comme une rue de centre-ville, tandis qu'à l'ouest, elle a un rôle essentiellement résidentiel. La présence du marché crée une trouée importante. L'angle de l'avenue Victor-Hugo est signalé par un immeuble en brique à pan coupé,



N°s 7 à 13 rue Ferragus. Photo Willy Vainqueur. Contraste intéressant entre les maisons de bourg et les immeubles structurant marquant l'angle avec l'avenue Victor-Hugo.

R+5, suivi d'un immeuble plus petit, R+3, à la façade plus simple (1930). On rencontre ensuite un étonnant alignement de maisons à un ou deux niveaux (n°s 11 à 15) à l'implantation irrégulière et abritant des boutiques. Leur joyeux désordre crée une dynamique intéressante face à un commerce de moyenne surface assez monolithique. Cet alignement se termine par deux immeubles en brique. Le dernier est intéressant par son angle traité doté d'une tourelle qui surplombe la place (1933, Coquillard). Face à la nouvelle halle de marché (1990, C. Devillers), s'étend une séquence composée de pavillons, de maisons de ville et de petits immeubles, construits en brique et en meulière, tous très bien entretenus (n°s 16 à 30). Ils forment un ensemble coloré et séduisant que la présence de commerces rend encore plus vivant. La plupart des édifices ont été construits entre 1926 et 1930 ; cette période de temps très brève explique peut être l'hégémonie des constructions et laisse penser qu'elles résultent d'un projet global.

A partir de la rue du Goulet, la rue Ferragus est bâtie pour l'essentiel dans les années 1920 et se présente comme un lieu calme et assez serein. Le début de la rue est occupé sur les deux côtés



N°s 22 à 30 rue Ferragus. Photo Willy Vainqueur.
Alignement harmonieux de maisons de ville.

par des immeubles à R+3 / R+5, aux façades de brique dont l'architecture rappelle celle des bâtiments rencontrés dans le premier tronçon (n°s 27, 29, 36, 38). L'immeuble d'angle avec la rue du Goulet (n° 27) est particulièrement beau, en brique grise, décoré de frises de brique rouge et de panneaux de céramique polychrome. Le n° 29 est un ancien hôtel meublé à la façade art déco (1925, L. Sarret). Les n°s 29bis à 33 se présentent comme un alignement de qualité formé de petits pavillons et de maisons de ville construits entre 1925 et 1928. A l'instar des n°s 16 à 30, ils émanent sans doute d'un projet concerté.

Rue Pasteur (086)

Sa physionomie a été profondément modifiée lors de la reconstruction du marché et de l'aménagement de la place. Cette nouvelle ouverture a permis de mettre en valeur l'alignement de belles maisons de ville (n°s 3 et 5), en meulière et brique (vers 1910), ainsi que la Bourse du travail (1907, Vergnaud). L'angle avec le boulevard Victor Hugo est marqué par un immeuble à pan coupé à la façade en enduit et brique polychrome.

N°s 1 à 5 rue Pasteur. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Bel ensemble de petit immeuble et de maisons de ville offrant à la nouvelle place du marché un cadre de qualité.



Paul-Bert : un quartier dynamisé par l'industrie dès 1851

Localisation

Le quartier considéré dans le cadre de cette étude, est limité à l'ouest et à l'est par les rues André-Karman et l'avenue Jean-Jaurès, et au nord et au sud, par la rue Léopold-Réchossièrre et l'avenue de la République.

Historique

Ce secteur est fortement structuré par les grands axes nord/sud que sont les rues des Cités, Henri-Barbusse, André-Karman et l'avenue Jean-Jaurès, déjà en place à l'aube du XIXe siècle. A cette époque, le château, situé à proximité de l'actuelle allée du château, était entouré d'un parc s'étendant entre les rues Henri-Barbusse et des Cités. Les seuls axes est/ouest apparaissant sur le cadastre napoléonien sont des portions de ce qui deviendra les rues Paul-Bert/de Presles vers 1860, et Trevet. La rue Guyard-Delalain viendra relier l'avenue de la République et la rue Henri-Barbusse en 1883. L'implantation d'industries le long de l'avenue Jean-Jaurès entraînera, vers 1860, la création d'une voie de desserte à l'arrière, la rue de la Motte. A l'origine, le parcellaire agricole était en lanière très étroite, à l'exception du secteur situé à l'est de la rue Henri-Barbusse, appelé La Motte, et constitué de parcelles plus larges. Vers 1900, sont apparues les premières maisons le long de ce qui deviendra le passage des Roses. L'avenue des Tilleuls sera tracée au début du XXe siècle. A la veille de la guerre de 1914-18, l'essentiel du réseau viaire était en place. Les rues Gaston-Carré et Quentin seront créées dans les années 1920-30. Aujourd'hui, ce quartier est celui où le parcellaire agricole est le moins lisible du fait de la présence de sites industriels, d'équipements et d'ensembles de logements sociaux s'étendant sur de vastes emprises.

Sur la carte de 1899 (cf. p. 32), le territoire est peu occupé. Hormis les usines, des constructions éparses apparaissent le long des grands axes nord/sud, des rues



Etat des emprises foncières du quartier Paul Bert à la fin des années 30. Extrait de l'Atlas du département de la Seine, 1939. Doc CG93, Bureau du patrimoine.

Une grande partie des terrains située entre l'avenue Jean Jaurès et la rue Henri Barbusse était vouée à l'industrie.

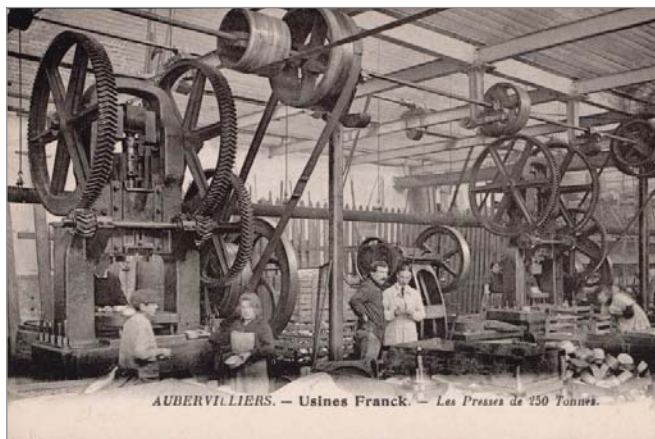
de La Nouvelle-France et Réchossière. Les secteurs les plus denses sont le nord de la rue Henri-Barbusse et l'avenue Jean-Jaurès qui présente déjà un front quasiment bâti en continu. Le groupe scolaire Paul-Bert est construit en 1888 et reçoit sans doute essentiellement les enfants des Quatre-Chemins. Le développement de l'habitat, pavillons et immeubles de rapport, prendra son essor dans les premières années du XXe siècle, en parallèle à une industrie omniprésente dans ce secteur depuis le milieu du XIXe siècle. Le rachat du château par la famille Lourdelet-Maricot, en 1851, et l'installation des premières constructions de leur usine de cartonnerie, en 1852, signe le début de l'industrialisation.

Cette dernière s'amplifie à partir de 1860, comme nous l'avons vu au chapitre consacré aux Quatre-Chemins, en raison des annexions parisiennes et de la construction du marché et des abattoirs de La Villette. Les entreprises traitant des résidus animaux s'implantent massivement aux abords de l'avenue Jean-Jaurès et de la rue Henri-Barbusse, grands axes de liaison avec les abattoirs. La parfumerie Piver (041) quitte ainsi la rue de Flandre à Paris pour la route de Flandre à Aubervilliers. Cette entreprise, qui utilise les corps gras en provenance de la Villette pour fabriquer du savon, s'installe en 1869 sur une vaste parcelle s'étendant jusqu'à la rue de la Motte nouvellement créée. Au fur et à mesure, le rectangle formé par les rues de Presles, de la Motte, Réchossière et Jean-Jaurès va être totalement voué à l'activité, ce qui se vérifie encore aujourd'hui.

Une telle densité industrielle se retrouve sur le second grand axe, la rue Henri Barbusse, qui voit s'ouvrir entre 1850 et 1910 près de huit entreprises parmi les plus importantes de la commune. A la carton-



Atelier de saucissonnerie de l'entreprise La Nationale, 76 rue Henri Barbusse. Carte postale ancienne, AM Aubervilliers. Le site a aujourd'hui disparu.



Atelier d'emboutissage de la ferblanterie Franck, 150 rue Henri Barbusse. Carte postale ancienne, AM Aubervilliers. Le site a aujourd'hui disparu.

nerie Lourdelet-Maricot, implantée au n° 161 de la rue, s'ajoute la fabrique d'allumettes au n° 124 (004), l'entreprise de peinture Pecquet au n° 128, la fabrique de conserve Franck aux n°s 150-152, la boucherie la Nationale au n° 76 et l'usine de construction mécanique Malicet et Blin (002) aux n°s 66-72. Cette entreprise possède également des terrains bâtis sur l'avenue de la République, troisième axe de développement industriel le long duquel s'implante en 1882 l'imposante usine de peintures et vernis Lagéze & Cazes (056). Il est intéressant de constater que ces entreprises, à l'instar de celles de la Plaine, semblent obéir majoritairement à une logique de réseau axé sur le site de La Villette. Par exemple, la boucherie Nationale s'y approvisionnait en porcins et la fonderie Ruech en graisse. Après traitement, celle-ci était revendue aux parfumeries alentours, dont Piver qui emballait les flacons dans des boîtes cartonnées provenant probablement de chez Lourdelet-Maricot. Il n'est pas invraisemblable de penser que la ferblanterie Franck fournissait en boîtes de conserve les diverses entreprises agro-alimentaires du secteur.

Toutes ces grandes entreprises de la rue

Henri Barbusse se sont implantées à l'est de la voie pour bénéficier de plus larges parcelles de terrains qui ne se retrouvent pas à l'ouest, exception faite de la vaste propriété du château. Cette logique urbaine a profité aux équipements publics, aux écoles et aux logements aussi bien ouvriers que bourgeois construits durant le premier quart du XXe siècle sur les rues Paul Bert, Guyard Delalain et des Cités.

A côté des grands établissements industriels se sont développées, durant l'entre-deux-guerres, des unités de plus petite échelle dont la dynamique de réseau paraît moins prégnante. Seuls les sites aux abords des grands axes obéissent encore à cette logique, à l'exemple du Laboratoire pharmaceutique, 34 rue Trevet (060). La majorité des ces entreprises de petite échelle est implantée à l'ouest de la rue Henri Barbusse, sur les rues des Cités, Guyard-Delalain, du Clos Besnard et de la Nouvelle France. Leurs activités étaient très diverses (travail du bois, construction mécanique, construction électrique, entrepôt etc...) et leur architecture modeste s'inscrivait dans les anciennes lanières agricoles. Les années 1920-1930 se caractérisent également par l'extension et la modernisation de l'appareil productif des grandes entreprises. La parfumerie Piver illustre parfaitement cette tendance puisqu'elle modifia la physionomie générale de son site, remplaçant les anciennes halles métalliques par des ensembles en béton. Qualité de la construction ou potentialité de réhabilitation, le site Piver a résisté aux épreuves du temps.

A l'exception de quelques nouvelles implantations ou de constructions spécifiques, l'après-guerre marque surtout les débuts de la désindustrialisation. L'apparition de friches industrielles de grandes tailles va permettre la réalisation de vastes programmes de logements ou d'équipements. Ainsi, des groupes scolaires prennent place sur les anciens sites usiniers tels que Lourdelet-Maricot (Lycée Le Corbusier), La Nationale (CES Jean Moulin) et Malicet et Blin (Lycée Jean-Pierre Timbaud).

Les activités n'ont pas pour autant totalement disparu du quartier. Des opérations de réhabilitation, de reconversion ainsi que des constructions neuves sont apparues au début des années 1990. L'ancienne parfumerie Piver a été reconvertie en centre d'activités pour les PME-PMI, Espace Jean-Jaurès, tout en préservant la qualité patrimoniale des constructions. L'ancienne manufacture d'allumettes, qui accueille la Documentation française



Menuiserie, 12 rue du Clos Benard. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, A. Furio.



Ancien dépôt de chiffons V. Normand, 135 rue des Cités. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, A. Furio.



Bâtiment administratif de l'ancienne parfumerie Piver, 153 avenue Jean Jaurès. G. Roussi et J. Bonnier, 1924. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, A. Furio.



depuis 1967 a été agrandie en 1990 par l'adjonction de bâtiments modernes (F. Leclerc et F. Dusapin). Enfin, en 1988, a été construit le long de l'avenue Jean Jaurès un bâtiment de bureaux appelé le " Forum " et prolongé sur la rue de la Motte par un centre d'activités.

Ancienne manufacture d'allumettes, 124 rue Henri Barbusse, 1904. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, A. Furio.

La nouvelle construction fait face à l'ancien pavillon d'entrée. La grande cheminée de briques trône encore au milieu du site.

Éléments remarquables

Si l'essentiel du patrimoine bâti est constitué de constructions industrielles, d'équipements et de logements sociaux de grande envergure, comme nous le verrons plus en détail dans le chapitre qui leur est consacré, le quartier recèle bien entendu des édifices plus modestes par leur taille et par leur histoire, mais présentant de l'intérêt soit pour leur architecture, soit pour les ensembles originaux qu'ils constituent. Tous ces édifices ont fonction de logement, qu'il s'agisse d'immeubles, de maisons de ville ou de pavillons.

Les constructions les plus anciennes sont sans doute les maisons de bourg situées au n° 19, rue de la Nouvelle France. Des bâtiments de ferme apparaissent à cet endroit sur le cadastre napoléonien, mais il serait hâtif de prétendre qu'il s'agit de celles que l'on peut voir aujourd'hui. Cependant cette longue bâtisse, à R+1, comprenant neuf travées et percée d'une porte charretière sur la gauche, est probablement le résultat de remaniements successifs de cette ancienne ferme. Sa silhouette rappelle assez bien les maisons du bourg pré industriel.

Les différentes rues du quartier offrent des paysages composites au tissu assez lâche et irrégulier. L'essentiel de l'habitat est ouvrier, même si certains immeubles, qui se distinguent par leur gabarit et leur décoration étaient destinés vraisemblablement à la petite bourgeoisie. Ces immeubles appartiennent à la même famille que ceux que nous avons déjà rencontrés aux Quatre-Chemins. Construits dans la première



N°s 2 à 4 rue Paul-Bert. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Trois immeubles de brique, datant de la même époque, présentant des décors de brique polychrome différents et composant un ensemble remarquable.

décennie du XXe siècle, hauts de quatre à cinq étages, ils offrent à la rue des façades agrémentées d'une ornementation de brique polychrome et de céramiques souvent très soignées.

Les plus remarquables forment le groupe de trois immeubles qui marque l'angle des rues des Cités et Paul-Bert (n°s 2-4) (254). De même gabarit, R+4, 4 à 6 travées, ils ont des façades aux baies régulières, dont l'identité repose essentiellement sur la décoration. Sur fond de brique grise, ils déclinent chacun des motifs différents. L'édifice d'angle à un sous-bassement en meulière et ses étages au jeu de brique rouge et vernissée turquoise, sont rythmés par des bandeaux en enduit clair. Sa belle porte cintrée en fer et verre d'inspiration art nou-

veau, mais à l'encadrement de stuc et de brique plus rococo, dessert également l'immeuble mitoyen. Ce dernier (1912, G. Jeanneton), possède le même rez-de-chaussée en meulière mais les linteaux des fenêtres sont différents et ses étages sont ornés de frises de brique rouge en relief. Le même architecte a probablement construit l'immeuble d'angle. Le n° 4 se distingue par des éléments de céramique, cabochons et frise en relief sous le bandeau, représentant des guirlandes de vigne.

Autre bel exercice de style, le n° 38 rue Guyard-Delalain (1908, A. Gérard) (256), a bénéficié lui aussi d'une abondante décoration. Différente à chacun des cinq niveaux elle est basée sur les jeux de brique polychrome formant des stries ou des frises géométriques en relief. Des briques vernissées réparties habilement viennent apporter des notes colorées. Panneaux de céramique et fleurons complètent le tout ainsi que les ancrs des tirants insérées, dans des briques grise. L'immeuble est composé de deux parties parallèles reliées par un corps central où se trouvent les escaliers et les halls d'entrée. Comme le n° 2 rue Paul-

ber, cet immeuble était confortable pour l'époque, tous les appartements étaient équipés de WC intérieurs. De cette époque, signalons les petits immeubles, R+1, R+2, compris entre les n°s 111 et 119 rue des Cités et qui forment un joli alignement, ainsi que quelques pavillons assez coquets pour être remarqués, n° 25 (1924), n° 27 (1911) rue des Cités et n° 10 rue de Presles. Ce dernier, à R+1 et 2 travées, est typiquement " 1900 ", avec ses murs de meulière et son décor de brique vernissée et de céramiques.

L'avenue Jean-Jaurès, entre les rues Trevet et de Presles se présente comme un front bâti d'immeubles de R+2 à R+6, généralement très modestes. Trois édifices se distinguent par leurs façades bourgeoises. Ils sont les œuvres de deux des architectes les plus actifs à Aubervilliers à leur époque, Marius Larrey et Henri Péping. Le premier est l'auteur du n° 52 rue de Presles, à l'angle de l'avenue. Construit en 1912, il est à R+5, et chaque étage est revêtu d'enduit proposant un décor différent. L'ensemble est classique, à l'exception des linteaux orientalisants des fenêtres du 5e étage. Les n°s 117 et 103 bis (257) signés Henri Péping sont de 1911 et 1931. Les deux sont en brique mais avec un décor conçu suivant les canons de leur époque. Le n° 117 possède de nombreux balcons aux garde-corps en ferronnerie très ouvragés, ceux du quatrième étage sont arrondis et reposent sur des coquilles. Toutes les consoles des balcons ou d'appuis de fenêtres sont moulurées et représentent des guirlandes ou bien des gueules de lions. La porte d'entrée à double battant en bois sculpté ouvre sur un hall en mosaïque de marbre, stucs et miroirs. Le n° 103bis a pour seul décor des oriels à redents surmontés de balcons couverts par des auvents.



N° 38 rue Guyard-Delalain. A. Gérard, 1908. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde. Détail de façade.



N° 117 avenue Jean-Jaurès. H. Péping, 1911. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.



N° 145 rue des Cités. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.
Ancien immeuble patronal.

De l'entre-deux-guerres nous retiendrons dans le quartier, l'immeuble du n° 145 rue des Cités (1926, Baranton) (262). Isolé dans l'alignement discontinu de la rue, il paraît plus haut que ses cinq étages plus combles ne le sont réellement. Le projet initial prévoyait son symétrique en mitoyen et l'ensemble était destiné au "logement du personnel de la Maison Foucault, 154 rue des Cités". Exemple méconnu de logement patronal, il présente une façade bien proportionnée à laquelle l'oriel central et les bandeaux, corniches et balcons des derniers niveaux, apportent la seule animation.

Le n° 171 rue Henri-Barbusse, à l'angle de la place Cottin (1927, Archambault et Delacourt) construit pour la Société immobilière de la rue du Fort, s'étire sur 11 travées scandées par des oriel disposés symétriquement côté rue Henri-Barbusse. Ces avancées, surmontées de frontons triangulaires rompent la monotonie d'une façade en brique grise avec pour seule fantaisie des garde-corps originaux dessinés tout en volutes.

Passage des Roses et avenue des Tilleuls (258)

Les rues du quartier les plus pittoresques sont sans aucuns doute le passage des Roses et l'avenue des Tilleuls auxquels, il faut ajouter, les impasses de la Motte et du Fort. Ces ruelles, très étroites, sont bordées en continu de petites maisons à rez-de-chaussée ou à R+1, parfois précédées de jardinets.



Avenue des Tilleuls. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.
Ruelle ouvrière au charme bucolique.

L'avenue des Tilleuls semble résulter d'un lotissement doté d'un cahier des charges. Elle comporte en effet un alignement homogène de pavillons semblables à R+1+combles implantées en pignons mais à la décoration variée (n°s 3, 3bis, 9 à 13). Le passage des Roses est plus anarchique. Les constructions, de toute sorte et de toutes époques, se succèdent, les clôtures rattrapant l'alignement que l'implantation des maisons a dédaigné. Bâties parallèlement ou perpendiculairement à la rue avec des toits à une ou deux pentes, elles ont bien souvent été agrandies mais restent cependant très petites. Une des maisons porte la date de construction sur sa façade : 1894.

Bâtiments industriels remarquables

Ancienne parfumerie Piver (041)

153 avenue Jean-Jaurès.

Cette entreprise parisienne s'implante sur la commune en 1869 le long de la route de Flandre. Elle acquiert des terrains selon les nécessités de la production. Le site aujourd'hui en place a été construit entre 1895 et 1935 en partie par les architectes Georges Roussi (architecte du département de la Seine) et Jacques Bonnier (fils de Louis Bonnier, précurseur de l'architecture moderne et auteur de décrets d'urbanisme à Paris). L'intérêt de ce site réside aussi bien dans le témoignage qu'il apporte sur l'histoire de la parfumerie, activité très représentée sur ce secteur, que dans la qualité de son architecture (cf p. 103).

Ancien site SEITA (004)

124, Henri Barbusse

Cette manufacture dont les premières implantations datent de 1867 a été totalement reconstruite au début du XXe siècle. Elle reste un des derniers témoins de la SEITA avec la manufacture d'Issy les Moulineaux. La réhabilitation des années 1990 a permis d'intégrer des compositions contemporaines à ce site caractéristique de l'architecture d'avant guerre (cf p. 104).

Ancien laboratoire de l'Organotechnie (060)

34 rue Trevet.

Implanté en 1918, ce site de production pharmaceutique a été conçu dans un esprit de rationalisation de l'espace. L'architecture qui en découle offre des formes simples et des matériaux classiques (métal, brique, plâtre, bois). Par contre, l'imposante cheminée de l'ancienne centrale offre un repère paysager de tout premier ordre tout en rappelant l'existence de l'industrie dans ce quartier mixte.

Cheminée de l'ancien laboratoire de l'Organotechnie, 34 rue Trevet, H. Boitel, 1918. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, A. Furio.

**Société d'éclairage des véhicules sur rail (141)**

9-13 rue de la Nouvelle France

Si les ateliers de fabrications sont classiques, le bâtiment administratif construit en 1971 par François Emery est un exemple très intéressant d'architecture contemporaine.

Bâtiment administratif de l'ancienne Société d'éclairage des véhicules sur rail, 11 rue de la Nouvelle France, F. Emery, 1971. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF. Laborde.
Un bel exemple d'architecture "brutaliste" au service de l'industrie.

**Entrepôt de champagne Bichat (231)**

34 rue Lecuyer



Ce site, construit dans les années 1920 par Pierre Fous, regroupe une partie entrepôt et une partie logement. Le plan général, ainsi que les soins apportés aux façades par l'utilisation de briques polychromes et autres motifs de décorations, font de cet ensemble un exemple de site intégré au tissu urbain.

Entrée du dépôt de l'ancienne entreprise Bichat, spécialisée en Champagne et vin mousseux, 32 rue Lecuyer, P. Fous, 1925. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, A. Furio.

Les principaux architectes du début du XXe siècle

Inscriptions sur les façades ou dépouillement des permis de construire font apparaître la présence très forte de quatre architectes qui ont construit la plupart des immeubles bourgeois de la commune, de la fin du XIXe siècle au début des années 1930. Il s'agit d'Alfred Lesieur, Henri Péping, Marius Larrey et Adolphe Gérard. Ils sont également les auteurs de maisons, de bâtiments industriels ou, plus rarement, agricoles (ferme laitière au N°10 rue Henri-Murger par A. Lesieur en 1913). Ces dernières réalisations étant de moindre importance elles sont beaucoup moins connues ou conservées.

Adolphe Gérard semble avoir été diplômé, tandis que ses trois confrères ne l'étaient pas. A cette époque, aucun diplôme n'était exigé pour exercer, il suffisait d'avoir des clients et de payer une patente.

Les architectes non diplômés se regroupaient dans des associations telle que la SABP, la Société des architectes de la banlieue de Paris, fondée en 1910 et dont faisaient partie les architectes concernés par ce chapitre. Ces sociétés les aidaient à faire face à la concurrence émanant d'une part de l'auto-construction due aux particuliers et d'autre part à celle des architectes diplômés. Ne pouvant que difficilement accéder à la commande publique et à celles de la Capitale, ils travaillaient en banlieue et essentiellement pour une clientèle privée. Le manque de reconnaissance par leurs pairs, issus des principales écoles comme celle des Beaux-arts, et le besoin de publicité pour leurs agences, les incitaient à signer leurs œuvres : ils gravaient systématiquement leur nom sur les façades des immeubles, contrairement aux architectes diplômés. Il faut noter que les architectes non diplômés, formés sur le tas, représentaient 25% des praticiens en 1935.

Si Alfred Lesieur et Henri Péping étaient natifs d'Aubervilliers, Marius Larrey était auvergnat et ils étaient tous d'origine modeste. Sur Adolphe Gérard, nous n'avons pas d'informations à l'heure actuelle, à l'exception de ce que nous disent les permis de construire.

L'œuvre de ces quatre architectes à Aubervilliers a pour point commun d'être assez diversifiée. Aucun d'eux n'a développé un style personnel. De fait, il n'est pas évident d'identifier spontanément leurs constructions. Ils ont su suivre les modes, le plus souvent avec talent, sans imposer leur griffe. Il n'en reste pas moins que leurs œuvres tiennent une place importante dans le paysage aubervillien. A ces quatre architectes, il faut ajouter leur confrère architecte voyer Prévost, qui a exercé jusque vers 1930 et à qui est revenue la charge des équipements municipaux.

Principales constructions de ces architectes

Marius Larrey (1865-1917)

Il réalise son importante production à Aubervilliers dans un temps assez bref, entre 1906 et 1914. Elle débute alors qu'il a près de 40 ans. On peut donc imaginer qu'il a entamé sa carrière en province, dont il est originaire. Il travaille également à Pantin et à la Courneuve. Ses opérations les plus marquantes sur la commune sont le n° 14, boulevard Anatole France (1906), le n° 15, rue Bernard et Mazoyer (1907) où il installera son agence, ou encore le n° 50, rue des Cité (1908). Imposants par les surcharges de leurs façades, ces bâtiments ont peu de rapports stylistiques entre eux. On lui doit également, l'immeuble situé à l'angle rue de Presles/avenue Jean-Jaurès (1913), la maison de ville, 118 avenue Victor Hugo (1910) ; il construit aussi des pavillons et des usines.

Alfred Lesieur (1851- ?)

Ses premières œuvres identifiées à Aubervilliers datent de 1891 et coïncident avec ses 40 ans. On ne sait pas ce qu'a été sa carrière auparavant. Ses premières opérations sont les plus pres-

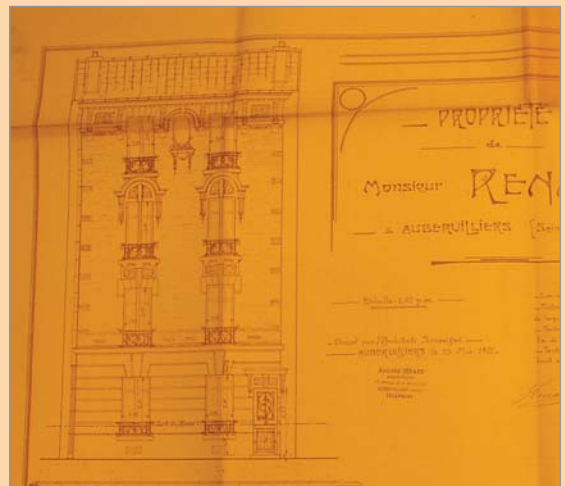
tigieuses : n°s 17, avenue de la République (1891), 73 avenue Jean-Jaurès (1892), 112 avenue de la République (1904), 12 rue Charon (1910). On lui doit aussi les n°s 19 rue du Moutier (1906), 1 rue Achille-Domart (1910), 64, boulevard Anatole-France (1911)... Entre 1919 et 1924, on rencontre quelques constructions mais d'une telle modestie que l'on peut les attribuer à un homonyme. Chez lui également, entre les immeubles en pierre de type haussmanien et les édifices plus précieux, aux façades rococo, l'inspiration est très éclectique. Il est expert près de la Justice de Paris, de Saint-Denis et d'Aubervilliers.

Henri Péping (1880-1951)

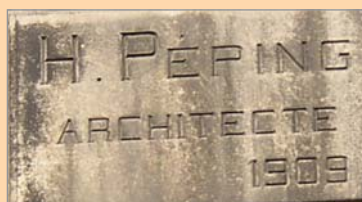
Il est le plus prolifique des quatre. Sa production s'étale entre 1908 et 1933. L'élément récurrent dans son œuvre est la brique, qu'il marie avec des éléments de décors maniéristes avant 1914, aux n°s 18, rue des Ecoles (1908), et 101 rue André-Karman (1908). Il l'adapte aux nouveaux canons de l'entre-deux-guerres : façades épurées, décors très simples (frises de plâtre mouluré) : 1 et 9 avenue de la République (1929 et 1931), 55 et 57 rue André-Karman (1914, 1931). Il construit aussi quelques belles maisons de ville, rue des Noyers, rue Bernard-et-Mazoyer, ainsi que des pavillons et des bâtiments industriels. Sa présence est très forte dans le quartier des Quatre-Chemins, où il a ses agences, 55bis rue du Vivier puis 112 avenue de la République (immeuble construit par son confrère Alfred Lesieur). Il est architecte vérificateur.

Adolphe Gérard

Architecte diplômé, installé à Aubervilliers, 21 rue de Pantin (rue du Docteur-Pesqué). Il ne signe jamais ses œuvres sur les façades, mais dépose généralement les permis de construire à la mairie. C'est ce qui nous a aidé à identifier un grand nombre de ses réalisations. Il bâtit surtout des immeubles, entre 1907 et 1932. On les retrouve dans le centre, 16 rue de La Courneuve (1907), 76 rue Heurtault (1910), 7, rue Charon (1912), dans le quartier Paul-Bert, 38, rue Guyard-Delalain (1908), 195 rue André-Karman (1908) (ces deux immeubles se ressemblent beaucoup) et rarement aux Quatre-Chemins, n° 26 rue Lecuyer (1926) ou au Montfort. Ses œuvres les plus prestigieuses sont l'immeuble du n° 18, avenue de la République (1912), et du n° 3, rue Ferragus (1932). Il a vraisemblablement la petite bourgeoisie locale comme clientèle puisque la plupart de ses immeubles ont des appartements plus confortables que la moyenne, par rapport à ce que nous avons pu étudier à Aubervilliers.



Signature de permis de construire d'un immeuble rue du Moutier. AM Aubervilliers. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.



Signatures d'architectes. 15 rue Bernard-et Mazoyer. 101 rue André-Karman, 112 avenue de la République. Photos : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Les années 1920-1930 : logement social et équipements

Pendant ces deux décennies, la ville connaît une extension considérable. Sa population passe de 31 215 habitants en 1901 à 55 871 en 1936. Comme nous l'avons vu dans le chapitre concerné, le vieux bourg sort de ses anciennes limites pour s'étendre dans les rues avoisinantes et le quartier des Quatre-Chemins poursuit son accroissement à l'est de la rue des Cités. En 1945 il a atteint le canal. Enfin le quartier Paul-Bert, dynamisé par la présence de grandes industries, se densifie.

L'urbanisation des terrains situés au nord de la commune, entamée avant 1914, comme au Landy et au Marcreux, s'accélère. C'est à cette époque que de part et d'autre du boulevard Anatole-France, se construit le territoire compris entre la rue Heurtault et la rue nouvellement percée du Commandant-Lherminier, à mi-distance entre le centre et la gare. Enfin, les dernières terres agricoles du secteur du Montfort sont touchés à leur tour par l'urbanisation. Celle-ci démarre sous la forme de deux lotissements au nord de la rue Hélène-Cochennec et aux abords du boulevard Edouard-Vaillant, créé vers 1920. Nous observerons l'essor de ces quartiers dans les chapitres suivants. Celui-ci est consacré à deux phénomènes marquants : l'apparition des premières opérations de logement social sur la commune ainsi que la construction de nouveaux équipements.

Les opérations de HBM, Habitation à bon marché, sont implantées à proximité des quartiers les plus anciens, le Centre et les Quatre-Chemins, et d'un secteur en voie d'urbanisation, le Montfort. La série d'équipements dont se dote la ville comprend en particulier, dans les années 1920, des bains-douches et, au cours de la décennie suivante, de nouveaux groupes scolaires. Ces bains-douches, bâtis sous l'impulsion des courants hygiénistes, tentent de pallier l'absence d'installations sanitaires, non seulement dans l'habitat précaire mais aussi dans les immeubles plus cossus. Ces équipements se répartissent sur les trois mêmes quartiers : le Centre, les Quatre-Chemins/Paul-Bert et le Montfort. Construits par les mêmes architectes, Lablaude pour les bains-douches et R. Boudier pour les groupes scolaires, ils créent une continuité architecturale dans la commune assez intéressante. Les maîtres d'œuvre étaient systématiquement accompagnés dans leur travail par l'architecte voyer, Prévost dans les années 1920 et Pessemies après 1930. A noter qu'à deux reprises, ces nouvelles constructions voient le jour sur des parcelles voisines et constituent, rue André-Karman/rue Bordier et rue de La Courneuve/Paul-Doumer, des ensembles d'une grande cohérence.

Les premières opérations de logement social

Jusqu'à la fin des années vingt, le logement des ouvriers à Aubervilliers est, pour l'essentiel, assuré par les "casernes" évoquées par Léon Bonneff au tournant du siècle et par les hôtels meublés. Plus ou moins misérables, ces logements sont pour certains encore debout et reconnaissables notamment à leurs coursives extérieures, moyen économique de desserte des appartements. Ces logements à caractère spéculatif, véritables taudis, ne sont pas à proprement parler l'objet de notre étude. Ils témoignent cependant de l'importance et de la persistance du "mal-logement" dans une ville réputée tout au long du XXe siècle pour "ses" taudis.

A partir de la seconde moitié des années vingt, le logement social émerge cependant, sans pour autant être au centre des préoccupations locales. La municipalité de Pierre Laval (1923-1944) tente de mettre sur pied un office public d'HBM, habitations à bon marché.

En 1929, la ville offre sa garantie communale à la Société anonyme d'HBM d'Aubervilliers pour édifier un

groupe à proximité du fort d'Aubervilliers au n° 193 de l'avenue Jean Jaurès (Boulenger) (301). De bonne facture, il est réalisé dans un style assez caractéristique de ce programme naissant. En brique, cet ensemble de 186 logements et 4 boutiques utilise au mieux la parcelle : deux immeubles sur rue s'ouvrent sur une cour où, perpendiculairement, se dressent deux ensembles en L qui se font face, la cité s'achevant par un bâtiment occupant le fond de parcelle. Cette réalisation représente seulement la moitié du projet initial. L'autre, identique et symétrique, sera rapidement abandonnée.

Dans le même temps, l'office d'HBM municipal définit dans le détail le programme de logements qu'elle s'apprête à confier à l'architecte voyer G. Pessemies et à l'architecte Roland Boudier, qui construisent à la même époque deux groupes scolaires. Les 110 logements HBM prévus se transformeront finalement en 125 logements réalisés entre 1930 et 1931, à l'angle de la rue André Karman et de la rue Bordier (314). En brique, cet ensemble un peu massif, ramassé sur lui-même, forme un carré ouvert sur la rue où se tiennent quelques boutiques. Cette toute première réalisation de Roland Boudier en matière de logement social fait figure de coup d'essai pour un programme qu'il maîtrisera mieux dans l'immédiat après-guerre.



HBM, avenue Jean Jaurès. D. Boulenger, Société anonyme d'HBM d'Aubervilliers, 1929. Photos : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Ci-dessous

Vue de la cour intérieure



HBM, rue André Karman, R. Boudier architecte et G. Pessemies ingénieur communal, OPHLM, 1930-1931. Photos : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

A droite, Plan de l'avant-projet. AM Aubervilliers.



Par ailleurs, une autre opération a retenu notre attention, bien que partiellement réalisée, qui prévoyait de lotir la quasi-totalité de la rue Gaston Carré, entre les rues Henri Barbusse et des Cités. A proximité immédiate de la Manufacture d'allumettes, cet ensemble mêlant immeubles de logements pour célibataires et logements familiaux est conçu en 1930 par l'architecte Léo Polin pour la compagnie HOME (SA d'Habitations et ouvrages modernes et économiques) (308). Quatre immeubles, dont deux d'angle, sont



Immeuble, rue Gaston Carré. L. Polin, compagnie HOME (SA d'habitations et ouvrages modernes et économiques), 1930. Photos : CG93, Bureau du Patrimoine, B. Pouvreau.
A droite, plan de l'avant-projet. AM Aubervilliers.



Logement patronal, rue Albinet. Langelez et Croizé, 1930-1935. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, B. Pouvreau.

finalement réalisés au plus près de la rue des Cités. Ces logements privés semblent résolument tournés vers la clientèle ouvrière relativement aisée que constituent les allumettiers. De facture moderne, type "Paquebot", cet ensemble tranche avec les immeubles à destination équivalente, d'ailleurs rares dans cette période marquée par la crise économique.

En effet, la barre de la rue Albinet, édifiée par les architectes Langelez et Croizé au milieu des années trente, se distingue plus par son étonnante longueur que par ses façades relativement classiques. Long d'un peu plus de 130 m, cet ensemble se compose de sept immeubles

de cinq étages, rythmé par des orielles jumelés. Devenue la propriété de la société de logement social Bonipaix, puis du Comptoir des entrepreneurs, la barre a acquis rapidement une vocation patronale. De même, l'entreprise Saint-Gobain édifie deux ensembles de logements collectifs pour son personnel au n° 172-174 boulevard Félix Faure, à proximité de l'entreprise, mais de l'autre côté du canal (159). Dénommée "maisons ouvrières" sur les plans, ce remarquable ensemble a été réalisé en 1933 par H. Jacquemain, chef du service architecture de Saint-Gobain. L'architecte a volontairement mis en œuvre une partie de la production de l'entreprise comme les pavés de verre. L'ensemble est très soigné dans ses détails et ornements : meulière en rez-de-chaussée, briques grises ensuite avec insertion de briques rouges, céramiques colorées pour la borne-fontaine et l'indication "bâtiment A et B", pavés de verre au sol des balcons. Ces deux immeubles sur rue abritaient environ quarante logements avec trois appartements de trois et quatre pièces par étages. Ils ont cessé récemment d'être des logements patronaux pour devenir logements



" Maisons ouvrières ", 172-174 boulevard Félix Faure, H. Jacquemain, société Saint-Gobain, 1933. Photos : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.
A droite, Détail d'une entrée.



sociaux en 1996 (38 logements gérés aujourd'hui par Batigère).

Enfin, ultime réalisation de l'entre-deux-guerres, les logements HBM de la société Le Progrès sont construits au cours de l'année 1932 (160). Situés n° 36 rue de La Courneuve, ces 165 logements avec boutiques en rez-de-chaussée sont l'œuvre de Robert et Henri Chevallier. Rappelons que l'agence des frères Chevallier a été plus particulièrement active à Ivry-sur-Seine où l'avait fondée leur père, Louis Chevallier, en 1896. Ce dernier s'était associé en 1912 avec l'architecte Georges Vaudoyer pour créer la société d'HBM Le Progrès. L'ensemble de la rue de La Courneuve forme un plan masse en S, offrant une cour ouverte sur la rue, remarquable par le soin qui lui est porté, et une arrière-cour, donnant sur le groupe scolaire Paul-Doumer. Pour cet ensemble de qualité, les architectes ont joué sur l'alternance des différentes couleurs de briques qui, au diapason avec la mignonnette des balcons, créent un rythme particulièrement harmonieux. Les mosaïques au sol des entrées, la qualité des ferronneries, tout concourt à faire de cet ensemble HBM l'un des plus intéressants de la commune. En 1954, les frères Chevallier construiront au n° 50 rue de La Courneuve, à l'angle de la rue Paul Doumer, 40 logements HLM, habitation à loyer modéré, toujours pour la Société Le Progrès. Le projet initial prévoyait à cet emplacement des pavillons HBM.



HBM, rue de La Courneuve. R. et H. Chevallier, société d'HBM Le Progrès, 1932. Photos : CG93, Bureau du Patrimoine, P. Pouvreau.
Ci-dessous, entrée principale.



Les équipements

La poste (074)

Rues du Docteur-Pesqué et Achille-Domart. 1927, Paul Bessine

Depuis 1870, le bureau de poste du centre était abrité dans le petit bâtiment de brique du n° 10 de la rue du Docteur-Pesqué. Il déménage à l'angle de la rue Achille-Domart en 1927, dans un vaste édifice moderne aux murs de brique ouvragée. Avec ses volumes bien découpés, aux surfaces lisses, avec pour seul décor l'appareillage de la brique, il s'inscrit dans la vague des équipements des villes de banlieue qui empruntent au mouvement moderne naissant la rigueur d'une architecture épurée mais l'adaptent aux exigences locales par l'emploi d'un matériau économique et résistant, la brique. Le bâtiment d'origine a été surélevé d'un étage quelques années plus tard. Implanté à un angle de rue, traité en pan coupé surmonté d'un fronton, il joue un rôle de repère important que la construction du Centre social et de santé ne lui a pas enlevé. Il est occupé aujourd'hui par France telecom.

En 1940, le bureau de poste des Quatre-Chemins s'est installé dans le bâtiment à l'angle des rues Ernest-Prévost et des Postes (077).

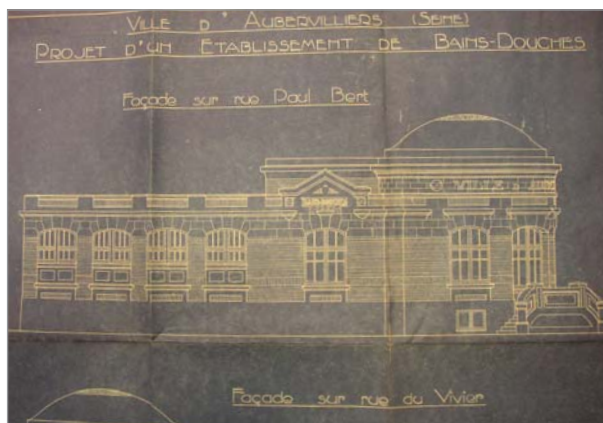


Ancienne poste rues Achille-Domart et du Docteur-Pesqué. Photo : Willy Vainqueur.

Bains douches (205)

7 rue Paul-Bert. 1925, Lablaude & Prévost

Cet édifice est le premier construit d'un programme de trois bains-douches, les deux autres étant celui de la rue Ferragus (démoli) et celui de l'avenue Edouard-Vaillant. Pour ce petit édifice, les architectes ont tiré profit de sa situation en angle de rues, pour implanter un bâtiment circulaire couvert d'une coupole, ce qui leur a permis à la fois de théâtraliser l'entrée et de traiter élégamment la liaison entre les deux ailes. De fait, ce bâtiment, par son allure orientale, se remarque et reste original dans son environnement. L'ensemble est à un niveau sur sous-bassement, couvert en terrasse, à l'exception de l'entrée. Le parti stylistique et constructif est le même pour tous les corps de bâtiment : des baies cintrées, un sou-



Anciens bains douches, rue Paul Bert. Photos : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.
A droite, dessin d'architecte, permis de construire, AM Aubervilliers.



Groupe scolaire Paul-Doumer. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde
Détail de façade.



rue Paul-Doumer obéit à la même composition, mais dissymétrique, l'avant-corps annonçant l'entrée est décalée sur la droite. L'entrée est également ornée de sculptures de M. Saulo, illustrant les fables de La Fontaine. La maternelle a conservé les parements de carrelage et de mosaïque d'origine ainsi que, dans la cour, une fontaine parée d'une mosaïque bleue et or. Le plan des écoles primaires proposait une séparation des classes, développées autour de vastes cours carrees reliées au centre par un jardin, le long duquel s'étendaient les préaux. Cet établissement correspond au courant d'architecture scolaire de son époque. Le plan et l'organisation sont restés les mêmes que pour les écoles " Jules-Ferry ", mais sous l'influence des Hygiénistes elles sont dotées de larges baies apportant air et lumière tandis qu'une attention particulière est apportée à l'accueil des plus petits au niveau des volumes et du décors. Le collège Diderot est doté, depuis 1994, d'un bâtiment supplémentaire construit dans la cour par les architectes japonais de l'atelier Team zoo (invisible de la rue).

Fontaine dans la cour de la maternelle Jean-Jacques Rousseau. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Groupe Scolaire du Montfort (189)

Rue Edouard-Vaillant. 1935, Boudier et Pessemies

Cette école a été construite en remplacement de bâtiments provisoires en bois installés depuis 1925. Implantée à l'angle des rues Elysée-Reclus et Hélène-Cochennec, elle est remarquable par le traitement de l'angle à la fois très simple et très équilibré. Celui-ci est constitué d'un bâtiment à pan coupé percé de grandes baies rectangulaires traitées en bandeaux horizontaux et couvert d'une toiture en croupe. Il était occupé par un préau. Le groupe scolaire se poursuit rue Hélène-Cochennec, par un bâtiment plus haut, R+1, où se trouve l'entrée, lui-même prolongé par une partie basse à rez-de-chaussée et à une travée. Avec ses grandes toitures et ses murs de brique, l'école préfigure la maternelle Francine-Fromont, une des œuvres marquantes de Roland Boudier à Aubervilliers. En 1948, sera décidée la construction des écoles Brossolette et Gabriel-Péri, 50 rue Hélène-Cochennec, dont les travaux seront confiés à Roland Boudier et l'école du Montfort deviendra une maternelle. Actuellement ses murs abritent des associations sportives.



Ancien groupe scolaire du Montfort. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Maternelle Francine-Fromont (187)

34 rue Bordier. Boudier et Pessemies. Travaux commencés en 1937, interrompus en 1939, puis repris en 1941

Pour cette troisième école, Roland Boudier laisse de côté le modernisme choisi pour le groupe scolaire Paul-Doumer pour revenir au style plus régionaliste décliné au Montfort. Comme pour Paul-Doumer, l'école est implantée sur le même îlot que le groupe HBM qu'il a conçu en 1930-1931 et les deux opérations forment ici aussi un ensemble d'une grande homogénéité, dans un secteur qui en manque. Les bâtiments, inscrits dans un plan carré, se développent autour d'une cour fermée. Coiffés de lourdes toitures à croupe, les murs revêtus de brique sont percés de fenêtres réunies pour former de longs bandeaux horizontaux. La façade principale est ornée, dans sa partie centrale, de six panneaux en pierre sculptés représentant des chansons enfantines. (M. Saulo, sculpteur).

Les locaux administratifs et le préau sont situés dans la partie centrale. Les classes, protégées de la rue par les couloirs, bénéficient de grandes ouvertures sur la cour. Les murs sont revêtus de la même brique. La cour, carrée, est plantée de petits arbres fruitiers d'ornement. Les bâtiments bas aux larges toitures débordantes et aux grandes fenêtres, confèrent à cet espace très rassurant une



Maternelle Francine-Fromont, façade principale rue Bordier. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

atmosphère un peu japonisante. L'intérieur a été très soigné. Les espaces collectifs ont été décorés, sols et murs, de belles mosaïques. L'ensemble a beaucoup de charme, mais est assez éclectique. Il emprunte aux Modernes les grandes surfaces lisses et le traitement des baies horizontales, tandis que la présence très forte des lourdes toitures le rapproche plus du mouvement anglais Arts and crafts. La maternelle étant inoccupée pendant la guerre, les sous-sols ont été utilisés comme abris.



Maternelle Francine Fromont. Décoration d'origine. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

PMI, Protection maternelle et infantile (190)

17 rue des Postes. 1936, Boudier et Pessemies

Oeuvre mineure de Roland Boudier, ce bâtiment se distingue par son revêtement en carrelage de "quartzite jaune taillée au petit marteau et meulée sur les quatre faces" et par le traitement du deuxième étage animé par une travée centrale qui forme une avancée en arrondi.

Roland Boudier, architecte DPLG, 1902-1970

Comme nous l'avons vu tout au long du chapitre précédent, et comme nous le verrons plus tard dans la partie consacrée au logement social après guerre, le nom de Roland Boudier apparaît fréquemment. Personnalité aujourd'hui méconnue, il a pourtant marqué la ville par de nombreuses réalisations, certaines très importantes, comme la Poste de l'avenue de la République.

Diplômé de l'Ecole nationale des Beaux-arts en 1928 (prix Julien Guadet du meilleur projet de diplôme), il est lauréat la même année de la médaille d'or du salon des Artistes français, section architecture (ex aequo avec Georges Labro qui construira, entre autres, l'aéroport du Bourget).

S'il a fait l'essentiel de sa carrière à Aubervilliers, dont il était originaire, il a aussi travaillé pour la SEITA. Pour l'ancienne Manufacture d'état, il a réalisé le pavillon des tabacs pour l'exposition coloniale de 1931 ; le pavillon des tabacs et des allumettes, en collaboration avec l'architecte Rob Mallet-Stevens, pour l'exposition universelle de 1937 ; et surtout l'Hôtel des tabacs et des allumettes, 53 quai d'Orsay. Pour la Manufacture d'Aubervilliers il a conçu en 1957, le grand magasin en béton coiffé de 18 sheds (004), aujourd'hui occupé par le centre de formation des agents de la poste.

Par ailleurs, lors de l'exposition coloniale de



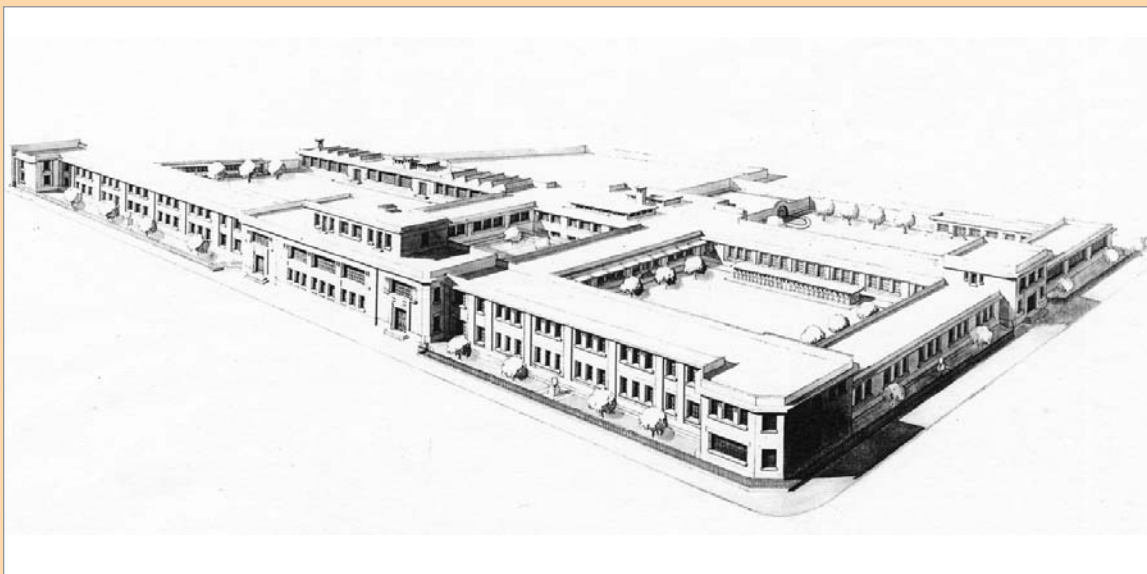
HBM de la Goutte-d'or, rues Bordier et André-Karman. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.



Groupe scolaire Paul-Doumer. Façade principale rue du Commandant-Lherminier. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

1931, il avait également réalisé le stand de l'administration des Monnaies et médailles. Il était enseignant à l'Ecole nationale supérieure de céramique de Sèvres (cours de construction civile, cours d'histoire des styles et de composition décorative).

A Aubervilliers, il a surtout construit des équipements et des logements sociaux. Il s'est peu occupé de logements privés, Nous n'avons identifié que le petit immeuble situé au n° 56 rue Heurtault. Parmi ses œuvres qui ne seront pas citées dans cette étude figurent les groupes scolaires d'après-guerre qui, comme toute la production dans ce domaine, à cette époque, répond aux critères de standardisation imposés par le ministère.



Ci-dessus
Perspective du groupe scolaire Paul-Doumer. Collection privée.

Ci-contre
Cité Charles Tillon, rue Hélène Cochenec, vers 1950.
Carte postale ancienne, AM Aubervilliers.



Ci-dessous
Maternelle Francine Fromont. Détail de la cour. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.



Le développement des quartiers du Marcreux et du Landy

1. Le Marcreux

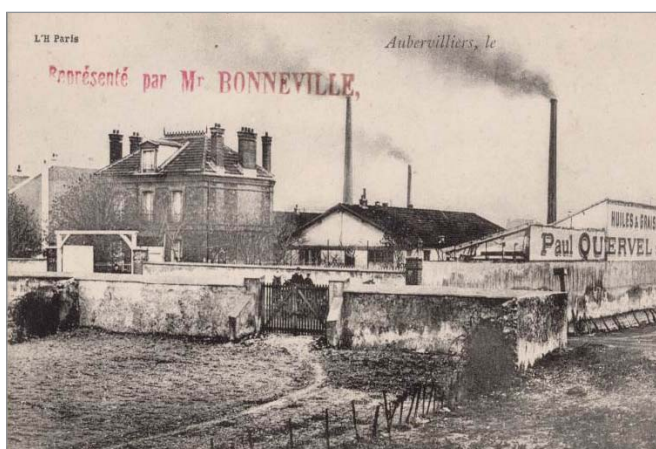
Localisation

Le territoire étudié dans ce chapitre est délimité par les rues du Landy et Francis de Pressensé au sud et au nord puis par la rue de Saint-Denis et le canal pour les limites est et ouest (voir carte p. 125)

Historique

Au début du XIXe siècle, cette partie de la commune d'Aubervilliers n'était pas séparée de l'actuel quartier du Landy par le canal, ni du nord de son territoire par le chemin de fer (ouverture de la gare sur le territoire de La Courneuve en 1885). Elle était parcourue par une série de chemins suivant la courbe dessinée par le ru du Montfort, correspondant aujourd'hui à la rue de Saint-Denis, la rue du Port et le chemin du Marcreux. L'actuelle rue du Port était le prolongement de la rue de la Haie Coq et se poursuivait par le Chemin vert en direction de Saint-Denis. Entre ces voies rayonnait un parcellaire en lanières étroites restées longtemps inoccupées avant d'être investies par l'industrie dans les années 1950. Les voies transversales existantes à cette époque correspondent au chemin de l'Echange et à la rue Nicolas-Rayer, ainsi qu'à la rue Régine-Gosset.

Le quartier n'a commencé à s'urbaniser qu'à l'extrême fin du XIXe siècle, le long des rues Régine-Gosset et du Colonel-Fabien (ouverte avant 1870), en liaison avec la rue Heurtault et du Chemin de l'Echange à proximité du canal. Avant 1914 ont été tracés le chemin Machouart et la rue Claude-Bernard, parallèlement au chemin de l'Echange. C'est surtout dans les années 1920 que l'urbanisation démarre vraiment et, sur la carte de 1933-36 (Plans directeurs de la région de Paris), il apparaît clairement que toute la partie au sud de l'axe formé par la rue Nicolas-Rayer et le chemin de l'Echange est presque entièrement bâtie tandis que la partie au nord est restée essentiellement agricole.



Entreprise Quervel, 35 rue du Port, premier quart du XXe siècle. Carte postale ancienne, AM Aubervilliers.

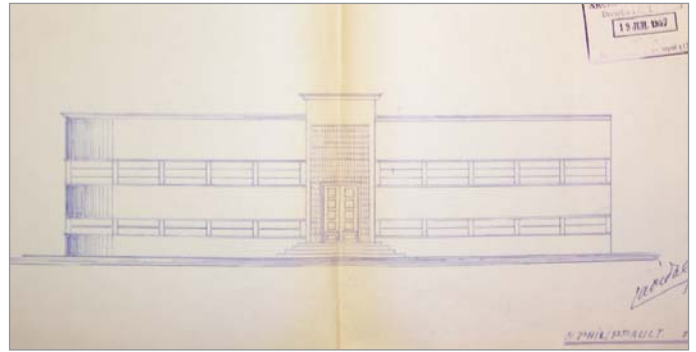
Le logement du directeur est encore en place aujourd'hui mais est dissocié du reste du site. Les ateliers actuels, non visibles ici, se trouvent au sud de la rue du Port.

L'industrie n'est pourtant pas totalement absente du Marcreux puisque deux grandes entreprises sont implantées depuis la fin du XIXe siècle. La plus ancienne, une brasserie, s'était implantée en 1860 au 36 rue de Saint-Denis dans des bâtiments (probablement un couvent) datant de la fin du XVIIIe siècle. Elle est reprise dans les années 1920 par la société alimentaire Liebig, restée en activité jusqu'au début des années 1970, époque de démolition de l'ensemble. La seconde, l'entreprise Quervel, est une fabrique d'huiles et graisse implantée depuis 1897 au n° 33 de la rue du Port (051).

Les deux rues sur lesquelles sont localisés

ces sites deviennent, dans les années 1950, des grands axes de croissance industrielle. La partie au nord des voies ferrées se développe d'abord sous l'impulsion des activités dionysiennes. A une première charcuterie industrielle ouverte depuis 1907 (entreprise Dougoud, 46 rue de Saint-Denis), vient s'ajouter une seconde entreprise dont l'activité est en lien avec les abattoirs, au n°62 de la rue. Le secteur alimentaire déjà présent de l'autre côté des voies ferrées avec la conserverie Liebig, marque un net ralentissement face aux activités chimique et métallurgique émergentes sur la zone. Toutes ces entreprises de tailles moyennes présentent des bâtiments dont les architectures découlent de la forme des parcelles, généralement en fines lanières. Ce souci de rationalisation de l'espace apparaît plus prégnant sur ces bâtiments des années 1950-1960 que sur ceux de la période précédente. Ils correspondent à une organisation du système productif spécifique, dans lequel toutes les étapes de production sont regroupées dans une même "enveloppe". La société Philippault et fils, construite en 1957 au 31 rue de Saint-Denis, est un très bon exemple de cette architecture. Le bâtiment administratif ouvert sur la cour dissimule la rangée d'ateliers en sheds dans lesquels sont réalisés la production et l'entreposage (152). Des réalisations similaires se retrouvent sur la rue du Port dont le côté pair est totalement investi par l'industrie et les entrepôts dans les années 1960-70.

L'installation des premières industries localement et dans la Plaine Saint-Denis a attiré une forte population ouvrière et notamment une communauté importante d'Italiens, puis d'Espagnols. Il semble que le quartier du Marcreux ait été une sorte d'extension du quartier dit de la Petite Espagne ou Cristino-Garcia, qui s'étend à cheval sur Aubervilliers et Saint-Denis, le long de la rue du Landy.



Plan de façade de l'ancienne entreprise Philippault, 31 rue de Saint-Denis, 1957. AM Aubervilliers. photo : CG93, Bureau du Patrimoine, A. Furio.

Physionomie du quartier au sud du chemin de l'échange

Ce quartier, moins touché par l'industrie, est traversé de part en part par la rue du Port, épine dorsale du secteur, et qui délimite deux parties assez distinctes par leur aspect. A l'est, jusqu'à la rue Heurtault, les rues, bordées d'immeubles, ont un aspect urbain, le tissu est dense. Côté canal, le paysage est essentiellement

composé par les chemins menant au quai et bordés de petites constructions, essentiellement des pavillons très petits, dotés de jardinets. Ces ruelles étroites, en contrebas du canal, surélevé jusqu'à l'écluse des Vertus, ont un aspect pittoresque et presque anachronique. Il est assez étonnant, à deux pas de Paris et de la Plaine Saint-Denis, de parcourir ces venelles peu fréquentées par les voitures, avec ces constructions si modestes noyées sous la verdure et dont certaines séquences aux enduits ocre clair créent une atmosphère beaucoup plus méditerranéenne que francilienne. Ces petites bâtisses, résultant souvent de l'auto-construction, utilisaient les matériaux traditionnels tels que la brique laissée apparente ou revêtue d'enduit, mais aussi des matériaux de récu-



Passage Machouart. Maison construite en mâchefer. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

pération comme le mâchefer. Résidu de la combustion de la houille, il provenait sans doute des usines à gaz du Cornillon et du Landy. Utilisé sous forme de briques, mêlé de ciment, il était apprécié pour ses qualités d'isolation thermique. Julien Saiz, dans son livre consacré en partie au quartier, *"Oubli ou mémoire. Un médecin à Aubervilliers"* (© 2001 Docteur Julien Saiz) évoque leur fabrication : *"Dario travaillait dans un atelier ouvert à tous les vents, où il fabriquait des parpaings faits d'un mélange de mâchefer et de ciment qu'il tassait dans des moules à l'aide d'une masse si lourde que nous ne pouvions la décoller du sol"*.

Les seules constructions un peu importantes, au sud du quartier, appartiennent à d'anciens sites industriels, bureaux des anciennes usines Quervel, suscité, et des établissements Fassiola, 9 rue Régine Gosset (024). Il en est de même pour le nord du quartier qui est principalement voué à l'industrie. Les immeubles sont tous de type populaire même si certains, rue du Colonel Fabien ou Chemin de l'Echange, ont des façades discrètement décorées. Les plus intéressants d'un point de vue architectural sont situés rue du Port.

Éléments remarquables

Rue du Port (191)

N^{os} 5 à 23 : alignement de petits immeubles et de maisons à R+1, R+2, à 2 travées et couverts de toits à deux pentes. Les façades sont généralement revêtues d'enduit et la décoration est minimale voire inexistante. La déclivité et la courbe de la rue créent une perspective inhabituelle à Aubervilliers qui met en valeur l'homogénéité de l'alignement. A l'arrière, les cours, de petites tailles et disposées en longueur, sont occupées par des bâtiments d'habitation, construits à la même époque, implantés parallèlement à la rue. Il sont à R+1 et couverts en appentis. Ces bâtisses, aussi petites que simples dans leur typologie, présentent un aspect de courées ouvrières assez indigentes. L'accès aux cours se fait par les couloirs traversant les maisons sur rue. Opérations spéculatives de la part des petits propriétaires appartenant eux aussi à la classe ouvrière ? Ces cours en longueur ne correspondent pas, contrairement à ce que l'on rencontre partout ailleurs à Aubervilliers, à des lanières agricoles, puisque le terrain délimité par la rue du Port à cet endroit était une grande parcelle polygonale.

N° 33 : anciennes usines Quervel (051). En 1897, une fabrique d'huile et graisse industrielle est attestée sur le site. La majeure partie des bâtiments en place aujourd'hui est issue du programme de construction de 1916. L'arrivée sur le site des garages de la propriété de Paris eut des répercussions sur la physionomie générale de l'ensemble. Le bâtiment administratif en entrée de site a subi quelques modifications notamment sur la pente des toits qui a été réduite. Ce bâtiment n'en reste pas moins remarquable par sa façade massive associant meulière, brique et plâtre dans une modénature soignée aux lignes régulières.



N^{os} 5 à 23 rue du Port. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.



Bâtiment administratif de l'ancienne entreprise Quervel, 35 rue du Port, premier quart du XX^e siècle. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

N° 41 (192) : bel immeuble à la façade de brique polychrome tout à fait originale. Les différents motifs décoratifs se succèdent en bandes horizontales de largeurs diverses et se dissocient des hauteurs des étages ce qui a pour effet de donner à l'édifice une impression de massivité que le gabarit en lui-même ne possède pas. Le vernis passé lors d'une rénovation récente donne à la brique un éclat et un effet de transparence plutôt séduisants. Il est à espérer que le produit choisi est adapté à la respiration de la brique et assure sa durabilité. Etant donné son implantation et son architecture, et malgré l'absence de source, on peut penser que cet édifice a fait partie du patrimoine des usines Quervel, comme le pavillon du n° 43.



N° 41 rue du Port. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Rue du Colonel Fabien (194)

N°s 1 à 15 : alignement intéressant d'immeubles ouvriers aux façades décorées simplement mais composant un ensemble de bonne tenue. Les n°s 1 (1908, Chartier), 11, 13 et 15 sont en brique polychrome, tandis que les autres ont des façades revêtues d'enduit, ornées de moulures de plâtre et de panneaux de céramique interprétant un vocabulaire très classique. Ces derniers, moins bien entretenus, rappellent les immeubles intermédiaires du centre ancien.

N°s 13 et 15 rue du Colonel-Fabien. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.



Rue Régine Gosset (193)

N°s 5 à 9 : anciens établissements Fassiola, entreprise de transport public, implantée en 1925. Le site est actuellement en friche. L'ensemble est composé d'un gros pavillon sur la rue (1926, Boisson) et de bâtiments d'activité en brique organisés autour d'une vaste cour fermée d'un mur. Le pavillon a un caractère régionaliste avec sa vaste toiture à deux pentes en tuile mécanique et ses grandes lucarnes. Celle du centre, surdimensionnée, rappelle les loggias italiennes. La façade sur rue est en pierre au 1er étage et revêtue d'enduit au rez-de-chaussée. Une frise en brique formant des motifs de vannerie court sous la toiture. La façade sur cour est en brique peinte en crème, avec une coursive de



Pavillon des anciens établissement Fassiola, 5/9 rue Régine-Gosset. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Site industriel en friche dont la qualité de l'architecture et la situation en centre ville mériteraient l'étude d'une réhabilitation et d'une réaffectation

bois desservant trois fenêtres (rez-de-chaussée invisible), le toit en demi-croupe. A l'arrière, le logement des ouvriers, mitoyen, est également en brique peinte, avec la même coursive en bois. Le toit, plus bas, est à deux pentes. Particulièrement remarquable, ce site mériterait d'être préservé.

Chemin de l'Echange (195)

A partir de la rue du Port le chemin, plus large, est dominé par un alignement harmonieux d'immeubles (n°s 2,4,6) de même gabarit, construits à la même époque (1928-30) et de qualité similaire. Ensuite le chemin se resserre et il est bordé pour l'essentiel de constructions basses, R+2 maximum, maisons et petits collectifs, souvent précédés de jardinets. Les implantations anarchiques, les gabarits des maisons, l'omniprésence de la végétation donnent un aspect méditerranéen à ce chemin occupé au début du XXe siècle par une population particulièrement forte d'Italiens puis d'Espagnols. La partie située à proximité du canal, moins soignée, a davantage un aspect de ruelle ouvrière. La vue vers le canal, ne permet pas de voir la voie d'eau, légèrement surélevée, et la perspective est fermée par la barre Albinet. Cette absence de débouché visuel, ajoute à l'impression d'espace clos et protégé de la ruelle.



Chemin de l'échange. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Passage Machouart (196)

Cette venelle encore plus étroite que le chemin du Marcreux, en contrebas du quai, dégage une atmosphère un peu hors du temps et tout à fait originale. Le passage est sans doute bordé des constructions les plus petites d'Aubervilliers. Généralement à rez-de-chaussée, plus rarement à R+1, elles



Passage Machouart. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

sont implantées perpendiculairement ou parallèlement à la rue. Elles sont, le plus souvent, sous appentis. Constructions minimales, auto-construction dans bien des cas, plus ou moins bien entretenues, leur aspect varie entre la bicoque et le modeste pavillon. La végétation des jardinets apporte une note de gaieté bienvenue sur les façades anthracite en mâchefer. Sur le côté sud de la rue, les maisons s'appuient sur la masse de béton que constitue le dépôt de bennes de la Ville de Paris dont la terrasse dépasse nettement le faîtage des maisonnettes. Cette différence d'échelle accentue l'aspect fragile de l'ensemble de la rue.

Rue Claude-Bernard (197)

Percée dans le premier quart du XXe siècle, la rue Claude-Bernard ressemble beaucoup au passage Machouart et au chemin de l'Echange. Si ce n'est que son appellation de rue et sa largeur plus importante ainsi que ses aménagements urbains (trottoirs) lui ôtent l'aspect anachronique de ses voisins. Cependant

elle est comme eux bordée de maisonnettes extrêmement modestes de par leur architecture, mais bien entretenues pour la plupart, et bordées de jardins à la végétation exubérante. A rez-de-chaussée ou plus rarement à R+1, les maisons sont coiffées de toits à une ou deux pentes. Elles sont implantées perpendiculairement ou parallèlement à la rue, en retrait, et leurs jardins sont fréquemment encombrés de bâtiments utilitaires, vérandas, garages, qui ajoutent à la joyeuse confusion de l'ensemble. Cependant, la présence écrasante du dépôt de bennes de la Ville de Paris, et les sheds qui dominent les toitures rappellent qu'il ne s'agit pas d'un lieu de villégiature mais d'une rue ouvrière.



Rue Claude-Monet. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.
Contraste entre les pavillons et le dépôt des bennes de la ville de Paris

2. Le Landy

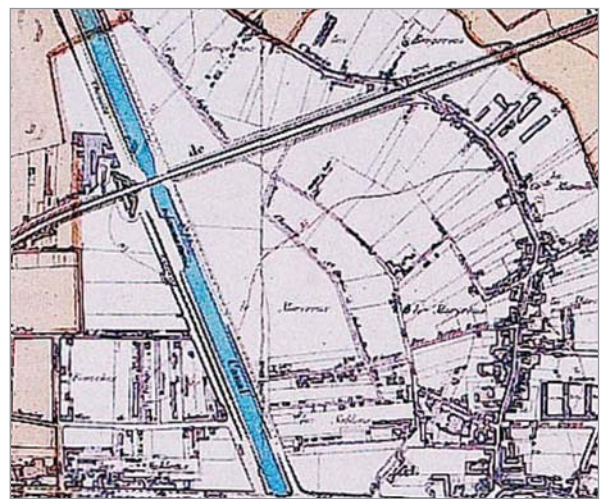
Localisation

Le quartier est isolé à l'ouest du canal, cerné par des sites industriels de grande taille, au nord de la rue Alphonse-Daudet, au sud de la rue du Landy et à l'ouest de la rue Henri-Murger.

Historique

Sa morphologie découle directement du parcellaire agricole, tel que l'on peut l'étudier sur le cadastre napoléonien. La rue du Landy, importante voie de communication héritée du Moyen Age et principal lien avec le bourg, structure le secteur. Deux chemins parallèles, correspondant aux actuelles rues Gaëtan-Lamy (ancien chemin de la Justice) et Emile-Augier, étaient reliés à l'actuel chemin de l'Echange. Ces trois voies déterminaient des territoires découpés en lanières étroites, orientées est/ouest à l'exception du secteur situé entre les rues Gaëtan-Lamy et Emile-Augier où le parcellaire était orienté nord/sud. C'est le long de ces étroites lanières que seront percées les rues Albinet et Bengali aux alentours de 1900, et le passage de la Justice vers 1920. Plus qu'ailleurs dans Aubervilliers, l'étroitesse des parcelles actuelles, qu'elles soient occupées par des pavillons ou des barres de logements collectifs, permet bien d'appréhender le découpage préindustriel.

La rue du Landy a été pavée vers 1845 et le pont construit à la même époque. De fait, le secteur se trouvait à nouveau relié au bourg, mais c'est l'industrie qui a profité de cette voie importante plutôt que



Plan général de la commune d'Aubervilliers, département de la Seine, 1922.
Cadastre sur les quartiers du Marcreux et du Landy.

l'agriculture. L'implantation de grandes entreprises chimiques aux alentours de 1870 sur le secteur découragea les paysans qui préférèrent alors céder leur terre. La production chimique, notamment celle d'engrais à base de superphosphate, initiée par Saint-Gobain en 1866 (045), se propage au nord du canal. L'entreprise Sachs et Compagnie reprend à son compte en 1909 une fabrique similaire datant de 1869, située 27 quai Adrien Agnès (001), dont il subsiste quelques bâtiments en très mauvais état.

Une population ouvrière s'est installée, souvent d'origine étrangère avec une majorité d'Espagnols et d'Italiens. De fait, le secteur est le prolongement du quartier Cristino-Garcia, ou Petite Espagne, situé sur la commune de Saint-Denis et dont le centre communautaire, 10 rue du Landy, borde la rue Henri-Murger. Les premières constructions apparaissent le long de la rue du Landy, à la fin du XIXe siècle, de part et d'autre de la rue Emile-Augier, et de façon éparse, aux abords des voies nouvelles nord/sud. Pendant la période de l'entre-deux-guerres, la rue Alphonse-Daudet est percée, la construction de petites maisons se poursuit, mais le paysage est entièrement bouleversé par la construction de la Barre Albinet (vers 1935) qui, par sa longueur et sa hauteur vient créer une barrière visuelle importante. C'est également à cette époque que des industries s'installent au nord de la rue Alphonse-Daudet. Cependant, quelques parcelles demeurent agricoles, notamment à l'arrière du front bâti de la rue Henri-Murger. Jusqu'au début de l'année 2004, le n° 12 rue Henri-Murger (204) portait sur sa façade l'inscription " Ferme du petit Saint-Bernard ", dernier vestige d'une laiterie qui a fermé ses portes dans la deuxième partie du XXe siècle. Les plans montrent l'organisation classique de la parcelle : la maison d'habitation et le magasin sur la rue, et dans la longueur de la lanière, les étables surmontées des logements des employés.



Dernier vestige du passé agricole du Landy, 12 rue Henri-Murger, avant ravalement hiver 2004. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.



Le quartier du Landy vu de la passerelle enjambant le canal. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.



Fabrique d'engrais Sachs & Cie, 27 quai Adrien Agnès, premier quart du XXe siècle. Carte postale ancienne, AM Aubervilliers.

Les premières constructions de l'usine.

Il semble qu'à l'orée de la guerre de 39-45, l'essentiel du paysage bâti soit en place. L'opération de logement social au 25/27 rue Emile-Augier, complétée par le square du Pasteur Henri-Roger rue Gaëtan-Lamy, viendra combler ces dernières parcelles agricoles à la fin des années 1980. L'industrie poursuit sa progression sur la rue du Landy et le long du quai pour former deux grandes zones encore identifiables aujourd'hui. La première forme un rectangle dont les contours sont donnés par les rues Henri Murger, Gaëtan Lamy, du Landy et le quai. La seconde, plus au nord, se trouve enfermée entre la rue Alphonse Daudet et la voie ferrée. Pour les deux, la chimie est l'activité prégnante et

le reste encore aujourd'hui avec la présence du Dock des alcools industriels.

A l'heure actuelle, plusieurs périmètres du secteur sont l'objet d'études. Des constructions nouvelles sont projetées et certaines parcelles ont déjà été démolies, en particulier le long de la rue du Landy (voir carte des projets, septembre 2003, Mairie d'Aubervilliers). Cet inventaire concerne donc essentiellement les rues les moins touchées par les opérations d'aménagement : Albinet, Bengali, Emile-Augier, Alphonse-Daudet, Gaëtan-Lamy, Henri-Murger et passage de la Justice.

Éléments remarquables.

Rues Bengali (202), Emile-Augier (203), Alphonse-Daudet et passage de la Justice (201)

On retrouve ici le paysage des ruelles du Marcreux. En effet ces rues, bien que toutes différentes, ont pour caractéristique commune d'être bordées de pavillons très modestes (RDC, R+1) construits sur de toutes petites parcelles. Ils sont couverts de toits à une ou deux pentes en tuile mécanique. Il est probable que la plupart sont de l'autoconstruction, dans certains cas avec des matériaux de récupération (mâchefer).



Angle de la rue Bengali et de la rue Emile-Augier.
Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.
Rupture d'échelle entre les pavillons, les immeubles traditionnels et la barre Albinet.



Passage de la Justice. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Ces petites maisons bâties à partir du début du XXe siècle, mais surtout dans l'entre-deux-guerres, ont parfois fait l'objet d'une demande de permis de construire. Ces derniers nous permettent de constater l'absence systématique d'architecte mais aussi l'origine des propriétaires, essentiellement français, espagnols et italiens. On voit que les Espagnols sont plus nombreux à partir des années 1920 et dans certaines rues comme Emile-Augier et Bengali ; ils sont quasiment absents rue Gaëtan-Lamy.

La rue Bengali est très contrastée, bordée d'un côté par la barre Albinet (R+5) et de l'autre par ces modestes pavillons bâtis autour de cours minuscules et souvent fermées sur la rue par des murs. L'ensemble donne une impression de précarité et il semble que les cours déjà indigentes sont encore densifiées. Certaines donnent l'impression d'un retour au "bidonville". Cependant ce sentiment de fragilité est sans doute exacerbé par la présence écrasante de la barre.

Le passage de la Justice, très étroit, est plus riant. Les petites maisons à R+1 maximum, sont dotées de jardins seulement séparés de la rue par des grilles. Malgré sa modestie, l'ensemble semble bien entretenu et dégage une atmosphère un peu bucolique. Les permis de construire s'étalent entre 1911 et 1953 et signalent la présence à cette époque d'une population essentiellement française et italienne.

La rue Emile Augier est occupée côté pair par des pavillons, plus grands et mieux ordonnés, certains sont mitoyens (n°s 2 à 6) et rappellent davantage l'habitat ouvrier organisé sur le type des corons. Les murets, rejoignant les pignons des maisons implantées perpendiculairement à la rue, créent un lien assez fort. Le côté pair, moins homogène, est constitué de pavillons qui alternent avec de petits immeubles hébergeant des commerces. La rue Alphonse-Daudet est bordée de pavillons et de petits immeubles à R+1, R+2, plus récents. L'ensemble est assez hétérogène.

Le Montfort, des premiers lotissements, vers 1920, aux grands ensembles d'après-guerre

Localisation

Le territoire concerné est délimité par le cours du ru du Montfort (canalisé), dont les limites communales épousent les courbes, et par le tracé rectiligne, à l'ouest, de l'avenue Jean-Jaurès. L'essentiel de son réseau viaire était en place dès le début du XIXe siècle, avec deux axes nord/sud, l'actuelle rue du Pont-Blanc, prolongement de la rue Henri-Barbusse et accès direct à la Courneuve, et la rue du Buisson. Orientés approximativement est/ouest, s'étendaient une série de chemins correspondant aux rues Hélène-Cochennec, Danielle-Casanova et Léopold-Réchossière (accès direct entre le bourg ancien et l'avenue Jean-Jaurès). La rue de la Maladrerie était déjà tracée et se prolongeait jusqu'à l'avenue. Les parcelles agricoles, formant des lanières très étroites, s'étiraient perpendiculairement à ces chemins est/ouest, à l'exception de quelques parcelles orientées nord/sud.



Le Montfort. Extrait de l'Atlas du département de la Seine, 1936.

Historique

Dernier secteur urbanisé de la ville, le quartier du Montfort a conservé une vie agricole, de plus en plus réduite, jusqu'au début des années 1960. Epargné par l'industrie, son territoire a été essentiellement investi dans un premier temps par des zones pavillonnaires puis, après-guerre, par de grandes opérations de logement social. La première intrusion de la ville en devenir sur ce territoire s'est effectuée avec l'implantation du cimetière en 1862. La construction du fort, en 1842, ne semble pas avoir eu beaucoup d'incidence sur le quartier à l'exception de l'apparition de quelques constructions le long de la rue Léopold-Réchossière (ancienne rue du Fort). Il faut attendre le début des années 1920 pour que la physionomie du quartier entame sa transformation avec, dans un premier temps, l'ouverture du boulevard Edouard-Vaillant, dont le tracé rectiligne, entre le carrefour Pont-Blanc/Hélène-Cochennec et la limite communale au niveau de l'avenue Jean-Jaurès, ignore totalement la topographie en place. Ce boulevard deviendra en quelque sorte l'épine dorsale du quartier sur laquelle se construiront les principaux équipements, mais il restera artificiel en raison de son orientation. A la même époque, sont créés deux lotissements importants au nord de la rue Hélène-Cochennec, tracés selon un réseau de rues orientées nord/sud, correspondant aux grands



Rue du Long Sentier, à proximité du cimetière. En arrière plan les immeubles de La Maladrerie. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.
A noter l'intégration des immeubles dans le tissu pavillonnaire.



Lotissement au Montfort. Pavillon sur fond de paysage usinier (Babcock à La Courneuve). Rue Alfred Jarry. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

côtés des lanières agricoles.

L'impulsion étant donnée, le quartier se développe très vite pendant l'entre-deux-guerres. Entre les rues Hélène-Cochennec et Danielle-Casanova se dessine la voirie en place aujourd'hui, accompagnée par la construction de pavillons. Tout autour du cimetière, au sud de la rue Danielle-Casanova, se développent des secteurs pavillonnaires dont seule subsiste la partie à proximité des rues du Long-sentier, Jules-Aubry et de l'impasse du Pont-Blanc. Très indigentes, les constructions le long de la rue du Pont-Blanc et aux abords de la rue de la Maladrerie seront entièrement reconstruites dans les années 1970-80 dans le cadre d'une opération de RHI, Résorption de l'habitat insalubre, qui donnera lieu aux ensembles du Pont-Blanc et de La Maladrerie, comme nous le verrons dans le chapitre sur le logement social après-guerre. L'avenue Jean-Jaurès, qui présentait un front bâti continu depuis la porte de Paris jusqu'à la rue Léopold-Réchossière, était construite de façon irrégulière au niveau du quartier du Montfort. Au début des années 1930, deux importantes opérations de logement (privée à l'angle de la rue Léopold-Réchossière et publique, HBM au n° 163) amorcent l'urbanisation définitive de l'avenue. C'est également à cette époque que se développe l'industrie, principalement le long

de la rue Léopold -Réchossière, qui présente de larges parcelles sur sa partie est. Sur l'une d'elle s'implante en 1920 l'entreprise Griset qui y effectue de la fonte d'aluminium (053).

Dans ce secteur, les liens avec la commune de La Courneuve au début du XIXe siècle se limitaient au chemin du Pont-Blanc qui, comme son nom l'indique, était doté d'un pont permettant de franchir le ru du Montfort, et à la route de Flandre (avenue Jean-Jaurès). L'urbanisation du quartier n'a pas créé de nouveaux liens, à l'exception de la rue Lautréamont qui se poursuit par la rue Racine sur le territoire voisin et la rue Alexandre-Dumas qui mène à la rue des Prévoyants. Au contraire, les rues Alfred-Jarry et des Prévoyants (La Courneuve) tracées après 1945 et qui suivent le tracé du ru, forment une sorte de frontière entre les deux communes, finalement assez opaque. Entre la rue du Pont-Blanc et la rue Lautréamont, la présence des usines Babcock crée une coupure visuelle très forte entre les deux communes. Les grandes halles en béton ferment totalement le paysage, et le contraste avec les petits pavillons albertivillariens est très fort. Ailleurs, la transition s'effectue de façon plus souple notamment par le biais de paysages pavillonnaires semblables.

Les lotissements

Les deux principaux lotissements, le long des rues Colbert, Arthur-Rimbaud, Lautréamont, Charles-Baudelaire, Alfred-Jarry et entre la rue Alexandre-Dumas et l'avenue Jean-Jaurès, se ressemblent beaucoup. Dans les deux cas, les rues nouvelles ont été tracées en suivant le grand côté des lanières agricoles, à l'exception des rues Alfred-Jarry et Molière qui fermaient le lotissement au nord. Construits à l'écart du centre, un peu isolés au milieu des champs, ces lotissements étaient cependant bien desservis par les transports en commun, le chemin de fer,



Paysage de rue pavillonnaire au Montfort. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.



Rue Meyniel. Photo CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

La perte de la simplicité des premiers pavillons n'est pas compensée par une recherche architecturale probante. La végétation assez sobre et le tracé rectiligne des rues ne leur donnent pas l'aspect pittoresque que certains quartiers pavillonnaires ouvriers ont acquis avec le temps. Cependant, bien entretenus, ils semblent former des quartiers agréables à vivre. Créés par l'homme d'affaire Grindel, la légende accorde à son fils, Paul Eluard, l'appellation des rues, inspirée par les grands poètes français, Rimbaud, Lautréamont, etc..



La présence de la gare est un des atouts à la création des lotissements. Carte postale ancienne, AM Aubervilliers.

accessibles par le petit chemin du Pont-Blanc et la rue de la gare (La Courneuve), et le tramway sur l'avenue Jean-Jaurès. Les demandes de permis de construire commencent en 1922. Leur observation indique qu'à peu près tous les premiers permis déposés dans les années 1920-30 ont fait l'objet d'une ou deux demandes ultérieures qu'il s'agisse d'extension du bâtiment originel ou de construction annexe sur le terrain. De fait, on rencontre des pavillons de toutes les époques. Il semble que les premiers pavillons étaient très simples et qu'aucun cahier des charges rigoureux n'ait régi les constructions. Si on retrouve toutes les typologies de base du pavillon ouvrier, relevant bien souvent de l'autoconstruction, un modèle domine malgré tout, celui de la maison à RDC + combles ou R+1+ combles, toit à deux pentes, implantée en pignon. Les murs sont en maçonnerie enduite avec parfois un parement de brique. L'ensemble est aujourd'hui très hétérogène, en raison des agrandissements et surtout des surélévations. Peu de pavillons émergent du lot pour leurs qualités architecturales ou leur originalité. Certaines constructions récentes, à R+2, R+3, dominant, mais uniquement par leur gabarit. La

Éléments remarquables

Boulevard Edouard-Vaillant (247)

Œuvre de géomètre, son tracé rigoureux est/ouest, tranche à vif dans le réseau viaire et forme avec les avenues qu'il coupe des angles très aigus. Si les immeubles et les équipements qui le bordent, et dont la construction a suivi de peu son ouverture, sont implantés en fonction de l'alignement, celle de la plupart des pavillons correspond à la parcelle. D'où une série de maisons disposées en oblique par rapport aux clôtures (n^{os} 127 à 135 par exemple). L'ensemble du boulevard est assez homogène, un grand nombre de constructions date des années 1930 et est en brique. Parmi les équipements se trouvent au n° 40 les anciens bains-douches transformés en serres municipales (206), le marché et le Groupe scolaire Gabriel-Péri (1954, R. Boudier).



Exemple d'implantation des pavillons dans la logique de la parcelle et non de l'alignement du boulevard Edouard-Vaillant. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Quelques beaux immeubles scandent le boulevard, dont le n° 78 (1932, Jean Péping). Si l'inscription sur la façade porte le nom du fils de Henri Péping, c'est ce dernier qui a signé le permis de construire. Construit en V, à l'angle de la rue du Buisson, l'édifice est à R+5. Ses façades sont en brique et sa décoration, très simple, utilise les astuces classiques de l'époque, oriels et frise en plâtre mouluré. L'ensemble est cependant équilibré. L'entrée, assez travaillée, porte en inscriptions les noms de l'architecte et de l'entrepreneur, La professionnelle.

Le n° 92, à l'angle de la rue Hélène-Cochennec (246), reste l'un des immeubles les plus étonnants d'Aubervilliers. Il a d'ailleurs inspiré les photographes de carte postale qui l'ont représenté avec la légende "Au Montfort moderne. F. Schwaller, propriétaire. Maison meublée.". Haut de cinq étages plus combles, bâti sur un plan en V à la pointe assez aiguë, il se distingue surtout par ses toitures audacieuses. Elles forment un clocheton au-dessus de l'oriel qui marque l'angle tandis que sur les façades latérales, elles se détachent pour suivre des pentes et des débords différents. Ces mouvements, symétriques, donnent l'impression qu'elles volent au-dessus de l'immeuble. Les façades, plus ordinaires, rythmées par des oriels revêtus d'enduit, sont en brique claire. Au niveau du 3^e étage, un balcon court sur tout le pourtour.

N° 125, angle du passage Meyniel (248) : immeuble art déco, à R+6+combles, revêtu aujourd'hui d'un enduit uniforme. Le dossier de permis de construire ne contient que le plan, mais étant donné qu'il est de



N° 92 boulevard Edouard-Vaillant. Immeuble "totem" du quartier. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.



l'architecte De Graët à qui l'on doit à Aubervilliers, le superbe ensemble du 25 avenue Jean-Jaurès, on peut penser que sa réhabilitation, irrespectueuse, l'a davantage endommagé qu'amélioré, au moins en façade. Ne restent que des murs lisses dont la seule animation est apportée par les décrochés, les balcons du 6e étage et le fronton, dans l'angle, qui très vraisemblablement portait une frise. Le plan montre des appartements avec un confort relatif (WC intérieurs, certains avec également une salle de toilette. Pas d'ascenseur). Réhabilité en 1984 par la société HLM Travail et propriété et, en 1989, par Immobilière 3F.

N° 125 boulevard Edouard-Vaillant, F. de Graët. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde
Exemple de massacre d'immeuble de qualité par un ravalement uniforme.

N°s 163/165 (249) : deux immeubles construits par l'architecte Coquillard, qui ont donc de fortes ressemblances stylistiques malgré les différences de gabarit. A noter que le n° 1 de l'avenue Paul-Vaillant-Couturier, côté La Courneuve, prolonge harmonieusement ces deux édifices, et forme avec eux un ensemble de qualité. Le n° 163 est plus haut, R+5, et plus étroit, 4 travées. Les deux déclinent sur des rythmes différents le vocabulaire classique pour ce type d'édifice : des murs de brique monochrome et des avancées revêtues d'enduit blanc et surmontées de frontons ornés de motifs art déco. Les deux édifices présentent les mêmes standards de confort : WC intérieur mais pas de salle de bain ni d'ascenseur.

N° 150-154, rue Léopold-Réchossière (252)

Ensemble d'immeubles de logements, construit dans les années 1930, qui s'étale le long de la rue Léopold-Réchossière et se retourne sur l'avenue Jean-Jaurès en marquant l'angle par un pan coupé. Le plan masse est complexe et asymétrique. Cela s'explique par le fait que seule la moitié du projet initial a été construite. Des bâtiments symétriques devaient s'étendre jusqu'à la rue de La Motte (cf. carte p. 128). La partie existante se compose de deux groupes de bâtiments enserrant des cours fermées sur la rue par des grilles. A R+6+combles, leurs façades sont revêtues d'enduit blanc, animées par un habile jeu de verticales, oriels et vitrage sur toute la hauteur des escaliers, et d'horizontales, balcons et traitement des ouvertures. Côté cour, les façades sont en brique apparente. Le résultat est assez monumental et plutôt élégant. C'est sans doute le plus pur représentant à Aubervilliers d'architecture moderne appliquée à un immeuble de rapport. Le traitement des pignons évoque le style paquebot avec ses retraits et ses coursives. Tous les bâtiments ont été conçus avec soin, y compris ceux implantés sur cour. Les rez-de-chaussée sont occupés par des commerces sur l'avenue, et par des logements et les entrées côté rue : il semble que la façade principale ait été pensée de ce côté. L'absence de permis de construire ne permet pas de connaître les distributions ni le niveau de confort pour des immeubles revendiquant une certaine ambition en façade. Leur construction est par ailleurs entourée de mystère. L'ensemble est surnommé "Immeuble Stavisky", en raison de rumeurs concernant la probité douteuse du maître d'ouvrage. La réalisation de la moitié seulement du projet pourrait s'expliquer par une faillite.



N^{os} 150/154 rue Léopold-réchossière. Photos : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.
A droite, détail de façade.

Avenue Jean-Jaurès (de la rue Léopold-Réchossière au boulevard Edouard-Vaillant) (251)

Sur cette partie de son tracé, l'avenue s'est urbanisée plus tardivement, comme les quartiers qu'elle limite et essentiellement à partir des années 1920. Les alignements sont hétérogènes au niveau des gabarits, mais aussi de la qualité architecturale des édifices. Il est à noter que cette portion d'avenue n'est jamais en cohérence avec le côté pantinois, mais au contraire constamment en opposition. Les différentes intersections de rues délimitent des séquences qui, bien que différentes entre elles, sont homogènes en elles-mêmes. De la rue Léopold-Réchossière à la rue Danielle-Casanova, les immeubles sont hauts, à l'échelle de l'avenue, tandis qu'au-delà, les édifices sont généralement plus bas, de un à quatre niveaux, à l'échelle des quartiers qu'ils bordent.

De la rue Léopold-Réchossière à la rue Danielle-Casanova, on rencontre plusieurs beaux immeubles des années 1930, dont le groupe HBM, n^o 163, (301). Le n^o 199, à R+6, possède une belle façade en brique polychrome et des balcons à la sous-face très chargée, aux 2^e et 6^e étages. L'entrée soignée est d'inspiration art déco. Le n^o 207 à R+3 date de 1929 et présente une façade très travaillée mêlant références classiques (enduit imitant la pierre, balustrades) et art déco (frise). Les n^{os} 211 et 213 (251) sont deux immeubles qui occupent en grande partie l'îlot délimité par l'avenue et la rue Emile-Dubois. Bien que différents par le traitement de leurs façades, ils se ressemblent de par leurs gabarits importants et leur styles et forment un ensemble homogène et monumental. Si le n^o 211 (1931, Rigollet) a des murs lisses revêtus d'un enduit blanc uniforme, son voisin est revêtu de brique et ses façades sont beaucoup plus animées par le jeu des orielles et des touches d'enduit. Ils répondent cependant l'un et l'autre aux canons architecturaux de l'époque : travées régulières, orielles, frise en couronnement et entrées soignées.

Entre les rues Danielle Casanova et Paul Verlaine, n^{os} 225 à 233, bel alignement d'édifices à R+1, R+2, aux façades de brique, construits entre 1928 et 1955.

De la rue Danielle-Casanova à la rue Hélène-Cochennec : alignement de constructions basses, de rez-de-chaussée à R+3, à l'exception des deux beaux immeubles en brique rouge n^o 253



N^o 8 rue Emile Dubois. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

(L. Vialle, plaque en mosaïque sur la façade) et 255 à R+5. Pavillons, maisons de ville et petits immeubles de rapport, la plupart construits dans les années 1920-1930, de styles et de gabarits différents, se juxtaposent, implantés dans l'alignement ou en retrait.

N° 8/10 rue Paul Verlaine (250)

Immeuble à R+3, 6 travées, toit à deux pentes. Façade revêtue d'enduit monochrome, imitation de la pierre de taille au rez-de-chaussée, frise sous la corniche. Trois oriels répartis de façon asymétrique reposant sur des consoles à redents et surmontés de frontons cintrés. L'ensemble présente un aspect théâtral surprenant dans un environnement essentiellement composé de pavillons ou d'immeubles sans caractère. Le permis de construire indique qu'il a été construit en 1934, mais ne donne pas de nom d'architecte.



N° 8/10 rue Paul-Verlaine. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Saint Paul du Montfort (204)

26 rue du Buisson

Cette petite église a été construite après guerre par les Chantiers du Cardinal. Son architecture s'inspire de l'art roman, qu'il réinterprète avec une grande liberté : une nef coiffée d'une lourde toiture à deux pans en ardoise et des façades en pierre. Les murs latéraux sont percés de baies étroites, cintrées et réunies par trois. Les contreforts qui rythment la façade semblent plus remplir une fonction décorative que constructive. Sur la rue s'élève un clocher étroit, surmonté d'une croix. Les murs sont revêtus d'un parement de pierre à l'appareillage assez ludique : les pierres forment des frises géométriques où s'intercalent les astres : étoiles et lune (sous la cloche).



Saint-Paul du Montfort. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Entreprise Griset (053).

115, rue Léopold-Réchossière



Cette entreprise parisienne a implanté un site de production à Aubervilliers en 1920. Elle a confié la réalisation de ses ateliers au Bureau d'étude technique Hennebique, spécialiste du béton de renommée internationale. Malgré quelques modifications cet atelier est encore en très bon état aujourd'hui.

Entreprise Griset, 115 rue Léopold Réchossière, BET Hennebique, 1919. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, A. Furio.

L'immeuble d'Aubervilliers, ses spécificités

Une grande partie du patrimoine recensé dans cette étude est constitué d'immeubles de rapport, édifiés entre la fin du XIXe siècle et la Seconde guerre mondiale. Ce sont eux qui animent les rues et les avenues et participent en grande part à la physionomie de la ville. Nous les avons décrits dans les chapitres précédents et celui-ci est l'occasion d'en faire une synthèse.

Si une première approche ne permet pas de distinguer les immeubles d'Aubervilliers de leurs confrères parisiens ou banlieusards, une observation plus poussée nous a permis de faire ressortir leurs particularismes et, de ce fait, de pouvoir émettre une hypothèse sur l'existence d'un "immeuble albertivillarien". Par souci de clarté de lecture nous n'avons distingué dans ce chapitre que deux grandes familles, celle des immeubles populaires et celle des immeubles bourgeois, distinction qui est davantage évidente avant 1914. Forcément réductrice, cette classification renvoie à une catégorisation sociale, essentiellement basée sur l'observation des façades. En effet, l'absence de plans, le manque d'accessibilité, ne nous ont pas permis une étude poussée des logements, du confort, ni des qualités constructives de la majorité des immeubles, en particulier pour les édifices populaires. A noter que l'immeuble intermédiaire évoqué dans "le noyau ancien" ne se retrouve pas dans les autres secteurs.

Les immeubles populaires

Certains immeuble populaires ont gardé l'appellation de "casernes", nom dont on doit la survivance à l'ouvrage de Léon Bonneff* "Ce sont les enfants des voisins... qui jouent devant leur maison qu'on appelle la Caserne parce qu'elle abrite 150 locataires. Il y a dans Aubervilliers, plusieurs "casernes". Chacune s'étend, sur cent mètres, une façade percée de six rangs de fenêtres avec trois escaliers qui communiquent par des couloirs, et plus de cent vingt logements, tous pareils". Immeubles d'une grande indigence architecturale et constructive, ils ont parfois leurs étages desservis par des coursives. On les rencontre surtout en fond de parcelle ou implantés perpendiculairement à la rue autour d'une cour fermée par un mur. Certaines casernes plus "nantes" ont pignon sur rue comme c'est le cas au n°s 79 à 83, avenue de la République. Entraient également dans cette catégorie les nombreux hôtels meublés qui permettaient à la population la plus instable de se loger à proximité de son lieu de travail.



Ancienne "caserne" ouvrière, avenue Victor Hugo, construite le long d'une ancienne lanrière agricole perpendiculairement au canal. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde

* Bonneff Léon, Aubervilliers, L'Esprit des péninsules, 2000 pour la réédition.



Courée ouvrière, 10 rue Henri-Murger. Utilisation maximale de la parcelle en lanière. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde

On ne rencontre ces " casernes " que dans les quartiers les plus anciens de la ville. Certaines réhabilitées, autour de cours aménagées, sont devenues des immeubles de logement assez charmants. L'autre grande catégorie d'immeubles populaires, plus soignée, mieux organisée urbainement, est celle qui se rapproche de l'immeuble de faubourg, appelé ainsi en référence aux édifices des quartiers périphériques de Paris. On le rencontre en alignement dans les rues des secteurs les plus anciens, le bourg et les Quatre-Chemins. Pas très hauts, R+4 maximum, ils présentent des façades à l'ordonnancement très simple, revêtues d'enduit de plâtre. Leurs seuls éléments de décoration, corniche et bandeaux moulurés, avaient au départ un intérêt technique puisqu'ils servaient à rejeter l'eau de pluie des murs, et éviter ainsi que le plâtre ne s'endommage. Il est à noter que les nouveaux enduits ne nécessitant plus ces modénatures, elles disparaissent souvent lors des ravalements, laissant les façades tristement nues. Les exemples du centre ville sont plus lourds et dérivent davantage des anciennes maisons de bourg, tandis que ceux des Quatre-Chemins, plus légers et plus homogènes, n'évoquent déjà plus le monde rural. Dans la dernière partie du XIXe siècle apparaît l'immeuble de brique, aux façades de brique apparente, lisse et nue, parfois animées par des éléments de polychromie. On le retrouve surtout dans le quartier Paul-Bert et dans le secteur de La Plaine. Rappelons que ce type de maçonnerie permettait des constructions plus hautes.

Les immeubles bourgeois

L'immeuble bourgeois est multiple ; c'est le plus coloré, le plus haut, le plus " m'as-tu-vu ", le plus distingué comme le plus exubérant. Jusqu'au début des années 1920, ses façades sont généralement de style éclectique. On le rencontre dans le bourg ancien, le long des grandes avenues et dans les quartiers des Quatre-Chemins ou Paul Bert. Les édifices du vieux bourg, comme nous l'avons vu dans le chapitre qui leur est consacré, sont très variés au niveau des gabarits comme des styles. Plus resserrés, ils forment des alignements alors que dans les autres secteurs ils sont souvent isolés. Ils sont aussi plus colorés en raison de l'utilisation de différences de briques, d'enduits (actuels) mais aussi d'éléments de céramique.

Les rares exemples d'immeubles qui déclinent au plus près les canons haussmanniens, pierre, ordonnancement régulier,



Immeubles bourgeois du vieux bourg. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde. Juxtaposition d'une façade rococo et d'une façade classique.

balcon filant..., se rencontrent sur les grandes avenues, République et Jean-Jaurès. Les édifices les plus imposants par leur taille ou leur décoration sont également implantés sur les grands axes, avenue de la République et boulevard Anatole France. Ils sont d'autant plus majestueux qu'ils sont souvent isolés entre eux et dominant largement les constructions voisines. Les immeubles bourgeois des Quatre-Chemins ou Paul-Bert se ressemblent : murs de brique et décoration abondante de plâtre mouluré et de brique polychrome. Leur point commun à tous est de posséder de belles ferronneries en fonte moulée, généralement à motifs végétaux. Les baies et surtout les portes sont ornées avec recherche.

Nous avons vu que beaucoup d'entre ces immeubles bourgeois ont été construits par les mêmes quatre architectes qui, cependant, n'ont pas développé de style très personnel. Pourtant, avec leurs confrères moins représentés, ils ont malgré tout constitué un parc cohérent qui, si on le compare à celui des communes voisines, notamment Pantin, présente de vraies spécificités. La principale étant de s'être plus librement affranchi de l'exemple parisien : il s'est allégé en volume, a renoncé à l'austérité de la pierre et de ses imitations pour gagner des couleurs et se permettre des ornements que les puristes ont du juger frivoles mais qui aujourd'hui, ajoutées au charme désuet de leur style, animent les rues. Rappelons que ces immeubles étaient bien souvent bourgeois en façades mais plus modestes à l'intérieur. Nous manquons d'éléments pour savoir si ce phénomène est caractéristique de la banlieue ouvrière, mais il est assez fréquent à Aubervilliers. Il semble de toutes façons que la grande bourgeoisie ait renoncé à s'installer à Aubervilliers, trop près des usines mais aussi de Paris.



18 avenue de la République, A. Gérard, 1912.

Ci-dessous
Détail de façade
Photos : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.



Dans l'entre-deux-guerres, Aubervilliers qui, au cours des décennies précédentes, adaptait une architecture d'immeuble éprouvée, notamment à Paris, peut suivre les courants à la mode tels l'art déco.

En effet, avec ses volumes épurés et son ornementation simplifiée, ce style cadre mieux avec les possibilités de la clientèle de banlieue, qui désormais peut davantage être en phase avec les courants architecturaux de son époque. De plus, la brique, jusque là déconsidérée ou reléguée au pastiche du style Louis XIII, gagne en respectabilité. Malgré sa connotation logement social, elle s'affirme désormais comme matériau moderne. Aubervilliers possède de nombreux exemples d'immeubles en brique de style art déco. Leur typologie est semblable, de R+4



N°s 163/165 boulevard Edouard-Vaillant. Coquillard, 1930. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

On retrouve sur ces immeubles la déclinaison traditionnelle de l'immeuble art déco : murs de brique, oriel et frises dans les parties hautes.

Cette dernière, très fréquente, apparue vers 1925 et pratiquement abandonnée dès les années 1930, est un moyen efficace de dater les bâtiments. Certains architectes réticents à tant de simplicité, accolent encore des éléments du répertoire classique sur leurs immeubles, les plus prisés étant la balustrade et le toit à la Mansart. Parmi les immeubles en brique, ajoutons les édifices d'angle à pan coupé, qui, dès les premières années du XXe siècle et surtout dans l'entre-deux guerres, sont utilisés pour valoriser les voies nouvellement urbanisées. De ce fait, ils bénéficient généralement d'une décoration soignée.



à R+6, avec des façades rythmées par des oriel (bow-windows) s'élevant généralement du deuxième au dernier étage. Leur ornementation est basée sur des jeux d'enduit, blanc, en rez-de-chaussée et en linteaux, ainsi que sur des frises de ciment moulé disposées le plus souvent dans les hauteurs, sous les corniches ou sur les frontons (autre élément récurrent). Les motifs décoratifs sont assez limités, fleurs stylisées (rose ou pivoine) dans un premier temps puis dessins géométriques abstraits par la suite. Les ferronneries sont souvent à motifs géométriques ou reprennent le grand succès de l'époque, la corbeille de fruits.



Porte d'immeuble, 1930. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.
Ferronnerie soignée à motif floral stylisé.

L'immeuble moderne, dans son acceptation la plus pure, aux volumes épurés, aux murs lisses et blancs et débarrassés d'éléments de décoration, n'est représenté que par le n°s 150-154 rue Léopold-Réchossière, les architectes préférant dans ces années là poursuivre leur déclinaison de l'immeuble en brique, mais en le simplifiant.

N° 44 boulevard Anatole France. F. Renaud, 1930. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.
Inspiration art déco et réminiscences classiques.

L'après-guerre, logement social et équipements

A l'issue de la seconde guerre mondiale, la ville d'Aubervilliers se dote d'une nouvelle municipalité avec à sa tête Charles Tillon (1944-1952) et engage de grands travaux. Devant le retard accumulé dans le domaine du logement social, le nouveau maire tient à en faire une priorité. Dès 1946, il fait produire par la municipalité le film d'Elie Lotar et de Jacques Prévert, "Aubervilliers", qui dénonce avec force les conditions de logement indignes des habitants (film documentaire, N&B, 34 mn). Pour mettre en œuvre ses projets, la cité va profiter de l'opportunité foncière considérable que représentent les nombreux terrains agricoles qui vont se libérer au cours des années cinquante, notamment dans le quartier du Montfort, Paul-Bert, de part et d'autre de la rue Hemet (Jules-Vallès/La Frette), au sud de la rue Edouard-Poisson, entre les rues de la Commune de Paris et André-Karman... A la même époque, certains quartiers très vétustes, classés insalubres, sont entièrement reconstruits (Villette/ Quatre-Chemins, Maladrerie). Dans un premier temps, la réponse apportée par le grand ensemble est adoptée et la ville se dote de tours et de barres. Ce type d'urbanisme sera remis en question dès les années 1970 et un autre type d'architecture, plus en lien avec le tissu urbain existant, prendra place, notamment avec des réalisations comme celle de La Maladrerie qui fera date dans l'histoire de la banlieue.



Vue aérienne du quartier Jules-Vallès/La Frète. Photo : La Documentation française, CG93, Mairie d'Aubervilliers, P. Guignard.

Ces vastes opérations de logement social mises en œuvre après-guerre sont accompagnées à l'échelle communale de programmes d'équipements conséquents. Parmi les principales opérations de ces années là, figurent nombre de groupes scolaires. Ils correspondent à ces écoles construites dans l'urgence, après guerre, et répondant aux impératifs du ministère de l'Education nationale qui établit un schéma type basé sur une trame de 1,75 m, et prône l'utilisation de matériaux industriels : préfabriqués en béton jusque dans les années 1960 puis métallique, l'architecte intervenant surtout au niveau du plan masse et du suivi des chantiers. Il retrouvera un rôle prédominant à partir des années 1980 quand la maîtrise d'œuvre sera libérée de ces contraintes. De fait, dans ce domaine, notre inventaire se limitera à des réalisations contemporaines que nous détaillerons au chapitre suivant et l'architecture scolaire ne sera pas abordée dans celui-ci. Nous nous intéresserons ici essentiellement aux équipements publics les plus marquants comme la poste, le centre nautique, le foyer des jeunes travailleurs Eugène-Hénaff, la caserne de pompiers, le centre administratif.

Logement social

Pour reconstituer l'office public d'HBM et en faire le bras armé de l'action municipale en matière de logements, Charles Tillon et son équipe s'intéressent à l'expérience d'Ivry-sur-Seine menée par Georges Marrane, maire depuis 1925, et Venise Gosnat qui dirige l'office public. Très active depuis l'entre-deux-guerres, cette municipalité communiste constitue une référence en la matière pour les maires de la " banlieue rouge ". Le directeur de l'office d'Aubervilliers, Jacques Brun, va donc bénéficier de la connaissance et de l'expérience de maître d'ouvrage de Venise Gosnat. Il s'affirmera ensuite lui aussi comme une référence en ce domaine pour toute la zone correspondant à l'actuelle Seine-Saint-Denis. Le premier chantier du nouvel office municipal d'HBM se situe au nord/est de la commune, dans le quartier du Montfort. Confiée à l'architecte Roland Boudier, cette opération lui permet d'urbaniser le quartier en concevant parallèlement la cité du Pont-Blanc (rues du Pont-Blanc et Hélène Cochenne) (309), aussi dénommée Charles Tillon, et la cité Robespierre (rue du Pont-Blanc et chemin des Prés-Clos) (310). Cette dernière, bien que non dénuée de qualités, n'a pas l'élégance de la cité du Pont Blanc où l'architecte recourt à la fois à la brique et à la mignonnette (revêtement gravillonné). Cette cité mêle à des barres de trois et cinq étages, une tour de neuf étages au plus près d'un petit centre commercial. Les cités Robespierre et Tillon sont, du point de vue architectural, caractéristiques de la période de la reconstruction et marquent une vraie étape avant la rupture que vont constituer les " 800 logements " implantés non loin de là.



Cité Robespierre, rues du Pont-Blanc et chemin des Prés-Clos. R. Boudier, OPHLM, 1946-1952. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, B. Pouvreau.



Cité du Montfort, rues du Pont-Blanc et Hélène Cochenne, R. Boudier, OPHLM, 1946-1952. Photos : CG93, Bureau du Patrimoine, B. Pouvreau.

A gauche, les collectifs en mignonnette, dont la tour de 9 étages en arrière plan. A droite, les collectifs en briques.



La réalisation des immeubles d'André Sive, avenue Roosevelt, entre 1950 et 1952, va intervenir avant ce changement d'échelle et d'une certaine façon l'annoncer. En effet, alors que les cités Robespierre et Tillon sont en construction, le M.R.U., Ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, propose à l'office d'HBM d'Aubervilliers de se prêter à la procédure des chantiers expérimentaux. Celle-ci consiste en une délégation de maîtrise d'ouvrage, temporairement confiée aux services du M.R.U. qui expérimentent un



Cité Rosenberg, avenue Roosevelt. A. Sive , OPHLM, 1950-1952.

Ci-dessus la " barre " de 4 étages. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, B. Pouvreau.

Ci-contre, la " barre " de 8 étages, Photo : Inventaire général/CG93, S. Asseline, ADAGP.



procédé, une technique de préfabrication lors du chantier. Une fois achevé, l'immeuble revient à l'office municipal. Désireux de construire beaucoup et de répondre rapidement aux besoins, l'office est intéressé par ce dispositif. A Aubervilliers, l'architecte André Sive s'inspire d'une innovation hollandaise en créant des logements provisoirement divisés en deux, pour faire face à la crise du logement, mais réversibles (deux F2 peuvent être transformés en un F4). D'un style moderne nettement affirmé, la cité Rosenberg est édifiée entre 1950 et 1952 (317). Située avenue Roosevelt, elle est appelée " cité perroquet " par les habitants pour les couleurs primaires affichées en façade. Elle est la seule réalisation effective de Sive dans la ville. En effet, le ministère lui avait également confié l'étude d'une réorganisation plus vaste de ce quartier ainsi que la réalisation de maisons individuelles mêlant métal et bois très intéressantes, connues par une photo de la maquette (photothèque du ministère de l'Équipement).

En 1952, le MRU fait une nouvelle proposition à l'office d'HLM d'Aubervilliers : participer à une opération du " secteur industrialisé ". Également expérimentale, privilégiant l'industrialisation et la préfabrication, cette procédure consiste à regrouper plusieurs maîtres d'ouvrage, pour faire travailler les mêmes entreprises de gros-œuvre et de second-œuvre, afin de diminuer le coût de la construction.



Cité des 800 ou Emile Dubois, rue Danielle-Casanova. R. Lopez, M. Holley, R. Boudier, OPHLM, 1952-1958. Photos : CG93, Bureau du Patrimoine, B. Pouvreau.
A gauche une des " barres " des 800. A droite, le centre commercial, de forme circulaire.

L'opération des " 800 logements " d'Aubervilliers fait donc partie de ce dispositif qui va permettre d'accélérer le rythme de la construction au niveau national (302). Dès 1952, c'est l'architecte Raymond Lopez qui est chargé de cette opération. Ce dernier est déjà un architecte reconnu. Outre la Caisse centrale d'allocations familiales rue Viala (1952-1959) en construction à Paris, il vient d'achever la Fédération nationale du bâtiment rue Lapérouse (1948-1951), toujours à Paris. Pour des raisons administratives, les travaux débutent quelques années plus tard, alors que Lopez a encore accru son influence. Proche conseiller de ministres, il est chargé en 1957 de la rénovation urbaine de la Capitale. C'est au cours de cette année que débute le chantier des " 800 ", confié pour l'essentiel à son chef d'agence l'architecte

Michel Holley. Ce dernier se tourne vers Roland Boudier qui devient architecte d'opération. C'est le début d'une longue collaboration et par ailleurs, d'une forte implantation de l'équipe Lopez / Holley sur le territoire du nord-est parisien puisque c'est l'opération d'Aubervilliers et les conseils de Jacques Brun qui amèneront Georges Valbon à faire appel aux mêmes architectes pour édifier le nouveau Bobigny en 1961.

Outre les " 800 logements ", aussi dénommés cité Emile Dubois (maire de la ville de 1952 à 1957), ils réalisent à l'identique, mais pour un nombre de logements moindre, la cité Gabriel Péri (520 logements boulevard Edouard-Vaillant) dont les immeubles sont aussi dotés d'escaliers circulaires qui constituent une des seules originalités de ce programme. Puis Lopez, Holley et Boudier diversifient les opérations en deux types : les tours où l'influence d'Holley domine avec la mise au point d'une tour type dont seules les façades changent (avec ou sans balcon, reprise ponctuellement à Bobigny) et des barres de grandes hauteurs s'inspirant de l'unité d'habitation de Le Corbusier (rue Crèvecoeur, rue du Pont-Blanc, rue des Grandes-Murailles). Les deux barres donnant sur la rue de Presles (114/140 rue Henri-Barbusse) sont de ce point de vue les plus réussies (312). Les tours sont largement disséminées sur l'ensemble de la ville (la Frette, Poisson, la Villette), les plus confortables, avec balcon, étant les plus intéressantes. Raymond Lopez est alors très peu présent sur le chantier puisqu'il réalise le Front de Seine avec Henry Pottier depuis 1959, tout en préparant le plan d'urbanisme de Bobigny. A la mort de Lopez en 1966, c'est Michel Holley qui poursuit l'ensemble des



Cité des Presles, rue des Presles. R. Lopez, R. Boudier et M. Cammas, OPHLM, 1959. Photos : CG93, Bureau du Patrimoine, B. Pouvreau.

Ci-dessus, plan de la façade principale. AM Aubervilliers.

Ci-dessous une des deux " barres " réalisées.



Rénovation urbaine de la Villette, R. Lopez, M. Holley, R. Boudier et J. Boudier, OPHLM, 1958-1975. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, B. Pouvreau.

Trois typologies de bâti pour deux périodes de réalisation de cette opération, à gauche barre et tour réalisées à partir de 1958, à droite le modèle " horizon " mis au point au début des années soixante-dix, rues des Cités et Henri Barbusse.

opérations, secondé par Roland Boudier (décédé en 1970) puis par son fils Jacques Boudier. Holley redessine en partie le projet pour l'opération de rénovation urbaine de La Villette (1958-1975) en le densifiant avec des tours plus nombreuses et d'un type différent (modèle Horizon).

Malgré cette association très prenante avec l'agence Lopez / Holley, Roland Boudier parvient à réaliser des opérations en son nom propre pour l'office municipal. Son ensemble le plus intéressant est sans conteste " la poste " ainsi dénommée parce qu'il associe la poste centrale de la ville avec 60 logements HLM. Là, Roland Boudier réalise un immeuble qui occupe au mieux la parcelle, tout en distinguant bien les deux fonctions dans un style qui lui est propre : recourant de nouveau à la brique, il mêle modernité et classicisme avec modestie (079).



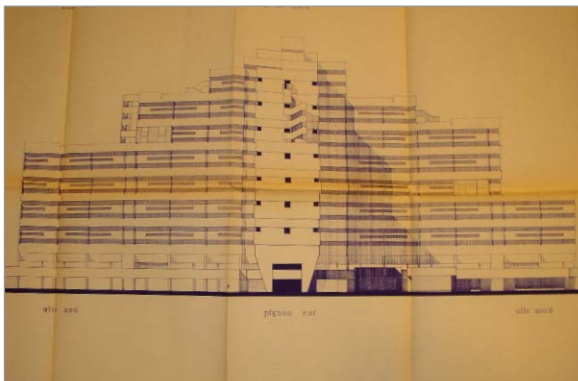
Ensemble de la poste, R. Boudier, OPHLM, 1957.

Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, B. Pouvreau.

Les logements se déploient au-dessus de la poste en rez-de-chaussée, avenue de la République et rue de la Commune de Paris.

Même si le tandem Holley / Boudier continue de travailler fortement pour la ville (la rénovation de La Villette, notamment), la réélection en 1965 d'André Karman (1957-1984) marque un certain renouveau dans le paysage albertivillarien. En effet, à partir de cette date, l'office s'ouvre à d'autres architectes, notamment au collectif coopératif que constitue l'Atelier d'urbanisme et d'architecture (AUA). Cet atelier, fondé en 1960 et dissous en 1986, a marqué l'histoire de l'architecture française contemporaine. Cette empreinte est due autant à la richesse et à la diversité des personnalités réunies par l'équipe (Jean Perrottet, Jacques Kalisz, Paul Chemetov, Christian Devillers, Henri Ciriani, Michel Corajoud, Pierre Riboulet entre autres) qu'à la fécondité de ce collectif, en matière de logement social et d'équipements publics (scolaires, sociaux, sportifs et culturels). Enfin, cette œuvre plurielle à l'architecture brutaliste se caractérise par un fort engagement politique à gauche, d'où l'importance de leurs réalisations en " banlieue rouge ".

Dès 1965, l'office d'Aubervilliers leur offre de réaliser un ensemble d'HLM important au 62 de l'avenue de la République (315). Cette réalisation prend place dans un projet plus vaste qui leur est également confié pour réorganiser la ville : celui-ci prévoyait, en effet, un nouvel hôtel de ville (non réalisé), la piscine et un centre culturel (bibliothèques enfants et adultes, cinéma, théâtre sont finalement rassemblés



Cité Lénine, avenue de la République. A.U.A., J. Kalisz et J. Perrottet, OPHLM, 1968-1970.

A gauche, l'avant-projet mis au point dès 1965. AM Aubervilliers, Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, B. Pouvreau. A droite, projet réalisé. Photo : Inventaire général/CG93, S. Asseline, ADAGP.

dans la salle des fêtes du début de siècle). C'est Jacques Kalisz et Jean Perrottet qui vont plus particulièrement travailler à cet ensemble dénommé cité Lénine, regroupant également les contributions des architectes Georges Loiseau, Jean Tribel, Paul Chemetov, Jean Deroche et R. Salem (assistant), l'animation colorée des façades étant de Max Soumagnac. Cette opération de 284 logements du F1 au F5, dont 220 duplex, est complétée en rez-de-chaussée par des commerces et, aux deux premiers niveaux, par des bureaux, des locaux " socio-résidentiels " (300 m²) et deux équipements socio-culturels (de 150 m² chacun). Le club des jeunes, avec une terrasse de 400 m² et la garderie sont restés à l'état de projet. Bâti entre 1968 et 1970, cet ensemble cruciforme réalisé en béton s'organise autour d'un noyau central haut de 50 m assurant les circulations verticales et horizontales et forme un ensemble pyramidal constituant un signal fort dans la ville, encore renforcé par les couleurs qu'il affiche.

La Maladrerie est un autre exemple, plus tardif, de cette ouverture vers une autre architecture. Cette vaste opération de RHI, Résorption d'habitat insalubre, générant la construction d'environ 1000 logements, débute en 1975 pour s'achever au milieu des années quatre-vingt (303). Pour réaliser un tel chantier, l'OPHLM décide de se tourner vers la Société d'économie mixte départementale, la Sodédât 93, créée un an plus tôt. Chargée des acquisitions foncières et de l'aménagement, la Sodédât 93 conseille à la ville l'architecte Renée Gailhoustet. Cette dernière est alors chargée d'une opération du même type à Ivry-sur-Seine, pour laquelle l'a rejoint l'architecte Jean Renaudie. C'est fortement marquée par l'apport de Renaudie que Renée Gailhoustet conçoit le quartier de la Maladrerie. Comme elle l'a expliqué par la suite, les maîtres d'ouvrage lui ont demandé de faire du logement social différent. D'une part, les élus veulent contrer la pression foncière qui se dessine avec l'arrivée du métro au fort d'Aubervilliers et ils entendent répondre, d'autre part, à la demande de la population qui ne veut plus des grands ensembles. " *Les rapports que nous avions avec le maître d'ouvrage laissaient ouverte la*

La Maladrerie (résorption d'habitat insalubre),rues Danielle-Casanova et de la Maladrerie. R. Gailhoustet, V. Fidon, Y. et L. Euvremer, OPHLM, ODHLM, 1975-1984. Photos : CG93, Bureau du Patrimoine, B. Pouvreau.

Ci-contre, réalisation de R. Gailhoustet.

Ci-dessous à gauche, réalisation de R. Gailhoustet, architecte en chef, V. Fidon architecte.

Ci-dessous à droite, réalisation de R. Gailhoustet, architecte en chef, Y. et L. Euvremer architectes.



recherche de réponses architecturales " indique Renée Gailhoustet (in Banlieue 93, p. 56). C'est donc une architecture originale qui se déploie ici, née d'une recherche collective. Renée Gailhoustet regroupe en effet autour d'elle toute une équipe de jeunes architectes qui concevront une ou deux tranches du projet global (Vincent Fidon, Magda Thomsen, Katherine Fiumani et Gilles Jacquemot, Yves et Luc Euvremet entre autres). Sa maîtrise d'ouvrage est complexe. Si elle est dominée par l'OPHLM, elle réunit également l'Office départemental, la Logirep et la SA " Coopérer et habiter ". Enfin, la ville et la Sodédat 93 sont incontournables. Le programme reflète également cette diversité : 1004 logements locatifs, 53 pour travailleurs migrants, 52 pour personnes âgées et 51 logements en accession, le tout mêlé à des locaux d'activités, de commerces, de bureaux mais aussi d'équipements socio-culturels et des ateliers d'artistes. Pour répondre à un tel programme, Gailhoustet et son équipe proposent de créer un véritable quartier en disposant, sur cette parcelle de 8 hectares, logements et activités autour des voiries communales existantes, mais surtout autour de multiples voies piétonnes et d'espaces verts créés en cœur d'îlot. Au plus près de ces circulations, se déploie une architecture proliférante, anguleuse ou courbe, offrant d'importantes terrasses et donnant aux appartements des formes étonnantes, parfois sur trois niveaux. Aux logements collectifs qui affichent un béton brut se mêlent quelques logements individuels aux couleurs chaudes (orange, rouge, ocre) et malgré la diversité des intervenants, une unité se dégage de l'ensemble. Utopie urbaine réalisée, emblématique des années soixante-dix, la Maladrerie mérite une attention particulière parce qu'elle nous propose une autre idée du logement social et de la ville. Cette RHI, opération de Résorption de l'habitat insalubre nécessitant des relogements avant les destructions, la maîtrise d'ouvrage s'est tournée vers l'architecte Henri-Pierre Maillard et son système modulaire. Architecture proliférante adoubée par l'industrie, au contraire de celle de Renée Gailhoustet, ces logements construits à partir d'un module en forme de tabouret furent salués par le Plan Architecture Nouvelle et repris à de très nombreux exemplaires par l'industrie grâce au "label" " Modèles Innovations " (304).



Ensemble d'immeubles rue Rechossière H-P Maillard , OPHLM, 1975-1976. Photos : CG93, Bureau du Patrimoine, B. Pouvreau.
A droite, cour intérieure.

Non loin de la Maladrerie, les frères Yves et Luc Euvremet se sont vus confier une autre opération de résorption, mais de bien moindre importance rue Léopold-Réchossière (305). C'est la S.F.H.E., Société française d'habitations économiques, qui leur commande ces 69 logements dès 1982 sur une petite parcelle investie à la fin des années cinquante par une cité d'urgence Emmaüs. Achèvement en 1989, cet ensemble se décline en plusieurs plots de logements du F2 au F5, dont de nombreux duplex, formant une allée plantée très verte utilisant au mieux tous les recoins qu'offrait le terrain. Construit intégralement en bois (excepté l'entrée et l'accès au parking), cet ensemble constitue une des rares réalisations de logements sociaux entièrement en bois de la région parisienne. Moins importante que la " Cité Pierre-



Cité des Mélèzes, rue Rechossière. Y. et L. Euvremer, Société française d'habitations économiques (S.F.H.E.), 1982-1989. Photos : Inventaire général/CG93, S. Asseline, ADAGP.

A gauche l'allée centrale de cet ensemble. A droite, terrasses et escaliers extérieurs desservant les appartements.

Sémar " d'Iwona Buczkowska au Blanc-Mesnil, l'opération des frères Euvremer, envisagée d'abord en béton, est née de l'incitation ministérielle subventionnant la construction en bois, sans pour autant en bénéficier. Bardés de mélèze, ces logements offrent de vastes terrasses à leurs locataires tout en s'insérant discrètement dans le tissu urbain ancien.



Ensemble d'immeubles vus depuis l'allée du Château entre les rues des Cités et Barbusse. F. Chapus, H. Claudon, J.P. Fournier et Ph. Herbez architectes SA d'HLM France Habitation 1981-1982. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, B. Pouvreau.

Toujours dans ce quartier, c'est un peu dans le même état d'esprit que les architectes F. Chapus, H. Claudon, J.P. Fournier et Ph. Herbez conçoivent l'opération de 189 logements PLA pour la SA d'HLM France Habitation (307). Cet ensemble, situé allée du château, entre la rue Henri Barbusse et la rue des Cités, occupe l'ancien emplacement de la cartonnerie Lourdelet-Maricot implantée dès 1852 à Aubervilliers. Articulant leur composition en fonction de l'axe piéton est/ouest, les architectes disposent leurs 189 logements en trois grands ensembles. Les deux premiers se répartissent le long de l'allée, tandis que l'autre forme un front de rue le long de la rue des Cités. Conçus au début des années

quatre-vingt (1981-1982), ces logements de faible hauteur (R+1 à R+5) recréent une rue et individualisent les appartements disséminés dans 13 bâtiments quasiment tous mitoyens mais distincts les uns des autres et bordés de petits jardins collectifs marquant chacune des entrées. Par ailleurs, la ZAC de la Commune de Paris achève l'aménagement du nouveau centre articulé autour du square Stalingrad (316). Délimitant un îlot relativement réduit avec une destruction partielle de l'existant, cette opération s'inscrit avant tout rue de la Commune de Paris. Elle se divise en trois tranches distinctes : extension de la Poste surmontée de logements HLM, logements HLM et activités et, enfin, annexe de la mairie regroupant les services municipaux de l'urbanisme, du logement, les archives et la Recette municipale (080). La première tranche est confiée dès 1983 à l'AUA en la personne de Paul Chemetov et Christian Devillers. Leur réalisation, discrète, s'harmonise au mieux avec l'ensemble Poste et logements de Roland Boudier. Ils recourent à la brique en étages pour les 16 logements et, en rez-de-chaussée, aux pavés de verre. Les deux dernières



ZAC de la Commune de Paris, rue de la Commune de Paris. P. Chemetov et Ch. Devillers architectes de la première tranche, OPHLM, 1983-1986. Photos : CG93, Bureau du Patrimoine, B. Pouvreau.

A gauche la liaison entre l'immeuble de Boudier (1957) et la réalisation contemporaine, rue de la Commune de Paris. A droite, en rez-de-chaussée les locaux d'activités affectés à la Poste,



ZAC de la Commune de Paris, Léna Pérot et Marina Devillers architectes pour la deuxième tranche, OPHLM, 1983-1989. Photos : CG93, Bureau du Patrimoine, B. Pouvreau.

A gauche, vue depuis la rue de la Commune de Paris.

A droite, la cour intérieure.

tranches sont, par contre, réalisées entre 1983 et 1989 par deux architectes proches de l'AUA, Léna Pérot et Marina Devillers. Cette réalisation s'harmonise à l'opération de Chemetov et Devillers et instaure un rapport subtil avec le centre administratif que conçoivent également les deux architectes. Reprenant comme Chemetov et Devillers le traitement continu des rez-de-chaussée, l'opération de 90 logements HLM de Léna Pérot et Marina Devillers se déploie une fois franchi l'escalier central qui met en scène l'ensemble où alterne brique et béton. On accède ensuite à une petite cour carrée. Clef de la composition, cet escalier crée un sas et distingue les espaces publics, semi-publics et privés.

Enfin, à l'extrême nord-ouest de la ville, dans le quartier du Landy, les architectes Dominique et Christine Carril réalisent pour l'OPHLM 60 logements dont 12 individuels, et 48 collectifs dont 24 duplex (319). Cette distinction se lit aisément dans leur composition. Ils ont, en effet, créé une rue où les individuels en bande font face aux duplex et l'ensemble s'achève par un équipement collectif qui donne sur le square du pasteur Henri Roser donnant son nom à l'opération achevée en 1988. Egalement passés par l'AUA, les Carril signent ici un ensemble modeste mais d'une grande rigueur formelle qui confère une vraie cohérence à l'ensemble.



Ensemble d'immeubles square du pasteur Henri Roser, rue Emile-Augier. D. et Ch. Carril, OPHLM, 1986-1988.

Photos : CG93, Bureau du Patrimoine, B. Pouvreau.

A droite, la rue intérieure qui distingue individuels et collectifs en duplex.

Avenue Franklin-Roosevelt et rue Heurtault, les architectes Philippe Delis et Christian Girard conçoivent pour l'OPHLM d'Aubervilliers 95 logements (HLM) qui remplacent une ancienne cité de transit (318). Si les études sont lancées dès 1986, le chantier ne s'ouvre qu'en 1993 pour s'achever l'année suivante. Cette longue gestation est en partie due au programme qui se propose de mêler logements, bureaux et activités. Plus limitée que prévue, la part dévolue aux activités a en partie retardé le lancement de l'opération. Celle-ci se décline en deux bâtiments affectés à deux types de logements (77 PLA, Prêt locatif aidé et 18 PLI, prêt locatif intermédiaire). C'est en rez-de-chaussée de l'ensemble le plus important que s'installent les lieux d'activités, légèrement en saillie par rapport à l'ensemble. Plus largement, les architectes se livrent à un jeu très plastique en façade, encore renforcé par des aplats de couleurs vives. *"Le rouge des bardages signale les duplex, le gris les locaux d'activités et le jaune leurs accès"* (Les points de repères du CAUE 93, n° 22). Coursives, loggias et balcons ajoutent à la silhouette de "paquebot" de l'édifice. Pour rompre l'effet de masse, les architectes ont conçu un petit square qui lie les deux bâtiments.



Ensemble d'immeubles avenue F. Roosevelt et rue Heurtault, Ph. Delis et Ch. Girard, OPHLM, 1986-1993. Photo : Inventaire général/CG93, S. Asseline, ADAGP.

Vue d'ensemble réunissant les deux collectifs.

Ci-dessous

Trois tours, rue des Cités. M. Seban et E. Douillet, OPHLM, 1993-1995. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Les architectes Michel Seban et Elisabeth Douillet réalisent, eux, trois petites tours rue des Cités, toujours pour l'OPHLM de la ville (322). Edifiées entre 1993 et 1995, ces trois tours sur pilotis (R+6, R+9) occupent une très étroite parcelle située entre la rue des Cités et l'hôpital européen, signé des mêmes architectes. Pour ces 63 HLM dont 21 en accession, Seban et Douillet conçoivent des appartements à deux ou trois orientations avec un ou deux balcons et une loggia pour les F4. En façade, ils alternent les



matériaux, béton poli et bardage métallique, et les couleurs, blanches et grises. Ils jouent également des balcons et loggias pour animer les tours. Les pilotis en rez-de-chaussée et les auvents métalliques du toit-terrasse donnent une vraie légèreté à l'ensemble.

Dans le quartier de la Maladrerie, les architectes Katherine Fiumani et Gilles Jacquemot achèvent entre 1993 et 1995 l'opération de RHI - Résorption de l'habitat insalubre - du Long-Sentier, au plus près du cimetière communal. En projet dès 1989, cette opération qui lie l'OPHLM à la Sodédât 93 comprend 92 logements sociaux dont des duplex et triplex, 2000 m² de surfaces d'activités et 80 m² pour un local municipal. En réaction à la cité de la Frette marquée notamment par les tours de Lopez, Holley et Boudier, K. Fiumani et G. Jacquemot se proposent de rompre avec le continuum bâti mais aussi avec l'environnement immédiat (311). Leur ensemble affirme donc haut et fort sa volonté de rupture. La forte volumétrie des toitures parées de couleurs et reprenant des motifs géométriques (losanges, trapèzes s'interpénétrant) constitue un véritable signal urbain. Par ailleurs, tirant le meilleur parti de cette parcelle tout en longueur, les architectes intègrent dans leur composition l'entrée du cimetière ainsi que les activités situées en rez-de-chaussée.



Résorption de l'habitat insalubre (RHI) du Long-Sentier. K. Fiumani et G. Jacquemot, OPHLM 1993-1995. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, B. Pouvreau. Vue d'ensemble depuis le carrefour, rue du Pont-Blanc.

En réhabilitant, en 1995 et 1997, les cités Henri-Barbusse (195 logements) et de la Motte (171 logements) de la RIVP, Régie immobilière de la ville de Paris, l'architecte François Deslaugiers démontre qu'il est possible de faire œuvre d'architecture avec peu de moyens. Situées à proximité immédiate l'une de l'autre, composées de neuf bâtiments allant de R+3 à R+9, ces deux cités relativement banales de la fin des années soixante conçues par P. Lerambert et R. Formigé ont été transformées par F. Deslaugiers. Sa carrosserie "high tech", qui fait alterner bardage métallique et enduit classique, crée une animation sur les façades de l'ensemble. En effet, en induisant des jeux de lumières, les panneaux d'acier inoxydable



Cités Barbusse et de la Motte, rues Barbusse et Lécuyer. F. Deslaugiers, RIVP, 1995 et 1997. Photos : CG93, Bureau du Patrimoine, B. Pouvreau. A gauche, le bardage métallique modifiant fortement la silhouette des bâtiments, A droite, les balcons revus et corrigés par F. Deslaugiers.

dable rainurés lui donnent un tout autre aspect. Par ailleurs, l'intérieur des loggias est revêtu de contre-plaqué marine ; elles sont agrandies par de petits balcons métalliques avec garde-corps en tôle d'acier perforée. Cohérente, l'intervention de l'architecte lie visuellement deux opérations auparavant distinctes et modifie en profondeur leur image.

Enfin, dans le cadre de la ZAC Heurtault, l'architecte Catherine Furet construit 40 logements pour l'OPHLM d'Aubervilliers (321). Achevée en 1998, cet ensemble situé rues Léon Jouhaux est très caractéristique du style des œuvres de Catherine Furet, à la fois dépouillé et épuré. Cette intervention discrète entre en résonance avec l'intervention d'Yves Lion qui signe, lui, rue du Landy et mail Benoît Frachon, 70 logements en accession également en 1998. Dénommé un peu pompeusement " villa Alberti ", cette réalisation mêlant modernité et classicisme, briques presque brunes et blancheur des enduits, est toutefois plutôt réussie.



ZAC Heurtault, rues Heurtault et Léon-Jouhaux. C. Furet, OPHLM, 1998. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, B. Pouvreau.

Ci-dessus, vue depuis la rue Heurtault de la rue Léon-Jouhaux.

Les équipements

Les équipements bâtis à cette époque et que nous avons repérés pour leur qualités architecturales se trouvent tous à proximité du centre ancien et le long de la rue Edouard-Poisson. Ces œuvres, bien que rassemblées dans un périmètre réduit, ne se ressemblent guère. Personnalités des architectes, époques de leur construction, fonction, tous ces critères font qu'ils offrent un éventail très diversifié de la production d'équipements entre les années 1950 et 1980. La rue Edouard-Poisson, où se concentrent sur environ 400 mètres, cinq équipements publics, est particulièrement représentative. Son tracé, entamé avant guerre à l'occasion de la construction du groupe HBM qui occupe l'îlot entre l'avenue Victor-Hugo et la rue de la Commune de Paris (181), est prolongé jusqu'à l'avenue de la République au début des années 1950. Son gabarit, large et rectiligne, permettait de s'aligner sur le tissu ancien, tout en apportant une grande souplesse au secteur nouvellement urbanisé au sud. Son percement a été l'occasion de mettre le parc (090) en valeur et de l'ouvrir sur les nouveaux quartiers. La rue est par ailleurs à l'échelle des grands arbres du square et de la salle des fêtes (091). Cette dernière, où s'est



La rue Edouard-Poisson vers 1955. Photo collection particulière.

Sur la droite : friches et bâtiments d'activité qui seront remplacés dans les années 1960 par les équipements et la cité Firmin-Gémier.

Moquet (1954, Roland Boudier) centre de secours, centre nautique. Un second, représentatif de l'urbanisme de grand ensemble, désolidarisé de la rue : tours de la cité Firmin-Gémier (M. Holley) avec, un peu perdu au milieu, le foyer des jeunes travailleurs Eugène-Hénaff.

Poste et logements HLM (079)

6/8 avenue de la République et 5 /7 rue de la Commune de Paris. 1957, Roland Boudier



Construction de la poste. Vers 1955. Photo collection particulière.



Poste et logements HLM, détail des poteaux du rez-de-chaussée. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

installé le Théâtre de la Commune au début des années 1960, a vu le rôle de ses façades s'inverser. L'arrière est désormais la plus en vue, sur la rue. Les architectes de l'agrandissement du théâtre, (1974-76, V. Fabre, et J. Perrottet) n'en ont pas tenu compte, puisqu'ils lui ont conservé son aspect initial, assez pauvre, tandis qu'ils transformaient radicalement, la façade côté jardin qui a conservé son rôle d'entrée.

L'aménagement global de la rue conjugue deux registres. Un premier, essentiellement classique dans la continuité des aménagements de 1900 : bâtiments aux gabarits à l'échelle de la rue et implantés dans l'alignement : gymnase Guy-Moquet (1954, Roland Boudier) centre de secours, centre nautique. Un second, représentatif de l'urbanisme de grand ensemble, désolidarisé de la rue : tours de la cité Firmin-Gémier (M. Holley) avec, un peu perdu au milieu, le foyer des jeunes travailleurs Eugène-Hénaff.

Roland Boudier réussit l'implantation de son édifice en s'appuyant sur un savoir-faire classique, hérité de sa formation à l'école des Beaux-arts : inscription souple dans le tissu urbain existant, monumentalisation de l'angle et rapport d'échelle subtil avec les monuments qui lui font face. Cependant, son architecture, de par ses volumes et ses matériaux, rappelle fortement les années 1930, comme c'est souvent le cas en ces débuts des années 1950. Le bureau de Poste forme une avancée en arrondi qui occupe l'angle. Le bâtiment de logements, très en retrait, forme une courbe inversée. Latéralement, le lien avec la partie d'habitation est assuré par le traitement continu des rez-de-chaussée : poteaux obliques supportant les étages en léger encorbellement, puis le fronton du bureau de poste. Cette succession de poteaux obliques permet à l'immeuble de " décoller " en lui conférant une impression de légèreté. Les façades répondent toutes à la même composition, les baies aux allèges revêtues de petits carreaux jaunes sont rassemblées à l'intérieur d'un cadre de béton, et entourées de surfaces aveugles en brique rouge. Sans massivité ni ostentation, revêtu de matériaux souvent considérés comme peu nobles, ce bâtiment, dont l'équilibre ne

résulte que du jeu habile et audacieux des décrochés, marque fortement le centre-ville et constitue un signal important. L'architecture intérieure et la décoration du bureau de poste sont également remarquables. Roland Boudier a conçu un plan basé sur un jeu d'obliques et de courbes particulièrement habile, accompagné d'une juxtaposition assez originale de matériaux: marbre, métal et verre. A noter également les cabines téléphoniques en verre sur toute leur hauteur et leur implantation régulière le long des façades vitrées. L'architecture intérieure de ce bureau de poste mériterait d'être préservée dans le respect de sa conception d'origine.

Poste de secours. Pompiers (198)

Rue Edouard-Poisson, 4/9 rue de la Commune de Paris. 1964, Roland et Jacques Boudier

Si le permis est signé Roland Boudier, il semble que ce soit son fils Jacques, qui débutait, qui ait conçu ce projet. Situé à l'angle de deux rues, l'ensemble est composé de deux bâtiments en L, l'un à R+5 abritant des logements et l'autre, plus bas, comprenant la remise des voitures, le gymnase, le poste de garde. Le mat, monolithe de béton, se dresse à l'arrière dans la cour.

Les murs, très sombres, sont revêtus de petits carreaux de grès anthracite, de verre et d'émailite noire. Seules les grandes portes sont couleur pompier : rouges. Ce centre était venue en remplacement des casernements provisoires établis à proximité de l'ancienne salle des pompes dans le square Stalingrad. Il est situé à équidistance des avenues Victor-Hugo et de la république, axes principaux de la ville.

Poste de secours. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.



Foyer des jeunes travailleurs Eugène-Hénaff (199)

Rue Edouard-Poisson/Firmin-Gémier. 1969, M. Holley



Foyer des jeunes travailleurs Eugène Hénaff. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Conçu par l'agence de Michel Holley, cet édifice haut de neuf étages contraste avec les tours avoisinantes, par sa taille, mais surtout par le traitement de ses façades où la couleur intervient en grande part. Les baies, disposées en quin-conce, s'intercalent avec des parties pleines revêtues de petits carreaux de grès de quatre teintes différentes : vert, beige, brun et orange. La disposition des surfaces pleines ou vitrées avec celle des panneaux de couleur, soulignés par la structure en béton, crée des façades-tableaux originales et très animées. Les couleurs, un peu datées " années 60 " ont malgré tout bien traversé le temps. Les parties aveugles sont habillées de panneaux de béton mouluré qui forment une légère courbe. Le dernier étage est partiellement occupé par le restaurant municipal, qui dispose ainsi d'une salle panoramique exceptionnelle. Un peu sales, les façades ont grand besoin d'un ravalement, qui devrait être fait dans le respect des modénatures et des couleurs initiales.

Centre nautique (200)

Rue Edouard-Poisson. 1969, AUA, J. Kalisz, J. Perrottet

Légère et originale, la structure du centre nautique présente une grande variété de volumes. Elle renferme trois bassins autonomes qui ont chacun leur volume propre et s'articulent autour des services communs. Le complexe comprend un bassin de compétition de 25 x 15 mètres, un bassin d'initiation de 25 x 10 mètres et une fosse de plongée de 12 x 12 x 8 mètres. Il possède également des espaces de loisirs, un restaurant, et des aires de promenade surplombant les bassins. Cet ensemble, réservé à la détente, s'organise autour d'un patio ouvert en été sur la pelouse extérieure. Les grands vitrages, en parois et plafond, apportent une lumière abondante et permettent depuis l'extérieur d'apercevoir la structure. Les trois bassins ont été réalisés en tôle d'acier de 5 mm d'épaisseur par les chantiers navals de La Ciotat. La différenciation des lieux est soulignée par la polychromie conçue par l'artiste Max Soumagnac. Au final, le jeu des couleurs, des transparences et des volumes créent un bâtiment très ludique.



Centre nautique. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Centre administratif (080)

30/33 rue de la Commune de Paris. 1985, Marina Devillers et Lena Perrot

Dernier projet de la ZAC Commune de Paris, après les deux immeubles HLM décrits plus haut (cf p. 147), le Centre administratif vient fermer la rue en rattrapant la largeur initiale, 10 m, alors que les nouveaux édifices dans l'alignement de la poste l'avaient porté à 20. Le bâtiment comprend deux parties distinctes. L'une, sur la rue de la Commune de Paris est en courbe, et s'ouvre sur un hall d'entrée très vitré. Tandis que rue Bernard-et-Mazoyer, la façade s'étire, rectiligne, scandée par des poteaux évoquant au rez-de-chaussée, le rythme des arcades. Ces mêmes poteaux, escamotés au 1er étage par un jeu de fenêtres régulières, réapparaissent aux 3e et 4e pour séparer les grandes baies disposées en retrait. L'ensemble est revêtu de pierre agrafée au calepinage très étudié, à l'exception du dernier étage, en retrait, en brique rouge. Les grandes trouées vitrées viennent en contraste avec la blancheur de la pierre et dessinent des motifs géométriques très épurés que les jeux d'ombre viennent amplifier. Le hall est tourné vers la mairie à laquelle il est relié, selon les vœux de la municipalité de l'époque, par un mail. Ce dernier, planté de Ginko biloba, ne joue plus son rôle, en raison de l'opacité des arbres qui obstruent le lien visuel voulu entre les deux édifices. Ce bel immeuble abrite différents services municipaux, dont les archives, le PACT-ARIM 93 et la trésorerie municipale.



Centre administratif, Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.
Façade rue Bernard et Mazoyer.

Architecture contemporaine

Un inventaire du patrimoine serait incomplet sans un aperçu de la ville en mouvement, c'est-à-dire, non seulement du devenir de ce patrimoine plus ou moins ancien que nous avons évoqué à travers ces pages, mais aussi des édifices récents qui apportent à la ville un air de modernité et lui offrent un ancrage de valeur dans l'époque actuelle. Par architecture contemporaine, terme assez fluctuant, nous entendons ici les bâtiments construits au cours des dix dernières années (1994-2004).

Dans les chapitres précédents nous avons déjà décrit la réhabilitation de sites industriels qui ont eu un certain retentissement par leur audace et leur réussite : celles de Saint-Gobain (Odile Decq et Benoît Cornette) et de La Manufacture des tabacs (F. Leclerc et F. Dusapin). Nous avons également cité des réalisations de logement sociaux intéressantes comme la réhabilitation des cités Barbusse et de la Motte (1995-97, François Deslaugiers) et les opérations de Catherine Furet et d'Yves Lion (1998) dans le cadre de la ZAC Heurtault (Zone d'aménagement concertée). Cette dernière, lancée en 1993, est située dans un des quartiers les plus anciens de la ville, à la croisée des rues du Landy et Heurtault et s'étend jusqu'au boulevard Félix-Faure. Outre les logements cités plus haut, elle comprend une ancienne barre HLM réhabilitée et le collège Rosa Luxembourg. Elle a bénéficié du travail du paysagiste M. Besson-Girard pour l'aménagement des espaces publics.

Les quelques bâtiments que nous présentons ci-dessous ne constituent évidemment pas une liste exhaustive des dernières réalisations albertvillariennes, mais ils résultent d'une sélection. Les critères historiques n'apparaissant plus, seule la qualité architecturale a prévalu pour ce choix qui est donc un peu subjectif.

Collège Rosa Luxembourg (209)

2, mail Benoît-Frachon. 1998, Annie-Brigitte et Louis Soria

Le plan masse de ce collège 600 + Segpa est complexe. Une partie en L, à deux niveaux, épouse l'angle entre la rue du Landy et le boulevard Félix-Faure et se retourne le long d'un terrain de sport. L'autre partie, beaucoup plus imposante en façade, forme un U dont la base, rue du Landy, inclut un petit immeuble de 1909 (A. Lesieur). Les liaisons de part et d'autre sont deux exercices de style talentueux. Elles s'effectuent, sur la gauche par des redents vitrés dont les menuiseries rattrapent



Collège Rosa Luxembourg, façade mail Benoît Frachon.
Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

les horizontales du vieil édifice. Sur la droite, c'est au contraire les éléments de béton verticaux qui se conjuguent parfaitement avec le rythme des travées voisines. Le long du mail, la façade s'étire en longueur, sans la moindre monotonie. Elle s'avère au contraire extrêmement complexe et d'une grande richesse de composition, malgré le recours à la préfabrication lourde. Le jeu des volumes et des ouvertures est si abondant qu'il frise l'abstraction. A cela s'ajoutent des rapports de matériaux raffinés ou le métal et le verre affrontent des bétons d'une diversité surprenante, le bois venant adoucir l'ensemble de ses couleurs chau-

des. L'entrée, placée face à la rue Léon-Jouhaux, est radicale : une percée entre deux bâtiments fermée par un simple portail, et donnant accès à une vaste cour. Le programme, qui comporte 31 classes d'enseignement, 4 ateliers Segpa, est complété par les équipements habituels (CDI, restaurant...) ainsi que par un pôle sportif important. Le collège a reçu le prix du Moniteur AMC 1999.

Collège Rosa Luxembourg, façade rue du Landy.
Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.



Centre administratif, médical et social (075)

9/11 rue Achille-Domart. 1995, Canale 3, Pierre Boudon, Jacques Michel et Yves Monnot

S'implanter dans le secteur ancien de la ville, à deux pas de l'église classée Monument historique, ne rythmant pas nécessairement avec pastiche, les architectes ont frappé fort. Ils ont produit un bâtiment à l'impact visuel puissant, résolument étranger à son environnement mais qu'ils se sont efforcés de renouveler sans le renier. La rupture s'est pratiquée en beauté, dans tous les sens du terme, et le bâtiment, avec ses façades asymétriques jouant sur les obliques et bardées de métal a trouvé sa place parmi les immeubles " 1900 " et les équipements des années 1930 en brique qui l'entourent. Côté rue, les grandes surfaces vitrées des étages, protégées par des brise-soleil en aluminium anodisé, reposent sur un socle en agrégat de béton de basalte. En pignon, un oriel " déjanté " s'encastre dans la façade revêtue d'alucobond. Côté jardin, les murs ondulent et s'ouvrent par le biais de grands vitrages. L'intérieur est très lumineux. Les quatre étages sont distribués autour d'un atrium coloré. Le centre abrite les services municipaux de la culture et de la communication, une crèche, un dispensaire et le bureau des associations. A l'arrière a été aménagée une petite place circulaire inclinée, traitée en damier, qui est en fait la toiture des sous-sols (2 niveaux). Seul faute de goût, le pignon de l'immeuble qui surplombe cette placette a été hâtivement recouvert d'aluminium.



Centre administratif médical et de santé. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Commissariat de police (255)

16/22 rue Léopold-Rechossière. 1991/95, Philippe-Charles Dubois

Avec ses murs de brique ondoyants le long de la rue, quasiment aveugles, le Commissariat de police tient de la forteresse. Ce bel objet, posé dans un environnement déstructuré, existe par lui-même, entre des immeubles de logements élevés et face aux arbres du groupe scolaire Jules-Vallès. Le mouvement élégant de la façade résout à lui seul la difficulté de faire vivre un édifice sans ouvertures et sans modénature. Seul l'escalier à vis, implanté en premier plan, brise l'aspect monolithique. Sur la gauche, la



paroi devient mur pour se rattacher à l'immeuble voisin et s'allège grâce à de grandes trouées. Ces percements et l'usage systématique de la brique évoquent irrésistiblement l'architecte américain Louis Khan. Le même matériau et les mêmes percées se retournent sur l'intérieur, créant ainsi une véritable unité. En pénétrant dans le hall d'accueil, l'on découvre un espace démultiplié par des oculi géants qui percent les parois et offrent des perspectives étonnantes à travers un atrium éclairé par une verrière.

Commissariat de police. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Hôpital européen de la Roseraie (098)

120 avenue de la République. Extension, 1994, Babel, Michel Seban et Elisabeth Douillet

L'étroite façade qui émerge rue Henri-Barbusse n'est que la partie visible d'un bâtiment tout en longueur, 150 mètres, qui s'étend jusqu'à la rue des Cités en s'inscrivant sur une ancienne lanière agricole. A l'arrière, le bâtiment s'intègre entre des logements sociaux au nord, conçus par les mêmes architectes (322) et, au sud, un jardin. C'est de ce côté que s'ouvrent les chambres éclairées par de grandes baies filantes. Au nord, derrière un mur en pavé de verre, sont installés les services techniques. La façade principale, composée d'un cadre de béton oblique insérant une partie basse vitrée surmontée d'un damier d'emalit vert et gris se remarque beaucoup mais s'identifie mal. Cette extension comprend 90 chambres, un plateau d'imagerie médicale, des salles de conférence, un restaurant et des locaux sociaux.

Hôpital européen de la Roseraie. Façade rue Henri-Barbusse.
Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.



Lycée Le Corbusier

40 rue Léopold-Réchossière. Reconstruction, rénovation, Pierre Riboulet, 2003

Un des derniers chantiers de Pierre Riboulet, ce lycée représente un très beau testament. Implanté au carrefour de trois rues, il offre des façades différentes mais toutes très travaillées. L'ensemble se compose de trois pôles réunis par un passage vitré doublé d'un cheminement extérieur protégé par une pergola en béton. Avenue du Docteur-Michaux, un bloc de brique rouge, quasiment aveugle, abrite le restaurant au rez-de-chaussée et le gymnase au-dessus. L'angle avec la rue Léopold-Réchossière est occupé par un bâtiment entièrement vitré à l'exception du pignon en brique, dans lequel se trouvent deux étages de bureaux et deux autres de logements. Les ateliers et les classes sont hébergés par le vaste bâti-

ment à l'arrière de la cour. Sa façade est organisée en strates horizontales alternant parties vitrées, bandeau de béton sablé blanc et couronnement de brique rouge. Ce matériau est le fil conducteur de l'ensemble. On le retrouve sur tous les bâtiments, ainsi que sur le mur de clôture. Ce dernier est percé d'une longue ouverture horizontale permettant des vues sur l'intérieur. Les étages supérieurs du bâtiment de classes sont en porte à faux soutenus par des pilotis ronds que l'on peut interpréter comme un hommage au maître, Le Corbusier. L'hommage à Pierre Riboulet a été rendu par Pascal Baudet, maire d'Aubervilliers le jour de l'inauguration : " *...Plus qu'une rénovation, il s'agit bien d'un acte architectural d'une rare qualité...* " (Auber Mensuel, n° 134, décembre 2003).



Lycée Le Corbusier. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Maison de l'enfance Tony Lainé

8 rue Bordier. 2002, Patrice Lutier, Boris Le Noane.

Ce centre de loisir élémentaire s'inscrit dans une rue en pleine transformations, en face des hautes tours de la dalle Villette. Il intègre un petit pavillon de meulière à parement de brique (1913, Henri Péping), et déroule une suite de petits volumes imbriqués, alternant avec des espaces en creux, deux petites cours protégées de la rue par une grille à claire-voie et un portail en bois plein. Ces différents volumes, à deux niveaux, reprennent le gabarit du pavillon, mais se déploient chacun dans des formes et des implantations différentes. Un jeu de couleurs fortes mais harmonieuses et de matériaux, pierre, bois, béton, accentuent le découpage des édifices. Cet ensemble crée un début de continuité urbaine dans un secteur un peu chaotiques. Il est par ailleurs assez ludique et tout à fait à l'échelle des enfants. Ce parti pris de rassembler les constructions sur la rue, à en outre l'avantage de dégager la parcelle à l'arrière, aménagée en terrain de sport et de jeux.



Maison de l'enfance Tony Lainé. Photo : CG93, Bureau du Patrimoine, MF Laborde.

Bibliographie et sources cartographiques

AD93 : archives départementales de la Seine-Saint-Denis

AM Aubervilliers : archives municipales d'Aubervilliers

Bibliographie

Amouroux (Dominique), Crettol (Mario), Monnet (Jean-Pierre), *Guide d'architecture contemporaine en France*, Paris, Architecture d'Aujourd'hui, 1974.

Archives municipales d'Aubervilliers, *De la place publique au square Stalingrad*, Ville d'Aubervilliers, 2003.

Bessaha (Alain), *L'implantation du parti communiste à Aubervilliers entre les deux guerres, 1919-1939*, Maîtrise, Université Paris 1. 1992.

Blain (Catherine), *Pierre Riboulet. De la légitimité des formes : œuvres 1979-2003*, Paris, Le Moniteur, 2003.

Blin (Pascale), *L'AUA : mythes et réalités. L'atelier d'urbanisme et d'architecture, 1960, 1985*, Milan-Paris, Electa Moniteur, 1988.

Bonneff (Léon), *Aubervilliers*, L'Esprit des péninsules, 2000.

Bournon (Fernand), *Etat des communes à la fin du XIXe siècle. Aubervilliers*, Montévrain, 1900.

CAUE 93, Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement de la Seine-Saint-Denis, *Inventaire du patrimoine industriel d'Aubervilliers*, 1993.

CAUE 93, *Logements et activités à Aubervilliers*, Les points de repères du CAUE 93, n°22, mars 1995.

CAUE 93, *Centre de vie des EMGP à Aubervilliers*, Les points de repères du CAUE 93, n°34, février 2003.

Chemetov (Paul), Dumont (Marie-Jeanne), Marrey (Bernard), *Paris-Banlieue 1919-1939, architectures domestiques*, Paris, Dunod, 1989, 239 p.

Collectif, *Enquête sur le patrimoine rural et agricole en Seine-Saint-Denis*, QUIPO, 1996.

Collectif, *Le patrimoine des communes de la Seine-Saint-Denis*, Editions Flohic, 2002.

Collectif, *Aubervilliers. Evocation*, Ville d'Aubervilliers, 1994.

Dabin (Jean-Marc), Decavele (Jean-Pierre), *L'église Notre Dame des Vertus. Aubervilliers*, Ville d'Aubervilliers, 1990.

Daumas (Maurice) (dir.), *Evolution de la géographie industrielle de Paris et de sa proche banlieue : 1830-1914*, CNAM, Centre de documentation d'histoire des techniques, 1976.

Delhumeau (Gwenaël), *L'invention du béton armé, Hennebique 1890-1914*, Norma éditions, 1999.

Dessain (Jacques), *Aubervilliers à travers les siècles, des origines à 1715*, Société de l'histoire et de la vie à Aubervilliers, 1993.

Dessain (Jacques), *Aubervilliers à travers les siècles. Un siècle de bouleversements 1715-1815*, Louissette et Jacques Dessain éditeurs, 1998.

Dessain (Jacques), Fath (Claude), Karman (Jean-Jacques), *Histoire des rues d'Aubervilliers*, 3 tomes, éditions du journal d'Aubervilliers, 1984-1987.

Etude OPAH, *Quartier Villette-Quatre-Chemins*, PACT ARIM 93, 1993.

Euvremer (Yves et Luc), *Fragments de ville*, Paris, Carte Segrete / Sodedat 93, 1994, 77 p.

Fath (Claude), *Aubervilliers, mémoire en images*, tomes 1 et 2, Editions Alan Sutton, 2002.

Festuot (B.), *Les tramways à Aubervilliers 1877-1936*, 1982. AM Aubervilliers

Flamand (Jean-Paul), *Loger le peuple. Essai sur l'histoire du logement social*, Paris, La Découverte, 1989, 369 p.

Foulon (Maurice) et Demode (Léo), *Aubervilliers sous la Révolution et l'Empire*, Clermont-Ferrand, 1935.

Foussart (Anne), *OPAH du centre ville, réhabiliter le bâti sans exclure la population ?* DESS aménagement, animation et développement local, Paris VII, juin 1993. AM Aubervilliers.

Gailhoustet (Renée), *Des racines pour la ville*, Paris, éditions de l'Épure, 1998, 151 p.

Gailhoustet (Renée), *Éloge du logement*, Paris, Massimo Riposati éditeur / Sodedat 93, 1990, 86 p.

Katz (Cécile), *Territoires d'usines*, Paris, Créaphis, 2003.

Laborde (Marie-Françoise), *Architecture industrielle, Paris et environs*, Parigramme, 2003.

Lefebvre (Jean-Pierre), *Une expérience d'écologie urbaine*, Paris, Le Linteau, 1999, 210 p.

Lefebvre (Jean-Pierre), *Banlieue 93*, Paris, Messidor, 1989, 191 p.

Lopez (Raymond), *L'avenir des villes*, Paris, R. Laffont, 1964, 135 p. Lourelet-Maricot, *Cent ans de cartonnerie à Aubervilliers, 1852-1952*, Paris, Sapho, 1952.

Maillard (Henri-Pierre), *Henri-Pierre Maillard, projets et architectures 1974-1985*, Milan-Paris, Electa Moniteur, 1985.

Marrey (Bernard), *Des histoires de Bois*, Paris, catalogue d'exposition, Picard / Pavillon de l'Arsenal, 1994, 199 p.

Mellenthin (Serge), Philibert (Sylvie), *La société des architectes de la banlieue de Paris 1910-1924*, travail de fin d'études, Ecole d'architecture Paris Villemin, 1989.

Monnier Gérard (dir.) *L'architecture moderne en France*, 3 t., Paris, Picard, 1997-2000.

Moulin (Isabelle), *La petite Espagne à la Plaine-Saint-Denis. Identification*, Ecole d'architecture Paris-La Villette, 1986.

Oger (Sylvain), *L'aménagement urbain d'Aubervilliers*, Institut de géographie, 1969.

"Pantin et Aubervilliers, un siècle d'activité allumettière" in *Flammes et fumées, Bulletin de liaison du personnel SEITA*, n°33, hiver 1961-1962, p.17-51.

Petit (Sophie), *Entre fleuve et canal : histoire de la Plaine Saint-Denis*, éditions Plaine Renaissance, 1997, 79 p.

Philipp (Elisabeth), *La Compagnie des entrepôts et magasins généraux. Histoire d'une entreprise de son temps*, Edition Textuel, 2000.

Pujol (Thierry), *Des réseaux pneumatiques dans la ville, un siècle et demi de techniques marginales*, ENPC, 1986.

Saiz (Julien), *Oubli ou mémoire. Un médecin à Aubervilliers*, Julien Saiz éditeur, 2001.

Schein (Ionel), *Paris construit*, Paris, éditions Vincent, Fréal et Cie, 1970, 2ème édition, 307 p.

Société de l'histoire et de la vie à Aubervilliers, *Aubervilliers notre village-promenade rétro*, Société de l'histoire et de la vie à Aubervilliers, 1985.

Vayssière (Bruno), *Reconstruction, déconstruction. Le "hard french" ou l'architecture des trente glorieuses*, Paris, Picard, 1988, 327 p.

Vignon (René), *Les industries chimiques de la banlieue nord de Paris*, thèse de troisième cycle, 1961.

Ville d'Aubervilliers, *L'aménagement d'une grande cité, 1923-1935*, Aubervilliers, 1935, 95 p.

Voldman (Danièle), *La reconstruction des villes françaises de 1940 à 1954 - Histoire d'une politique*, Paris, L'Harmattan, 1997, 487 p.

Sources cartographiques

« Atlas communal du Département de la Seine. Arrondissement de Saint-Denis. Commune d'Aubervilliers », par Th. O. Lefèvre, 1/5000^e, ca 1854. Noir et blanc ; 63 x 93 cm.

« Atlas communal du Département de la Seine. Arrondissement de Saint-Denis. Commune d'Aubervilliers », par Th. O. Lefèvre, 1/5000^e, 1872. Noir et blanc ; 63 x 93 cm.

Cadastre napoléonien d'Aubervilliers. Section A dite du village. Section B dite du Pont-Blanc. Section C dite des Rieux, 1/2500^e, [1808-1812]. AD93, 2047W2-4 ; couleur ; 100 x 64 cm.

Carte de la région Ile-de-France. Feuille X-16-NE : Bobigny Nord-Est, dressée et dessinée par L'Institut Géographique National, 1/5000^e, 1967 révisée en 1972. Noir et blanc ; 104 x 84 cm.

« Carte topographique des environs de Versailles, dite "des Chasses impériales". Levée et dressée de 1764 à 1773 par les ingénieurs-géographes des camps et des armées commandés par feu M. Berthier...terminée en 1807 par ordre de Napoléon. Feuille 3. St. Denis. Feuille 6. Paris ». Noir et blanc ; 105 x 74 cm.

« Département de la Seine. [Feuilles] 13, 21, 22. Dressée en 1895 par le Service des Ponts et Chaussées du Département », 1/5000^e. Noir et blanc ; 68 x 52 cm.

« Département de la Seine. [Feuilles] 13, 21, 22. Dressée en 1936 par le Service des Ponts et Chaussées du Département », 1/5000^e. Noir et blanc ; 68 x 52 cm

« Paris et environs. 1^{ère} feuille. VIII. feuille » ; par l'abbé Delagive, 1730-1740. Noir et blanc ; 116 x 75 cm.

Plan général de la commune d'Aubervilliers et des villes voisines pour le projet de commune indépendante du quartier des Quatre-chemins, 1/5000^e (?), 1873. Couleur, 68 x 93 cm. AM Aubervilliers 2 Fi 20.

Plan général de la commune d'Aubervilliers et du hameau de Crèveœur, commune de la Courneuve, 1800. Couleur ; 73 x 99 cm. AM Aubervilliers 2 Fi 29. Le plan a été dressé à une date postérieure à 1800.



Annexes

Les annexes qui suivent sont des fiches d'inventaire concernant quelques sites représentatifs.

La totalité des fiches d'inventaire concernant le patrimoine albertivillarien sera prochainement consultable sur le site internet atlas-patrimoine93.fr.

